

EN GRANDE-BRETAGNE

**Le président  
du syndicat des mineurs  
a été arrêté**

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**«Le Monde des arts  
et des spectacles»**

*La Biennale  
de la danse  
à Lyon*

Pages 13 à 16

## Plus de Rhin ?

Les grandes protestations d'amitié appartenant de longue date au rituel des sommets franco-allemands. De même pour la célébration d'une réconciliation si ancienne et si profonde que, n'ait été la petite « affaire de la commémoration du 6 juin », il n'en aurait sans doute même pas été question. Mais les consultations qui se sont achevées mardi après-midi 29 mai à Rambouillet ont tout de même marqué sinon un véritable tournant du moins une indéniable accentuation de la concertation entre Paris et Bonn.

M. Mitterrand tenait manifestement à ce qu'il en soit ainsi. Comme il paraît loin, le temps où le nouveau président, s'installant à l'Élysée, signifiait sans ambages que l'ère des rapports privilégiés avec la République fédérale était close ! Jamais autant qu'aujourd'hui la France n'a à ce point compté sur les vertus de cette alliance à plus d'un titre exceptionnelle pour faire avancer, voire aboutir, un certain nombre de projets qui lui sont chers. Qu'il s'agisse de relancer l'activité industrielle et la recherche technologique, de ramener à la raison les États-Unis en matière de taux d'intérêt, ou de faire enfin plier la « dame de fer », Paris attend de Bonn la solidarité et la compréhension sans lesquelles rien ne sera possible. Mais il y avait sans doute aussi une autre intention, de la part de M. Mitterrand, à la fois stratégique et tactique, dans la poursuite de son « grand dessein » européen.

Stratégique : aucun projet d'union européenne n'aurait de sens — ou en tout cas de chances sérieuses d'aboutir — s'il ne s'appuyait sur le pilier franco-allemand. De ce point de vue, les paroles prononcées par M. Kohl ont dû combler d'aise le président français, même si des considérations de politique intérieure peuvent conduire ce dernier à ne pas trop monter en épingle l'appui sans réserve apporté à son « discours de Strasbourg » par un chancelier chrétien-démocrate.

Tactique : tout en jurant que ses appels à l'union et au développement de liens particuliers entre certains États membres de la CEE ne visent personne, et que nul n'est exclu a priori de cette nouvelle marche à l'unité du Vieux Continent, M. Mitterrand n'est sans doute pas mécontent de montrer au passage aux Britanniques que, s'ils persistent à jouer les franc-tireurs de la construction européenne, quelque chose d'essentiel risque fort de se passer sans eux. Quelque chose qui, en réalité, a sans doute été largement amorcé mardi à Rambouillet avec les risques inhérents à l'entreprise.

Instaurer à l'intérieur de la Communauté une sorte de « super-union », notamment douanière, entre deux de ses membres peut aussi bien avoir un heureux effet d'entraînement qu'introduire, à plus ou moins longue échéance, un facteur de désagrégation. On est ici au cœur de la problématique de l'« Europe à plusieurs vitesses ». Pour le chef de l'État, elle est désormais « entrée dans les faits », et il est vain de « s'opposer à cette réalité ».

En attendant, Français et Allemands pourront, d'ici quelques semaines, passer la frontière sans avoir à montrer leur passeport et vérifier que, dans ce domaine-là au moins, il n'y a plus de Rhin. Il est vrai qu'on l'a dit jadis, un peu imprudemment, des Pyrénées.

(Lire page 3.)

## Tentative de dialogue au Salvador

*Les chefs militaires de la guérilla proposent au président Duarte de rechercher les conditions d'un règlement*

De notre envoyé spécial

Les cinq commandants militaires du Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN) ont demandé à M. Duarte, qui prend ses fonctions de président le vendredi 1<sup>er</sup> juin, d'apporter « des preuves concrètes de sa volonté de dialogue avec la guérilla ». Les dirigeants militaires de l'insurrection parlent d'un « processus dans lequel les deux parties doivent faire des pas l'une vers l'autre ».

San-Salvador. — Trois semaines après la victoire de M. Duarte, la guérilla donne l'impression d'être encore dans une phase défensive.

De janvier à novembre 1983, la situation était exactement inverse. Les insurgés avaient, tout au long de l'année, renforcé leur capacité opérationnelle et multiplié les opérations, harcelant une armée mal équipée, insuffisamment entraînée et peu combattive. À la fin décembre, ils avaient réussi un exploit en inves-

tissant la caserne d'El Paraíso, dans le département de Chalatenango.

Les six cents soldats de la garnison avaient été submergés par plusieurs centaines de guérilleros, appuyés par un peloton de mortiers venu du Morazan. L'attaque d'El Paraíso était une opération combinée qui regroupait des guérilleros appartenant à plusieurs des cinq groupes armés du Front Farabundo-Martí de libération nationale. L'armée avait avoué officiellement une centaine de morts et de nombreux disparus. Le bilan était beaucoup plus lourd, et le coup au moral des forces régulières très important.

Depuis mars 1984, les insurgés agissent en ordre plus dispersé. Leurs actions sont moins résolues et leurs difficultés sont manifestement plus grandes. Ils n'ont cependant pas subi, au plan militaire, de défaites notables et leurs zones d'influence ne se sont pas réduites.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 6.)

## Victoire de M. Moubarak aux élections égyptiennes

*En dépit de sa prédominance numérique le parti au pouvoir s'inquiète de la forte représentation du Wafd au Parlement*

De notre envoyé spécial

Les résultats des élections législatives égyptiennes ont consacré la victoire de M. Moubarak et du parti officiel au pouvoir, qui a obtenu 391 sièges sur un total de 448. Seule formation de l'opposition représentée au Parlement, le néo-Wafd, disposera, pour sa part, de cinquante-sept élus.

Le Caire. — Au vu des résultats des élections législatives, proclamés mardi soir 29 mai par le ministre de l'Intérieur, M. Hassan Abou Bacha, nombre d'observateurs estiment que la nouvelle Assemblée du peuple pourra difficilement remplir son mandat de cinq ans. En effet, le verdict populaire — du moins tel qu'il a pu s'exprimer — ne répond aux vœux d'aucune des parties concernées.

Le président Moubarak, selon certains de ses proches, souhaitait un Parlement « équilibré », suffisamment diversifié pour introduire des réformes fondées sur un consensus national. Paradoxalement, la victoire massive de la formation qu'il préside, le Parti national démocratique (PND), ne l'enchantait guère. Peuplé de

soldats attachés aux privilèges engendrés par un libéralisme économique excessif instauré par l'ancien président, le PND risque de faire obstacle à tout changement en profondeur. D'autant plus qu'il aura pour seul partenaire le néo-Wafd, ressuscité des cendres de l'ère monarchique, et que le pouvoir juge comme étant franchement conservateur, voire « réactionnaire ».

L'alliance électorale conclue entre le parti de M. Fouad Serageldine « Pacha » et les Frères musulmans n'est pas faite non plus pour rassurer le chef de l'État, dont la principale préoccupation, rapportent encore ses proches, est de faire barrage à la vague islamiste. Selon une première estimation, une douzaine de parisiens d'un État strictement confessionnel se sont fait élire sous la bannière du Wafd. Leur présence au Parlement est suffisamment substantielle pour entretenir une agitation permanente, favorisant ainsi les activités subversives d'une multitude d'associations islamiques, mises hors la loi en 1981 après l'assassinat d'Anouar El Sadate.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 6.)

## Que se passe-t-il réellement dans le Golfe ?

Que se passe-t-il exactement dans le Golfe ? Apparemment, tous les avis ne convergent pas. A en croire la direction du groupe français ELF-Aquitaine — qui continue, pour sa part, à enlever du brut à Ras-Tanura, — « la plupart des pétroliers coulés n'existent pas ». Sur les dix-neuf navires dont on a dit qu'ils avaient été attaqués depuis un mois, dix n'ont fait l'objet d'aucune déclaration auprès des compagnies d'assurances. Autre conviction des principaux dirigeants d'ELF, « les Japonais continuent d'enlever du pétrole à Kharg, en Iran ». « Nous ne les avons vus se rembarquer sur aucun autre marché, et tout laisse à penser qu'ils envoient dans le Golfe des bateaux battant un autre pavillon ».

Deux nouvelles au moins tendent à confirmer ces impressions. La publication, le 29 mai, par le secrétariat de l'OPEP de la production des pays de l'organisation aux mois d'avril et mai montre plutôt un accroissement de l'extraction des pays du Golfe.

L'Iran, notamment, a vu celle-ci passer de 2,2 millions de barils par jour (110 millions de tonnes par an) en avril à 2,350 millions en mai, tandis que Ryad portait la sienne de 4,8 à 4,9 millions de barils quotidiens.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 4.)

## L'EUROPE DE L'ÉDUCATION

### Compléter le triangle

L'Europe n'est pas seulement un Marché commun. Elle n'est pas seulement un ensemble économique. Une communauté d'intérêts. Elle est, d'abord, elle est surtout, une communauté de culture et de civilisation entre les dix pays qui la composent. C'est cela qui fonde principalement leur solidarité.

Car la principale motivation de l'entreprise européenne, elle est là. Dans ce sentiment d'appartenance à un même ensemble culturel, par-delà le génie particulier de chaque pays. Dans cette perception de tout un héritage, de tout un patrimoine commun, qui forme nos communes racines. Rapproché ou Rembrandt. Erasme ou Montaigne. Newton ou Leibniz. Beethoven ou Verdi. L'Europe, c'est d'abord une mémoire collective. Et donc une communauté de destin. Pour, ensemble, dessiner l'avenir.

C'est à ce titre qu'elle concerne, très directement, la génération nouvelle, qui est aussi la génération de l'Europe. Celle qui est née avec ou après le traité de Rome. Aujourd'hui, la Communauté européenne compte cent millions de moins de vingt-cinq ans, dont quatre-vingt millions de moins de vingt ans, qui se trouvent, pour le plus grand nombre, à l'école ou à l'université. Il y a là tout un potentiel pour aller de l'avant. Il y a là toute une force vive, qui représente l'avenir. Par définition.

De plus, à la différence de l'économie, qui peut donner lieu à des conflits d'intérêts, l'éducation et la culture forment très naturellement un terrain de consensus. Un terrain d'entente et un champ pour l'action commune.

Il faut donc tracer le troisième côté du triangle européen, pour compléter efficacement les deux autres, l'économique et le politique. Il faut donc donner à l'Europe sa dimension éducative. En s'inscrivant dans « le

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (\*)

mouvement qui nous porte déjà au-delà du traité de Rome pour des domaines qu'il ne couvre pas ». Comme l'a déclaré le président de la République le 24 mai dernier, devant le Parlement européen.

En effet, par un étrange paradoxe, le mot « éducation » ou « enseignement » ne figure pas dans le traité de Rome. Ce texte ne comporte en rien des dispositions spécifiques à l'éducation. Il ne l'aborde qu'incidemment. De manière très accessoire ou simplement allusive. Résultat : il a fallu attendre près de quinze ans et le début des années 70 pour que les États membres commencent à agir ensemble en ce domaine.

Certes, là comme ailleurs, il ne s'agit pas de confondre solidarité et uniformité. Ou de nier la légitime pluralité des cultures nationales, qui fait de la culture européenne une « culture plurielle ». De même, la diversité des systèmes éducatifs est une richesse pour l'Europe. Il ne s'agit donc ni de vouloir la uniformiser.

Mais il est indispensable d'améliorer la correspondance entre eux et de développer, là aussi, une action conjointe entre les Dix. Pour chercher ensemble des réponses communes aux problèmes communs qui sont ceux de la nouvelle génération. Pour faire de l'éducation un nouvel espace de solidarité.

A cette fin, les ministres de l'éducation des États membres se sont réunis pour la première fois en 1971. En 1974, ils ont adopté une résolution qui souligne avec force « la nécessité d'instaurer une coopération européenne dans le domaine de l'éducation ». Depuis lors — donc

(\*) Secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale.

EN SIGNE « DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION »

**Le maire adjoint de Bayeux  
a remis la médaille d'honneur de la ville  
à un ancien général SS**

LIRE PAGE 28 LES ARTICLES DE BERNARD LEBRUN ET JEAN PLANCHAIS

## LE PROJET SAVARY

### Retour au texte

« Liberticide », « totalitaire », « mortel ». A entendre certaines voix, le projet de loi adopté le 24 mai par les députés signerait l'arrêt de mort de tout un secteur de l'éducation. Il conduirait, implacablement à la disparition de ces dix mille établissements privés qui concourent au service public sans vouloir lui appartenir.

Combien, parmi ceux qui rient au loup, ont pris la peine de lire le texte qui suscite leur indignation ?

Les adversaires du projet de loi réclament la liberté pour les parents de choisir entre plusieurs établisse-

ments, la possibilité d'opter, sans être pénalisés financièrement, pour une école confessionnelle, ou pour une école aux vertus pédagogiques plus évidentes, ou pour une école à faible population d'immigrés, ou tout simplement pour une école qui accepte l'enfant en situation d'échec dans l'établissement public du secteur.

Cette liberté sera-t-elle effacée par la loi Savary ? Réponse : « Les parents exercent librement leur choix à l'égard des établissements privés, en fonction notamment de leur projet éducatif » (article 6). La communication du projet éducatif aux parents lors de l'inscription de l'enfant est d'ailleurs rendue obligatoire afin qu'ils agissent en connaissance de cause. Il n'y a pas de restrictions géographiques au choix des parents.

Les établissements privés doivent donc fournir un projet éducatif aux parents. S'ils doivent proposer ce projet, c'est, à l'évidence, qu'ils peuvent avoir une spécificité, puisque « le projet éducatif est la définition de l'identité de l'établissement. Il lui appartient en propre. Il peut faire référence à un « genre d'éducation ».

CATHERINE ARDITTI et CHARLES VIAL.

(Lire la suite page 11.)

## AU JOUR LE JOUR

### Initiative

La querelle scolaire va-t-elle prendre un nouveau tournant ? M. Mauroy a annoncé, mardi, à l'occasion d'une réception en l'honneur du Parlement, qu'il prendrait prochainement une initiative « pour apaiser les esprits ».

Louable et partagé souci : nul ne peut, en conscience, souhaiter une aggravation de la discorde. Il est cependant permis de se demander — à la lumière des derniers événements — si la meilleure initiative que pourrait prendre le premier ministre ne serait pas, cette fois, de n'en point prendre.

BRUNO FRAPPAT.

## DECOIN



Didier Decoin  
La  
Sainte Vierge  
à les yeux  
bleus

Soul

Après Il fait Dieu, Didier Decoin nous confie comme un secret mais très fort sa relation avec Marie, comment jour après jour, après l'avoir écoutée, il s'est mis à lui parler. Simplement. 95F

SEUIL

مكتبة من الامم



Le Monde

## idées

## Un coup de jeune pour l'Europe ?

L'avenir  
de la Communauté  
(suite)

Dans un premier article (le Monde du 29 mai), André Fontaine s'est efforcé de situer la relance de l'union européenne proposée à Strasbourg le 24 mai par M. Mitterrand. Il en vient aujourd'hui à l'un des thèmes favoris, ces temps-ci, du discours européen : la défense, pour montrer les obstacles qui se présentent immédiatement. Roger-Cérard Schwartzberg demande, de son côté, que l'on donne à l'Europe la dimension éducative qui lui fait défaut.

**FRANÇOIS MITTERRAND** a fait état, dans son discours du 24 mai devant le Parlement européen, des « aspirations si souvent exprimées ces derniers temps d'une sécurité, d'une défense communes ». Le temps serait-il venu d'une nouvelle « Communauté européenne de défense », trente ans après l'échec mémorable de celle qui avait fait l'objet, le 26 mai 1951, entre les Six, du traité de Paris ?

Voire. Les « aspirations » en question posent en effet deux questions essentielles et, pour le moment au moins, insolubles : celle des armements nucléaires et celle des rapports avec les Etats-Unis.

— Les armements nucléaires. — André Glucksmann n'est pas seul à vouloir que les Allemands (ceux de l'Ouest) en disposent : 30 % des Français, aux termes du sondage SOFRES-Expansion déjà cité, en sont partisans. Ils sont bien gentils, mais, a) 14 % des Allemands seulement, selon le même sondage, y sont favorables ; b) l'URSS ne veut pas en entendre parler ; c) si les Allemands ont des armes nucléaires, nous nous les cherchons », a dit un jour le maréchal Grottko à Robert Galley, alors ministre de la Défense ; d) les Etats-Unis n'ont jamais montré la moindre propension à aider leurs alliés à accéder à la possession d'armements nucléaires, craignant de les voir jouer le rôle de détenteur d'un conflit, et la République fédérale est certainement le dernier pays pour lequel ils envisageraient de le faire ; e) l'adhésion de la RFA au traité de non-prolifération du 1<sup>er</sup> juillet 1968, qui confirme sa re-

nunciation à la possession d'armes atomiques, est l'un des éléments du « paquet » qui a permis la normalisation de ses relations avec les pays de l'Est : elle ne peut la remettre en cause sans remettre en cause du même coup la consolidation du statut de Berlin-Ouest et le développement des échanges interallemands, notamment dans le domaine familial, qui font partie dudit « paquet ».

Concluons qu'à vues humaines, l'accession de la RFA à l'armement nucléaire est pour longtemps exclue. Pour qu'elle participe dans ces conditions à une « défense européenne commune », qui ait un sens, il faudrait au moins qu'elle bénéficie de la protection des forces de dissuasion britannique et française. Aussi bien Valéry Giscard d'Estaing a-t-il proposé, dans son dernier livre, que l'on « parvienne à une situation où le parapluie nucléaire français protégerait en fait de manière identique les deux rives du Rhin ».

Nous, on veut bien, comme dirait notre amie Claude Sarraute. Mais il y a un « mais » et un gros : le « parapluie » en question n'existe que parce que l'on a un doute sur la détermination des Etats-Unis d'utiliser leur force pour protéger l'Europe. Pour quoi ce doute ? Parce que la population américaine, tous les sondages le montrent, n'a qu'une envie limitée de risquer sa vérification pour empêcher celle de l'Europe. Or les moyens nucléaires dont disposent les

## II. — Où l'on reparle de défense

par ANDRÉ FONTAINE

Yankees pour intimider les Soviétiques sont, pour le moment, trente fois supérieurs, grosso modo, aux nôtres. Quiconque réfléchit sérieusement à l'emploi de la dissuasion nucléaire ne peut que conclure à l'extrême difficulté de rendre sa contribution à la défense de l'Allemagne plus crédible que celle des Etats-Unis. Comme l'a très bien dit le général Gallois, « si l'on peut à la rigueur faire croire que l'on mourra plutôt debout que couché pour soi-même, il est douteux que l'on soit prêt à mourir pour le faire au profit d'un tiers » (1).

## Le poids des Etats-Unis

Cette observation conduit tout naturellement à la deuxième question majeure posée par le concept de « défense européenne » : quels seront les rapports de la défense en question avec les Etats-Unis ? Dépourvus, à l'exception de la Grande-Bretagne, d'armes nucléaires, nos partenaires se sentiraient pour la plupart nus comme des vers devant le Kremlin si les Américains devaient, en quelque manière, réduire leur engagement en Europe. Le contour neutriste, vivace notamment en Allemagne, s'en trouverait automatiquement fort encouragé. Aussi bien le beau discours sur l'indépendance de la France et de l'E-

urope n'empêcherait-il pas les représentants de notre pays dans les instances atlantiques de se montrer très attentifs à ce que rien dans les projets de relance de la défense européenne ne puisse affecter les liens germano-américains.

L'IFOP a beau poser pour les lecteurs de *Valeurs actuelles* (2) la question : « Êtes-vous favorable à la constitution d'une force militaire conventionnelle et nucléaire purement européenne ? » et obtenir 54 % de « oui » (55 % à gauche, 65 % à droite), rien à l'heure actuelle ne va dans ce sens. Il est vrai que, comme l'écrivait il y a quatre ans Jean-Paul Pignasse, « l'Europe peut, si elle le veut, assurer par ses propres moyens sa sécurité sur des bases solides », mais il avait son mot raison d'affirmer que cette défense « qui ne peut être assurée en dehors de la dissuasion nucléaire, suppose une unité de décision complète, donc une unification politique préalable » (3). C'est la conclusion à laquelle étaient arrivés pour leur part Georges Pompidou et Edward Heath, partisans convaincus au départ d'une défense européenne, et qui s'étaient déçus, après avoir constaté que la solution relevait de la quadrature du cercle.

Nul ne peut dire où l'on en sera dans dix ans, mais la puissance de feu des forces nucléaires franco-britanniques, si l'on respecte les programmes, aura été considéra-

ment accrue. Pour le moment, force est de constater que l'immense majorité de ceux qui réclament une défense européenne, ou bien ne savent pas ce dont ils parlent, ou bien ont en tête des objectifs bien plus limités : ce qui ne veut pas dire que ces objectifs ne soient pas déjà bien ambitieux ni qu'il ne répondent pas à d'indiscutables nécessités. Ainsi d'une coopération poussée en matière de production d'armements, permettant de parvenir à la standardisation qui fait tant défaut et de réaliser, en éliminant les doubles emplois, de larges économies. Ainsi encore d'une concertation européenne, par exemple dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (les Six plus la Grande-Bretagne) sur les aspects politiques des problèmes stratégiques, de manière que l'Europe, dans ses discussions avec les Etats-Unis, s'exprime de manière aussi cohérente que possible.

Le « diviser pour régner » est une pratique trop ancienne pour que l'Europe, face à tous les défis qui la menacent, ne se rappelle pas que l'union fait la force et n'ignore pas la conséquence. Mais les mots ne sauraient occulter les immenses problèmes que cela suppose.

FIN

(1) Interview à *Libération*, 19 octobre 1983.(2) Sondage publié dans *Valeurs actuelles* du 24 mai.(3) Jean-Paul Pignasse, « Le deuxième plan », *Cahier de la Fondation pour les études de défense nationale*, n° 15.

## Compléter le triangle

(Suite de la première page)

Pour l'affermissement de la solidarité européenne, la libre circulation des hommes importe plus encore que la libre circulation des produits. Aussi faut-il intensifier les échanges au sein de l'Europe des Dix. Et, plus spécialement, les échanges d'étudiants et d'enseignants du supérieur. En leur permettant d'aller enseigner ou d'étudier temporairement dans un autre pays de la Communauté.

Il s'agit de développer une véritable communauté universitaire européenne. De la développer ou de la retrouver. Car elle existait autrefois. Au Moyen Age, quand l'Europe était surtout un réseau d'universités. Ou au moment de la Renaissance, quand, entre 1494 et 1509, Erasme allait enseigner d'Oxford à Aix-la-Chapelle, de Padoue à Fribourg, d'Orléans à Anvers.

Le 2 juin 1983, le conseil des ministres de l'éducation a, précisément, mis l'accent sur cet objectif : « l'accroissement de la mobilité dans l'enseignement supérieur », en insistant sur la reconnaissance des qualifications obtenues et des cours suivis dans d'autres Etats membres.

Dans la même perspective, j'ai adressé, le 16 mars 1984, une circulaire aux recteurs, présidents d'université et directeurs de grandes écoles de notre pays. Pour leur demander de développer largement les échanges avec les autres établissements d'enseignement supérieur de la Communauté et de la mise en œuvre de formations et de recherches en commun. Notamment sous la forme de « programmes communs d'études », bénéficiant d'aides financières communautaires, et de « cursus intégrés », permettant aux

étudiants d'accomplir une partie de leurs études dans un autre Etat et de faire valider ces périodes d'études dans leur université d'origine.

Ainsi, pour l'informatique, qui est une science de la communication et, aussi, par excellence, une science sans frontières, il serait très utile qu'on puisse obtenir son diplôme en étudiant successivement par exemple à Paris-Orsay, puis à Newcastle ou à Hambourg.

Par ailleurs, l'intensification des échanges doit, bien sûr, s'appuyer sur l'apprentissage des autres langues de la Communauté. Dès la scolarité obligatoire. A cet égard, le programme d'action de 1976 prévoit, comme base de départ, l'« offre à tous les élèves de la possibilité d'étudier au moins une autre langue de la Communauté ». Et il importe, aujourd'hui, d'établir un plan d'enseignement des langues européennes, pour resserrer l'union des peuples européens.

## L'emploi des jeunes

Mais la « priorité des priorités », pour l'Europe de l'éducation, c'est d'agir pour l'emploi des jeunes. Car la Communauté compte aujourd'hui 4 800 000 jeunes chômeurs de moins de vingt-cinq ans. Soit plus que la population totale d'Irlande et près de la population totale du Danemark.

Ils sont ainsi près de 5 millions à éprouver un sentiment d'exclusion de mise à l'écart d'une société qui ne sait pas suffisamment les accueillir. Ils sont ainsi près de 5 millions, laissés en marge de la vie active et, par là, de la vie sociale. Il est donc

primordial de se mobiliser pour combattre ce chômage des jeunes. Rien n'est plus essentiel pour les responsables de l'éducation en Europe aujourd'hui.

Le 9 février 1976, le conseil a souligné « les mesures à prendre dans le domaine éducatif en vue de préparer les jeunes à la vie du travail, de faciliter leur passage de l'étude à la vie active, d'améliorer leurs possibilités de trouver un emploi et de réduire ainsi le risque de chômage ». Depuis lors — les 13 décembre 1976, 15 janvier 1980, 12 juillet 1982 — il a adopté plusieurs résolutions poursuivant ce même but. Enfin, le 3 juin 1983, il a examiné ce problème central en session conjointe avec les ministres des affaires sociales.

L'objectif ? Etablir une meilleure correspondance entre les systèmes éducatifs et les perspectives de l'emploi. L'accent est donc mis sur l'orientation scolaire, sur la publication de statistiques relatives à l'emploi dans les divers secteurs, sur le dialogue entre responsables de l'éducation et interlocuteurs du monde du travail, ainsi que sur l'accès à la formation permanente après la scolarité obligatoire.

Enfin, la résolution du 19 septembre 1983 porte sur l'« introduction des nouvelles technologies de l'information dans l'éducation ». Afin de « préparer les jeunes à répondre aux besoins des industries de demain, caractérisées par une technologie avancée ».

Qui ne le voit ? Si les jeunes peuvent disposer d'une formation adaptée à une société en profonde mutation technologique, ils accéderont plus facilement à un emploi, qui, de plus, sera fondé sur la « ressource

humaine ». Sur l'épanouissement des capacités de chacun. Le système éducatif doit donc contribuer à assurer la plus large diffusion de la culture informatique, qui va irriguer la plupart de nos activités.

Aussi, dès le conseil du 2 juin 1983, la France s'est-elle fait approuver par ses partenaires la tenue à Marseille, en décembre 1983, d'un colloque européen sur le thème « Informatique et enseignement ». Afin de réfléchir ensemble sur la nécessaire recours aux nouvelles technologies dans l'éducation et sur la préparation aux nouveaux emplois induits par ces nouvelles technologies.

## L'égalité des chances

Le troisième grand impératif pour l'Europe de l'éducation, c'est de réaliser « l'égalité des chances en vue du plein accès à toutes les formes d'enseignement ». Comme le prescrivent les résolutions des 9 février et 13 décembre 1976.

Cela requiert, d'abord, d'« assurer aux jeunes filles l'égalité des chances en matière d'éducation ». Car l'enseignement reste souvent marqué par des stéréotypes sur la répartition des rôles entre les deux sexes. Dès lors, les jeunes filles sont fréquemment orientées vers des cycles de formation plus courts ou vers des professions dites « féminines », moins bien rémunérées et plus exposées au chômage. Il faut donc leur donner la possibilité de participer bien davantage aux secteurs de l'éducation et de la vie professionnelle dans lesquelles elles ont été longtemps sous-représentées.

De même, pour promouvoir l'égalité des chances, le conseil a adopté

le 25 juillet 1977 une directive sur « la scolarisation des enfants de migrants ». Les Etats membres sont dans l'obligation d'offrir à ceux-ci un enseignement d'accueil gratuit, comportant notamment l'enseignement de la langue du pays hôte et simultanément « l'enseignement de la langue maternelle et de la culture du pays d'origine ». Ainsi la voie est-elle ouverte à une éducation interculturelle, favorisant l'estime réciproque et le respect des différences.

Enfin, toujours en vue d'aider les moins favorisés, la résolution du 13 décembre 1976 demande de « promouvoir des actions adéquates pour les jeunes handicapés ». Afin de faciliter leur insertion dans le système éducatif.

## La présidence française

La France conduit de nombreuses actions nationales dans ces diverses directions. Au moment où elle préside la Communauté, elle peut donc contribuer activement à ce que l'Europe de l'éducation continue d'avancer dans cette triple voie : développer les échanges au sein de la Communauté, combattre le chômage des jeunes, promouvoir l'égalité des chances.

Cette volonté s'exprime dans les réunions européennes qui se tiennent actuellement.

Ainsi, le 21 mai, à Bruxelles, dans mon intervention devant la Conférence européenne des syndicats, qui est particulièrement impliquée dans la bataille pour l'emploi des jeunes et pour l'égalité des chances.

De même, le 4 juin, à Luxembourg, au cours du prochain conseil

des ministres de l'éducation, qui sera donc présidé par notre pays. A cette occasion, je présenterai à nos neuf partenaires l'initiative qu'a prise la France d'organiser, le 3 mai, une Journée de l'Europe à l'école dans tous ses établissements scolaires.

Cette journée visait à informer les élèves sur la Communauté européenne, sur les étapes de sa construction et sur ses institutions. Par-delà, elle visait à les sensibiliser à l'Europe comme communauté de civilisation. Avec son histoire et sa culture. Avec son patrimoine artistique et scientifique. Avec ses dimensions économiques et technologiques.

Aussi était-il recommandé aux divers enseignants d'orienter leurs cours, ce jour-là, vers les questions européennes. Car c'est l'ensemble des disciplines (histoire, géographie, langues, arts, sciences économiques et sociales, etc.) qui peuvent concourir à une meilleure connaissance de l'Europe.

Lors de la prochaine réunion des ministres de l'éducation, il sera proposé aux autres Etats de reprendre cette initiative. Afin qu'à l'avenir, une Journée de l'Europe, qui se tiendrait partout le même jour, puisse être prévue dans toutes les écoles de l'Europe des Dix.

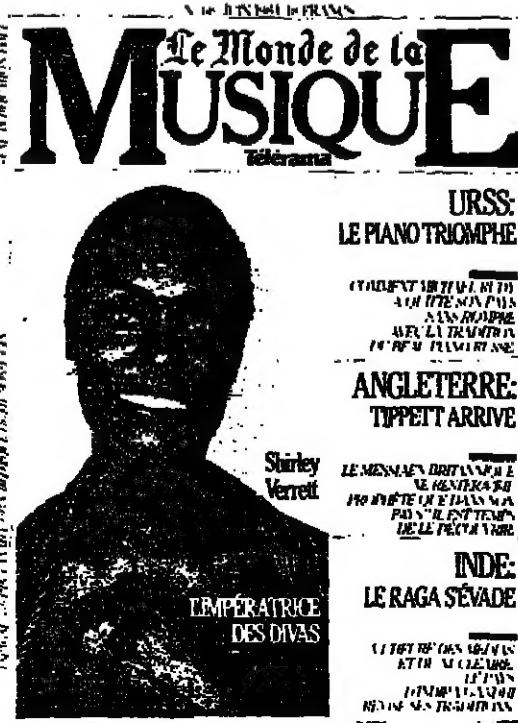
Ainsi se renforcera la conscience d'appartenir à une même communauté de destin. Ainsi s'accroîtra la solidarité entre les élèves d'aujourd'hui, qui feront l'Europe de demain. Et à qui il revient, ensemble et maintenant, de préférer l'avenir.

R.-G. SCHWARTZBERG.

Quand l'Inde s'envole  
le raga s'évade

Eternelle, vénérable, codifiée, splendide, la musique indienne, à l'instar de toutes les musiques traditionnelles, semblait immobilisée une fois pour toutes. Erreur ! L'envoyé spécial du Monde de la Musique a pu constater sur place combien le jazz, notamment, avait fait évoluer le style d'improvisation et le goût du public. Toujours plus de notes, toujours plus vite, il y a de la rumba dans le raga !

Le Monde de la Musique de juin.  
18 francs chez votre marchand de journaux.

Le Monde de la  
MUSIQUEURSS:  
LE PIANO TRIOMPHEANGLETERRER:  
TIPPETT ARRIVE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LE MENAÏEN BRUYÈRE

LU

## « ILS ONT SEMÉ NOS LIBERTÉS »

## Cent ans de syndicalisme

LA CFTD a voulu marquer d'une pierre blanche l'anniversaire du centenaire du syndicalisme (1) en publiant un très bel album intitulé *Ils ont semé nos libertés*. Richement illustré de nombreuses photographies, cet ouvrage entend, selon la formule de M. Edmond Maire dans sa préface, « illustrer le parcours du mouvement syndical pour la reconnaissance des droits individuels et collectifs des salariés ». Il y réussit.

Le regard est, bien sûr, orienté, mais il s'en dégage, au fil des pages, des oppressions et des conquêtes ainsi retracées, une forte impression : celle de la dignité de ce mouvement ouvrier et de ses composantes tout au long de son histoire.

Le ton est donné par deux textes qui entretiennent la nostalgie du passé et les espérances de l'avenir à construire. Il y a d'abord l'avant-propos de Bernard Clavel, cet ancien ouvrier manuel devenu écrivain, qui a pris sa première carte syndicale « en cachette » sans se faire beaucoup d'illusions.

L'écrivain raconte, avec des mots forts, son itinéraire, évoque son souvenir de l'usine où il s'engagea de la monotonie m'écroulait davantage que cette servi-

tude patronale contre laquelle il me semblait beaucoup plus aisé de lutter ». Le travail lui a permis d'échapper à l'esclavage », mais B. Clavel continue ses combats.

Avec le texte de Michel Ragon, on replonge dans l'histoire des médias et de la condition ouvrière. Il y a le grand-père journaliste aux mines « gercé », calvaire, le cousin ouvrier. Et puis il y a Michel Ragon, qui en a fait des « boulots » : « courantin » (garçon de courses) puis manutentionnaire, ouvrier agricole, manœuvre, employé de bureau et enfin enseignant. Trente-trois pages d'émotions et de passions, de révoltes et de tendresse. Une histoire qui n'est pas rose » mais qui se veut d'abord un témoignage débouchant sur un hymne au temps libre. Un champ d'action où il reste beaucoup à faire pour le syndicalisme.

M. N.

(1) La CFTD fêtera son propre centenaire en 2019 et son en 2064, puisqu'elle n'est pas née en 1964 — suite de son changement de dénomination — mais en 1919.

Éditions Syros. 190 pages. 120 F TTC.



L'Europe?

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA FIN DU SOMMET FRANCO-ALLEMAND DE RAMBOUILLET

- La coopération technologique va être renforcée
- La circulation des personnes sera totalement libre entre les deux pays

C'est entendu : jamais le chancelier Kohl n'a demandé à participer aux cérémonies commémoratives du 6 juin 1944, « ni aucun membre de son gouvernement », et jamais, de ce fait, les autorités françaises n'ont eu à lui opposer le refus général dont a parlé la presse des deux pays. Il aurait pu le faire, certes, comme chef d'une Allemagne moderne et démocratique, qui n'a plus rien à voir avec celle dont le débarquement allait hâter la chute ; mais il ne l'a pas fait. M. Mitterrand peut en attester, lui qui a « apprécié son esprit de retenue ».

Rumeur sans fondement, la grosse colère de l'ambassadeur de RFA, la semaine précédente, l'invention de journalistes, l'embaras du Quai d'Orsay et de l'Elysée, où l'on cherchait fébrilement une solution susceptible de ménager Bonn sans porter ombrage aux anciens combattants français (le Monde du 23 mai). L'amitié franco-allemande vaut bien un (petit) mensonge, et l'on a fini par adopter l'hypothèse sur laquelle travaillaient les diplomates chargés de cette délicate question : il y aura, le 8 juin, une cérémonie du souvenir, regroupant des représentants des deux pays, au cimetière militaire allemand de La Cambre, dans le Calvados. Et, en septembre, MM. Mitterrand et Kohl se retrouveront à Verdun, haut lieu, s'il en fut, des déchirements franco-

allemands, pour une autre cérémonie qui célébrera la réconciliation entre les deux peuples.

Il est vrai que l'ensemble des travaux de ce quarante-troisième sommet régulier franco-allemand a été marqué, lundi 28 et mardi 29 mai, par une entente si parfaite qu'on se serait tantôt de la qualité d'exceptionnelle, bien que l'une des plus solides traditions de ces consultations soit précisément d'y afficher une débordante bonne volonté mutuelle. M. Mitterrand a pu s'assurer que sa position sur la construction européenne était comprise et partagée, qu'il s'agisse de son discours de Strasbourg en faveur du « projet Spinnelli » ou de la façon dont il présida, depuis le 1<sup>er</sup> janvier et jusqu'au 30 juin, le Conseil de la CEE.

Il aborde l'échéance du sommet de Fontainebleau, les 25 et 26 juin, avec, en principe, un allié déterminé en la personne du chancelier. De même, pour la rencontre des sept pays occidentaux les plus industrialisés, du 7 au 9 juin, à Londres : dans un cas et dans l'autre, Paris et Bonn y présenteront un front uni. M. Kohl l'a explicitement assuré à son interlocuteur. Il a en revanche été plus discret devant la presse, lors de la conférence finale (nos dernières éditions), sur les mesures concrètes que la France et la RFA proposeront à leurs partenaires européens à Fontainebleau : « Nous avons mis au point toute une série de choses, a-t-il déclaré, mais celles-ci ne sont pas tout à fait assez mûres pour être divulguées ».

S'agissant de la construction européenne en général, MM. Kohl et Mitterrand ont à la fois mis l'accent sur leur volonté de s'appuyer sur le tandem franco-allemand pour faire avancer les choses, et sur celle de n'exclure personne, a priori, de cette nouvelle phase de « resserrement de la politique des États membres de la CEE », comme a dit le chef de l'État. Le traditionnel « tour d'horizon de la situation internationale » a également permis de constater d'autres convergences, sur les relations avec l'Est en particulier, mais aussi sur la nécessité de développer le dialogue entre les nations industrialisées et le tiers-monde, ou sur la situation dans le Golfe.

« Tout fonctionne bien »

Mais c'est dans le domaine bilatéral que les consultations ont été le plus directement productives (encore qu'il se soit surtout agi, comme chaque fois, de mettre au point des accords déjà acquis pour l'essentiel). En matière de défense, la signature de la convention sur la production en commun d'un nouvel hélicoptère de combat (le Monde du 30 mai) a illustré le fait que, comme l'a dit M. Mitterrand, « tout fonctionne bien ». Cette décision compense heureusement les tergiversations sur la production, dans les mêmes conditions, d'un nouveau char, véritable Ariéenne des sommets franco-allemands depuis quelques années.

La recherche technologique conjointe et ses applications industrielles vont être également renforcées. Un « forum pour la coopération en matière d'électronique et d'informatique » devrait être prochainement organisé. La coopération spatiale et ses implications

pour la télévision feront l'objet d'un nouvel effort. De même pour la lutte contre les différentes formes de pollution : M. Mitterrand a marqué sa sollicitude pour la forêt allemande, gravement menacée par les pluies acides, et pour les revendications des écologistes de RFA, qui souhaitent que dans l'ensemble de la Communauté soit imposée l'essence sans plomb, moins dommageable pour l'atmosphère.

Mais c'est à propos de la libre circulation des personnes et des biens entre les deux pays que l'on a sans doute le plus avancé, au moins dans les intentions. La fameuse question des « normes », par lesquelles la République fédérale ne saurait trop souvent, selon les industriels français, à un protectionnisme sournois en refusant l'accès de son marché à certains produits pour des motifs pseudo-techniques, est en passe d'être réglée. Plus de cent vingt normes françaises auraient déjà été adoptées par la RFA. Des accords de douane vont favoriser le libre échange des marchandises.

Quant aux formalités de passage des frontières, elles seront, pour les personnes, totalement abolies dans quelques semaines. Les modalités d'application d'un tel accord restent à définir. Quid, par exemple, des ressortissants d'un pays tiers désirant franchir la frontière franco-allemande ? (Peut-être s'inspirer-t-on de ce qui existe déjà à cet égard entre la Grande-Bretagne et l'Irlande). Mais on pouvait difficilement trouver mesure plus symbolique de constant rapprochement entre les deux pays.

BERNARD BRIGOULEUX.

Le conseil atlantique de Washington

LES SOVIÉTIQUES ONT PROUVÉ QUE LE CONCEPT DE DÉTENTE ÉTAIT INADÉQUAT, estime M. Cheysson

Washington (AFP, AP). — Les ministres des affaires étrangères des seize pays de l'OTAN ont entamé mardi 29 mai à Washington une réunion de trois jours, au cours de laquelle ils doivent faire le point sur les relations Est-Ouest et rechercher les moyens de reprendre le dialogue avec Moscou (le Monde du 29 mai).

Le secrétaire général de l'alliance atlantique, M. van der Stoep, reconnaissant que ces relations « traversent actuellement une période difficile ».

Les ministres doivent étudier en session restreinte, et de façon très informelle, un rapport sur les relations Est-Ouest, préparé depuis décembre dernier par l'initiative du ministre belge des affaires étrangères, M. Leo Tindemans. D'une manière générale, ils ont manifesté, au cours de la première journée, leur volonté de reprendre le dialogue avec Moscou, tout en faisant preuve de fermeté. M. Cheysson, notamment, a vivement critiqué l'Union soviétique, qu'il a accusée d'amplifier la tension en alimentant la course aux armements nucléaires de moyenne portée en Europe. Faisant allusion à la situation des époux Sakharov, en exil à Gorki, le ministre français a souligné « l'ignorance des Soviétiques à l'égard des droits de l'homme » et « leur oubli des accords d'Helsinki ». « Les Soviétiques ont apporté la preuve de l'inefficacité du concept de détente par l'invasion de l'Afghanistan et par la suppression des libertés en Pologne. (...) Les relations entre l'Est et l'Ouest sont au plus bas, et nous n'en portons pas la responsabilité », a ajouté M. Cheysson.

M. ALEXANDER KING REPLACERA AURELIO PECCI A LA TÊTE DU CLUB DE ROME

Le Club de Rome, qui réunit depuis sa création, en 1968, des savants, des hommes d'affaires, des économistes, des professeurs et des hommes de lettres de l'Ouest et de l'Est, vient de proposer un nouveau président après la mort de son fondateur, Aurelio Peccei.

Le comité exécutif réuni à Toronto les 26 et 27 mai a choisi M. Alexander King. Cette décision sera soumise à ratification lors de la prochaine réunion du Club de Rome à Helsinki, de 12 au 16 juillet prochain.

M. Alexander King, scientifique de renom, âgé de soixante-deux ans, fut, pendant de nombreuses années, directeur du département scientifique de l'OCDE. Il fonda ensuite un organisme de recherche sur le thème « Science et société », dont le siège est à Stockholm. Il quittera prochainement la présidence de ce groupe pour prendre celle du Club de Rome.

EUROPE

Norvège

LE GOUVERNEMENT RECOURT A UNE PROCÉDURE D'EXCEPTION POUR METTRE FIN AUX GRÈVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

(De notre correspondant.)

Stockholm. — Pour éviter une escalade des conflits sociaux et de nouvelles grèves qui risquaient, à partir de ce mercredi 30 mai, de paralyser les transports aériens et ferroviaires, le gouvernement norvégien a décidé, le mardi 29 mai, de recourir à une procédure d'exception qui lui permet d'imposer la reprise immédiate du travail « si les intérêts vitaux de la collectivité sont menacés ».

Les salaires des quelque quatre cent quatre-vingt mille employés de la fonction publique et des communes seront fixés par une commission d'arbitrage et entérinés par le Parlement. Vingt-cinq mille salariés sont en grève depuis une semaine. Le courrier, l'enseignement, les crèches et les transports locaux dans les cinq principales villes sont touchés.

Défendre un principe

Les syndicats réclamaient une hausse des salaires d'environ 7 %, pour combler l'écart entre les salaires du secteur public et de l'industrie privée. L'Etat-patron, de son côté, proposait initialement une majoration de 3,2 % puis avait accepté les 5,9 % concédés par les médiateurs. Le fossé n'était donc pas très grand, mais, pour les syndicats de la fonction publique, il s'agissait avant tout de défendre un principe et d'obtenir une augmentation de leurs revenus réels permettant le rattrapage du secteur privé. Les travailleurs de l'industrie avaient obtenu, après de difficiles négociations, un relèvement de 5,9 %.

En faisant preuve d'une grande fermeté à l'égard des fonctionnaires, l'Etat a montré indirectement que la priorité devait être donnée au secteur industriel productif, et que celui-ci devait fixer le niveau général des salaires dans le pays. Au début de l'année, le ministre des finances, M. Rolf Presthus, a annoncé qu'il entendait ramener l'inflation à 6 % en 1984 contre 8,4 % l'année dernière, ce qui supposait que les augmentations de salaires n'excèdent pas 5 %. Les conventions collectives signées jusqu'à présent ne compromettent pas, dit-on, cet objectif. Le premier ministre, M. Willoch, a donné le bon exemple en priant le Parlement d'adapter les salaires des membres du gouvernement et des hauts magistrats à cet objectif de 5 %.

ALAIN DEBOVE.

RFA

Le conflit s'étend dans la métallurgie après la rupture des négociations

Correspondance

Bonn. — Les négociations sur le conflit des trente-cinq heures, qui avaient repris, mardi 29 mai, dans la métallurgie et dans l'imprimerie, s'ont achevées sans résultat positif. Après plusieurs séances de discussions, les représentants du patronat de la métallurgie et du syndicat IG Metall, réunis à Ludwigsburg, près de Stuttgart, se sont séparés en se rejetant mutuellement la responsabilité de la rupture. Aucun autre rendez-vous n'a été fixé pour le moment.

Cette rupture ouvre la voie à un nouveau durcissement du conflit sur le terrain. Depuis mercredi matin, 26 000 ouvriers de plus ont été mis à pied, à la suite de mesures de lock-out décidées par le patronat dans 16 entreprises de la Hesse. Les 17 syndicats membres du DGB, l'union des syndicats allemands, ont appelé leurs adhérents à riposter par des grèves et des manifestations de solidarité dans les principales villes de la Hesse.

Au total, 58 000 personnes sont officiellement en grève dans une trentaine d'entreprises de Hesse et du Nord-Wurtemberg-Nord-Bade, 82 000 sont frappées par les lock-out qui concernent maintenant 49 entreprises dans les deux régions. Les

mis en chômage technique dans les autres régions indirectement affectées concernaient 100 000 personnes environ au début de la semaine, auxquelles s'ajoutent 90 000 ouvriers de Volkswagen mis en congé mardi pour le reste de la semaine.

Le coût du conflit est estimé par le patronat de la métallurgie à 250 millions de deutschemarks par jour pour l'industrie. Quant à IG Metall, il doit déboursier actuellement 10 millions de deutschemarks par jour pour soutenir ses adhérents. Au cours des dernières négociations, les représentants du patronat ont proposé un plan progressif de réduction de la semaine de travail pour le personnel travaillant par équipes, soit 14 % des effectifs de la métallurgie, selon une estimation d'IG Metall, et 20 % selon le patronat. Le chef de la délégation d'IG Metall, M. Ernst Eisenmann, a dénoncé, mardi, la volonté de ses interlocuteurs de maintenir la semaine de quarante heures comme règle générale, affirmant que leurs propositions aboutiraient à une réduction du temps de travail de moins de 1 %.

HENRI DE BRESSON.

Grande-Bretagne

Le président du syndicat des mineurs a été arrêté

Le président du syndicat des mineurs britanniques, M. Arthur Scargill, a été arrêté mercredi matin 30 mai aux portes de la mine d'Orgreave, dans le sud du Yorkshire, où il participait à un piquet de grève, a-t-on appris de source policière. M. Arthur Scargill a été inculpé d'« obstruction » et sera présenté à un tribunal de la localité dans la journée de mercredi, a-t-on précisé de même source. — (AFP.)

Violents incidents dans le Yorkshire

De notre correspondant

Londres. — Alors que des négociations entre le syndicat et la direction des charbonnages doivent s'ouvrir incessamment, pour la première fois depuis douze semaines que dure le conflit dans les houillères, des manifestations violentes ont opposé, le 29 mai, policiers et mineurs. Ce même jour étaient publiés des chiffres indiquant que cette grève commence à avoir de sérieux effets sur l'économie britannique.

Tandis que les piquets de grève étaient renforcés dans le Yorkshire pour tenter d'empêcher ou de limiter l'approvisionnement en charbon d'une aciérie, des schauftoures se sont produites à plusieurs reprises, mardi, entre mineurs et policiers. Ces derniers, pour la première fois, disposaient d'un équipement anti-émeutes, mesure fort rare en Grande-Bretagne. Quatre-vingts mineurs ont été appréhendés et une

soixantaine de personnes ont été légèrement blessées.

Selon le ministère du commerce et de l'industrie, le déficit de la balance commerciale a atteint en avril le niveau record de 838 millions de livres (environ 10 milliards de francs) au lieu de 227 millions en mars. Dans les milieux gouvernementaux, on laisse entendre que cette aggravation est due essentiellement à deux facteurs : d'une part, le stockage du pétrole de la mer du Nord par les compagnies qui prévoient une hausse des prix en raison du regain de tension dans le Golfe ; d'autre part, une augmentation des importations de carburant pour les centrales électriques qui, de plus en plus, réduisent leur consommation de charbon afin de ne pas trop entamer leurs réserves faiblement approvisionnées depuis le début de la grève des mineurs.

Les fluctuations de la balance commerciale étant assez grandes d'un mois sur l'autre, le phénomène actuel est jugé officiellement inquiétant, mais non pas alarmant. On fait observer à Whitehall que pour l'instant cela ne remet pas en cause les bons résultats enregistrés à la fin de 1983, d'autant qu'ils faisaient apparaître une nette reprise des exportations pour l'ensemble de l'an dernier. Mais, dans les cercles financiers de la City, on remarque qu'au cours des premiers mois de 1983 les importations ont continué de dépasser de plus en plus largement les exportations, même si l'on ne tient pas compte du pétrole. Et l'on craint que la détérioration de la balance des paiements n'entraîne notamment une hausse des taux d'intérêt.

Dans l'opposition travailliste, où l'on a récemment fait discrètement pression sur le syndicat des mineurs pour l'amener à faire preuve de modération afin que des négociations puissent enfin avoir lieu, on ne manque pas de souligner que l'aveu des premières conséquences économiques de la grève explique sans doute le fait que le gouvernement ait de son côté incité la direction des charbonnages à assouplir sa position sur la mise en œuvre du plan de réduction des effectifs dans les houillères. Auparavant, le cabinet de M. Thatcher s'était bien gardé d'intervenir, constatant sans plaisir les profondes divisions créées par la grève au sein même du syndicat des mineurs et dans le reste du mouvement ouvrier ainsi qu'au Parti travailliste.

FRANCIS CORNU.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 68572 F  
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA : Maroc, 4,20 dir. : Tunisie, 300 m. : Allemagne, 1,70 DM : Autriche, 17 sch. : Belgique, 28 fr. : Canada, 1,10 \$ : Côte-d'Ivoire, 200 F CFA : Danemark, 7,20 kr. : Espagne, 110 pes. : E.-U., 95 c. : Grèce, 65 dr. : Irlande, 85 p. : Italie, 1 800 L. : Liban, 375 P. : Libye, 0,350 DL : Luxembourg, 20 f. : Norvège, 8,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 85 esc. : Sénégal, 200 F CFA : Suède, 7,75 kr. : Suisse, 1,50 f. : Yougoslavie, 100 ml.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Mérey (1944-1969) Jacques Foccart (1969-1982)

Imprimeur : S. de la Presse, PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 850 F 1060 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 461 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) versent bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou provisions (deux semaines au plus) ; les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE DU GOLFE

### L'Arabie Saoudite dément avoir demandé à l'Irak d'arrêter ses attaques contre les navires

L'Arabie Saoudite a catégoriquement démenti, mercredi 30 mai, avoir demandé à l'Irak d'arrêter ses attaques contre les navires dans le Golfe. Cette mise au point intervient à la suite d'informations publiées à Téhéran, selon lesquelles l'Arabie Saoudite aurait fait une telle démarche à la demande du vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, qui vient d'effectuer une visite à Djeddah où il a été reçu par le roi Fahd. Dans les milieux diplomatiques du Golfe, on affirme cependant que le démenti saoudien est de pure forme, et on attribue à l'initiative saoudienne le fait qu'aucune attaque contre des pétroliers n'a été signalée depuis vendredi.

La Maison Blanche a souligné mardi que la vente de 400 missiles anti-aériens Stinger à l'Arabie Saoudite était une mesure purement défensive et ne devait pas inquiéter Israël. Interrogé sur les objections de Jérusalem à cette vente, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, cité par l'A.P., a répondu : « Ces armes ont été fournies pour accroître la sécurité de l'Arabie Saoudite sur ses propres frontières. » Israël redoute que les missiles ne soient utilisés contre lui ou ne tombent entre les mains de terroristes arabes.

Le président iranien Khomeini a assuré que la fourniture de ces armes « ne changera rien à notre

#### Le missile Stinger

Le missile antiaérien Stinger, que les États-Unis fournissent à l'Arabie Saoudite à raison de quatre cents exemplaires dans un premier temps, a été conçu par la société General Dynamics pour neutraliser des raids aériens à très basse altitude.

D'un poids de l'ordre de 16 kilogrammes, le Stinger est portable et il dispose d'un système à tête chercheuse à infrarouges qui conduit le missile sur des cibles (avion ou hélicoptère) volant à basse altitude et à grande vitesse. Sa portée est supérieure à 3 000 mètres. Déjà à partir de 1972, le Stinger a commencé à équiper en 1980-1981 l'armée saoudienne, où il remplace le missile antiaérien Bmd-41 plus ancien.

volonté de fer ». Comme pour mieux souligner la détermination de Téhéran, M. Khomeini a lancé cet avertissement du port de Bandar Abbas, situé près du détroit d'Ormuz, où il inspectait la flotte iranienne dans le Golfe. Il a à cette occasion lancé un nouvel appel aux pays de la région : « Si vous restez neutres, a-t-il dit, vous ne connaîtrez aucune agression, mais nous ne pouvons admettre que vos bases, vos avions-radar et même votre drapeau soient utilisés par les Irakiens, ou que l'on fasse passer des navires pleins de munitions et d'armes par vos ports à destination du front irakien ou pour couler nos bateaux. Vous continuez à affirmer que vous êtes neutres, mais ce n'est pas cela la neutralité. »

A New-York, les travaux du Conseil de sécurité des Nations unies sur les attaques iraniennes contre trois pétroliers (un koweïtien et deux saoudiens) prennent de plus en plus l'allure d'un fiasco diplomatique pour les pays du Golfe, indique notre correspondant. En effet, une semaine après la saisie du Conseil, aucun texte de résolution n'a encore été officiellement déposé, bien que les plaignants aient déjà fait circuler quatre versions successives, chacune un peu moins exigeante que la précédente.

A l'exception de l'Égypte, qui appuie la position de ses voisins arabes du Golfe, les pays non alignés continuent à manifester un vif embarras à l'égard d'une démarche qui revient à condamner les attaques iraniennes et à réaffirmer le principe de la liberté de navigation dans le Golfe, sans tenir compte de celles menées par l'Irak depuis le début du conflit au nord du vingt-septième parallèle. Toujours à la recherche d'un compromis, les Non-Alignés devaient se réunir à nouveau ce mercredi pour tenter de tourner la difficulté, en mettant au point une formule qui consignerait à condamner toutes les attaques contre le trafic maritime international du Golfe, sans mentionner l'Iran. Mais cette formule a déjà été rejetée par les pays du Golfe, qui la jugent totalement insuffisante.

### Que se passe-t-il réellement ?

(Suite de la première page.)

D'autre part, à Manama, capitale de Bahreïn, les experts de l'Organisation régionale pour la protection de l'environnement marin (ROPME) - qui n'ont reconnu que huit bateaux touchés - reconnaissent qu'une partie très faible des cargaisons de ceux-ci s'est déversée dans la mer. Cela peut s'expliquer par la conception même des pétroliers fortement compartimentés pour des raisons de sécurité et de rigidité (on se souvient des échecs de la marine nationale pour couler un petit pétrolier en difficulté au large de la Corse). Aucune mise en garde n'a donc été lancée aux pays riverains et aucune mesure de protection des installations côtières n'a été prévue.

Il faut d'ailleurs noter que les marchés de l'affrètement maritime comme du pétrole restent d'un calme impressionnant. Selon les courtiers londoniens, des navires sont encore envoyés dans le Golfe, mais les opérations s'effectuent dans le plus grand secret. Quant aux cours du brut sur le marché libre de Rotterdam - sur lequel les transactions sont faibles, ils étaient plutôt orientés de nouveau à la baisse le 29 mai par rapport à la première quinzaine du mois.

De là à penser comme M. Paqueux, le président d'ELF-Aquitaine qu'il y a une certaine conspiration des pays occidentaux pour laisser croire que les

choses sont plus graves qu'elles ne le sont réellement, il n'y a qu'un pas.

Reste à se demander pourquoi. On ne peut guère avancer que des hypothèses. La livraison annoncée le 29 mai par Washington de quatre cents missiles Stinger à l'Arabie Saoudite, malgré l'opposition du lobby israélien, aurait peut-être été plus difficile si la situation du Golfe était apparue moins préoccupante. Et sur le plan pétrolier l'inquiétude suscitée par ces événements a permis d'éviter une érosion des prix qui avait commencé, avec les livraisons importantes de l'Union soviétique, dès le mois d'avril. Une autre raison pour les compagnies lorsque l'on sait que pour un groupe comme ELF-Aquitaine une baisse d'un dollar par baril du prix du brut amoindrit ses résultats de 600 millions de francs.

Voilà qui ne minimise ni l'horreur de la guerre qui oppose l'Iran à l'Irak ni la gravité de l'escalade à laquelle se sont livrés les belligérènes depuis un mois dans le Golfe (l'attaque d'un navire au large de Ras-Tanura, au sud du Golfe, a été à cet égard un pas important). Mais cela résume, jusqu'à preuve du contraire, à de plus justes proportions.

BRUNO DETHOMAS.

#### Israël

### M. Arens nie qu'il aurait pu prévenir l'assassinat des deux prisonniers palestiniens

De notre correspondant

Jérusalem. - Au lendemain de la publication des accablantes conclusions de la commission Zorea (le Monde du 30 mai), la presse israélienne a été autorisée, mardi 29 mai, à faire paraître les fameuses photographies prises dans les instants ayant suivi, à l'aube du 13 avril, l'assaut de l'armée contre l'autobus détourné la veille entre Tel-Aviv et Ashkelon. Retenus pendant un mois et demi par la censure militaire, ces clichés représentent les deux terroristes palestiniens ayant survécu à l'assaut au moment où ils sont emmenés pour interrogatoire vers un champ voisin par les forces de sécurité. A tout seigneur, tout honneur : le quotidien Hadashot, qui a lancé l'affaire, publie sur toute sa première page le document le plus irréfutable.

On y voit en gros plan l'un des deux Palestiniens - Ali Abu Jazm - encadré, menottes aux poignets, par deux Israéliens. Leur visage est encadré pour qu'on ne puisse les identifier. Ils ne portent pas l'uniforme de l'unité antiterroriste qui a mené l'assaut, car ils appartiennent aux services des renseignements généraux (Shabak). L'un des deux hommes montre du doigt le photographe.

Leur prisonnier regarde, lui aussi, en direction du journaliste. Si ce n'est son air un peu fatigué après une nuit de veille, il semble en bonne santé. Ni son visage ni ses vêtements ne portent la moindre tache de sang. Il vit pourtant ses derniers instants.

Le reporter qui a fixé la scène s'appelle Alex Liebeck. Son témoignage va au-delà de ce cliché. Il affirme, en effet, dans les colonnes de Hadashot que le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, se trouvait près de lui lorsqu'il prit la photo. Pour étayer ses dires, son journal publie plusieurs « contacts » numérotés reproduisant les tirages de son film. L'un d'entre eux représente M. Arens, les mains dans les poches ; le suivant représente la scène décrite plus haut. Selon M. Liebeck, les deux photos ont été prises en l'espace d'une minute.

Ces précisions sont intéressantes dans la mesure où M. Arens et le général Moshe Levy, chef d'état-major, qui avaient supervisé sur le terrain les préparatifs de la prise d'assaut, ont déposé leur responsabilité personnelle. Elles ont suscité, mardi, une mise au point du porte-parole du ministre, qui était lui aussi sur place. Ni M. Arens ni ses collaborateurs, a-t-il dit, n'avaient pu remarquer dans quel état se trouvaient les Palestiniens lorsqu'on les sortit de l'autobus. L'enquête ouverte mardi déterminera peut-être si ceux-ci ont été abattus « dans le dos », ou, comme, de M. Arens.

Les autres journaux ont publié des photos prises à peu près au même moment mais montrant des scènes différentes. Ainsi, dans Maariv et Yediot Aharonoth, on voit le second Palestinien légèrement sou-

levé par des militaires, dont un officier aux épaulettes apparentes. Ce prisonnier semble avoir été blessé, mais pas au point de ne pouvoir marcher. Sur cette photo, on distingue dix-huit Israéliens, militaires ou membres des services de sécurité.

L'affaire a d'ailleurs, si on en croit Maariv, provoqué la colère de certains officiers supérieurs qui reprochent à la commission Zorea d'avoir jeté tout le blâme sur l'armée et d'avoir minimisé, du même coup, la responsabilité des services de renseignements. Lorsque les deux terroristes ont été remis aux agents de la sécurité, soulignent ces officiers, « ils étaient en état de répondre à un interrogatoire ». Le plus grave dans tout cela, estime pour sa part le journal Al Hamishmar (gauche travailliste), en tirant les leçons de l'affaire, est peut-être le fait que l'opinion publique israélienne a accueilli ces graves manquements à l'éthique militaire dans une relative indifférence.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

#### Egypte

### Victoire de M. Moubarak

(Suite de la première page.)

Autre paradoxe : le Wafd inquisite les autorités surtout, parce qu'il se présente non pas comme un parti d'opposition radical, qu'il aurait été aisé de combattre, mais comme une formation faisant partie intégrante du système en vigueur, qu'il prétend seulement réformer dans un sens démocratique et libéral. En effet, il se réclame, comme le PND, des « principes de la révolution du 23 juillet » ; il rend hommage aux « conquêtes des ouvriers et des paysans », tout en se déclarant favorable à l'infitah (le libéralisme économique introduit par Sadate), et à la paix conclue avec Israël dans le cadre des accords de Camp David.

La popularité indéniable du Wafd est due, essentiellement, à sa politique de défense des libertés publiques dans un pays où celles-ci ont été longtemps bafouées. M. Fouad Serageldine a consacré un éditorial, publié à la veille des élections dans l'hebdomadaire du parti, sur le thème de la réforme de la Constitution. Le Wafd, écrit-il en substance, est déterminé à lutter pour la législation de tous les partis politiques sans exception, pour l'annulation de toutes les « lois accélérées » qui donnent au gouvernement des pouvoirs arbitraires et pour l'instauration de la justice sociale. En se présentant comme le champion de la démocratie, le défenseur des opprimés de toutes obédiences, le Wafd a sans doute réussi à rassembler des suffrages venant d'horizons très divers.

#### Une alternative au pouvoir

Se plaignant des fraudes électorales, M. Fouad Serageldine déclarait, dès le lendemain du scrutin, que, si celui-ci était déroulé dans des conditions normales, son parti aurait obtenu « 70 % des voix ». Le chef du Wafd évoque ainsi nombre de responsables, moins par sa vantardise que par sa volonté affichée d'offrir une alternative au pouvoir établi.

Ainsi, s'expliquent les regrets exprimés au privé de certains responsables devant l'échec des trois autres formations de l'opposition, qui ne nourrissent pas de telles ambitions. Le Parti libéral, et surtout le Parti du travail socialiste, l'un et l'autre fondés sous le patronage de Sadate, auraient été des partenaires compréhensibles, sinon complémentaires, du PND. Même le Rassemblement progressiste, dont les orientations sont aux antipodes du courant sadatien au sein du PND, était tout disposé à mettre de l'eau dans son vin, à composer avec l'aile nassérienne du pouvoir pour favoriser les réformes souhaitées par M. Moubarak. Les contacts et les échanges cordiaux s'étaient d'ailleurs multipliés entre des émissaires du chef de l'Etat et des dirigeants du parti de M. Khaled Mohieddine. Ce dernier s'est appliqué, dans ses déclarations publiques, à ménager le président de la République, réservant ses flèches au PND et aux autorités gouvernementales.

tales, accusées d'avoir truqué contrairement la consultation.

Le gouvernement de M. Fouad Mohieddine - qui est en même temps le secrétaire général du PND - a peut-être joué les apprentis sorciers. Il a favorisé l'émergence du Wafd au détriment des autres formations par une série de mesures destinées à s'assurer le monopole du pouvoir. Le refus d'autoriser la formation d'un parti d'obédience strictement nassérienne a privé le PND d'un allié potentiel pour faire contrepoids à la formation de M. Fouad Serageldine.

En interdisant de même aux indépendants - de se présenter aux élections, il a contraint les islamistes - qui ne disposent pas non plus d'une organisation politique reconnue - à s'intégrer dans les listes électorales du Wafd, donnant ainsi à celui-ci davantage de poids qu'il n'en a. S'il est vrai que le système du scrutin de liste à la proportionnelle assure, dans l'absolu, la représentation parlementaire des petites formations, les restrictions draconniennes qui y ont été introduites ont eu comme effet de les éliminer. Les

#### LES RÉSULTATS

Voici les résultats du scrutin du 27 mai, précédé mardi soir par le ministère égyptien de l'Intérieur :  
- Nombre des inscrits : 12 339 418 ;  
- Suffrages exprimés : 5 146 565 ;  
- Taux de participation : 43,14 % ;  
La répartition des sièges se présente comme suit :  
- Parti national démocratique : 3 756 359 (72,967 %) ;  
- Néo-Wafd : 778 131 (15,119 %) ;  
- Parti du travail : 364 040 (7,073 %) ;  
- Rassemblement progressiste : 214 587 (4,169 %) ;  
- Parti libéral : 33 448 (0,649 %) ;  
L'Assemblée sera composée de trois cent quatre-vingt-neuf membres du Parti national démocratique et cinquante-sept élus sur les listes du Néo-Wafd (y compris les apprentis islamiques).

irrégularités et les violences auxquelles ont eu recours des militants du PND et aussi des responsables zélés de l'administration, pour défaire les suffrages des partis de l'opposition ont empêché trois d'entre eux d'atteindre la barre des 3 % des voix, niveau exigé sur le plan national pour avoir le droit d'être représenté au Parlement.

Au cours de sa conférence de presse de mardi soir, le ministre de l'Intérieur a soutenu que des « corrections » avaient été faites « entre diverses formations » dans quatre-vingt-huit bureaux de vote, tout en soulignant qu'il s'agissait d'« incidents » traditionnels dans un pays où les « rivalités tribales et claniques » subsistent. Tel n'est pas l'avis des quatre partis de l'opposition, qui dénoncent « l'action déléguée » entreprise par le pouvoir sur l'ensemble du territoire pour truquer les élections. Le Rassemblement progressiste a, pour sa part, accusé le PND d'avoir constitué une « véritable milice » qui « risque d'avoir de dangereuses conséquences pour la paix civile ».

De l'avis général, il est virtuellement impossible - compte tenu des lois en vigueur - d'invalider les élections, même dans les circonstances où les urnes ont été soit « bourrées », soit vidées des bulletins de vote, soit encore brûlées, comme cela a été le cas à Choubra-el-Kheima, l'une des « banlieues rouges » du Caire. Beaucoup craignent que le déroulement agité de la consultation ne renforce le scepticisme, voire la méfiance de la population, non seulement à l'égard des autorités mais aussi envers le parlementarisme. Plus de la moitié des personnes en âge de voter - 14 millions sur 26 millions - n'avaient pas pris la peine de retirer leur carte électorale. Plus de la moitié des inscrits (57 %), selon le calcul du ministère de l'Intérieur, ne se sont pas présentés aux urnes ; le taux d'abstention, selon l'opposition, serait beaucoup plus élevé. Et, même si l'on devait retenir les chiffres officiels, le Parti national démocratique gouvernerait avec l'assentiment d'à peine 12 % du corps électoral, quoiqu'il puisse se prévaloir - après avoir hérité des voix recueillies par les partis vaincus - de 87,3 % des suffrages exprimés.

En dernière analyse, le problème se pose moins en termes électoraux qu'au niveau de la crédibilité politique du pouvoir. La tâche ne s'annonce pas aisée pour le président Moubarak, qui s'apprêtait à tourner la page de l'ère sadatienne.

ÉRIC ROULEAU.

TOURISCOPE et RADIO J-SHALOM 93.9 FM

**le 3<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE de RADIO J**

**Dimanche 3 Juin 1984 de 10h à 19h**

Parc des Expositions de l'Aéroport du Bourget

**Forum Politique**  
Sous l'égide du Renouveau Juif

**Mme SIMONE VEIL**  
Ancien Président du Parlement Européen

**M. LIONEL JOSPIN**  
Premier Secrétaire du Parti Socialiste

**M. YITZCHAK NAVON**  
Ancien Président de l'Etat d'Israël

**M. ELIAHOU BEN ELISSAR**  
Président de la Commission de la Défense et des Affaires Etrangères de la Knesseth

**M. OVADIA SOFFER**  
Ambassadeur d'Israël en France

**Plateau artistique**

**Gérard Berliner**  
**Michel Boujenah**  
**Richard Gotainer**  
**Herbert Pagani**

et de nombreuses autres vedettes surprise

Reservations : RADIO J-SHALOM, 11 rue de la République 93000 Paris (01) 48 39 01 00  
Annonce : 01 48 39 01 00  
Animation jeunesse - Garderie bébés - Parking assuré - Entrée adultes 70F, enfants 40F donnant droit à une collation. Stands commerciaux et Organisations Juives

**UNE AUTRE LOGIQUE POUR QUITTER YALTA**

dans

**EL BADIL**

(Alternatives)

le nouveau mensuel d'opinion

**EN KIOSQUE**

**AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 1 :**

- Désarmement et dialogue Nord-Sud : l'axe impossible ;
- L'Algérie à la bonne franquette ;
- Maroc : la tournée des créanciers ;
- Tunisie : ordre et continuité ;
- Afrique australe : vers le glacis ?
- Liban : au cœur du combat ;
- France : la sidérurgie en accusation ;
- Salvador : l'intervention américaine ;
- Islam : l'idéal islamique et les défis de l'heure, etc.

Édité par « ALTERNATIVES », SARL de Presse  
B.P. 515 - 75066 PARIS Cedex 02



## AFRIQUE

### Ouganda

#### L'armée contribue à entretenir l'insécurité dans le nord du pays

Nairobi. — L'insécurité qui continue de régner dans la région du Luwero, au nord et au nord-ouest de Kampala, complique sérieusement la tâche des organisations caritatives, au nombre desquelles le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui, depuis plusieurs semaines, se voit pratiquement interdire l'accès à cette zone trouble, où quelque cent cinquante mille « personnes déplacées » par les soins du gouvernement vivent des secours, notamment alimentaires, qu'elles leur apportent.

Les autorisations de pénétrer dans ce secteur névralgique sont délivrées au compte-gouttes et au coup par coup, sans aucune logique. Le feu vert des dirigeants est, le plus souvent, sans effet sur le comportement imprévisible des « roitelets locaux », que ce soient les responsables du district ou ceux de l'armée (le Monde du 18 avril).

D'aucuns se demandent, cependant, si cette confusion n'est pas sciemment entretenue en haut lieu. Aux prises avec une rébellion qu'il n'arrive pas à maîtriser et que l'attitude de la caserne de Massindi, en février dernier, a rendue plus combative, le gouvernement ougandais, craint que, en définitive, la distribution de vivres et de secours divers ne profite, pour partie, aux dissidents qui infestent la région et qui préparent leur digne sur la population. Les organisations caritatives sont ainsi accusées d'être les « alliés objectifs », de la guérilla.

Les autorités de Kampala ont du mal à mettre en pratique leur souhait de dispenser, sur leurs champs de culture et de pâture, les paysans et éleveurs qu'elles avaient rassemblés dans des « camps » pour mieux les contrôler. On note, en effet, dans la région du Luwero, en pays baganda, une résurgence des activités de l'Armée de résistance nationale

De notre correspondant en Afrique orientale

(NRA), conduite par Yoweri Museveni, dont le quartier général serait installé dans les environs de Ngoma. Fin avril, les dissidents auraient monté une embuscade près de Nakaseke qui aurait coûté la vie à une soixantaine de soldats des forces régulières.

L'insécurité qui affecte les trois districts « chauds » de Luwero, Mpigi et Mubende est due, selon des observateurs, bien moins aux actions de la rébellion, qui demeurent très ponctuelles, qu'à l'indiscipline notoire des soldats de l'armée régulière, dont une centaine d'instructeurs britanniques forment les cadres. Ainsi, fin avril, dans la région de Mpigi, au sud de la capitale, deux groupes de militaires-pilleurs qui convoitaient le même butin se sont violemment heurtés. Il a fallu faire appel à un troisième détachement pour rétablir l'ordre.

Il faut aussi compter avec les exactions commises par des groupes de civils armés sur lesquels M. Rukasinga, ministre d'Etat auprès de la présidence de la République, chargé des questions de sécurité, semble avoir la haute main. La population, qui les a curieusement surnommés les « computers », les tient en très grande méfiance.

Fin avril, les chauffeurs de poids lourds qui, à partir du Kenya, assurent l'approvisionnement du sud du Soudan, de l'est du Zaïre, du Burundi et du Rwanda, via l'Ouganda, avaient menacé d'interrompre leur service aussi longtemps qu'ils ne seraient pas assurés de traverser ce pays en toute sécurité, sans être, à tout bout de champ, rançonnés par des inconnus.

Dernière victime de ces bandes incontrôlées à la détente rapide : le

père Joseph Maillard, un missionnaire français de l'ordre des Pères blancs, assassiné, à la mi-mai, alors qu'il circulait en voiture dans la région de Vumba.

La région du Luwero n'est-elle qu'une tache sombre dans un pays en plein essor économique, comme le prétendent les responsables ougandais ? Dans le Karamoja, au nord-est de Kampala, il ne semble pas que l'armée régulière ait encore réussi à mettre au pas les tribus qui se livrent notamment au vol de bétail, et ce malgré l'appui que lui a apporté l'armée kenyane. Au contraire, ces « activités criminelles » persistent, aujourd'hui, débordant les limites du Karamoja et gangrenant les districts voisins de Kitum, de Lira et de Soroti, ce qui a contraint plusieurs milliers de personnes à chercher refuge dans ces centres. D'aucuns s'interrogent sur la véritable identité de ces bandits dont certains portent des uniformes et qui pourraient avoir partie liée avec la dissidence anti-gouvernementale.

JACQUES DE BARRIN.

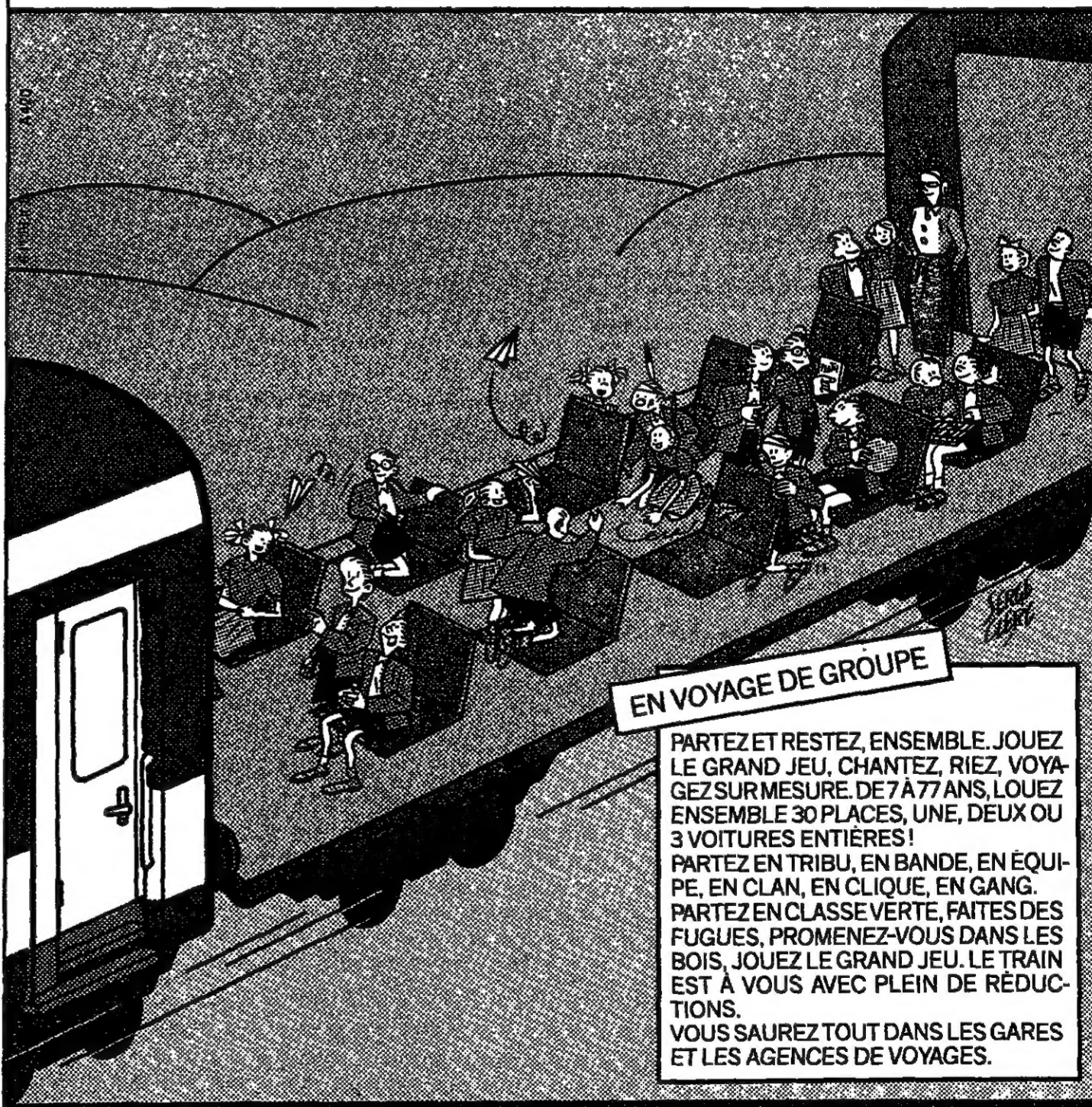
## LA MANCHE A 100 A L'HEURE, CA RALLONGE LE WEEK-END!

L'aéroglesseur, c'est pratique pour faire la Manche. Hoverspeed vous propose une formule spécialement étudiée pour vos longs week-ends. Un exemple : l'aller-retour pour 4 adultes et leur voiture à partir de 970 F (tarif mini-séjour 60 heures en Angleterre). Avec Hoverspeed, vous découvrez une Manche confortable. Vous êtes bien assis et servis dans votre fauteuil, comme dans un avion. Dans 35 minutes vous débarquerez aussi facilement que vous avez embarqué. Traverser la Manche à 100 à l'heure, c'est passer plus de temps en Angleterre.

Renseignements et réservations. Contactez votre agence de voyages ou :  
Hoverspeed-Paris, 24 rue de St-Quentin, 75010 Paris. Tél : (1) 208.11.96/278.75.05  
Hoverspeed-Calais. Tél : (21) 96.67.10  
Agent Général :  
Frederick Lack Travel Service, 4 rue de la Paix, 75002 Paris. Tél : (1) 260.36.48

HOVER SPEED L'ANGLETERRE SUR COUSSIN D'AIR.

## LE TRAIN RASSEMBLE LES TRIBUS!



PARTEZ ET RESTEZ, ENSEMBLE. JOUEZ LE GRAND JEU, CHANTEZ, RIEZ, VOYAGEZ SUR MESURE. DE 7 A 77 ANS, LOUEZ ENSEMBLE 30 PLACES, UNE, DEUX OU 3 VOITURES ENTIERES! PARTEZ EN TRIBU, EN BANDE, EN EQUIPE, EN CLAN, EN CLIQUE, EN GANG. PARTEZ EN CLASSE VERTE, FAITES DES FUGUES, PROMENEZ-VOUS DANS LES BOIS. JOUEZ LE GRAND JEU. LE TRAIN EST A VOUS AVEC PLEIN DE REDUCTIONS. VOUS SAUREZ TOUT DANS LES GARES ET LES AGENCES DE VOYAGES.

SNCF

LA VIE VOYAGE EN TRAIN.

### Rwanda

#### Quarante mille réfugiés à la recherche d'une terre d'asile

De notre envoyé spécial

Kigali. — Etrange situation que celle de quelque quarante mille réfugiés dont le Rwanda, auquel ils se rattachent par leur origine ethnique, veut se débarrasser et que l'Ouganda, dont ils ont été chassés en octobre 1982, refuse de reprendre, même si beaucoup y vivaient depuis plusieurs générations.

Pour les autorités de Kigali, il est clair que « plus de 90 % de ces réfugiés sont des Ougandais d'expression rwandaise », ce que contestent les responsables de Kampala. Il avait été entendu entre les deux pays, lors d'une rencontre commune en mars 1983, à Kabele, que l'Ouganda procéderait à sa propre identification des intéressés, ce qui fut fait l'été dernier. « Nos partenaires ne nous ont pas encore transmis leurs conclusions », souligne M. François Ngarukiyintwali, ministre rwandais des affaires étrangères et de la coopération. En février, ils nous ont dit qu'ils se donnaient neuf mois pour nous communiquer leurs résultats.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner ce que seront ces résultats. En attendant la publication, les autorités de Kampala veulent faire comprendre à leur petit voisin qu'elles mènent le jeu et qu'il ne pourra, en aucune manière, leur forcer la main. Au reste, comment le pourrait-il puisque sa position géographique l'oblige à entretenir d'excellentes relations avec l'Ouganda, par où transite l'essentiel de son commerce ? Au mieux, l'Ouganda se résignerait peut-être à reprendre quelques milliers de réfugiés.

Le Rwanda, pour sa part, ne semble pas disposé à intégrer plus de quatre mille réfugiés, à raison d'un millier par an. Il sollicite de la communauté internationale une aide d'environ 2 millions de dollars pour faciliter la réinstallation de ces familles qui

recevront, chacune, 1 hectare de terres à cultiver. La majorité de ces paysans et de ces éleveurs sont, quant à eux, condamnés à végéter dans des camps en attendant que l'on statue sur leur sort.

Il faut, selon les autorités de Kigali, respecter les frontières héritées de la colonisation, si contestables soient-elles, et ne pas chercher à les remettre en cause par le biais d'une redistribution de populations. « Au demeurant, il nous est matériellement impossible d'accueillir tous ces réfugiés », assure M. Ngarukiyintwali. Il fait valoir que le Rwanda, grand comme quatre départements français, est déjà plein comme un œuf, qu'avec un taux d'expansion démographique de 3,7 % par an — le plus élevé d'Afrique — la population est appelée à doubler d'ici à la fin du siècle.

En réalité, le pays paraît en mesure d'absorber ces réfugiés. Mais la prudence invite les dirigeants de Kigali à « afficher complaisance » pour ne pas créer un dangereux précédent. Il y a, en effet, autant de membres de l'ethnie rwandaise qui vivent à l'extérieur qu'à l'intérieur des frontières : on en compterait 1,4 million au Zaïre, 500 000 en Ouganda.

Si les intéressés avaient voix au chapitre, on connaît leur réponse : ils choisiraient vraisemblablement de demeurer au Rwanda, craignant d'être victimes de nouvelles persécutions au cas où ils retourneraient en Ouganda. « Nous ne forcerons personne à rentrer dans son pays d'origine », affirme le ministre des affaires étrangères ; nous respecterons les conventions internationales. Il appartiendra alors à la communauté internationale de trouver à ces réfugiés une autre terre d'asile. « Cette terre promise » n'est pas encore en vue... J.de B.

NOUVEAU

## Paris-Zurich au breakfast

Vol quotidien en Tristar TWA. Départ CDG1 8 h 45, arrivée Zurich 9 h 50.  
Retour Zurich 11 h 30, arrivée CDG1 12 h 35.

Vous plaire nous plaît

TWA

مكتبة ابن ابي عمير



## ASIE

M. Mitterrand a reçu M. Zhao Ziyang  
premier ministre chinois

Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a eu dès son arrivée à Paris, ce mercredi matin 30 mai, un premier entretien avec M. Mitterrand, dont il a été ensuite l'hôte à déjeuner en compagnie de plusieurs membres du gouvernement français. Il devait être reçu dans l'après-midi à l'Assemblée nationale et prononcer un important discours à l'hôtel de Lassay, avant d'assister dans la soirée à un dîner offert par M. Mauroy.

Au cours de son séjour en France, M. Zhao Ziyang se rendra notamment, par TGV spécial, à Lyon et à Vienne - où il sera accueilli jeudi par M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale et maire de la ville. De nouveaux entretiens avec le président de la République sont prévus vendredi, à Paris, ainsi qu'une réception à la Sorbonne et un dîner au Quai d'Orsay offert par M. Claude Cheysson.

Samedi, le chef du gouvernement chinois doit donner dans la matinée une conférence de presse avant de rencontrer des chefs d'entreprise français et de visiter brièvement, en compagnie du ministre de la culture, M. Lang, plusieurs châteaux de la Loire. Dimanche, enfin, il sera l'hôte, à Lille, de M. Mauroy.

La France est la première étape d'un voyage qui doit ensuite conduire M. Zhao Ziyang en Belgique, en Suède, en Norvège, au Danemark et en Italie.

## L'homme de la modernisation

La soixantaine un peu dégrenée, le regard volontiers souriant derrière de larges lunettes, M. Zhao Ziyang est l'un des hauts dirigeants chinois qui a troqué le plus tôt la traditionnelle veste boutonnée jusqu'au cou pour le complet-veston de style occidental. Parmi pris résolu de modernisme chez un homme qui, en sa qualité de premier ministre, se veut avant tout l'artisan principal de la modernisation de son pays.

Ce n'est pas un prolétaire d'origine - ses parents étaient de grands propriétaires fonciers de la province du Henan - mais il commença très tôt après la libération sa carrière dans l'appareil provincial du PC chinois. Il est déjà premier secrétaire du Guangdong depuis deux ans lorsque la révolution culturelle le contraignit à abandonner ce poste. Pas pour très longtemps, car les facultés d'adaptation dont il fait preuve lui valent d'être réhabilité dès 1971 et de retrouver son fauteuil de patron, à Canton, en 1974.

Sa véritable ascension ne commence cependant qu'après la mort de Mao Zedong et dans le sillage de M. Deng Xiaoping. Il est entre-temps passé du Guangdong au Sichuan, la province la plus peuplée de Chine, dont il va faire le terrain d'expérimentation de nouvelles méthodes de ges-

tion économique, en particulier dans l'agriculture. Il n'est encore que le numéro un de cette province lorsqu'il se rend pour la première fois en France au mois de juin 1979. Mais il entre la même année au bureau politique et, un an plus tard, prend à Pékin la succession de M. Hua Guofeng à la tête du gouvernement.

M. Zhao Ziyang a la réputation d'un administrateur prudent, plus enclin au pragmatisme qu'aux entraînements idéologiques, et, s'il ne cesse de réaffirmer sa volonté d'introduire des réformes audacieuses dans l'économie chinoise, il a suffisamment le sens des réalités pour ne progresser sur ce terrain qu'à pas mesurés. En matière de politique étrangère, il lui revient essentiellement d'être le porte-parole d'une direction collective à laquelle il appartient sans en être l'inspirateur principal. Ses fonctions l'ont déjà amené à visiter plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, avant de se rendre aux Etats-Unis au mois de janvier dernier.

Le premier ministre chinois a récemment confié à des journalistes occidentaux qu'il était père de cinq enfants, dont quatre sont mariés et lui ont déjà donné deux petits-enfants.

A. J.

Reprise des négociations sur Hongkong. Les négociations entre la Chine et la Grande-Bretagne sur le statut de Hongkong ont repris ce

mercredi 30 mai à Pékin. Des sources informées, on indiquait que parmi les questions abordées figuraient le futur statut juridique du territoire.

## Afghanistan

## Les forces gouvernementales s'installent dans la vallée du Panshir

Le gouvernement de Kaboul a annoncé, mardi 29 mai, un assouplissement provisoire du couvre-feu en vigueur depuis plus de cinq ans dans la capitale, à l'occasion du mois du ramadan qui commence vendredi 1<sup>er</sup> juin.

A Islamabad, des sources diplomatiques occidentales ont fait état le même jour de rumeurs insistantes selon lesquelles trois généraux soviétiques auraient été tués au cours de l'offensive au Panshir. Un officier de haut rang aurait, en outre, été capturé par des maquisards.

De notre correspondant

New-Delhi. - L'armée soviétique et les soldats gouvernementaux afghans, qui contrôlent désormais la grande vallée du Panshir, semblent s'installer pour une longue période, confirment des sources diplomatiques à New-Delhi (le Monde du 24 mai). Plusieurs casernes et fortifications sont actuellement en cours de construction dans la vallée, les anciens bâtiments étant systématiquement agrandis et fortifiés.

Cette tactique d'occupation du terrain conquis contraste avec celle utilisée à l'issue des précédentes offensives. Les forces soviético-afghanes se contentaient jusqu'ici de laisser sur place quelques pelotons, rappelés après quelques jours, ce qui permettait aux résistants de reprendre rapidement le contrôle des lieux.

Toujours selon les diplomates occidentaux, de violents combats se poursuivent dans la province du Badkhan, au nord de la vallée du Panshir, et dans l'ouest, à 100 kilomètres de la frontière avec l'Iran, à Hérat. Dans le sud, à Kandahar et autour de Ghazni, les résistants auraient lancé la semaine dernière des attaques concertées sur des postes gouvernementaux et des positions soviétiques. Un convoi de l'armée soviétique aurait été sérieusement mis à mal les 21 et 22 mai dans la vallée du Torghar, à l'ouest de Ghazni. On

compterait de trente à quarante morts du côté soviético-afghan et vingt-cinq tués dans les rangs des maquisards.

A Kaboul, au contraire, l'intensité et le nombre des accrochages auraient diminué notablement au cours de la dernière semaine de mai. Deux attaques sont néanmoins rapportées par les diplomates. La première, le 24 mai, contre un poste militaire situé au nord-ouest de la capitale, aurait fait vingt-quatre morts parmi les défenseurs et la seconde, le 26 mai, à Daghbad, se serait achevée par la chute d'un autre petit poste gouvernemental. Il y aurait eu, ce jour-là, onze tués du côté des militaires.

Enfin, la radio nationale afghane signale elle-même, pour la première fois, une détérioration de l'approvisionnement alimentaire de la capitale. Le sucre et la viande, notamment, atteignent des prix jamais vus, de même que l'essence, de plus en plus difficile à trouver. Des sanctions seront prises contre les commerçants spéculateurs qui profitent de la situation, a annoncé le gouvernement, qui attribue la cherté de la vie à l'action des « contre-révolutionnaires ».

PATRICE CLAUDE.

## AMÉRIQUES

## Tentative de dialogue au Salvador

(Suite de la première page.)

Ils conservent le contrôle à peu près absolu des régions montagneuses du Nord-Morazan et du Nord-Chalatenango, près de la frontière du Honduras. Ils occupent au nord de la capitale, les contreforts du volcan Guazapa, un secteur difficile, boisé et coupé de multiples ravins, que l'armée n'a jamais réussi à nettoyer malgré de très nombreuses opérations de razzia et des bombardements aériens.

Depuis leur base de Guazapa, reliée au Chalatenango, les rebelles ont élargi leur zone d'influence jusqu'à la ligne formée par la route

des embuscades, à l'aube, contre les groupes de rebelles installés à El Playon et à Tierra-Blanca. Un signe, parmi beaucoup d'autres, des dispositions plus offensives de l'armée.

L'équilibre n'est pas rompu. Ni l'armée ni la guérilla ne sont encore en état de l'emporter militairement. Les forces régulières ne sont ni assez nombreuses, ni assez bien équipées, pour garder tout ce qui devrait l'être et occuper la totalité d'un territoire, modeste mais très accidenté. Mais ce qui est nouveau, depuis mars, c'est que la pression - pour em-

zone de Panama, transmettent directement leurs « informations » aux unités à terre en opération ou à l'état-major à San-Salvador. C'est une assistance permanente, efficace, et qui gêne considérablement les insurgés qui admettent que le temps dont ils disposent pour leurs regroupements ou leurs décrochages a été sérieusement réduit. Ils affirment, en outre, que l'assistance américaine est déjà passée, en quelques occasions, de l'observation au soutien tactique.

En février 1983, Joaquín Villalobos avait imposé une restructuration de la guérilla sur le modèle militaire classique, pyramidal, avec la

plus jeunes (l'armée aussi, à la sortie des cinémas et des salles de bal, mais un projet de service militaire obligatoire est à l'étude). Ce recrutement accablait indûment apparemment la population, en particulier dans les bourgades isolées, et l'on note, depuis deux mois, des exodes de familles entières fuyant bombardements et combats, mais aussi les « enlèvements » de jeunes « recrues » non volontaires. C'est nouveau. Ils étaient plusieurs centaines le 6 mai à Ilobasco, misérables, hébétés, sans ressources et sans le moindre baluchon, après avoir fui leurs villages transformés en théâtres d'opérations militaires.

Ils étaient près de deux mille à San-Miguel quelques jours plus tard, venus du nord-ouest. Les secteurs complètement contrôlés par la guérilla sont de moins en moins peuplés, alors que les insurgés se déplacent à l'occasion avec familles, femmes et enfants (affichés à des tâches d'intendance et de coctier). Les « poches » restées sûres - par exemple, celles qui se trouvent dans les zones frontalières contestées entre le Honduras et le Salvador - leur permettent de conserver des installations fixes : hôpitaux de campagne, écoles, camps d'entraînement militaire.

L'armée, en face, a aussi ses problèmes. Elle a progressé, elle est plus professionnelle mais le gros de ses troupes - les bataillons de chasseurs - est composé de jeunes recrues qui prennent leur mal en patience et attendent d'être libérés et de sortir intact de la tourmente. Ses bataillons d'élite - bataillons d'intervention rapide - sont nettement plus opérationnels et combattifs, avec des officiers de premier ordre, mais sans vrais moyens antiguérilla. C'est une armée handicapée par le manque de transport, par terre et par air. En outre, la formation des bataillons d'intervention rapide dure normalement huit mois. Or le service est de dix-huit mois.

Le temps, cependant, joue plutôt maintenant en faveur de l'armée. D'abord, parce que ses approvisionnements sont maintenant assurés, alors que ceux de la guérilla sont de plus en plus menacés. Le haut commandement à l'intention de « gonfler » le plus rapidement possible les effectifs des forces armées. C'est l'escalade, prévisible. En septembre 1983, Joaquín Villalobos avait présenté un plan de négociations prévoyant, entre autres, une intégration des forces de la guérilla dans une nouvelle armée « réconciliée ». Quand on lui pose, aujourd'hui, la question d'un éventuel dialogue avec les chefs des insurgés, le lieutenant-colonel Montenegro, commandant de la 3<sup>e</sup> brigade de San-Miguel, répond, d'un air désabusé : « Nous avons tout essayé. Nous n'avons plus rien à nous dire... »

MARCEL NIEDERGANG.

M. Shultz à San-Salvador. - Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, se rendra au Salvador le 1<sup>er</sup> juin pour assister à la prise officielle des pouvoirs par M. Jose Napoleon Duarte, le nouveau président élu. M. Shultz sera accompagné du secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, M. Langhorne Motley. - (AFP.)

## Haïti

## Les émeutes de la faim ont gagné la deuxième ville du pays

Port-au-Prince (AFP). - La deuxième ville de Haïti, Cap-Haïtien, située à 250 kilomètres au nord de Port-au-Prince, a été le théâtre, le mardi 29 mai, de violents incidents entre manifestants et forces de l'ordre. Selon des sources médicales, il y aurait eu de deux à cinq morts et plusieurs blessés.

Les heurts avaient débuté dans la matinée, lorsque des habitants du quartier déshérité de la Fossette avaient tenté de piller le dépôt de produits alimentaires de l'organisme humanitaire américain CARE.

L'armée était alors intervenue, tirant en l'air pour disperser la foule, tandis que des manifestations se poursuivaient dans la ville, où plusieurs magasins avaient fermé leurs devantures et où patrouillaient des soldats.

En début de soirée, le préfet, M. Auguste Robinson, annonçait à la radio que le président à vie, M. Jean-Claude Duvalier, avait donné l'ordre que le dépôt de produits alimentaires de CARE soit mis à la disposition de la population de la ville, en échange de travaux à effectuer sur place. Cette intervention a fait baisser la tension.

La ville de Cap-Haïtien (60 000 habitants) est réputée pour son esprit d'indépendance politique vis-à-vis de Port-au-Prince. Des manifestations hostiles au pouvoir central y avaient déjà eu lieu le 13 septembre dernier, à la suite d'une convocation par la police locale de deux journalistes de la radio privée la Voix du Nord.

Soumise depuis de nombreuses années à un sévère exode rural qui a concentré plusieurs milliers de jeunes chômeurs dans ses faubourgs, la ville affronte une grave crise éco-

nomique en dépit d'efforts d'infrastructure menés ces dernières années : un port international financé par la Banque mondiale et la RFA doit y être inauguré le 15 juin.

Des incidents semblables à ceux de Cap-Haïtien avaient éclaté le 23 mai dernier à Gonâves (quatrième ville de Haïti, 40 000 habitants, à 150 kilomètres au nord de Port-au-Prince). Des heurts déclenchés par des brutalités commises par un militaire à l'encontre d'une femme avaient débouchés sur le pillage de dépôts de vivres par une population soumise à une malnutrition chronique.

## Etats-Unis

## LE PASTEUR JACKSON A MEXICO

Le pasteur Jesse Jackson, qui effectuait mardi 29 mai une brève visite à Mexico, a annoncé l'organisation d'une « manifestation de masse et de fraternité » pour la paix à la frontière du Mexique et des Etats-Unis, le 4 juillet, jour de la fête nationale mexicaine. Le pasteur, seul candidat noir à l'élection présidentielle de novembre, a lancé un appel « à toute la jeunesse d'Amérique pour qu'elle ne se prête plus à la guerre ». La solution aux conflits d'Amérique n'est pas militaire comme le veut le président Reagan, a encore dit le pasteur, mais pacifique, comme le souhaitent les pays du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama). - (AFP.)



de Sensuntepeque à Ilobasco, dans le département de Cabanas. Dans cette région, au sud du grand lac de Chapala, les rebelles occupent plusieurs localités, dont certaines, comme La Ciguera, sont vides d'habitants (l'armée est intervenue pour évacuer par la force des villages en faisant état de « raisons sanitaires »).

La guérilla reste également présente dans toute la région, très étendue, du volcan San-Vicente et des hauteurs de San-Pedro, dans les contreforts volcan San-Miguel, dont la silhouette imposante domine tout le littoral d'Usulután. Elle contrôle une vaste zone de la région, très étendue, du volcan San-Vicente et des hauteurs de San-Pedro, dans les contreforts volcan San-Miguel, dont la silhouette imposante domine tout le littoral d'Usulután. Elle contrôle une vaste zone de la région, très étendue, du volcan San-Vicente et des hauteurs de San-Pedro, dans les contreforts volcan San-Miguel, dont la silhouette imposante domine tout le littoral d'Usulután.

## Les ponts dynamités

Elles sont nombreuses dans tout le nord et tout l'est du pays. Même sur les grands axes, comme la route panaméricaine et la route du littoral, des troupes de plusieurs dizaines de kilomètres sont en permanence sous la menace virtuelle des guérilleros, qui peuvent à tout moment dresser des barrages, arrêter les véhicules ou monter une embuscade contre un convoi militaire. Le moindre pont sur ces axes est gardé par des soldats, qui, la nuit, s'enterrent dans leurs tranchées et conservent le doigt sur la détente.

Ceux qui sont chargés de la protection du pont Cuscatlan (dynamité par la guérilla et remplacé par un pont provisoire en bois, à l'aplomb du barrage sur le rio Lempa) sont harcelés régulièrement par les militaires de faction de part et d'autre du pont d'Or (également dynamité, inutilisable, et « doublé » par la passerelle branlante du chemin de fer) se hasarant pourtant, depuis peu, à monter

ployer un terme sportif - est maintenant sur le Front Farabundo-Martí.

La première raison est politique. Les élections en deux temps, en mars et en mai, ont pris les insurgés à court. En mars, ils se sont efforcés, en vain, de boycotter le scrutin par la violence. Malgré de multiples menaces et de nombreuses actions armées, l'effet a été négligeable. En outre, cette tactique a mis en évidence des dissensions internes (les FPL, dans le Nord, ont beaucoup moins virulentes que l'ERP dans l'Est) et elle a discrédité la direction politique à l'extérieur.

En mai, le niveau de boycottage a été plus faible. Les insurgés ont monté une vaste opération militaire combinée dans le Cabanas (avec l'appui, comme à El Paraiso en décembre, d'un peloton de mortiers), mais elle a échoué. Dans le reste du pays, les harcèlements ont été moins nombreux et moins vifs qu'en mars. Les rebelles ont pourtant tenté de saboter le scrutin à San-Miguel, troisième ville du pays, en plaçant une quarantaine de bombes à retardement dans l'avenue Roosevelt, où les quelque deux cents urnes étaient concentrées. Un massacre a été évité parce que le courant électrique (coupé par la guérilla) a été rétabli plus tôt que les guérilleros ne l'auraient prévu, et parce que les bombes ont été détectées à temps (deux artificiers ont trouvé la mort).

Les dirigeants militaires de la guérilla - et d'abord Joaquín Villalobos, commandant de l'ERP, et principal chef de guerre puisqu'il dispose maintenant de 60 % de la capacité opérationnelle de tout le Front Farabundo - n'ont pas encore complètement révisé leur attitude en fonction de l'aspect « politique » des élections.

## Le soutien américain

Les autres raisons, plus importantes, sont militaires. L'armée salvadorienne dispose, depuis mars, d'un soutien aérien américain. Les appareils d'observation, qui découlent des bases du Honduras et de la

## A TRAVERS LE MONDE

## Angola

LE RETRAIT MILITAIRE SUD-AFRICAINE. - Les troupes sud-africaines « auront quitté l'Angola à la fin de la semaine », a déclaré, mardi 29 mai à Paris, l'ambassadeur d'Angola en France. M. De Almeida a également affirmé, au cours d'un déjeuner-débat de l'Association de la presse africaine, qu'il n'était pas question, pour son gouvernement, d'une réconciliation avec l'UNITA, le mouvement rebelle de M. Savimbi, avec lequel « aucun contact n'a été pris ».

## URSS

SOMMET DU COMECON. - Un sommet du COMECON (marché commun des pays socialistes) se tiendra à la mi-juin à Moscou, a annoncé l'agence Tass (nos dernières éditions du 30 mai). Selon des sources diplomatiques, cette réunion aurait lieu le 12 juin, en présence de M. Tchernenko. C'est la première fois depuis 1971 qu'un tel sommet a lieu. Il avait été reporté à plusieurs reprises en raison de divergences au sein des pays membres, puis de l'état de santé d'Andropov. La réunion de Moscou devrait être essentiellement consacrée au réajustement des échanges entre Moscou et ses partenaires européens. En raison des divers chocs pétroliers intervenus depuis 1973 et de l'augmentation du prix de l'énergie, la dette des pays membres à l'égard de l'Union soviétique s'alourdit, en effet. Selon des sources communistes occidentales, une session préparatoire à ce sommet aurait lieu à Moscou le 7 juin, avec la participation des secrétaires des comités centraux des dix pays : URSS, Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Pologne, RDA, Vietnam, Cuba, Mongolie. - (AFP.)



# les élections européennes

## DANEMARK : l'adhésion à la CEE en question

Copenhague. — Pas question de toucher au sacro-saint week-end : les Danois voteront le 14 juin et le compte des bulletins se fera le lundi 18. « pour des raisons pratiques ».

Cette précaution suffira-t-elle à assurer une participation décente ? 47 % des électeurs inscrits ont voté en 1979, alors que d'ordinaire 80 % à 90 % des Danois de plus de dix-huit ans mettent un point d'honneur à remplir leur devoir civique. Les experts ne sont pas optimistes, et le climat de ces dernières semaines semble leur donner raison.

Jusqu'à l'ouverture officielle de la campagne le 24 mai, les médias ont à peine évoqué le sujet. Quant à la campagne elle-même, le conflit syndical et l'important mouvement de grève qui ont, durant tout le mois de mai, touché la capitale l'ont relégué en troisième plan de l'actualité.

C'est dans une quasi-indifférence que, dès l'automne dernier, les partis ont désigné les deux cents candidats qui brigueront les quinze sièges réservés à la métropole (le sixième revenant au Groenland jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1985, date à laquelle le territoire quittera la CEE).

Le nombre des personnalités de poids sur ces listes est en nette régression par rapport à 1979. Plusieurs membres de l'Assemblée sortante n'ont pas souhaité se représenter. Ainsi, M. Kent Kirk (conservateur), jeune patron pêcheur que son défilé lancé à la floraison de sa Gracieuse Majesté en 1982 a rendu célèbre, a opté pour le mandat au Folketing (le Parlement national) — son

parti n'admettant pas les cumulés. Parmi les candidats sociaux-démocrates, on cherche en vain un représentant des syndicats, alors qu'il y a cinq ans il y en avait plusieurs.

En réalité, cette grisaille dissimule un terrain miné où personne, même ceux qui ont la fibre la plus européenne, n'ose s'aventurer franchement de peur d'y englober une carrière prometteuse.

Voici vingt ans que le problème de l'appartenance à la CEE divise les Danois. La longue et bruyante campagne à rebondissement menée autour de l'adhésion a engendré au sein de l'opinion publique des clivages sans précédent qui n'ont fait que s'accroître après le 1<sup>er</sup> janvier 1973. Tous les partis en ont subi les conséquences. Mais c'est la social-démocratie qui a eu le plus à en souffrir.

Entre 1970-1972, elle a frôlé l'éclatement et n'y a échappé que parce qu'une série de chefs de file récalcitrants (parmi lesquels le président du puissant syndicat des OS, M. Anker Joergensen, futur premier ministre) ont consenti du bout des lèvres à « se convertir ». Mais, ébranlée dans ses fondements, elle allait payer très cher les séquences de cette crise et essayer aux élections anticipées de 1973 la plus cuisante défaite de son histoire.

Dix ans après, ses dirigeants font toujours montre d'une extrême réserve dès qu'ils abordent les questions européennes. Ils savent que le

référéndum du 2 octobre 1972 n'a pas mis fin à la polémique, que parmi leurs membres on recense une majorité de sceptiques et d'insatisfaits à l'égard de la CEE. Ils savent surtout qu'à leur moindre faux pas l'hydre qui prétend veiller sur l'intégrité d'un Danemark « authentique » est prête à sortir ses griffes.

Cette hydre, c'est le Front national contre le Marché commun, un mouvement aux cent visages créé à la fin des années 60 pour empêcher à tout prix l'adhésion du royaume au traité de Rome et qui a réussi, par des slogans simplistes, à rassembler sous sa bannière des opposants de tous bords.

### Deux forces concurrentes

L'objectif du mouvement anti-CEE est désormais d'arracher ce malheureux pays à la domination de Bruxelles — en exigeant un nouveau référendum. Après une brève traversée du désert, le Front national contre le Marché commun a refait surface en 1979 en emportant quatre mandats aux élections européennes, soit un de plus que les sociaux-démocrates.

Le représentant du Parti des socialistes du peuple (extrême gauche) et celui du Groenland étant aussi des anti-CEE acharnés, plus d'un tiers des Danois de l'Assemblée européenne sortante ont donc, de 1979 à 1984, obéi à un seul mot d'or-

dre : discréditer le travail européen, mettre en garde leurs compatriotes contre tout projet d'intégration.

Le Front national contre le Marché commun, qui entretient des rapports de plus en plus étroits avec les Verts et les pacifistes, au Danemark et à l'étranger, présente le 14 juin une liste où, à côté de personnalités de toutes tendances (y compris un conservateur), figurent cinq sociaux-démocrates qui se sont fait récemment expulser du parti à cause de cette candidature. Le scrutin sera donc avant tout un affrontement entre deux forces concurrentes : le Front national contre le marché commun et les sociaux-démocrates. Il n'aura que peu de signification sur le plan politique intérieur.

Ce duel ne peut que fausser les résultats. Il fait porter le débat sur un seul sujet central — l'appartenance ou non à la CEE, — alors que les autres formations essaient avec peine d'aborder des thèmes plus complexes. Tirailles entre la nécessité de justifier la coopération européenne et celle de ne pas heurter un électeur sensible aux voix anti-européennes, les porte-parole des partis sociaux-démocrates au pouvoir n'ont pas su accorder leurs violons.

Les libéraux ont bien tenté de créer un Front national pour le Marché commun, mais sans grand succès. Les conservateurs (le parti du premier ministre M. Schlüter)

ont peut-être été plus habiles en laissant à M. Paul Moeller, ancien ministre des finances et vice-président de l'Assemblée européenne sortante, la liberté de demander la suppression des grands sommets des Dix, « inutiles et coûteux ». Les derniers sondages de ce printemps, qui font apparaître 47 % d'opposants à la CEE, 35 % de partisans et 19 % d'indécis, ont de quoi inciter à une très grande prudence. Même si nul ne

conteste les importants bénéfices économiques que le Danemark a retirés jusqu'à présent de son adhésion à la CEE (grâce à la politique agricole commune notamment), les électeurs sauront le 14 juin l'occasion d'exprimer leur agacement à l'égard des querelles communautaires et leur méfiance envers toutes les rhétoriques en faveur de l'union politique européenne.

CAMILLE OLSEN.

**AL CAPONE DÉCLARE LA SAINT VALENTIN À CHICAGO, C'EST MORTEL !**

**TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.**

**GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.**

états-unis

les guides bleus

## Pays-Bas : l'obsession des euromissiles

De notre correspondant

Amsterdam. — Aux Pays-Bas, la campagne pour les élections européennes coïncide avec l'approche d'une décision politique d'importance cruciale : l'installation éventuelle de missiles de l'OTAN sur le territoire néerlandais, qui occupe plus que jamais les esprits.

Cela ne pouvait tomber plus mal pour les fervents partisans de l'Europe, qui redoutent un taux de participation aux élections pour le Parlement de Strasbourg encore plus bas qu'en 1979 (57,3 %). Jamais depuis 1970, date à laquelle l'obligation de vote avait été supprimée, l'abstentionnisme n'avait été aussi élevé.

L'intérêt des Néerlandais pour le Parlement européen n'a guère augmenté depuis 1979, à en croire un sondage publié au mois de mars : trois mois avant les élections européennes, 70 % de la population n'étaient toujours pas au courant de la tenue de ce scrutin.

Le fonctionnement du Parlement européen a engendré le scepticisme chez bon nombre de Néerlandais. Ceux, d'abord, qui n'en retiennent que les récits de presse sur le gaspillage des deniers publics dans les meilleurs restaurants d'Alsace. Des observateurs politiques de renom estiment, quant à eux, que le Parlement de Strasbourg n'est pas digne de ce nom, parce qu'il n'obéit pas aux règles du parlementarisme et que de lui ne dépend la survie d'aucun gouvernement.

Dans ce contexte difficile, les hommes politiques qui brigueront, le 14 juin, les vingt-cinq sièges dévolus aux Pays-Bas se sont attelés à la tâche de convaincre l'électorat de la nécessité de « penser européen ». Comme partout ailleurs, cependant, la confusion a été vite faite entre politique européenne et politique nationale. Deux des grands partis ont insisté pour que le gouvernement de centre-droit, que dirige M. Ruud Lubbers, prenne avant le 14 juin une décision sur l'installation de quarante-huit missiles de croisière souhaités par l'OTAN. Le PVDA (socialiste, opposition) et le VVD (libéral conservateur, qui participe au gouvernement) voudraient que les européennes soient égale-

ment l'occasion pour l'électorat de se prononcer sur la décision de M. Lubbers dans cette affaire. Mais le parti du premier ministre, le CDA (chrétien démocrate), qui a bien du mal à arrêter sa position sur les euromissiles, ne souhaite pas cette sorte de référendum. Les socialistes sont résolument hostiles à l'arrivée des armes nucléaires. Les libéraux ont menacé de quitter la coalition gouvernementale si M. Lubbers refuse de les accueillir.

Selon les pronostics, les socialistes devraient progresser le 14 juin et remporter neuf ou dix sièges (contre huit actuellement). L'actuel président de l'Assemblée européenne, M. Fiet Dijkstra, est un des leurs. Il dirige la campagne avec plus d'autorité et d'allure que ses adversaires.

Il a cependant failli être doublé comme tête de liste socialiste par M. Jan Van Den Heuvel, député sortant à Strasbourg. Bon nombre de socialistes néerlandais reprochaient à M. Dijkstra de ne pas s'opposer assez vigoureusement aux euromissiles. Au mois de mars, le congrès l'a cependant choisi après qu'il eut fait un effort manifeste d'intransigeance antinucléaire.

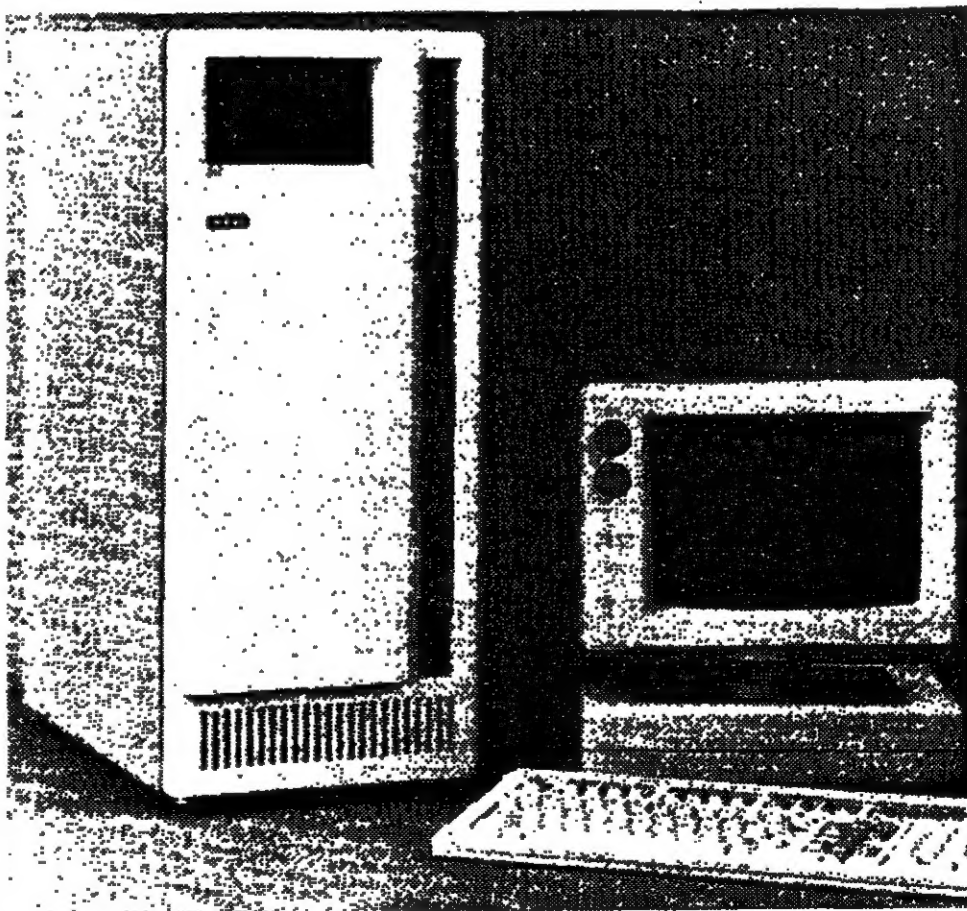
Les chrétiens démocrates de M. Lubbers perdraient un ou deux de leurs dix sièges actuels, selon les pronostics, tandis que les libéraux du VVD amélioreraient légèrement leur résultat de 1979 (quatre sièges). Trois petits partis de gauche et d'extrême gauche (communiste, pacifiste et radical) ont joint leurs forces pour former l'Alliance verte progressiste. Les libéraux de gauche du parti Democratie 66 risquent de perdre leurs deux sièges à Strasbourg.

On attend avec quelque inquiétude le score du petit parti xénophobe Centrumpartij, qui veut renvoyer chez eux autant d'étrangers de couleur que possible. Ces derniers temps, ce parti a obtenu à plusieurs reprises autour de 10 % des voix lors d'élections locales. Un même résultat aux européennes serait perçu comme catastrophique par la classe politique néerlandaise.

RENÉ TER STEEGE.

**Il faut des années pour mettre au point le meilleur traitement de texte du marché.**

**Prenez 5 minutes seulement pour profiter de l'offre exceptionnelle de Wang.**



Dès aujourd'hui, téléphonez au bureau WANG de votre région pour bénéficier gratuitement d'une démonstration ou d'une présentation.

Saisissez cette opportunité, en contactant l'agence commerciale de votre région :

**Siège et Direction Générale :**  
WANG FRANCE S.A.  
Tour Gallieni 1 - 78/80 Avenue Gallieni  
93174 BAGNOLET Cédex  
Tél. : (1) 360.11.54.

### Implantations Régionales :

**Rhône-Alpes**  
CHARBONNIÈRES LES BAINS : (7) 834.12.50.  
URJAGE : (76) 89.20.55.  
CLERMONT-FERRAND : (73) 25.59.64.  
**Méditerranée**  
VITROLLES : (42) 89.15.44.  
**Côte d'Azur**  
SAINT-LAURENT DU VAR : (93) 07.75.75.  
**Sud-Ouest**  
TOULOUSE : (61) 41.11.61.  
BORDEAUX : (56) 98.21.42.  
**Ouest**  
NANTES : (40) 95.00.27.  
**Normandie**  
ROUEN : (35) 71.00.33.  
**Nord**  
LILLE : (20) 06.50.40.  
**SALON APPLICA**  
Stand n° 78 C : (20) 47.43.20.

**WANG**

Toute l'Informatique au Service du Bureau.

**TU QUOQUE MI FILI, LE CRI DÉCHIRANT D'UN PÈRE**

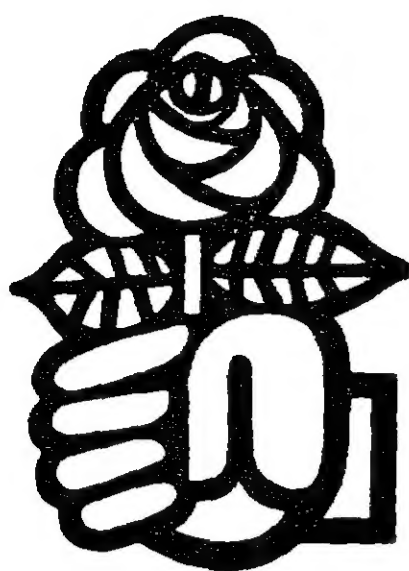
**TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.**

**GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.**



هتدرا من الاميل





# LE 17 JUIN POUR L'EUROPE AVEC JOSPIN

Sophie AGACINSKY, comédienne • Claude ALLEGRE, universitaire • René ALLIO, cinéaste • Jean-Marie AMARTIN, secrétaire général de théâtre • Bernadette AMBERT, agricultrice syndicaliste • Charles ANCER, avocat • Max ANDREIS, agriculteur syndicaliste • Jean-Paul ARON, écrivain • Roger ASCOT, écrivain • Stéphane AUDRAN, comédienne • Colette AUDRY, écrivain • Philippe AVRON, comédien • Claude BABIN, universitaire • Elisabeth BADINTER, écrivain • Rachid BARI, chanteur • Georges BALANDIER, sociologue • Daniel BANCEL, universitaire • Henri BARON, membre du conseil économique et social pays de Loire • Claude BARBEROUSSE, responsable associatif • Igor BARRERE, réalisateur de télévision • Jean-Louis BARTH, éducation surveillée • Denis BARTHELEMY, magistrat • Dominique BARTHELEMY, Hervé BAZIN, écrivain • Simone de BEAUVOIR, écrivain • M.J. BEGASSAT, président d'association • Henri BEHAR, universitaire • Guy BELFOND, producteur cinéma • Robert BELLET, réalisateur de télévision • André BENCHE-TRIT, avocat • Robert BENOIT, comédien • Michel BERNARD, champion d'athlétisme • Robert BERNARD, militant associatif • Michel BEROFF, pianiste • Yves BERTRAND, syndicaliste • Nella BIELSKI, écrivain • Marcel BILL, dessinateur de bandes dessinées • Colette BISMUTH, magistrat • Michel BLUM, avocat • Daniel BODIOT, universitaire • Faouze BOGAZZI, architecte urbaniste • Yves BOISSET, cinéaste • Hervé BONASSE, administrateur de théâtre • René BONETTI, syndicaliste membre du comité économique et social européen • Philippe BORDIER, réalisateur de télévision • Richard BORHINGER, comédien • Jacques BORZEIX, universitaire • Paul BOUCHET, avocat • Patrick BOURGEOIS, directeur de théâtre • Jean-Jacques BOUSSENART, champion de France d'athlétisme • Elle BOUSSEYROL, agriculteur syndicaliste • Charles BRABANT, réalisateur de télévision • Pierre BRAUNBERGER, producteur cinéma • Jean-Michel BRAUNCHWEIG, avocat • Robert BRECHON, écrivain • Breyten BREYTENBACH, poète • Serge BRUNDEAU, écrivain • Françoise BRION, comédienne • Gilberte PIERRE BROSOLETTA • André BURGHIÈRE, sociologue • Renaud CAMUS, écrivain • Ange CASTA, réalisateur de télévision • Roland CASTRO, architecte • José CECARELLI, syndicaliste • Claude CHABROL, cinéaste • Jean-Pierre CHANGUEUX, scientifique • Jean-Michel CHARBONNEL, marathonnier • François CHARDEAUX, cinéaste • E. CHARDONNET, Edmonde CHARLES-ROUX, écrivain • Pierre CHARLOT, écrivain • Jacques CHASSIGNIEUX, plasticien • François CHATELET, philosophe • Marcel CHAUVENET, graveur • Maurice CHAVARDES, écrivain • Jean CHERASSE, cinéaste • Guy CHEYNOL, universitaire • Marie-José CHOMBART DE LAUWE, maître de recherches au CNRS • Pierre-Henry CHOMBART DE LAUWE, écrivain sociologue • Henry CLAIR, écrivain • Serge COCHE, avocat • François COLCOMBET, magistrat • Jean-Marie GOLDEFY, réalisateur de télévision • Pia COLOMBO, chanteuse • François COLSON, chercheur INRA • Claude CONFORTES, cinéaste • Jean CORNEC, avocat • Costa GAVRAS, cinéaste • COSTANZA, artiste plasticien • François COURSON, responsable associatif • Léonardo CREMONINI, artiste plasticien • Henri CUECO, plasticien • Antoine CULIOLI, universitaire • Claude DAMERY, architecte • Jean DANET, metteur en scène • Evelyne DASSAS, comédienne • Georges DAUPHIN, syndicaliste agricole • Jean-Claude DAUPHIN, comédien • Georges DAVEZAC, militant associatif • Régine DEFORGES, auteur éditeur • France DELAHALLE, comédienne • Jean-Claude DELARUE, secrétaire général Alliance écologique, conseiller économique et social • Rémy DELL'VALLE, peintre • Marc DELOCQUE FOURCAUD, scénariste • Danielle DELORME, comédienne • André DELUCHAT, syndicaliste • Michel DEMAZURE, professeur de polytechnique • Jacques DEMY, cinéaste • Gérard DEPAR- DIEU, comédien • Catherine DÉRAIN, auteur • Michel DER ANDREASSIAN, plasticien • Pierre DESVALLOIS, syndicaliste • Albert DETRAZ, ancien responsable syndical national • Philippe DEVISME, président Alliance écologique • François DONZEL, syndicaliste • Jacques DOUCET, peintre • Yves DOUCHIN, éducation surveillée • Marc DREYFUS, magistrat • Philippe DRUILLET, dessinateur de bandes dessinées • Marie DUBOIS, comédienne • Antoine DUHAMEL, compositeur • Pierre DUMOYET, réalisateur de télévision • Jean DUMINY, architecte • Geneviève DUMONT, artiste plasticien • Jean-Michel DUPLAA, responsable associatif • Claude DUPUY, universitaire • Jocelyne DURBAN, responsable associatif • Professeur Jean DURUP, directeur d'UER • Maurice DUVERGER, universitaire • Jean DUVIGNAUD, écrivain • Jean ELLEINSTEIN, historien • Gilbert ESTEVE, magistrat • Mi-



guel ANGEL ESTRELLA, pianiste, prix nobel de la Paix • Claire ETCHERELLI, écrivain • Danielle EVENO, comédienne • Claude EVRARD, comédien • Bernard FAIVRE D'ARCIER, directeur du festival d'Avignon • Jean-Paul FARE, comédien • Jean-Pierre FAYE, écrivain • Jean-FERIGNAC, ancien international de hand-ball • Michel FERIGNAC, conseiller de Paris • Anouk FERJAC, comédienne • Dominique FERNANDEZ, écrivain • Jean-Paul FERRAND, responsable associatif • Luc FERRARI, compositeur • Martine FERRIERE, comédienne • Jean FERT, agriculteur syndicaliste • Jean-Jacques FOL, universitaire • Jacques FONTAINE, universitaire • Richard FONTANA, comédien • Elizabeth DE FONTENAY, écrivain • Brigitte FOSSEY, comédienne • Jean-Claude FOUQUE, magistrat • Cécile FRAENKEL, administratrice opéra Bastille • Dominique FRANÇOIS, professeur école centrale • Jocelyne FRANÇOIS, écrivain • Henri GAILLAC, magistrat • Jack GAJOS, directeur de cinéma • Nicole GARCIA, comédienne • Gérard GAUME, syndicaliste • Daniel GELIN, comédien • Roger EDGAR GILLET, peintre • Thérèse GILLET, décoratrice • Maurice GODELIER, directeur scientifique CNRS • Annie GOETZINGER, dessinateur de bandes dessinées • Michel GONDI, syndicaliste • Ettore GORBATO, peintre • GOTTLIER, dessinateur de bandes dessinées • Christine GOUZE-REYNAL, productrice de cinéma • Alain GOZE, responsable associatif • François GROS, professeur collège de France, membre de l'Académie des sciences • Benoîte GROULT, écrivain • Félix GUATTARI, écrivain • Jean GUEFFIER, militant associatif • Jacques GUE- NEE, militant associatif • Olivier GUERIN, magistrat • Anthony GUYON, plasticien • Jean GUIDONI, chanteur • Etienne GUYON, universitaire • Jean-Yves HALIMI, avocat • Roger HANIN, comédien • Henri HEINEMANN, écrivain • Pierre JAKÉZ-ELIAS, écrivain • Claude HELLER, pianiste • Georges HERBERT, directeur de théâtre • Laurent HEYNE- MANN, cinéaste • André HODEIR, compositeur • Jules HOREAU, agriculteur syndicaliste • Paco IBANEZ, chanteur • Roger IBANEZ, comédien • Roger IKOR, écrivain • Chris- tian IVALDI, pianiste • Pierre JAISSON, universitaire • André JEANSON, syndicaliste • Louis JOINET, magistrat • Betsy JEOLAS, musicienne • Pierre JOLIOT, professeur au collège de France, membre de l'Académie des sciences • Charles- André JULIEN, historien • Robert JUVIN, plasticien • Pierre KAST, cinéaste • Jean KEHAYAN, écrivain • Nina KEHAYAN, écrivain • Jean KERCHBRON, réalisateur de télévision • Roland KESSOU, magistrat • Henri KORN, directeur de recherche à l'INSERM • François KOURILSKY, directeur de recherche à l'INSERM • Dominique LABBE, avocat • LABER- THONNIERE, architecte • Henri LABORIT, chercheur • Gi-

les LACAN, magistrat • Jean LACOUTURE, écrivain • J. LADSOUS • Jeanne LAFITTE, éditeur • Valérie LAGRAN- GE, chanteuse • Jean-Yves LAMOUCHE, architecte • Claude LANZMANN, écrivain • Catherine LARA, chanteuse • Mi- chel LASSERRE, militant syndicaliste, associatif • M. LAZZI, responsable d'association de défense de l'environnement • Jean-Jacques LE BEL, écrivain • Félix LEBRETON, syndi- caliste agricole • Michel LECUREUIL, universitaire • Jacques LE GOFF, historien • Gérard LEGRAND, écrivain • Pierre LEHMAN, directeur scientifique CNRS • Francis LEMAR- QUE, chanteur • LEPOSC, sculpteur • James LEQUEUX, as- tronome • Didier LEVALLET, musicien • Gilbert LEVY, avo- cat • Jean-Paul LEVY, avocat • Bernard LOCCA, dessinateur • Claude LONGEON, universitaire • LOS MACHUCAM- BOS, chanteurs chiliens • Philippe LUCAS, universitaire • Antonietta Maria MACCIOCCHI, écrivain philosophe • Colet- te MAGNY, chanteuse • Joël MAHE, universitaire • Françoise MALLET-JORRIS, écrivain • Georges MAMY, journaliste • Etienne MANACH • Michèle MANCEAUX, écrivain • Claude MANCERON, écrivain • James MARANGE, syndi- caliste • Herbert MARCOWITZ, universitaire • Mazen MARCOZ, militante associative • Bruno MARCUS, avocat • Michel MARCUS, magistrat • Jean-Pierre MARTINEZ, di- recteur à l'administration pénitentiaire • Jean-Louis MAU- BANT, directeur de musée • Marie MAURON, écrivain • Al- bert MEMMI, écrivain • Marthe MERCADIER, comédienne • Armand MESTRAL, chanteur • Fernand MEURISSE, syndi- caliste • Michel MITRANI, cinéaste • Frédéric MITTER- RAND, cinéaste • Pierre MOINOT, membre de l'Académie française • Claude MOLLET, agriculteur • Edgard MORIN, philosophe • Bernard MOROT-GAUDRY, plasticien • Marcel MOUSSY, auteur • Yves NAVARRE, écrivain • Maudie NIVAT, universitaire • Henri NOGUERES, avocat • Hubert NYSEN, éditeur • Bulle OGIER, comédienne • Yves OL- VIER, agriculteur • Marcel OPHULS, cinéaste • Eric ORSEN- NA, écrivain • Pascal ORY, écrivain • Roger PARIS, universi- taire • Hélène PARMEILIN, écrivain • Dominique PARRENIN, agriculteur syndicaliste • Jean-Claude PATRICE, producteur • Jean-Claude PECKER, professeur au collège de France, membre de l'Académie des sciences • Jérôme PEIGNOT, écri- vain • René PELLAT, directeur de recherche CNRS • Béatrice PELLEGRIN, écrivain • Michel PERENNES, syndicaliste • Francis FERRIN, scientifique • Yannick PHILOUSE, réalisa- trice de télévision • Anne PHILIPPE, écrivain • Michel PICCO- LI, comédien • Yvonne PIERRE-ROCHEZ, écrivain • Edouard PIGNON, peintre • Dr Jacques PILLOT, chef de laboratoire • Jean-Paul POIRIER, physicien • Suzanne FROU, écrivain • Anna PRUCNAL, chanteuse • Claude FUY- LAGARDE, avocat • Guy RAFFI, responsable associatif • Alain RAILLARD, responsable associatif • Michel RATTE, agriculteur syndicaliste • Yves RAYNOUARD, responsable as- sociatif • Chantal RAYSOLER, plasticienne • Guy REBEL, compositeur • Jean-Marie RELANGE, plasticien • Denise RENE, directrice de galerie • François RETOURNE, avocat • Catherine RIBEIRO, chanteuse • Jean RIBOUD, chef d'en- treprise • Serge RICHARD, journaliste • Jean RIGAUD, chansonnier • Martin ROBAIN, architecte • Yves ROBERT, cinéaste • Philippe ROBRIEUX, historien • Christian ROS- TOKER, avocat • Jacques ROUGEMONT, peintre • Serge ROUSSEAU, agent d'artistes • France ROUSSELLE, comé- dienne • Catherine ROUVEL, comédienne • Claudine ROYER, magistrat • Michel ROYER, universitaire • François RUY-VIDAL, concepteur d'édition • Françoise SAGAN, écri- vain • SAINT-GENIER, entraîneur sportif • Catherine SAU- VAGE, comédienne • Emyr SCHATZMAN, directeur de re- cherche CNRS • Laurent SCHWARTZ, membre de l'Acadé- mie des sciences • Georges SEMPRUN, écrivain • Théo SIEGLER, syndicaliste, conseil économique et social Alsace • Jacques SOPPELSA, universitaire • Isabelle SORDES, avo- cat • Giorgio STREHLER, metteur en scène • Anne-SYLVES- TRE, chanteuse • Bertrand TAVERNIER, cinéaste • Jean- Marc THIBAUT, comédien • Michel THIERCELIN, coopé- rateur • Yves THOMAS, directeur de galerie d'art • Gérard TRAINOIR, responsable associatif • Charles TRENET, chan- teur • Etienne TROCME, universitaire • Roger VALETTE, agriculteur syndicaliste • Anne VALENTINI, magistrat • Agnès Varda, cinéaste • Robert VERDIER, ancien député • Pierre VINCENT, vulcanologue • Paul VIGNARD, directeur d'étude de l'école pratique des hautes études • Juliette VIN- CENT, agricultrice syndicaliste • Henri VION, syndicaliste agricole • Henri VIRLOJEUX, comédien • Pierre VITTOUX, universitaire • Lionel VUILLEMIN, architecte • Michel WEISZ, ingénieur commissariat à l'énergie atomique • Max WELZER, responsable associatif.

Comité de soutien à la Liste Socialiste pour l'Europe  
10, rue de Solferino 75007 Paris



# LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## EN PRÉSENCE DE M. CHIRAC A LILLE

### M<sup>me</sup> Veil : nous préconisons la rupture avec le socialisme

Lille. - Avant de la recevoir, dimanche 3 juin, sur l'esplanade du château de Vincennes pour une « Journée de l'Europe », M. Jacques Chirac est allé participer à Lille, mardi soir 29 mai, à un « meeting national » organisé par M<sup>me</sup> Simone Veil. C'est la première fois que le président du RPR se trouve aux côtés du chef de file de la liste d'union de l'opposition dans cette campagne.

Cette présence a sans aucun doute ajouté à l'enthousiasme des quatre mille personnes qui se pressaient dans le palais des sports Saint-Sauveur, et qui n'ont ménagé leurs applaudissements ni au maire de Paris ni à M<sup>me</sup> Simone Veil. Si le public a vibré à l'évocation du nom du général de Gaulle cité par l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne parmi les fondateurs de l'Europe, il a tout autant applaudi celui de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui l'a fait progresser.

L'union de l'opposition a été illustrée par les allocutions prononcées tour à tour par M. Maurice Schumann, sénateur RPR du Nord, par M. Philippe Malaud, président du CNIP, par les parlementaires UDF et RPR du Nord et du Pas-de-Calais, et par les candidats européens originaires de la région, MM. Verrier, Jeanne maire RPR de Douai, Georges Donnez, maire MDSF de Saint-Amand-les-Eaux, et Stéphane Deraux, maire UDF de Tourcoing.

De leurs propos et de ceux de M. Chirac et de M<sup>me</sup> Simone Veil ressortent trois thèmes essentiels : la construction européenne, bien sûr, mais surtout la défense des

#### De notre envoyé spécial

Libertés, et enfin un appel pressant aux électeurs mécontents à ne pas disperser leurs suffrages hors de « la liste d'union républicaine », le tout sur un ton particulièrement critique à l'égard de la majorité. Ainsi lorsque M<sup>me</sup> Veil affirme : « Les socialistes préconisent la rupture avec le capitalisme » ; nous, aujourd'hui, nous préconisons « la rupture avec le socialisme » qui n'est autre que l'étatisme et le dirigisme dont nous souffrons depuis 1981 », M. Chirac proclame : « Le bilan de trois ans est simple : moins de liberté et plus de chômage. »

A propos de l'Europe, M<sup>me</sup> Veil a déclaré : « Le gouvernement est incapable d'assurer la responsabilité européenne de la France à cause de sa faiblesse économique, de l'incohérence de sa politique étrangère, de la désunion de la majorité. Toutes les positions du Parti communiste vont à l'encontre de la Communauté. Quant aux socialistes, c'est la cacophonie. Les discours du président de la République n'y changeront rien. Bien au contraire, il ajoute à la confusion. Faut-il l'écouter ou écouter les élus socialistes qui, à Strasbourg, ont refusé de voter les projets qu'il soutient maintenant ? »

Elle a ajouté, très applaudie : « Sur l'Europe, les socialistes n'ont, au fond, qu'une idée claire : fauter de pouvoir redresser la situation de la France, ils aimeraient contaminer nos voisins. Ne les laissons pas faire à l'Europe ce qu'ils ont fait à la France. »

Mais le succès le plus net est allé aux appels lancés à participer à la manifestation parisienne du 24 juin.

M. Chirac a lancé : « Comment le président de la République et les socialistes ont-ils pu être assez irresponsables et assez sectaires pour raviver la querelle de l'enseignement, si ce n'est pour complaire à une poignée d'appareilleurs syndicaux ? Comment ne pas se rendre compte que si 18 % seulement des enfants sont dans l'enseignement privé, ce sont près de 80 % des Français qui souhaitent maintenir la liberté de l'enseignement ? »

M<sup>me</sup> Veil a déclaré sur le même sujet : « En allant décrocher du grenier le portrait du petit père Combes pour rassembler les maires rouspilles qui leur restent, les socialistes ont pris le risque très grave de diviser le pays. En relançant, sans aucun motif, un débat archaïque hérité du dix-neuvième siècle, ils ont montré que leur discours moderniste n'était que poudre aux yeux. »

Enfin, soulignant l'union de l'opposition, la candidate, saluant « Jacques Chirac, mon ami », a affirmé : « Notre convergence est un acquis essentiel pour l'avenir. » Le président du RPR a mis en garde à l'encontre des listes présentées « par les chagrins qui organisent des opérations de diversion, par ceux qui veulent assouvir leurs ambitions contraires et leurs rancœurs grâce à la proportionnelle, et par les extrémistes qui expriment la haine, la démagogie, l'intolérance, voire la violence et l'aventure politique ». **ANDRÉ PASSERON.**

## A RENNES

### M. Jospin : M<sup>me</sup> Veil est plus à droite qu'on ne le prévoyait

Rennes. - Devant trois mille cinq cents personnes environ (mille cinq cents de plus que M<sup>me</sup> Veil cinq jours plus tôt), M. Lionel Jospin, tête de la liste socialiste pour les élections européennes, a déclaré, mardi 29 mai, que M<sup>me</sup> Simone Veil « est beaucoup plus à droite qu'on ne le prévoyait et beaucoup moins européenne qu'on ne le disait ». Elle raconte, selon lui, « autant de banalités et de généralités qu'on pouvait s'y attendre ». Sous la pression du RPR, estime M. Jospin, M<sup>me</sup> Veil oublie peu à peu ses convictions européennes.

Selon M. Jospin, M. Le Pen recueille « exactement ce que M. Chirac a semé, notamment lors des élections municipales de 1983 ». S'il y a sensibilité des électeurs UDF et RPR aux idées de M. Le Pen, c'est parce que, depuis maintenant des mois, elles ont été banalisées par la droite conservatrice française.

#### L'école et l'agriculture

Deux dossiers ont été évoqués à Rennes par M. Jospin : l'école et l'agriculture.

Le projet de loi sur l'école offre, selon lui, « une occasion historique à l'enseignement catholique de continuer à obtenir des concours de l'Etat avec l'accord de la gauche et non plus contre elle, mais bien évidemment en acceptant un certain contrôle et une certaine évolution ».

#### De notre correspondant

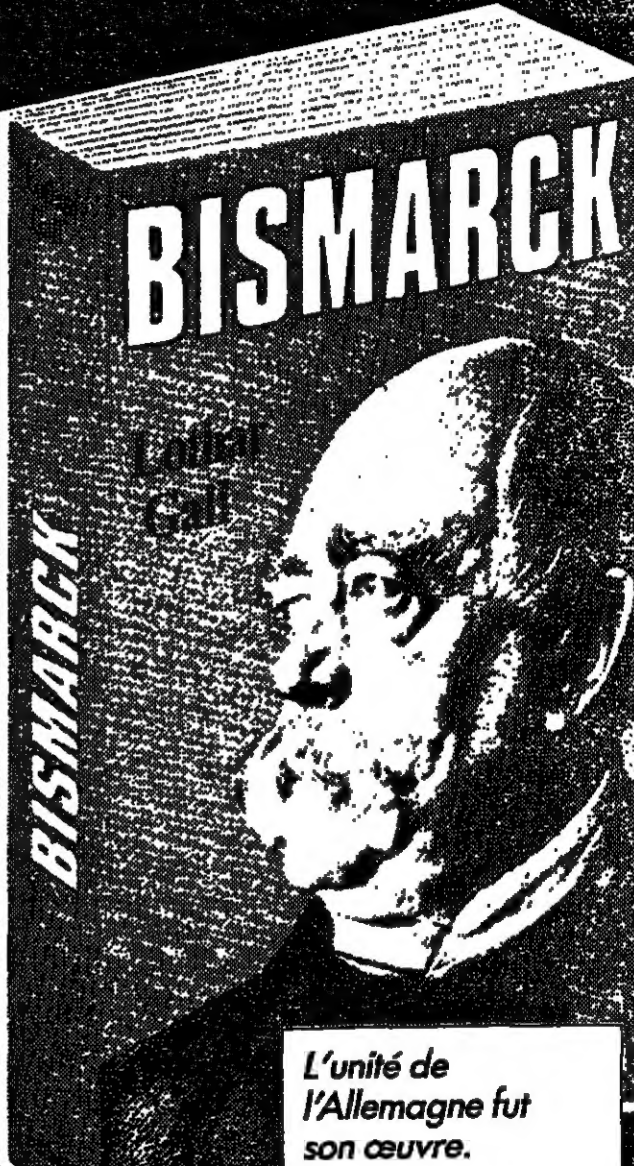
A l'église catholique, il a dit : « êtes-vous une institution, une conviction transgressant le conflit historique droite-gauche, ou êtes-vous d'un camp ? Croyez-vous que vous pouvez lier une campagne politique hostile, souvent haineuse, sans que la question de la place de l'église catholique en France, sans que la crainte d'un nouvel cléricalisme et d'un nouvel anticléricalisme ressurgissent ? ». Il a ajouté à l'intention des laïques : « Ne laissez pas la droite confisquer le thème des libertés comme si les privilèges de

certaines étaient devenus désormais la liberté de tous. »

A propos de l'agriculture, M. Jospin a évoqué « l'enlèvement », lundi 28 mai à Rennes, du directeur de l'office national du lait par un groupe de « travailleurs-paysans ». « Je ne peux accepter ces méthodes, qui risquent de dénaturer les revendications des agriculteurs, a-t-il dit. Nous disons à nos militants agricoles de bien choisir leurs méthodes de lutte. A voir des méthodes telles que celles employées hier, ils risquent de se couper de l'opinion publique. »

C. T.

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



**BISMARCK**

L'unité de l'Allemagne fut son œuvre. Une biographie monumentale et exemplaire. Claude Jannoud, Sud-Ouest Dimanche.

160 F 1846 pages

## M. Barre, l'Europe et « le remords de l'Occident »

Valence. - A Valence, M. Raymond Barre a voulu « se garder de tout discours électoral », souhaitant que chacun « oublie quelque temps l'opportunisme et la surenchère car l'action se relève toujours moins ambitieuse que le verbe et moins prompt que l'esprit ». Il a voulu « parler de l'Europe » en la situant « dans la perspective intellectuelle, éthique, morale ».

« Nous devons, a-t-il déclaré, être conscients de l'héritage d'un humanisme européen qui n'est jamais figé. Si nous voulons ensemble l'Europe, c'est parce que nous voulons affirmer et défendre la liberté, le respect de la personne humaine, la paix. L'ancien premier ministre a plaidé pour « une Europe sans rivages, qui ne se replie pas sur elle-même. Il a souhaité qu'en défendant les libertés « nous n'oublions pas les Européens de la Vistule et du Danube qui sont en proie à la mit et au brouillard. Quand nous affirmons la liberté à l'ouest de l'Europe, nous l'affirmons aussi pour les pays de l'est de l'Europe qui l'ont perdue ».

« Si nous avons aujourd'hui une considération particulière pour ceux que l'on appelle les dissidents, c'est parce que nous savons qu'ils sont dans un monde sans liberté les témoins courageux de la liberté », a-t-il ajouté. Il a remarqué que « le remords de l'Occident » vient sans doute de ce que nous savons que « certains problèmes ne pourraient se résoudre que par la guerre » et que « cette guerre, personne ne voudrait la déclencher ».

« Nous devons aussi penser à ceux qui sont aux prises avec le sous-développement, qui n'ont pas l'assistance généreuse qu'ils devraient recevoir de pays largement pourvus », a-t-il ensuite affirmé, ajoutant : « Nous ne pou-

#### De notre envoyée spéciale

vous supporter que le Nord aille de plus en plus vers l'enrichissement et le Sud de plus en plus vers l'appauvrissement. Il s'agit de sauver des

hommes aux prises avec la faim et la mort. » Il nous faut enfin, a déclaré l'ancien premier ministre, créer

## Les grands principes

#### De notre envoyée spéciale

Valence. - De l'Europe, M. Barre voudrait parler autrement sans être contraint de céder aux nécessités de langage d'une campagne électorale. Invité, mardi soir 29 mai à Valence, d'une dizaine d'associations de la région Rhône-Alpes et du Vaucluse, sur le thème « Ensemble, construisons la France pour l'Europe de demain », il a montré qu'un discours sur l'Europe pouvait à lui seul, sans le secours d'attaques répétées contre le gouvernement, susciter l'enthousiasme d'une foule.

Les six mille personnes rassemblées sous l'immense chapiteau dressé sur la place du Palais-de-la-Foire ne lui ont pas ménagé leurs applaudissements, et c'est à une véritable ovation qu'a eu droit l'ancien premier ministre à la fin de son propos. Celui-ci a fait appel à cet « humanisme » qui est l'héritage européen, a exalté les combats pour la liberté dans le monde, les combats pour le respect de la personne humaine atteinte dans ses libertés, mais aussi aux prises avec le sous-développement, les combats pour la paix. Au-delà de l'Europe verte ou de l'Europe bleue, au-delà des intérêts matériels, M. Barre, qui n'a fait aucune allusion à la liste de M<sup>me</sup> Veil, a voulu, mardi soir, parler d'une Europe des grands principes. Et ce langage-là a été entendu. **C. F.-M.**

l'union européenne car nous avons le devoir d'assurer la sécurité et la paix. Elle ne s'obtient pas par le pacifisme, mais par l'esprit de défense et l'esprit de liberté ».

« Il ne suffit pas d'accumuler les armes pour assurer la paix. Il faut résister à l'impulsion totalitaire. Pour cela, il faut admettre un certain nombre de valeurs qui partagent les peuples européens et qu'ils sont prêts à défendre eux-mêmes. A quoi bon chercher des formules subtiles de coopération s'il s'agit d'un simple habillage et s'il n'y a pas derrière l'habillage la volonté de chaque nation européenne de se défendre ? Il n'y a que la défense européenne s'il n'y a pas d'abord de défense nationale, a souligné encore M. Barre, qui a dénoncé l'attitude de ceux-là mêmes qui, en France et en Europe, critiquaient les gouvernements de la V<sup>e</sup> République de doter la France de moyens de défense et de l'arme nucléaire et qui, aujourd'hui, se tournent vers nous pour demander l'appui de cette bombinette qu'il raille tant dans le passé. »

Autre remarque de l'ancien premier ministre : « Il faut que la France continue de maintenir sa force de défense pour être le seul pays en mesure de faire face à l'intimidation et au chantage. Si, dans l'Europe d'aujourd'hui et de demain, nous représentons une nation solide, capable de se défendre, nous serons aussi capables de contribuer à la sécurité de l'Europe. Il sera alors possible d'entamer le dialogue avec l'Est pour assurer sur un continent meurtri les conditions d'une vie stable et sûre au profit de tous. Alors, un jour peut-être pourrons-nous répondre au drame dont souffre l'Allemagne qui ne peut renoncer à établir des liens avec ceux qui à l'Est appartiennent au même peuple. »

C. F.-M.

# 4 vols par semaine à destination du Golfe. Départs de Roissy à 23 heures.

Gulf Air. 4 vols par semaine sur Tristar. Un accueil chaleureux, un service de boissons et une possibilité de détente incomparables. Le choix d'une cuisine européenne et orientale dont la qualité est garantie par la Chaîne des Rôtisseurs. Et pour la deuxième fois la compagnie préférée des voyageurs vers le Moyen-Orient. C'est le bon choix des hommes d'affaires qui voyagent vers le Golfe.

Pour plus d'information appelez Gulf Air : 115-117, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 75008 PARIS. TÉLÉPHONE : 723.70.70. APPELÉZ DE PROVINCE SANS FRAIS : 16.05.42.61.20.

طيران الخليج  
**GULF AIR**



هتلا من الامل



## POLITIQUE

### LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

#### Une campagne en faveur des droits des immigrés

Au nom d'une cinquantaine d'organisations, une coordination européenne pour l'égalité des droits des immigrés (1) a organisé une campagne auprès de cent cinquante candidats français aux prochaines élections européennes. Dans une lettre en date du 7 mai, ils leur demandaient de prendre position par écrit, avant le 31 de ce mois, sur plusieurs revendications : droit au séjour pour tous les immigrés, droit au regroupement familial, libre circulation dans la CEE, égalité des droits politiques, syndicaux, sociaux et culturels, reconnaissance du statut autonome de la femme immigrée, lutte contre le racisme et le sexisme sous toutes leurs formes.

Selon M. Carlos Bravo et Messaoudi, représentant, respectivement, la FASTI et l'Association des Marocains en France, cinq candidats seulement - dont M. Alain Bombard (PS) - ont répondu, jusqu'à présent, à ce questionnaire. Commentant ces résultats, au cours d'une conférence de presse, le mardi 29 mai, M. Carlos Bravo a observé : « Alors que les différents partis vont s'exprimer sur la nécessité d'une cohésion économique européenne face à la concurrence mondiale, les immigrés restent exclus de la consultation électorale. Ils n'ont aucun moyen officiel de s'exprimer et ne peuvent apparaître qu'à leur propre initiative, pour sensibiliser l'opinion sur leur situation ».

De son côté, le PSU, qui s'est associé avec les communistes, démocrates et unitaires (CDU) de M. Henri Fiszbin pour présenter aux élections européennes la « troisième liste de gauche », a décidé de faire une place importante, dans sa campagne, aux problèmes que connaissent les immigrés en France et en Europe. Le PSU estime dangereux de laisser M. Jean-Marie Le

Pen être le seul à aborder, à la manière qui est la sienne, ce thème.

Un Appel pour une campagne européenne en faveur des droits politiques des communautés issues de l'immigration, lancé par le PSU, déclare : « La population d'origine immigrée, douze à quatorze millions de personnes, a participé à l'essor économique, culturel, social, démographique, sportif, de l'Europe, alors que les politiques menées à son égard la maintiennent dans une situation inférieure de fait (emploi, formation, logement, école) et de droit (absence de droits politiques, précarité du séjour, obstacles à la vie familiale, etc.). La crise a entraîné l'apparition, dans la plupart des pays, de législations de plus en plus restrictives, qui renforcent le comportement xénophobe ou raciste d'une partie de la population autochtone ».

« Il est temps de réagir énergiquement. A l'heure où il est question de l'élargissement externe de l'Europe à l'Espagne et au Portugal, il faut faire aboutir l'élargissement interne et reconnaître aux communautés immigrées l'égalité des droits sociaux, syndicaux, culturels, politiques avec les nationaux, en définissant, au niveau européen, une nouvelle citoyenneté, qui ne soit liée ni au sang ni au sol, mais attachée à tout être humain qui le droit au séjour est reconnu ».

(1) Cette coordination, dont font notamment partie la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), la Pastorale des migrants, la CIMADE, le Comité de liaison « Jeunes immigrés et la promotion (CLIP), et diverses associations de travailleurs africains, portugais, maghrébins ou turcs, ainsi que la fédération CDTI de l'habitat, a son siège provisoire à la FASTI, 4, square Vitruve, Paris-20<sup>e</sup>.

### Propos et débats

#### M. Mauroy : merci, monsieur Marchais !



Au cours de la réception qu'il a donnée, mardi soir 29 mai, à l'hôtel Marignan, en l'honneur du Parlement, M. Pierre Mauroy a eu un aparté remarqué avec le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais, et avec le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie. Le premier ministre a déclaré ensuite aux journalistes qui l'interrogeaient : « J'ai dit à Georges Marchais que j'ai apprécié la façon dont il a soutenu le gouvernement. La première ministre faisait allusion aux propos modérés tenus la veille par le secrétaire général du PCF au micro de France-Inter (le Monde du 30 mai). M. Mauroy a ajouté que, à son avis, le PCF a tenu le bon sens de la nature de la loi, et qu'il n'est pas toujours rose, mais en ayant conscience « qu'il ne faut pas aller jusqu'à un certain point ». « C'est une gymnastique difficile », a souligné le chef du gouvernement.

#### M<sup>me</sup> Gomez : l'effondrement de M<sup>me</sup> Veil

M<sup>me</sup> Francine Gomez, qui dirige la liste Réussir l'Europe, a affirmé, mardi soir, à Marseille, que sa présence dans la compétition avait pour but d'apporter une aide à s'est trompée de combat. « La liste unique de l'opposition a tout privilégié, a déclaré le PDG de Waterman, sauf de mettre des gens qui avaient quelque chose à dire sur le plan économique alors que, aujourd'hui, la guerre est économique. » Comme on lui demandait si sa liste n'allait pas s'affaiblir celle de M<sup>me</sup> Veil, M<sup>me</sup> Gomez a répondu que la liste de M<sup>me</sup> Veil « n'a besoin de personne pour s'effondrer ».

#### M. Marchelli : des Etats-Unis

Le président de la Confédération française de l'encadrement, M. Paul Marchelli, rappelle, dans la Lettre fédérale de son organisation, que la CGC est favorable à « une nouvelle entité politique, économique, monétaire et sociale », qui devrait se traduire par la construction « des Etats-Unis d'Europe ». « Nous allons rencontrer Simone Veil, Lionel Jospin, Olivier Stimm et Francine Gomez, qui nous semblent conduire des listes dont les aspirations méritent un examen attentif de notre part, indique-t-il, et les résultats de ces entretiens seront rendus publics, permettant ainsi à chacun de s'exprimer sur l'essentiel au moment du vote ».

#### ERE : l'économie sociale

M. Thierry Jaumet, adjoint du délégué général à l'économie sociale, qui figure en sixième position sur la liste ERE européenne, s'est rendu mardi 29 mai à Nanterre (Hauts-de-Seine) pour « dialoguer » avec les représentants de quelques SCOP de la région parisienne choisies en raison de leur dynamisme et de leurs performances dans des secteurs de pointe. La rencontre avait lieu dans les locaux de la société Khi-Process, spécialisée dans l'électronique et l'informatique industrielles, en présence de représentants de trois autres SCOP (Ixis, Ecr-Automation, Enertrans). « La liste ERE ne veut pas se contenter de s'adresser aux gens par-dessus les toitures », a dit M. Jaumet, mais aller à la rencontre de ceux qui symbolisent ce que nous souhaitons promouvoir. « Estimant que « l'économie sociale et nous souhaitons promouvoir ». Estimant que « l'économie sociale et nous souhaitons promouvoir ». Estimant que « l'économie sociale et nous souhaitons promouvoir ».

### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### Une réforme électorale pour provoquer une nouvelle donne en Nouvelle-Calédonie

Aucune réforme électorale n'est neuve. Celle que le gouvernement a présentée, mardi 29 mai, à l'Assemblée nationale, et qui régira à partir du mois d'août le nouveau mode de désignation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie, ne l'est pas moins que les deux précédentes adoptées en 1976 et 1979 pour répondre aux préoccupations des gouvernements de l'époque.

Le dessin de M. Georges Lemoine est celui de fil blanc. Contre l'avis des deux principales forces antagonistes du territoire, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, appartenant au RPR) et le Front indépendantiste, dominé par l'Union calédonienne, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM a fait entériner par l'Assemblée nationale, avec le soutien des communistes, le statut d'autonomie interne qui s'appliquera désormais à la Nouvelle-Calédonie et qui débouchera sur l'organisation, prévue en 1989, d'une consultation référendaire au cours de laquelle la population du territoire pourra se prononcer pour ou contre l'indépendance (le Monde du 30 mai). Il lui faut maintenant faire en sorte que ce nouveau système institutionnel puisse fonctionner afin d'éviter que la situation ne soit bloquée et que les surenchères des uns et des autres n'exacerbent davantage les clivages entre la communauté européenne et la communauté mélanésienne. Pour empêcher toute radicalisation, M. Lemoine veut essayer de mettre un terme à la bipolarisation, accentuée par la réforme électorale de 1979, qui avait provoqué la constitution du Front indépendantiste.

L'idée n'est pas nouvelle. M. Paul Dujoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM dans les derniers gouvernements de M. Raymond Barre, avait tenu lui aussi de favoriser l'émergence d'une force centriste en sou-

nant les efforts de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC), devenue depuis l'allié du Front indépendantiste et dont le chef de file, M. Jean-Pierre Aïfa, préside actuellement l'Assemblée territoriale. La réforme électorale approuvée mardi après-midi par l'Assemblée nationale, par 327 voix contre 160, procède d'un souci analogue. L'Assemblée territoriale comptera dorénavant 42 sièges, soit 6 de plus. Les trois circonscriptions à prédominance mélanésienne (Ouest, Est, Îles Loyauté) auront deux conseillers territoriaux supplémentaires (25 élus au total) alors que la circonscription de Nouméa, la plus importante par le nombre des habitants, en comptera 17, sans changement.

Le secrétaire d'Etat a mis en avant la nécessité de rééquilibrer la composition de l'Assemblée territoriale au profit de l'intérieur du territoire, en tenant davantage compte de la diversité ethnique, et en remédiant aux déséquilibres régionaux, la brousse et la capitale. En fait, il s'agit aussi d'amplifier les effets du scrutin qui aura lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle du plus fort reste. C'est-à-dire d'assurer quelques sièges supplémentaires aux élus mélanésiens et sans doute aux indépendantistes, pour réduire d'autant la place de leurs adversaires. Ce second projet de loi, examiné à la suite du premier et amendé par le gouvernement, vise également à faciliter l'accès à l'Assemblée territoriale aux petites formations. Il prévoit en effet que toutes les listes recueillant au moins 3 % des suffrages exprimés participeront à la répartition des sièges, alors que jusqu'à présent le seuil était fixé à 7,5 % du nombre des électeurs inscrits. M. Lemoine pense que cette réforme engendrera des

forces centrifuges à l'intérieur des deux principales coalitions actuelles, et, donc, une nouvelle donne politique qui pourrait faciliter la démarche médiane du gouvernement dans la mise en œuvre du nouveau système institutionnel.

#### Le soutien de l'UDF... divisée

En butte à la défiance des indépendants, qui souhaitent que la nouvelle Assemblée territoriale, élue en septembre au plus tard, s'érige en assemblée constituante pour préparer l'indépendance, M. Lemoine a trouvé, mardi, un appui inattendu en la personne de M. Jean-Pierre Soisson. Parlant au nom du groupe UDF, le député de l'Yonne a approuvé la démarche réformatrice du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM : « L'UDF constate que sur bien des points l'actuel gouvernement reprend aujourd'hui la politique conduite naguère par Paul Dujoud, a-t-il déclaré. Il est évident qu'une politique d'immobilisme, figée la Nouvelle-Calédonie dans sa situation actuelle et ses inégalités, serait le plus sûr moyen d'aller aux affrontements que nous voulons éviter ».

L'UDF, en s'abstenant sur le premier projet, n'a pas condamné le gouvernement, contrairement au groupe RPR. Cette prise de position ne traduit pas, toutefois, le sentiment unanime des dirigeants de l'UDF. Le secrétaire général du Parti républicain, M. François Lottard, avait fait savoir, lundi soir, que les deux projets gouvernementaux lui paraissaient « inacceptables dans la forme autant que dans le fond ». Il avait accusé le gouvernement de se livrer à un « truquage électoral » et affirmé que le RPR « mènera le combat de la liberté contre l'arbitraire et pour sauvegarder les populations françaises de Nouvelle-Calédonie ».

ALAIN ROLLAT.

### LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

#### Le Sénat modifie le champ d'application du texte

Avant que ne commence la discussion des articles du projet de loi sur la presse, mardi 29 mai, M. Etienne Daillly (Gauche dém. Seine-et-Marne), qui n'avait pas caché depuis le début du débat son intention de dénoncer les inconstitutionnalités du texte et les dispositions, qui, selon lui, sont contraires à la déclaration européenne de sauvegarde des droits de l'homme, a défendu l'exception d'irrecevabilité, puis, s'étant exprimé, l'a retirée.

Comme la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi en avait l'intention, et malgré les avis contraires de M. Filloud, qui n'y voyait qu'une répétition de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et de la loi de 1881, et de M. Louis Perrelin (PS, Val-d'Oise), qui y décèle un « relent de suspicion à l'égard de l'actuel gouvernement », est adopté un article additionnel par 207 voix contre 94 (PC, PS) qui affirme : « La presse est libre. Tout citoyen a droit à une information libre et pluraliste. L'Etat garantit l'exercice de ces libertés et de ce droit ».

En introduction à la discussion qui s'engage sur le champ d'application du texte, M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine) explique ses craintes de voir « porter atteinte à la liberté d'expression des associations et des syndicats » et « imposer dans leur fonctionnement une commission administrative ». Après avoir observé que le texte ne prend pas en compte la nature juridique de l'éditeur mais le caractère et la périodicité de la publication, le secrétaire d'Etat relève que la transparence ne peut être assurée que par la publication des listes prévues aux concentrations ne s'appliqueraient que s'il venait à exister une presse quotidienne associative ou syndicale.

Sur proposition de sa commission spéciale, le Sénat redessine le champ d'application de la loi en définissant le mot « publication », qui, selon lui, désigne « tous journaux, magazines, cahiers ou feuilles d'information paraissant à

intervalles réguliers » (y compris, donc, les hebdomadaires et la presse spécialisée) et remplissant les conditions pour bénéficier des avantages fiscaux prévus par le code général des impôts. Pour l'entreprise de presse, le Sénat se contente d'indiquer qu'elle « s'entend de toute personne physique ou morale ou groupement de droit qui édite une ou plusieurs publications ». M. Filloud observe que l'une des raisons d'inapplication de l'ordonnance de 1944 est l'absence de définition de la notion de personne. Il ajoute : « Il n'y a plus de personnes physiques dans la presse française. Il n'y a plus que des personnes morales, des poupées russes, des sociétés écrans, des sociétés bidon », ce qui justifie à ses yeux qu'on n'écarte pas le « groupement de fait » et la notion de « contrôle » contenue dans le projet.

En réponse à M. Charles Lederma (PC, Val-de-Marne), il confirme que les renseignements demandés par la commission de la transparence ne pourront « en aucun cas » entraîner des investigations susceptibles de porter atteinte au libre exercice des droits des partis politiques. Pour le rapporteur, M. Cluzel (Un. centr., Allier), le texte adopté par l'Assemblée nationale conduit à une « impasse constitutionnelle », car, dit-il, « l'exclusion des partis politiques du champ d'application signifie l'inégalité devant la loi : leur inclusion entraîne le contrôle de leur activité » et est donc contraire à la Constitution.

Après avoir supprimé toute disposition relative à la « transparence remontrante » qui risque, indique le rapporteur, de tarir les investissements privés dans le secteur de la presse, le Sénat, suivant toujours l'avis de la commission spéciale, modifie la liste des informations destinées au lecteur. Elle supprime ainsi notamment l'obligation de la mention du tirage, du bilan et du compte de résultat de la publication.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### LA RETRAITE A SOIXANTE-CINQ ANS DANS LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE

#### Des parlementaires socialistes émettent des réserves sur le projet

L'abaissement de soixante-huit à soixante-cinq ans de l'âge limite de la retraite des hauts fonctionnaires, même s'ils ne sont que quelques centaines, est à l'évidence un problème politique. Jusqu'ici, seule l'opposition, par la voix de M. Jean-Pierre Soisson, député UDF de l'Yonne, avait mené bataille contre le projet gouvernemental, qui concerne entre autres les membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour de cassation. Mais, à l'occasion de sa réunion hebdomadaire du mardi 29 mai, la fronde a gagné le groupe socialiste.

Dans leur immense majorité, les députés du PS ne peuvent être opposés à une mesure alignant le régime des hauts fonctionnaires sur le statut de l'ensemble de la fonction publique. Mais ils comptent dans leurs rangs quelques hommes qui par leur activité professionnelle, en ont vite mesuré les difficultés techniques et pratiques.

L'avocat Raymond Forné, député du Territoire de Belfort et président de la commission des lois de l'Assemblée, connaît bien l'encombrement actuel de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat. Le magistrat Jean-Pierre Michel, député de la Haute-Saône, a la même perception du dossier. Pour cet ancien président du Syndicat de la magistrature, il n'est pas sûr qu'il soit prudent de se priver de la sagesse de magistrats blanchis sous la toge, déjà en poste avant 1958, au bénéfice d'hommes plus jeunes, qui ont fait la plus grande partie de leur carrière sous la Cinquième République.

Le maître des requêtes au Conseil d'Etat Alain Richard sait bien tout l'émou qu'une telle proposition a créé dans sa maison. Et si les députés enseignant dans le supérieur voient d'un assez bon œil un départ en retraite à soixante-cinq ans des professeurs d'université, ils ne comprennent pas les nombreuses exceptions prévues dans le texte gouvernemental.

THÉRIER BRÉHER.

### Nouvelles brèves

• M. Giscard d'Estaing et Chirac dans la campagne européenne. - M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Jacques Chirac vont s'engager davantage dans la campagne européenne. Parallèlement à M<sup>me</sup> Simone Veil et à M. Bernard Pons, qui continuent leur tournée, ils animeront quelques rencontres régionales. L'ancien président de la République doit prendre la parole lors du grand rassemblement UDF-RPR de Marseille, le 12 juin ; il sera le 1<sup>er</sup> juin à Rochefort-en-Montagne, le 7 juin à Moulins, le 9 juin à Brioude et le 13 juin à Aurillac, avec

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris. Le président du RPR, qui a participé au rassemblement de Lille le 29 mai et, qui interviendra lors de la Journée de l'Europe, à Paris, le 3 juin - journée qui devrait être le point fort de la campagne de l'opposition - sera le 4 juin à Béziers et à Perpignan, le 8 juin à Nantes, avec M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et le 13 juin à Dijon.

• Les motivations des électeurs européens. - Selon un sondage d'opinion réalisé par l'organisme de

sondage de la CEE auprès de dix mille électeurs des Dix, et dont les résultats ont été publiés lundi 28 mai à Bruxelles, les ressortissants des pays de la Communauté voteront à 56 % pour un candidat dont les vues sur l'Europe sont les plus proches des leurs. Le quart d'entre eux seulement donneront leur bulletin à un candidat en fonction de sa position sur l'échiquier politique national. Les critères européens sont considérés comme les plus importants au Luxembourg, en France et en Italie (plus de 60 % des personnes interrogées). Ils le sont moins

en Belgique, au Danemark et en RFA (moins de la moitié des sondés). - (AFP.)

• Attentats en Guadeloupe. - L'Alliance révolutionnaire caribéenne (ARC, mouvement indépendantiste clandestin, dont la dissolution a été prononcée par le conseil des ministres) a revendiqué, dans un communiqué parvenu, mardi 29 mai, au siège de l'AFP, les cinq attentats à l'explosif perpétrés en Guadeloupe dans la nuit du 21 au 22 mai, qui n'avaient provoqué que des dégâts matériels.



## Le débat sur l'école privée et la manifestation du 24 juin

Deux sondages contradictoires prétendent apporter quelques lumières sur l'opinion des Français à l'égard de la loi Savary. Du premier, réalisé par BVA-Actualité pour Paris-Match du 30 mai, il ressort que 55 % des personnes interrogées pensent que cette loi est une atteinte aux libertés (29 % ne le pensent pas et 16 % ne savent pas). La formulation de la première question était ambiguë : on demandait « à qui revient la responsabilité principale de l'éducation des enfants, à l'État ou aux parents ? 90 % choisissent les parents, 7 % l'État. S'il s'agissait de l'enseignement, quelle serait la réponse ? »

Du sondage IFOP-Le Matin, il apparaît que 58 % des personnes interrogées sont d'accord pour que l'État subventionne, par

des fonds publics, les établissements d'enseignement privé. Cependant, la tendance n'est pas la même selon qu'il s'agit de personnes se déclarant de la majorité ou de l'opposition : les premiers (57 % contre) ne sont pas favorables qu'à 34 %, les seconds à 88 %. En revanche, les uns et les autres approuvent en majorité l'offre de titularisation aux enseignants du privé : 65 % pour l'ensemble, 71 % parmi la majorité, 58 % parmi l'opposition.

D'autre part deux personnalités du RPR ont pris position sur la décision de l'enseignement catholique d'organiser une grande manifestation à Paris, le 24 juin, pour la défense de l'école privée.

M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a déclaré,

mardi 29 mai : « Je déplore que la manifestation du 24 juin n'ait pas lieu dans les grandes artères de Paris et soit confinée dans la périphérie de la capitale. Cette manifestation, si elle exprime un mouvement suffisamment fort et organisé, sera en mesure de déjouer toute provocation. Si l'on commence par craindre une provocation, alors il vaut mieux renoncer à organiser une manifestation. » M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, est plus réservé. Cité par Magazine-Hébé, il déclare : « Je ne suis pas contre une grande manifestation à Paris, mais il faut bien en mesurer les risques. On donne au pouvoir, qui se sait condamné, un superbe prétexte pour monter une provocation. »

## LE PROJET SAVARY

## Retour au texte

(Suite de la première page.)  
« Ce concept, reprise de la déclaration universelle des droits de l'homme, signifie que le projet éducatif peut avoir notamment une dimension confessionnelle, internationale, d'expérimentation pédagogique ou linguistique. A l'égard du projet éducatif comme du genre d'éducation, la liberté de choix des parents est totale », (exposé des motifs). On ne saurait être plus clair.

Ce texte précise la notion de « caractère propre », sans en reprendre le terme que, d'ailleurs, les dirigeants de l'enseignement catholique eux-mêmes n'utilisaient plus, tant il donnait lieu à controverse. Il précise, et il va plus loin : ainsi de la reconnaissance de la « dimension confessionnelle » ne figure-t-elle nulle part dans les lois Debré et Guemour. Le chanoine Paul Guibertin en convient et qualifie cette nouvelle définition de « devanure agréable ». Mais il aurait préféré la voir inscrite dans les articles de la loi et non seulement dans l'exposé des motifs. A cela, les auteurs du texte répliquent que l'exposé des motifs est « inséparable » et qu'au moins il était certain qu'aucun mot n'en serait changé.

## Des crédits assurés

Liberté de choix pour les parents, liberté du projet éducatif pour l'établissement. Encore faut-il que ces libertés aient les moyens financiers de s'exercer. Première vérité que l'on a trop oubliée dans les débats : le salaire des enseignants du privé sous contrat sera assuré par l'État (ainsi que les charges sociales) sans limitation de temps. Rien n'est changé de ce point de vue par rapport à la situation actuelle.

Restent les autres dépenses de fonctionnement : fournitures, chauffage, locaux, salaire des personnels

non enseignants. Les locaux, comme par le passé, seront à la charge, pour le gros entretien, des personnes de droit privé qui en sont propriétaires.

Dans l'enseignement secondaire (collèges et lycées), l'État continuera à prendre à sa charge les dépenses des personnels non enseignants ; en revanche, les frais de fonctionnement matériel seront assurés non plus par l'État mais par le département pour les collèges et par la région pour les lycées. Donc, l'organisme payeur ne sera plus exactement le même, mais pour le destinataire (l'établissement privé), cela ne devrait rien changer.

Pour ce qui concerne les écoles, la situation est plus complexe. Sur le traitement des enseignants, comme on l'a dit, pas de modification : il demeure à la charge de l'État sans limitation de temps. Les autres frais de fonctionnement incombent aux communes, à celle où est implantée l'école, mais aussi aux voisins qui alimentent cette école en élèves.

C'est sur cette contribution des communes aux écoles maternelles et élémentaires qu'une concession a été faite aux laïques. Actuellement, ces écoles privées sont régies par le contrat simple ou par le contrat d'association. Dans le premier cas, l'État paie le traitement des instituteurs et la commune n'est tenue à aucune subvention. Elle peut y consentir sans dépasser, toutefois, ce qu'elle alloue aux écoles publiques. Dans le second cas (contrat d'association), l'État verse toujours le traitement des maîtres, et la commune-siège de l'école doit payer un forfait communal. En réalité, ce point est source de difficultés. D'une part, rien n'est précisé dans la législation en vigueur au sujet des communes voisines qui fournissent des élèves. D'autre part, la loi Guemour ne précise pas à qui incombent ces dépenses.

D'un arrêt du conseil d'État en date du 12 février 1982, il a été déduit que la charge en revient à la commune. Mais la loi de décentralisation du 2 mars 1982 indique que les communes ne sont contraintes d'assurer que les dépenses « expressément prévues par la loi ». Ce qui n'est pas le cas des contrats école-État. L'incertitude s'est de nouveau installée, et, avec elle, le refus par certaines communes (elles sont au nombre de soixante-dix), municipalités de gauche, de verser le forfait communal.

Avec la loi Savary, le contrat simple disparaît. On est donc ramené à une seule formule, le traitement des maîtres restant, quoi qu'il en soit, assuré par l'État, sans limitation de temps. Première modification sous forme de précision : « Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association sont prises en charge par les communes (...) par référence aux modalités retenues pour le financement des dépenses de fonctionnement des classes correspondantes de l'enseignement public » (Art. 9). Cette fois, c'est clair : le payeur, c'est la commune. En outre, toutes les communes qui fournissent des élèves — et non seulement la commune-siège — devront contribuer à ces dépenses, à proportion du nombre d'élèves qu'elles envoient.

Et si les communes refusent de payer ? C'est ici que l'on entre dans la zone où des concessions ont été accordées successivement à l'une ou à l'autre des parties. Il est prévu que l'État suppléera les communes récalcitrantes pendant au moins huit ans, voire onze ans, par le jeu d'une convention. Ce laps de temps permettra aux enseignants de demander, s'ils le souhaitent, à être titularisés dans la fonction publique. Si, au terme des huit ans, la majorité d'entre eux ont choisi la titularisation, la participation communale devient obligatoire. Si ce n'est pas le cas, l'État ne se substitue plus aux communes défaillantes (les salaires des maîtres restant cependant assurés par l'État). On revient alors à l'équivalent du régime du contrat simple, sous lequel vivent actuellement près des deux tiers (environ quatre mille trois cents) des écoles privées : c'est-à-dire qu'il ne sera pas interdit aux communes d'aider financièrement ces écoles, tandis que l'État pourra prolonger de trois ans au-delà des huit années sa prise en charge jusqu'à expiration des conventions en cours. En tout état de cause, la loi Savary prévoit une révision de ces dispositions par le Parlement dans neuf ans.

Dans ces conditions, on voit mal quel est le gâchet qui menacerait d'étranglement inéluctable les établissements privés : écoles, collèges ou lycées.

## Comme la loi Debré

Tout ce qui précède s'applique aux établissements existants. Lorsque, à l'ouverture d'une nouvelle section, d'une classe ou d'un établissement, l'enseignement privé voudra les faire subventionner, l'autorisation préalable de la puissance publique sera nécessaire, puisque les crédits correspondants devront avoir été inscrits au budget de l'État. C'est ce que l'on appelle la procédure des « crédits limitatifs », appliquée depuis toujours à l'enseignement public. Pour les maternelles, l'accord de la commune est indispensable, et elle ne peut le donner que si elle entretient déjà une maternelle publique. Cette clause méconforte les dirigeants de l'enseignement catholique. Il est cependant

difficile de nier que l'État ait comme première obligation d'assurer le service public.

La loi Savary confirme la liberté de l'enseignement et en garantit l'exercice par des précisions dont l'absence dans la législation présente ouvre la porte à des interprétations et à des conflits. En même temps, l'enseignement public sera moins affaibli par une concurrence déloyale, puisque les mêmes règles de créations de postes vaudront désormais pour les deux secteurs. Et l'utilisation des finances publiques devrait être mieux contrôlée.

La nouvelle loi étend même, sur certains points, le champ des libertés. En effet, à l'avenir, le pluralisme des associations de parents d'élèves devra s'exercer dans les établissements privés. Quand à l'offre de titularisation, elle représentera, aux yeux du gouvernement, une garantie d'indépendance. Que les maîtres, au demeurant, ne sont pas contraints d'accepter... « Le régime qui leur est fait sera donc à la fois libéral, puisque, en tout état de cause, ils resteront libres de décider de leur sort, et généreux, puisqu'il leur ouvre les avantages de la fonction publique. Ainsi, c'est un enseignement public qui est donné au sein d'un établissement privé, mais celui-ci garde son caractère spécifique, son originalité, son atmosphère propre, puisqu'il reste libre d'organiser les enseignements et les activités scolaires non visés par le contrat et de demander aux familles la rétribution correspondante. » Cette phrase n'était pas signée Alain Savary, mais Michel Debré. Elle était au fronton de la loi du 31 décembre 1959, qui satisfait tant l'enseignement catholique après lui avoir fait si peur au moment où elle fut votée...

CATHERINE ARONETTI  
et CHARLES VIAL

M. MAUROY VEUT  
« APAISER LES ESPRITS »

A l'occasion de la réception en l'honneur du Parlement qu'il a donnée, mardi soir 29 mai, à l'hôtel Matignon, M. Pierre Mauroy a indiqué qu'il prendra prochainement une initiative « pour apaiser les esprits » avant la manifestation du 24 juin. Le premier ministre n'a pas donné d'autres précisions.

Au fil de ses conversations avec ses hôtes, il a simplement réaffirmé sa conviction en disant notamment : « Vous verrez avec le temps que c'est une bonne loi et qu'elle apportera la paix scolaire. Dans huit ans, les communes, de droite comme de gauche, auront joué le jeu et alors, même si le seuil de titularisation des enseignants n'a pas encore été atteint, elles continueront à subventionner les établissements privés. Or bien la loi sautera, et il faudra en retirer une autre. »

RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé : « Brest, trois mille manifestants en faveur de l'école catholique », publié le 17 mai, les propos du Frère Kerdouven, directeur diocésain de l'enseignement catholique à Quimper, ont été dénaturés par suite d'une erreur de transmission. Nous avons fait dire à M. Kerdouven : « Le projet éducatif de écoles catholiques doit être préféré au respect des principes de la Constitution ». Or, il fallait lire « doit être référé ».

(Publicité)

## BENEDICTINE SUMMER SCHOOL

Dates : du samedi 11 août au samedi 1<sup>er</sup> septembre

Garçons et filles de 13 à 18 ans peuvent apprendre l'anglais dans une école dirigée par des Benedictines. Dix-huit heures de cours par semaine, trois niveaux : élémentaire, intermédiaire et avancé. Excursions dans les Highlands. Activités sportives, entre autres tennis et voile sur le lac Loch Ness.

Les élèves sont accueillis à l'aéroport d'Inverness ou à la gare. Prière d'écrire à : The Director (2), Benedictine Summer School, The Abbey, For Augustus, Inverness-shire, PH32 4DB (Grande-Bretagne). Tél. (320) 6232.

L'Europe est au cœur du monde de demain,  
elle a besoin de techniciens du commerce international

formation franco-américaine  
aux techniques  
du commerce international

Cycle d'études conduisant progressivement, à partir de l'anglais du bac, à une pratique de l'américain permettant l'acquisition, dans la langue, des techniques anglo-saxonnes qui régissent la quasi-totalité du marché mondial.

Diplômes d'État : BTS d'action commerciale,  
BTS de commerce international

puis en troisième année

Filière Américaine :

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE SAN-FRANCISCO

ou UNIVERSITÉ DE HOUSTON (Texas) BA-MBA

« Stages en entreprise dès la première année et séminaires spécialisés selon option »

« Pratique intensive des langues » stages en Europe en deuxième année dans nos centres associés : Bruxelles/Lausanne/Londres/Madrid/Stuttgart » nouveau bac ou classes terminales / service de logement pour étudiants de province.

I.A.C.

INSTITUT EUROPÉEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET À LA CONDUITE DES ENTREPRISES

GRUPE IPSA

Pour recevoir une documentation gratuite, complétez la demande de renseignements ci-dessous

IAC - 43, Fb Saint-Honoré - 75008 PARIS - Téléphone : 285.43.68

GRUPE IPSA - Établissement privé d'enseignement supérieur

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

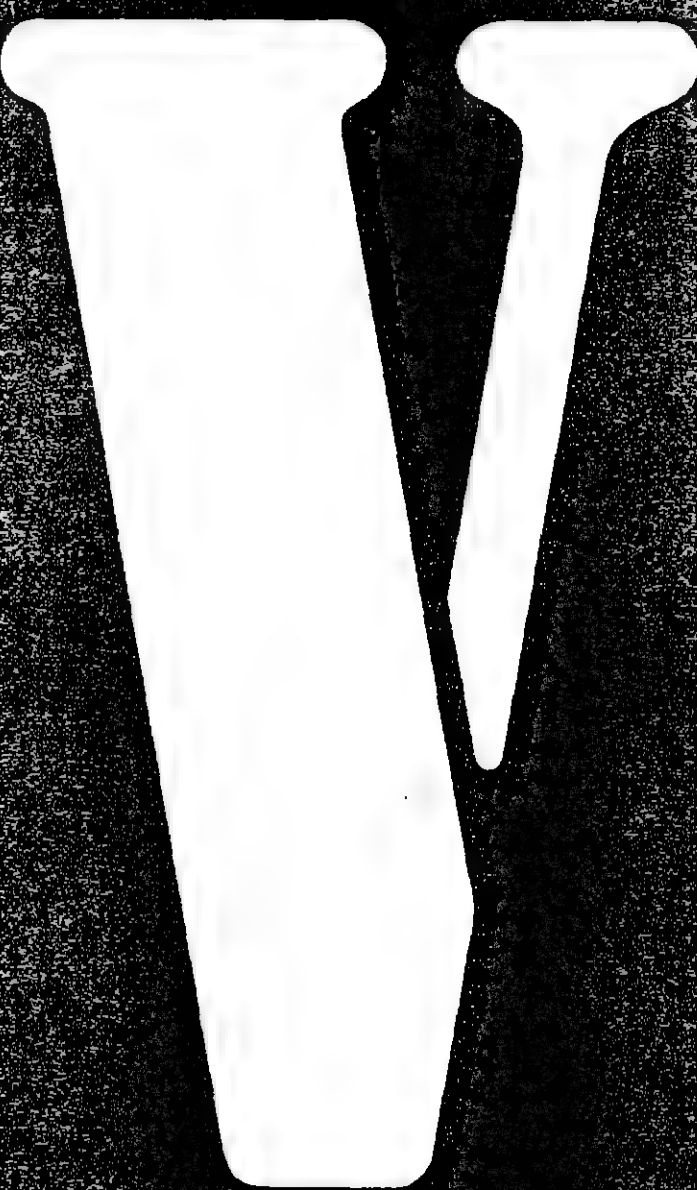
Adresse : \_\_\_\_\_

Niveau d'étude : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

## Vient de paraître

le nouveau  
livre de  
PIERRE  
PÉAN

(auteur de Affaires africaines)

Enquête sur l'affaire  
des "avions renifleurs"  
et ses ramifications  
proches ou lointaines.

260 pages  
74 F

FAYARD

مكتبة جامعة القاهرة



## Le gaspillage des médicaments : 1 milliard de francs par an

Un certain nombre de pays souffrent, comme l'Ariane, d'un accès anormalement bas facturé à leurs utilisateurs de la navette spatiale.

La politique affichée par les Etats-Unis en matière de service au lancement, explique Arianespace, ne tient compte que des coûts marginaux, l'essentiel des coûts revient étonnamment supporté par l'NASA, ce qui implique donc un niveau considérable de subventions.

Cette situation, poursuit-elle, a conduit à plusieurs reprises par le monde à plusieurs reprises par les responsables européens, à conduire Arianespace à demander à l'Agence spatiale européenne (ESA) et à d'autres Etats membres de l'aider à faire face à ces subventions. »

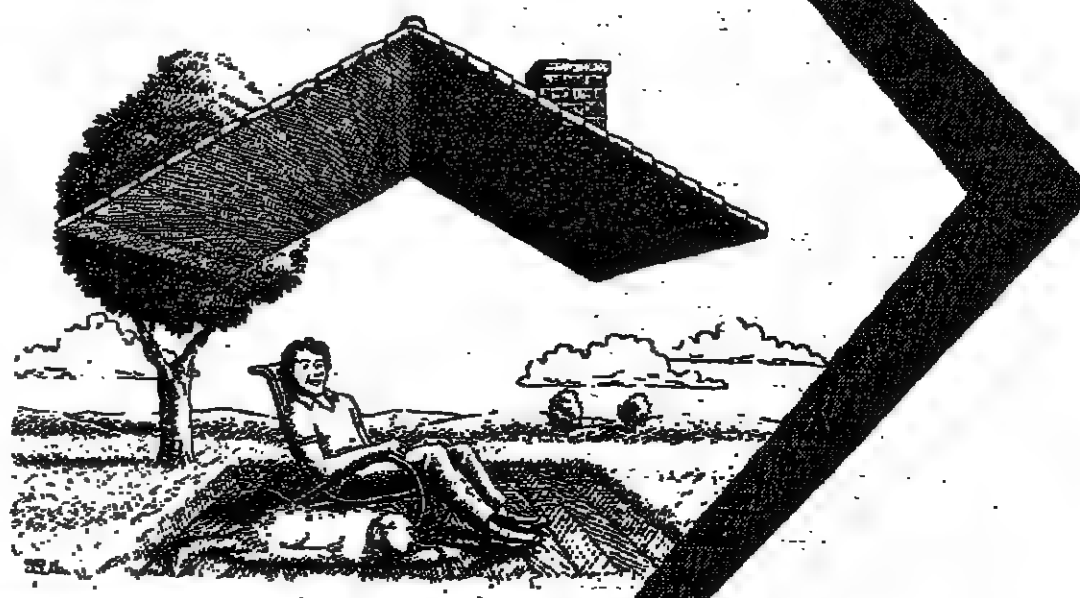
## Pluie de cordes

10 h 30 : résumé de la veille.  
11 h à 13 h : direct (sous réserve des conditions météorologiques).  
14 h à 18 h 30 : direct (sous réserve des conditions météorologiques).  
21 h 30 : résumé.

De même source, on estime le coût du grand stade à au moins 600 millions de francs, comme qui pourrait être réduite de moitié, grâce aux enseignements tirés de la modernisation de stades de football de province à l'occasion de la prochaine Coupe d'Europe.

0.8

## Acquérir ou se construire un toit à des prêts plancher.

**Crédit Agricole.**



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### LA BIENNALE INTERNATIONALE DE LA DANSE, LYON

#### La mémoire des origines

ON dit qu'avant d'acquiescer la parole, bien avant de recréer sur les parois pier-reuses les lignes des animaux en mouvements de guerre et d'amour, on dit que les hommes dansaient.

Avant de savoir écrire, les enfants dessinaient. Avant de savoir courir, ils dansaient. Leurs premiers pas les conduisent à la découverte de l'espace, ils se laissent aller au vertige de leur émerveillement, s'emparent des musiques, obéissent aux courants d'énergie vitale qui les habitent, battent des mains en cadence, se balancent, tournoient jusqu'à l'extase, petits derviches païens.

Pas moyen d'échapper à la danse, même si les membres gourds ne suivent pas. Elle est enracinée dans la mémoire des origines, mystique, sensuelle, barbare, conviviale...

Vous dansez ?... Ils s'épient, se lèvent, s'approchent, ne disent rien, unis par une rengaine : le Bal. Jeu érotique des jambes enlacées, tango macho. La main de Serge Reggiani enserrant la taille de Casque d'Or-Signoret. Ils valsent, les yeux dans les yeux, un sourire pour dire le désir.

La strip-teaseuse porte son regard de statue très au-delà des voyeurs de luxe. Elle redessine les attitudes, recompose et désincarne les codes de la séduction.

Les petites filles maquillées des temples de Bali offrent aux fervents le vocabulaire subtil de leurs coiffures, de leurs poignets désarticulés, au son grêle des clochettes qui cerclent leurs chevilles.

Danse sacrée, rituel. L'acteur de Nô, visage masqué, solitaire, hiératique, corps annulé par les volumes anguleux des lourdes soies brodées,

se recentre sur l'immobilité, et le moindre de ses gestes éclate, avec une férocité meurtrière, non moins violente que les torsions convulsives des danseurs butô, glabres, peints en blanc, et leurs lèvres s'ouvrent sur un néant noir, comme la porte de l'enfer.

La dame en vertugadin glisse lentement, sans que bougent les bro-

cards empesés de pierreries. Sa tête repose contre une raide collerette blanche, et, déjà, elle semble promise à la guillotine. Mais ses doigts tendus, légèrement repliés, effleurent le mouchoir précieux que tient son cavalier. Il glisse au même pas, et ne la regarde pas. Danse majestueuse, danse de cour. Danse loubarde effrénée.

Sur le macadam gris, les enfants des années 80 s'éclatent au smurf, comme ceux des années 70 - 1870 - s'éclataient au cancan dans les bastringues encrassées qui longeaient les « barrières », avant de gagner les escaliers de la Butte douce aux miséreux... Le Moulin Rouge du French Cancan de Renoir, et de la place Blanche. Les Valentin ont troqué la casquette contre le melon coquin, les Goulue ont tendu des jarretelles noires sous le bouillonnement des jupons blancs. Paris sera toujours Paris.

Les Rocket Girls et autres Blue-bell, égalisées par leurs aigrettes étincelantes, sourient polycopié, alignent leurs jambes jumelles. Music-hall. Gene Kelly virevolte sous la pluie, Fred Astaire joue les elfes en habit.

Michael Jackson vampirise le rap. Les mêmes ont abandonné le complet blanc de Travolta. Ils ont endossé la « parka-baskets ». Ils ont tout naturellement retrouvé la position repliée du foetus pour jouer les toupies sur les pavés des villes.

Les modes se succèdent sans changer beaucoup l'équilibre du nombre entre ceux qui dansent parce que leur jeunesse est une musique

entraînante, et ceux qui disposent de dix ans pour s'affirmer sur scène. Dix ans, c'est la moyenne de vie d'un danseur. Entre vingt-cinq et trente-cinq ans. Avant, ils s'exercent. Après, ils déclinent. Et chaque jour, ils torturent leurs muscles pour les faire obéir à leur imagination, et aux lois impitoyables de la danse. Acadé-

mique, acrobatique, expressionniste... Quelle qu'elle soit, elle est la sublimation contre nature du mouve-

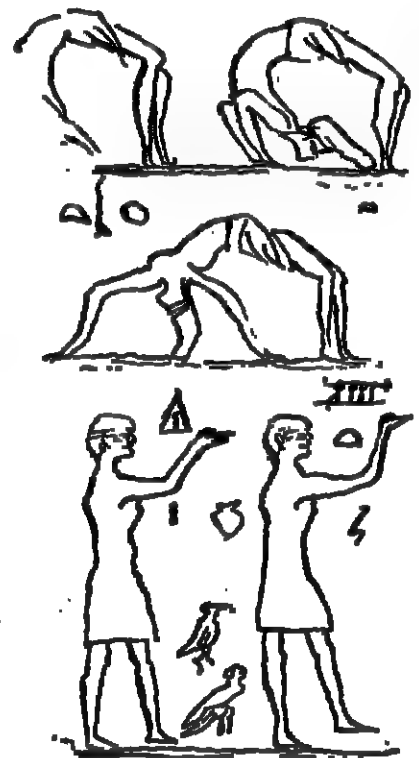
ment. Le danseur devant son miroir surveille son reflet, en détecte les insuffisances. Il le sépare de la fatigue qui noue ses nerfs, crispe chaque livre de sa chair. Narcisse sévère et schizophrène, il considère son corps comme un matériau brut avec lequel il doit créer un objet autre, qui est lui, c'est-à-dire un « corps dansant » dont il veut devenir le maître.

La danse, c'est comme la maladie, ça sert à clamer ce que les mots refusent. Les chorégraphes contemporains lui ont fait prendre un tournant, en travaillant à côté des structures anciennes, c'est comme la révolution des mathématiques nouvelles. Mais surtout, pédagogues, ils forment des disciples, chorégraphes à leur tour. Ils leur ont appris à modeler leur « matériau », à canaliser les forces qui le propulsent, à définir leur espace.

Les corps de ballet, coûteux à entretenir, se fractionnent en constellations de cellules plus ou moins éphémères. Mais on ne peut pas longtemps rester sur les chemins de traverse sans se perdre. Et si on s'engage sur les routes balisées, on risque d'accumuler les charges et les responsabilités.

La danse dans les années 80 connaît un développement semblable à celui du théâtre dans les années 70. La même richesse créatrice, les obstacles et les pièges qui vont avec. C'est peut-être l'un des rôles de manifestations comme la Biennale d'aider à faire le point.

COLETTE GODARD.



#### Martha Graham, Serge Lifar, Jean-Claude Gallotta

### Les couleurs du mouvement

« Lyon, ville internationale » : un thème de colloque, de congrès, de réunion. Un sujet de dissertation économique, politique, voire historique. Rarement une réalité. Au-delà des mots, des professions de foi qui masquent souvent le creux des réalisations, le secteur culturel ouvre des voies. Depuis cinq ans, le Festival Berlioz appelle les mélomanes à Lyon chaque automne.

Aujourd'hui, la ville lance l'aventure de la première Biennale internationale de la danse. Avec un programme ambitieux centré sur deux thèmes : des créations et le « Répertoire du vingtième siècle ». Des troupes venues des Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne et de France composent un programme d'une durée exceptionnelle pour ce type de festival : cinq semaines à la naissance de l'été. Sans doute pour... sacrer un printemps de la danse.

Cette entreprise ambitieuse - où il vaut mieux citer les absents (Pina Bausch, Carolyn Carlson) que les participants - doit beaucoup à la ténacité de Guy Darmet, le directeur de la Maison de la danse de Lyon, qui a fait, en quatre ans, une percée dans un public régional pourtant très sollicité par d'autres activités culturelles.

GUY DARMET est né, il y a trente-six ans, à la Croix-Rousse. Il voulait être avocat. Il a goûté au monde de l'entreprise, fait ses premiers pas professionnels dans le marketing et la publicité. Après un passage comme directeur de la promotion au mensuel *Lyon Magazine*, ses goûts l'amenèrent à écrire sur le cinéma, le théâtre, et, déjà, la danse. Il a été l'un des premiers défenseurs du nouveau Ballet de Lyon - et bien sûr de Vittorio Biagi - avant d'orienter sa carrière vers l'animation d'une maison de la danse. Les huit cents abonnés de la première demi-saison 1980 sont aujourd'hui trois mille. Par une politique d'accueil de ballets prestigieux, mais aussi en prenant appui sur les créateurs qui ont choisi la fidélité à la région, Guy Darmet a largement contribué à la formation d'un public de la danse.

Pourquoi cette rencontre entre une ville et l'art chorégraphique ? « Parce que c'est le bon moment », répond sagement Guy Darmet, arc-bouté aujourd'hui sur les mille et un détails qui font d'un premier festival un succès porteur d'autres aventures ou un

échec irrémédiable. Le « bon moment » c'est celui du « développement général de la danse en France ». Celui où les gens qui « travaillent avec leur corps » sont sensibilisés. Or, près de 40 % des spectateurs de la danse sont, selon les statistiques de la Maison, des pratiquants au sens large.

#### Les curieux les fideles

Personne ne sera surpris de constater la présence, parmi les spectateurs, de danseurs dits « classiques » ou d'adeptes du tango, du rock acrobatique, des claquettes et, à l'extrême, de l'akrobat.

« Le bon moment coïncide avec un bon endroit ». La ville de Lyon, où les efforts municipaux en faveur de la culture sont très importants, détient un record national : celui du nombre d'abonnés aux spectacles culturels. Si l'on ajoute les efforts, dans le même registre, du TNP de Villeurbanne, on mesure que cette politique d'abonnements en direc-

tion des collectivités (comités d'entreprise, universités...) est positive : un public informé et curieux, des spectateurs fidèles. La danse n'oublie pas ce qu'elle doit aux autres. « Nous bénéficions, à l'évidence, estime Guy Darmet, du travail de Planchon, de Maréchal ou de Louis Erlo à l'Opéra ». Autre atout : la dimension « idéale » de la région. La Maison de la danse recrute des spectateurs à Privas, Valence, Saint-Etienne ou Bourg-en-Bresse. L'accès à Lyon n'est pas un handicap en termes de durée de parcours. On murmure d'ailleurs que l'édition 1986 de la Biennale pourrait faire quelques heureux du côté de Saint-Etienne...

Deux mots d'histoire : la Biennale est née au cours d'une garden-party, en mai 1982, chez M<sup>me</sup> Joannès Ambre, adjoint à la culture. Il convenait de prendre le relais d'un Festival de Lyon totalement à bout de souffle, où quelques compagnies venaient pousser les derniers feux de spectacles discutables. Le lyrisme : trop cher ; le théâtre : trop proche du grand rendez-vous d'Avignon. Ce sera donc la danse et un festival « accroché à une activité permanente dans la ville », une manifestation née « d'une concertation entre tous les partenaires ». Il sera vite convenu que la Biennale ne pouvait être qu'internationale. La danse est un langage qui se passe de traducteurs ou de sous-titres.

L'intérêt des professionnels a été tel que, dès cette première édition, la Biennale sera l'occasion, pour dix-sept compagnies, de présenter leur spectacle au cours d'un festival off. Astuce d'organisation : les compagnies ne seront pas financées, mais la ville mettra à leur disposition les lieux scéniques et prendra en charge les frais

de personnel technique des salles. Il a fallu sélectionner : le festival officiel ne pouvait organiser sa propre concurrence. Le public, déjà sollicité par un spectacle nouveau pratiquement chaque soir, pourra cependant apprécier des animations de tous styles, y compris le disco, les « smurfs » de banlieue. Pour eux, un seul « sautoir » : des places pour les spectacles de la Biennale !

#### Les espaces les lumières

Les lieux, enfin. Les calculs ont été faits, les grenouilles locales interrogées. Il ne pleuvra pas, dit-on aujourd'hui en se croisant les doigts. Merce Cunningham ouvrira donc la fête en plein air, sur la place Charles-de-Gaulle, devant l'auditorium. Le lieu a déjà été testé d'une façon convaincante pour le Festival Berlioz. Autre site en extérieur : la cour d'honneur de l'hôtel de ville où se produiront le Vanver Caravan et les « locaux » de la compagnie Michel Hallet-Eghayan.

Les deux espaces de Fourvière, le Petit Odéon et le Grand Théâtre, seront des lieux d'accueil. « D'abord, rappelle Guy Darmet, parce que les Lyonnais y sont particulièrement attachés. (...) A cette époque, ils montent toujours à Fourvière, quel que soit le spectacle. » Il pense déjà à l'évocation d'Isadora Duncan par Elisabeth Schwartz à l'Opéra dans la lumière naturelle du jour finissant, et aussi, au grand amphithéâtre de quatre mille places, au grand spectacle populaire du Ballet national de Marseille de Roland Petit. Quant aux deux soirées de la Martha Graham Dance Company, ce devrait être, selon le

principal responsable de la Biennale, les plus « marquantes » d'autant « qu'on ne les reverra peut-être plus ». C'est dans le même lieu que le groupe Emile-Dubois, de Jean-Claude Gallotta, terminera la Biennale avec son *Ulysse*.

Juste retour aux sources, la Maison de la danse de la Croix-Rousse accueillera un répertoire (Barbe-Bleue, par la compagnie de la Place-Blanche) et deux créations : *Prudence*, par Josette Baiz, et *Callas*, du Bremer Tanz Theater sur une chorégraphie de Reinhold Hoffmann.

L'auditorium offrira son confort moderne à Paul Taylor pour deux programmes, puis à Maia Plissetskaja, avec le Ballet du Rhin pour un *Hommage à Serge Lifar*. Tous les grands équipements de la ville de Lyon seront sollicités. Le Théâtre des Jeunes Années accueillera une création

d'Alexandre Witzman-Anaya (*Georges et les rêves*) ; l'Opéra de Lyon, les *Aventures d'Ivan Vaffan* créé en mars dernier à Grenoble par Jean-Claude Gallotta... Cet Opéra de Lyon, « peut-être suranné par son décor mais sûrement pas par son travail », précise Guy Darmet, accueillera également une création très contemporaine de François Verret. Deux spectacles sont prévus au Théâtre du Huitième : *Le Petit Cheval de Mexico* et *La Table verte*, par le ballet de l'Opéra de Lyon. Enfin, le Théâtre des Célestins, célèbre pour son répertoire boulevardier et son public traditionaliste, sera le lieu d'accueil d'Oskar Schlemmer's Bauhaus Dances. La seule compagnie qui ait pu tolérer la « pente » de 4 % des plateaux.

CLAUDE RÉGENT.

#### Mode d'emploi

La première Biennale internationale de la danse se tient du 4 juin au 7 juillet. Horaires le week-end de la Pentecôte et le dimanche 1<sup>er</sup> juillet, jour de départ massif en vacances, les journées et soirées de ces cinq semaines de danse permettront aux visiteurs de se composer un programme très riche : quatorze compagnies présenteront vingt-trois spectacles en soixante-dix représentations. Des expositions, des conférences, deux colloques, des répétitions publiques complètent l'animation. Le cinéma sera mis à contribution : hommage à Fred Astaire à l'Institut Lumière ; la danse du XX<sup>e</sup> siècle au cinéma, Impasse Polycarpe et au cinéma Opéra.

Sur le plan financier, la ville de Lyon fournit l'essentiel de l'effort (2,5 millions de francs) ; l'Etat (600 000 francs) et le conseil général du Rhône (300 000 francs) dont 200 000 francs investis en coproduction du spectacle de Merce Cunningham) complètent le financement public. Les recettes seront bien sûr variables en fonction du nombre des spectateurs. Avec quarante-deux mille personnes accueillies, le bilan serait équilibré, mais quatre-vingt mille places en tout seront proposées. Une offre à la hauteur des ambitions de cette première Biennale.

\* Réservations : Biennale de la danse, 127, rue Servant, Lyon 3<sup>e</sup>, au pied de la tour du Crédit lyonnais, du lundi au samedi, de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Tél. : (7) 860-85-40. Prix des places : de la gratuité pour certains spectacles à 100 francs, prix maximum.

\* Pour les groupes et les associations, des séjours sont organisés par Hexatour, le Britania A, 20, boulevard Eugène Déruelle, 69432 Lyon cedex 3. Tél. : (7) 895-30-22.

مكتبة الامم المتحدة



## CLASSIQUE ET NÉOCLASSIQUE

« Vision frontale », « en-dehors », « cinq positions »

## Quatre siècles de domination française



\* L'Allegretto, extrait du « Maître à danser » de Rameau.

**P**ARCE qu'elle s'exprime directement par le corps, la danse est liée à la manière de vivre d'une époque, d'un pays, dont elle traduit les modes mais aussi les aspirations sous-jacentes. Parce que, comme dit Martha Graham, le mouvement ne ment pas, la danse n'est pas un divertissement innocent. Les civilisations anciennes l'ont sacrifiée, estimant qu'à travers la transe, la folie, elle était l'intermédiaire entre l'homme et les dieux, entre l'homme et Dieu. Le rationalisme cartésien, en séparant l'esprit du corps, a évacué de la danse son caractère sexuel et spontané pour en faire un art policé, stylisé. Réduite à l'état de divertissement, elle porte en elle les possibilités d'une écriture abstraite pressentie déjà par Mallarmé. Cette vocation hiéroglyphique qui se retrouve aujourd'hui dans la « post modern dance » sera souvent combattue au nom du naturel et des passions. Le mouvement qui parle d'autre chose que de lui-même est dit expressif. Un nouveau corps s'invente, échappant aux codes, vibrant de désirs inconscients ; un corps qui dérange et que la société canalise dans de vastes usages à danser. C'est de tous ces courants qu'est née la danse du XX<sup>e</sup> siècle. L'objectif de la Biennale est de donner au public quelques clés, quelques points de repère, pour retrouver, à travers le brouillage des modes et des esthétiques, les grandes lignes d'un langage universel.

M. M.

**L**A tradition de la danse occidentale qui se poursuit aujourd'hui dans les ballets néoclassiques, de Balanchine à Béjart, Roland Petit ou Neumeier, est née en France voici quatre siècles. En 1681, dans le *Triomphe de l'Amour* de Lully, des danseuses professionnelles paraissent en scène pour la première fois. Quand Louis XIV, qui a ritualisé le ballet de cour, renonce à danser, il voue l'art de la danse au théâtre. Mais il entend le contrôler, le réglementer, dans cet esprit cartésien clair et mesuré qui régit tout. Son maître à danser, Beauchamps, va fixer les règles de l'en-dehors et des cinq positions, et les adapter à la scène à l'italienne surélevée, avec sa perspective et sa vision frontale. Toute la finalité du code classique est édictée sur le regard du spectateur, vision aplatie à deux dimensions, qui implique des déplacements horizontaux ou en élévation.

Il ne faut pas plus d'un siècle pour que ces principes soient remis en question. En 1760, un chorégraphe français, Noverre, installé à Stuttgart, fait paraître un manifeste, les *Leçons sur la danse*, influencé par les encyclopédistes. Il interroge : comment réagir contre le ballet-divertissement ? Comment traduire en danse une action dramatique ? Comment toucher l'âme du spectateur ? Réponse : élargir le registre de la danse pure en lui adjoignant la pantomime qu'il définit comme « un mouvement spontané venu de l'intérieur ».

## Le divertissement devient langage

Pour prouver le bien-fondé de sa théorie, Noverre prépare une version dansée de *Médée et Jason* (1774), puis des *Horaces*. Sa gestuelle est critiquée, en particulier par Jean-Jacques Engel, qui vient de publier une *Sémiotique du geste*. Il fait remarquer que la manière dont Noverre exprime les sentiments dramatiques n'est qu'une paraphrase du texte dramatique et rien d'autre.

Mais Noverre reste celui qui a fait passer la chorégraphie, art de divertissement, dans le champ du langage et qui annonce l'avenir en amorçant une dialectique entre la danse pure et la danse d'expression.

Après la Révolution de 1789, c'est un peu le climat des années folles. Partout des bals, des fêtes ; l'apparition de la valse, la vogue de la danse du shal. On fait la queue à l'Opéra pour voir les ballets, que l'on préfère nettement au théâtre parlé, en pleine décadence.

Le public raffole des ballets anacronistiques qui mettent en scène les histoires galantes de l'Antiquité. Le plus couru est *Psyché*, de Gardel. Toutes les Parisiennes vont se maquiller en blanc, porter une robe « à la Psyché », libérant une épaule et une partie de la gorge.

L'allègement du costume favorise l'essor de la technique, les dégagements, les entrecuils, les sauts. 1800, c'est l'âge d'or de la danse masculine incarnée par Auguste Vestris. Mais les femmes, qui ont adopté le maillot col-

lant sous une tunique de gaze et les chaussons souples, commencent à battre, à dégager, à sauter, comme les hommes.

## Petipa en Russie Diaghilev à Paris

Contrairement au théâtre, qui connaît son scandale avec *Hernani*, le ballet romantique préparé en sous-main sur les scènes du boulevard arrive à son heure avec *la Sylphide* (1827) et atteint son apogée avec *Giselle* (1841). Le ballet de *Giselle*, chorégraphie de Coralli Perrot, livret de Théophile Gautier, musique originale d'Adam, s'accorde à l'esprit de l'époque et atteint à l'universalité grâce au thème de la jeune fille, de l'amour et de la mort, que chaque grande ballerine peut réinventer à sa manière. L'équilibre de *Giselle* est compromis par la prédominance d'une danse féminine de plus en plus axée vers la virtuosité avec l'invasion de vigoureuses Italiennes expertes en entrechats et autres fouettés, les Legnani, Zuccheti, Mauri, les Cerrito aux mollets de fer. Parallèlement, la danse masculine, discréditée, disparaît. Moustachu et musclé, l'homme n'est plus qu'un porteur vigoureux, bon pour favoriser l'élévation de sa partenaire.

Le chorégraphe Marius Petipa, émigré à Saint-Petersbourg, va acclimater la tradition française en Russie et réaliser ses grandes machines à danser, *Cendrillon*, *la Belle au bois dormant*, *Casse-Noisette*, *le Lac des cygnes*, fleuron du ballet académique.

Le nom d'André Delsarte passe alors inaperçu. Pourtant, vers 1860-1865, ses cours en Sorbonne sur l'éthique du mouvement sont très suivis. Musicien raté, autodidacte, saint-simonien, il établit à partir de l'observation des comportements humains une sémiotique de l'expression et des sentiments par le geste, où il définit un nombre important de mouvements correspondant aux différents degrés des émotions, et met au point des séries d'exercices permettant la liberté, la relaxation et la contraction des muscles pour que chaque partie du corps devienne apte à exprimer la pensée ou l'émotion voulue.

Pris dans la routine académique, les chorégraphes et les danseurs français passent totalement à côté de ses recherches. A sa mort, elles seront rependues en Allemagne où Laban en aura connaissance. Un disciple de Delsarte, Mac Kaye, va les divulguer aux États-Unis. Elles vont y connaître le succès et serviront de base à l'élaboration de la modern dance.

Diaghilev éclate dans le ciel printanier de mai 1909. Tout Paris s'enflamme pour le grand bond de Nijinski, les grâces de la Pavlova, l'orientalisme de *Shéhérazade*. La mode se met à l'heure des Ballets russes et s'inspire des costumes de Bakst.

Sous la couleur et le mouvement se manifeste la révolte de la jeune génération russe contre l'académisme du vieux Marius Petipa. Le chef de file est

Fokine, qui a vu danser Isadora Duncan. Il reprend et actualise les principes de Noverre. Chaque ballet, explique-t-il, doit mener l'action dramatique sans digression et avec un style propre. Mais c'est Nijinski qui va amener la danse jusqu'à la rupture avec les codes classiques. Encouragé par Diaghilev, il se fait les griffes avec *Jeu*, sur la musique de Debussy, pour lequel il utilise les gestes du sport, et *L'Après-midi d'un faune*, avec des poses latérales, genoux pliés, qui rappellent assez les figures des ballets produits à la même époque par l'Américain Ted Shawn. Rodin s'enthousiasme.

Avec *le Sacre du printemps* (29 mai 1913), c'est le scandale. Nijinski veut trouver un langage corporel aussi brutal que la musique de Stravinski. Le vocabulaire classique, rigide et mesuré, ne peut traduire la force des pulsions venues du fond de l'inconscient collectif. Nijinski demande à Marie Rambert, disciple de Jacques-Dalcroze, d'entraîner les danseurs à décomposer les rythmes complexes de la partition. Il va jusqu'au bout de son idée, abandonne l'en-dehors et les attitudes traditionnelles ; il exige des interprètes des positions retrées, courbées, comme pour se rapprocher du sol et en capter l'énergie, les poings fermés, un état de prédanse tout à fait dans l'esprit contemporain. Trop en avance sur le temps, trop fragile psychiquement pour assumer seul une révolution esthétique, Nijinski sombre dans la folie.

## La primauté de la danse dramatique

C'est Jean Cocteau qui va donner son « look », comme on dit, aux Ballets russes de l'après-guerre. Sous son influence, la troupe se parisianise. Les thèmes de ses ballets, inspirés des mouvements artistiques — Dada, le surréalisme, le constructivisme, aussi bien que l'art nègre, le music-hall ou le cirque — sont agressivement « modernes ». *Parade* en est le prototype. Les chorégraphes inventent des pas nouveaux, ils font danser tout le corps, les jambes et les bras sur des rythmes différents. Mais comme ils restent attachés aux codes classiques, des distorsions se produisent : « L'ancien danseur plié à l'école neuve grimace », écrit Cocteau, soucieux alors de redéfinir le ballet de l'avenir.

A la mort de Diaghilev, Jacques Rouché, administrateur de l'Opéra de Paris, appelle Balanchine pour régler les *Créatures de Prométhée*. Celui-ci tombe malade, et c'est Serge Lifar, autre découvreur de Diaghilev, qui le remplace. Il va régner trente ans à l'Opéra comme danseur, chorégraphe, maître de ballet, tandis que Balanchine s'expatrie à New-York, où il va fonder une compagnie néoclassique de style abstrait.

Serge Lifar, comme Fokine, va reprendre certaines idées de Noverre, qu'il expose dans un *Manifeste du chorégraphe* (1935) et met en œuvre avec une création, *Isore*. Lifar revendique la

primauté de la danse dramatique, pose le problème des rapports de la musique et de la chorégraphie, remet à l'honneur la danse masculine. Soucieux d'exprimer par le geste des états d'âme et de les transmettre au public, il tente d'élargir la technique académique, et suggère deux nouvelles positions complémentaires : avec les pieds parallèles (6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> position), une bascule du pied sur pointe, en avant et un déplacement de l'axe du corps, notamment dans les arabesques. Ces nouveautés vont donner au style lifarien un certain maniérisme poussé parfois jusqu'à la mièvrerie.

## Le spectacle total de Maurice Béjart

L'époque Lifar marque un renouveau de la danse à l'Opéra de Paris, mais aussi un certain enfermement satisfait que la guerre de 1940 a encore aggravé. Paris vit en autarcie, loin de ce qui se crée à l'étranger.

1945... Comme toujours, après une crise, une guerre, l'époque est favorable à la danse. De jeunes artistes quittent l'Opéra de Paris en quête d'autre chose. Roland Petit, Janine Charrat, Renée Jeannin, Jean Babilée, se regroupent autour de Boris Kochno, ancien secrétaire de Diaghilev. Ils ouvrent l'ère très « new-look » du Théâtre des Champs-Élysées, avec des ballets comme *Jeu de cartes* (Charrat 1945), *le Jeune Homme et la Mort*, *le Bal des blanchisseuses* (Petit 1945), *Oedipe et le Sphinx* (Lichine 1948)... En 1948 justement, Roland Petit fonde les Ballets de Paris et donne coup sur coup les *Démotelles de la nuit*, *l'Enf à la coque*, *Carmen*. Roland Petit, qui fait sa percée à New-York, en ramène des idées de comédie musicale. *La Croqueuse de diamants*, puis *Ciné bijoux*, où Colette Marchand, surnommée *The Legs*, fredonne d'une voix approximative « J'ai vu nue nue sous mon manteau, dans l'plus simple incognito... ». Encore quelques années folles avant que le chorégraphe ne développe ses ballets d'action à la Petipa, axés sur les grands romans français (*Cyrano*, *Notre-Dame*, *A la recherche du temps perdu*, *Nana*...).

1955... Le 30 juillet au Théâtre de l'Étoile, Maurice Béjart présente la *Symphonie pour un homme seul* sur une musique concrète de Pierre Schaeffer et Pierre Henry. Il est dans le ton de l'époque existentielle, et crée un langage qui en exprime l'état d'esprit. Passionné de spectacles total, Maurice Béjart s'oriente ensuite vers une sorte de révolte wagnérienne. Sa danse, qu'il qualifie volontiers d'abstraction lyrique, n'est pas un langage nouveau, ni dans son essence ni dans sa structure. Les principes de base, énergie, espace-temps, restent dans une même gamme d'intensité. Mais sans doute fallait-il une autre culture, un autre continent, pour sortir la danse de la tradition et des codes. C'est l'Amérique qui s'en charge.

M. M.

## SERGE LIFAR

## L'homme-oiseau

**L**A Biennale internationale de la danse a joliment raison de rendre hommage à Serge Lifar et de consacrer trois de ses soirées lyonnaises au « choréauteur » qui illustra pendant près de trente ans le ballet de l'Opéra de Paris. Car le style lifarien existe et persiste. Je n'en veux pour preuve que le triomphe qui accueillit en mars dernier la reprise des *Mirages*, sur notre première scène.

Ce qui n'empêche nullement nos Trisacotin du chausson de considérer les œuvres de Lifar comme des « chorégraphies mortes n'apportant qu'un intérêt d'archives, sans autre intérêt que le côté rétro ». Souhaitons à la modern dance et à certaines de ses gestuelles ébouriffantes, la même pérennité que *Suite en blanc*, ou l'expression tragique de *Phédre*. Ce sont deux chefs-d'œuvre qui ont été retenus, fort heureusement par la Biennale, pour honorer Lifar.

Après maintes réticences, celui-ci a accepté de quitter pour l'occasion sa retraite de Lausanne et d'assister dans leurs répétitions les danseurs des Ballets du Rhin. Des premiers contacts, le philtre ensorcelait les interprètes, et le « choréauteur » se disait ressuscité. Le grand rêve lifarien, qu'il évoqua

dans une conférence-démonstration, reprenait corps.

La première d'*Isore* remonte à 1935. A la différence de tant d'esprits forts qui ne l'ont jamais vue, j'ai assisté à sa création, au Palais Garnier, comme à sa reprise en 1962 avec Attilio Labis. A l'origine, il y avait comme musique de simples rythmes à percussions, orchestrés par le très curieux chef d'orchestre J.-P. Szyfer, qui laissaient à nu la chorégraphie. Celle-ci était écrite dans le style lifarien le plus pur, et son mythe contemporain, celui de l'homme-oiseau, préfigurait l'âge sidéral du jet.

Je connais beaucoup d'œuvres récentes, dites d'avant-garde, composées sur un fond sonore planétaire, ou sur de la musique concrète — voir Martha Graham, Paul Taylor ou même Maurice Béjart, qui ne sont rien d'autre que l'extrapolation apollonienne de Serge Lifar lui-même dans ce rôle-cime, et de tout ce qu'il insufflait à l'esprit, non seulement avec sa beauté plastique inégalée, mais avec son aura magique, au centre même de l'œuvre.

« Lifar date » : la formule n'a pas un sens démonstratif, c'est une empreinte indélébile.

OLIVIER MERLIN.

Serge Lifar dans « Les Créatures de Prométhée », Opéra de Paris, 1929.



## Le choréauteur

Le compositeur cessa de se demander si le corps humain était capable de « rendre » sa musique ; ce fut le chorégraphe, réduit en esclavage, qui dut se casser la tête. Le musicien écrivait des variations d'une durée de six ou sept minutes, alors que, physiquement, elles n'étaient « exécutables » que durant deux ou trois : prescrivait au danseur une variation de densité et vice versa, etc.

En raison de sa nature rythmique, la danse se suffit : la musique n'est pas un support nécessaire, mais un auxiliaire dont elle peut se passer. La danse réclame un accompagnement qui l'aide à scander son rythme, mais cet accompagnement peut se réduire à un bruit de castagnettes, à un battement de mains.

1. Nous ne pouvons pas nous ne devons pas tout danser ;
2. Le ballet doit rester attaché à sa source : la danse ;
3. Le ballet ne doit pas être l'illustration d'un autre art ;
4. Le ballet ne doit pas emprunter son schéma rythmique à la musique ;
5. Le ballet peut se passer d'accompagnement musical ;
6. Le ballet peut et doit être noté ;
7. Dans les cas où le ballet s'associe à la musique, la base rythmique doit être l'œuvre du chorégraphe et non pas celle du musicien ;
8. Le ballet veut un orchestre spécial ;
9. Le chorégraphe ne doit pas être le domestique du peintre ;
10. Il est nécessaire de fonder un théâtre chorégraphique autonome.

Tels sont les principes essentiels du manifeste d'un chorégraphe.

SERGE LIFAR.

le Manifeste du chorégraphe, 1935.



## LA NOUVELLE GÉNÉRATION

Traduire des états intérieurs

## Un langage sans vocabulaire

DANS la France des années 50, tout ce qui n'est pas classique est regardé comme exotique. 1968 va cristalliser les désirs d'une génération en mal de communication. Blaska s'installe à Grenoble, Brigitte Lefèvre et Jacques Garbier quittent l'Opéra et fondent le Théâtre du Silence. Destination inconnue. L'événement, c'est la découverte de la modern dance américaine. Carolyn Carlson suscite les premières vocations ; Suzan Buirgé suit. Prolifération des stages, des cours, ouverture du CNDC d'Angers avec Nikolaï puis Viola Farber... En dix ans le paysage de la danse est bouleversé.

A partir des techniques nouvelles qui lui permettent d'inventer à l'infini

un mouvement lié à son état de chaque moment, le danseur se trouve à même d'exprimer une époque changeante et confuse, l'écume des jours, la crise des années 80, les références au passé. Les spéculations futures ont fait place à l'éphémère. L'existence se vit, se rythme au quotidien, et quel art mieux que la danse peut inventer ces nouveaux territoires, poser en direct les rapports entre les individus ? Au temps de l'audiovisuel et du non-dit, l'écriture chorégraphique se substitue à l'écriture théâtrale. Le geste n'est plus innocent, il produit sa propre émotion à travers une danse qui se vit dans l'instant du spectacle.

Il existe une danse d'auteur, — comme on dit cinéma d'auteur — cha-

que année amène sa nouvelle vague de chorégraphes. Certains ne durent pas plus que le look qui les a apportés. Ceux qui tiennent, qui font école, sont ceux qui parviennent le mieux à coordonner l'intelligence du corps et de la pensée, le plus souvent en osmose avec un musicien, un décorateur, un éclairagiste avec qui ils constituent une cellule de création. La Biennale de Lyon a choisi de présenter quatre d'entre eux, Jean-Claude Gallotta, Josette Balz, Michel Hallet-Abgayan, François Verret. Chacun tente à sa manière de dégager à travers la sédimentation des époques une danse particulière et contemporaine :

Jean-Claude Gallotta entraîne le groupe Emile Dubois sur les traces

d'Ulysse. Tout comme Joyce façonnant son langage pour une aventure intérieure, il invente de manière artisanale une écriture corporelle qui donne naissance à la tribu imaginaire d'Ivan Vaffan.

Josette Balz trouve dans le monde déconcertant de l'adolescence l'occasion de pousser des pulsions sous-jacentes jusqu'au paroxysme sous le couvert de Sade (*Prudence ou les émotions subtiles*) et de Barbe-Bleue.

Michel Hallet, préoccupé avant tout de la forme, revisite *Orlando Furioso* de Vivaldi en confrontant la musique (et l'anecdote) à des énergies modernes qui en font éclater l'espace et donnent une dimension nouvelle à la folie amoureuse.

François Verret est le plus imprévisible, le plus mystérieux. Torturé à la manière des personnages de Bacon, il est surtout attaché à la violence de la sensation. En forçant ses danseurs à exprimer en direct des angoisses fortes, des souffrances profondes, il les met en position de danger, d'impuissance, de frustration. Son langage qui prend naissance au plus subjectif de son expérience se nourrit pour cette nouvelle création d'un périple de trois mois effectué en Orient, en Inde, au Japon, à Bali sur les traces d'Antonin Artaud.

M.M.

FRANÇOIS VERRET  
L'essentiel, c'est le souffle

4 mai. — A deux mois de sa création, François Verret, émacié mais bronzé, chaussé de pantoufles chinoises, ne sait encore pas le titre de sa prochaine création. Il a pris des notes en voyage, a commencé à répéter dans un studio de Hongkong ; il a discuté avec Ghedalia Tazartès et Alain Rigout, ses inséparables. Il a pris contact avec des danseurs, Sylvain Richard, Ann Koren... Kenigsberg n'est pas libre, une « copine », Denise Lucchioni, se lance dans l'arène... Pour se faire une idée, on peut demander à François Verret comment il se situe en tant que danseur ?

« J'EXPRIME mes passions, mes interrogations par ma présence en scène. Elle est action ; il existe des natures particulières de présence qui se traduisent par plus ou moins de mouvements dans des structures rythmiques que l'on choisit selon les circonstances.

« J'aime une explosion crue, dans un décor, un espace-temps bien précis. J'aime jouer avec le mouvement, inventer un rythme, une musicalité. Je cherche à composer, jusqu'à un point précis, ce moment où tout ce qui se joue est à la fois très sensible, assez profond, plein d'une pensée latente, en un mot vivant.

« Comment travaille le chorégraphe ?

« Ce n'est pas un travail solitaire. On en discute : on se donne un sujet du moins un prétexte à... et, partant d'idées, d'interrogations, de sentiments que proposent les uns et les autres, on va essayer de traverser une expression sensible.

« La danse est un moment vécu — ce qui se joue sur la scène, c'est une présence char-

nelle, réelle. Pour le public, c'est la possibilité, rare, de voir et d'entendre ce qui se passe là sous ses yeux et que des personnes ont choisi de donner.

« La parole peut apparaître. Elle existe dans les interventions du chanteur Tazartès ; le comédien Alain Rigout joue aussi avec. Un espace peut être construit par les mots, mais ce qui est exprimé par le corps est plus immédiat.

« Pourquoi avoir choisi la danse plutôt que le théâtre ou le cinéma ?

« J'ai choisi la danse parce que, dans l'image que je veux montrer, la qualité d'une présence est déterminante, même dans les mouvements les plus simples et la danse joue là-dessus. J'ai travaillé d'abord le yoga et les arts martiaux. Les techniques orientales vous donnent l'essentiel : le souffle. Je n'ai pas eu le temps d'apprendre une technique de danse, de posséder un code pour pouvoir le transgresser ; je suis en train d'inventer mon propre code.

« J'aime la danse classique et aussi le rituel de la danse balinaise ; toutes ces choses restées pures. Mais cela ne me gêne pas de ne pas les posséder. Le code classique m'intéresse dans sa singularité, dans son essence ; il est assez mystérieux pour être traversé de manière subliminale par un danseur, s'il l'investit comme une évidence, si l'émotion est à la fois retenue et sensible ; alors la danse classique peut être très proche du plaisir.

« Je n'ai pas choisi de pratiquer la danse selon Cunningham parce que le problème ne s'est pas posé. Il me semble qu'une telle technique pour être maîtrisée demande un travail considérable ; j'aurais été effrayé du temps nécessaire à son acquisition, mais j'en apprécie le carac-

tere abstrait. L'abstraction conçue comme essence crée un grand mystère.

« Comment vous situez-vous par rapport au passé de la danse ?

« Il y a dans la danse une continuité ; on a besoin de ce qui a existé avant ; on ne peut avancer qu'en partant de là. Quand j'ai composé *Tabula rasa*, c'était avec un point d'interrogation. Partir de zéro, c'est le rêve de l'autodidacte que je suis ; mais je ne suis pas dupe, il y a une culture qui me marque, elle



m'impose certaines images, certaines figures. Alors il vaut mieux savoir de quoi on part.

« Vous sentez-vous en accord avec les autres jeunes chorégraphes français ?

« Nous vivons tous dans le présent. Ce qui nous relie : la nature de ce qu'on traverse et la singularité du moyen d'expression que nous avons choisi. Ce qui nous rapproche, c'est ce parti pris qui va de soi. Artaud avait prédit un théâtre de l'expression par le corps, c'est-à-dire à la fois la danse, le geste, le cri, et qui donne accès à un espace magique. »

M.M.

« C'EST terrible, il va falloir tout monter en deux jours : le décor, le matériel pour le son. Plus ça va, plus je me rends compte que je me suis embarqué dans un truc énorme ! » Maryse Delente prépare pour la Biennale le *Petit Cheval de Mexico* (coproduction Biennale-Opéra de Lyon). En état d'urgence. Sur le plan technique, artistique aussi. Sinon, comment expliquer cet impératif de pousser à la chorégraphie elle-même, plutôt que de somnoler dans la quête torpéur, mensuralisée d'un fonctionnaire prestigieux ? Il ne sont pas

gés. On est en 1973. Depuis, la route est toute tracée, sécurisante, sans embûches. Un rien monotone, peut-être. Françoise Adret, nouvelle directrice, lance un jour : « On a un mois de libre devant nous. Faites donc quelque chose ! » Impulsive, Maryse propose une courte pièce. Deux autres suivront. Et c'est aujourd'hui l'aventure du *Petit Cheval de Mexico*.

Demandez à Maryse Delente pourquoi elle éprouve ce désir d'écrire elle-même des chorégraphies, elle vous répond avec simplicité : « J'ai du mal à analyser ce qui

cirque, les manèges, les images d'enfance galopant dans nos têtes. Exaltée par le projet, Maryse Delente a vécu la préparation dans l'inquiétude. Il y a effectivement des difficultés matérielles : très peu de temps pour répéter, puisque ses interprètes travaillent sur le nouveau spectacle de Verdon. Mais aussi problèmes de création : « Le plus gros effort de réflexion consiste à éviter le pléonasma entre danse et musique. J'essaie d'illustrer les chansons, mais à partir de ce que je ressens personnellement. En fait, je m'aperçois que mon handicap majeur provient de ce que je

légion les danseurs et les danseuses, salariés d'un opéra municipal, à connaître la démesure de la création personnelle : à Lyon, Jean-Claude Carles, Maryse Delente — qui espèrent d'ailleurs fonder un groupe de recherche un peu sur le modèle du GRACOP — et c'est pratiquement tout.

Maryse Delente, depuis toujours, est une battante. Elle lance, et se lance à elle-même, de sacrés défis. A dix-huit ans, licenciée des lettres, Maryse la Normande n'a jamais eue le moindre jérémy battu. Pourtant, elle décide de devenir danseuse. Elle travaille, puis vient passer une audition pour Vittorio Biagi, alors directeur du ballet de l'Opéra de Lyon. Test positif : elle est enge-

me motive. Peut-être qu'avec Biagi ou Sparenblek (1) j'étais plus comblée en tant que danseuse qu'avec Gray Verdon (2). En outre, tous mes camarades du ballet ont répondu oui, en bloc. Ils rêvent aussi d'autres rapports, d'autres possibilités de s'exprimer. Sans doute seront-elles offertes par ce cheval mexicain, qui donne son nom à la pièce après avoir été le titre d'une chanson de Michèle Bernard.

Chanteur, auteur, compositeur, la Lyonnaise Michèle Bernard est la pierre de touche de ce spectacle formellement ambitieux, qui réunit près de trente danseurs autour de Michèle, de son accordéon, de ses textes et mélodies qui évoquent le

n'ai jamais le temps d'acquiescer d'autres techniques que celles enseignées à l'Opéra. J'utilise ce que j'ai appris. Et j'éprouve un très fort besoin de partir quelque temps, de découvrir des choses, d'autres styles... Entre deux gorgées de café noir, dans le soir qui tombe, Maryse Delente, jeune chorégraphe, affiche ses faiblesses. C'est rare. C'est un signe de force.

FRANÇOIS COHENDY.

\* Théâtre du 8, les 29 et 30 juin et les 2 et 3 juillet.

(1) Successeur de Vittorio Biagi.  
(2) Successeur de Françoise Adret, laquelle revient à la direction du ballet à la rentrée.

Léo Standard  
habille Gallotta

Les costumes sortent de la seule problématique de l'habillage du geste, dans laquelle le créateur choisit l'unique règle. Mais de l'intuition de la personnalité de chaque danseur et du champ d'imagination englobant à chaque création, ce parti pris par costume propose une multitude de lectures possibles dans les jours de répétition.

mais en même par la chorégraphie, à une autre échelle de temps que la danse et la musique. à la manière de hiéroglyphe, la combinaison de ces images conceptuelles, d'achats de leur chorégraphie d'origine, rendent une identité ou constitution.

Léo Standard

Jean-Paul Gaultier  
habille Chopinot

Il arrive que les créateurs de mode habillent des films, des pièces de théâtre, rarement des ballets. On ne les voit pas bien se soumettre aux mouvements qui déplacent la ligne. Pourtant, on a vu l'an dernier les *Déluges*, de Régine Chopinot — et on verra cette année son *Via* — dans des robes bouillonnantes, accompagnées de casquettes de la Wehrmacht, dans des corsets délacés sur des t-shirts trop larges... Même s'il avait travaillé anonymement, on aurait reconnu le style Jean-Paul Gaultier : le style « pures » revisité par un regard malin et une imagination vivace, raffinée.

Jean-Paul Gaultier bouscule les traditions de la couture, comme Régine Chopinot pousse celles de la danse. Ils étaient faits pour se rencontrer, mais ce n'était pas si simple, car Jean-Paul Gaultier n'aimait pas — et c'est peut-être le ballet, qu'en fait il ne connaissait pas. Son expérience se limitait à quelques représentations classiques qui

l'avaient « ennuyé au possible ». « Ces cathédrales gothiques montées sur pointes, plus hautes, toujours plus hautes. Ces danseuses qui s'écroulent sur leurs partenaires. Ce music-hall pré-impérial... »

Extrapolations  
interprétation

Malgré tout, quand il voit au cinéma les chorégraphies de Diaghilev, il est frappé par leur modernité et leur audace, par leur splendeur visuelle. Et puis Régine Chopinot lui téléphone : « Nous sommes pareils », lui dit-elle, et elle lui envoie le texte qui sert de base aux *Déluges*. Impressionné, Jean-Paul Gaultier travaille « le scénario, l'histoire, la psychologie, les personnages, tous ces clichés ridicules ». Il assiste à une répétition : « J'avais regardé des vidéos, mais là, j'ai eu le choc.

J'ai vu ce que donnaient les extrapolations de Régine. Je me suis rendu compte qu'elle avait laissé aller ses délirés. A la limite, au quatrième degré, on peut trouver la correspondance entre ce qu'elle fait et ce qui est écrit. Alors, j'ai compris. J'ai tout déchiffré. J'ai fait mon interprétation sans tenir compte des personnages, mais du mouvement. J'ai tenu compte uniquement de la liberté de la danse.

« D'abord, j'ai travaillé le jersey, par facilité, pour la souplesse. Il y a eu plusieurs essayages. J'ai modifié, amélioré, varié. Si le matériau prend bien la lumière, si les couleurs passent la rampe, je n'y pense pas. Je fais ce que je fais pour mes défilés, en plus dur. Sans contrainte commerciale, je vais jusqu'au bout. J'ai compris mon point commun avec Régine : l'humour. Et puis l'expérience. Quand on détruit une culture, on doit parfaitement la connaître. »

C. G.



## AUTOUR DU BALLET

Le vent d'ouest apporte la chanson du Bronx  
mais le tutu reste à la barre

**D**ERNIER cri : le hip-hop. Il est né à New-York, dans les tristes rues du Bronx, il y a dix ans à peine. Il s'agit alors de remplacer les affrontements entre bandes par des confrontations plus pacifiques, des joutes où l'on rivalisait à coups de poussettes athlétiques. Le vent soufflant d'ouest la plupart du temps, la France s'est mise à « smurfer », à « breaker », à « raper » à son tour. Une seule séquence du film *Flashdance* a achevé de convaincre les derniers incrédules.

Alors, observez-les, tantôt sur l'esplanade du Trocadéro, tantôt dans les stations de métro, qui sont devenues des points de ralliement, ou poussez jusqu'aux boîtes - L'Émeraude, Le Bataclan - qui les accueillent, et vous serez témoin des poussettes de ces compétiteurs enragés. D'ailleurs, vous pouvez aussi bien rester chez vous puisque la télévision consacre une émission au hip-hop, le dimanche en début d'après-midi. Bon indice de succès !

Pourtant les anciens, aérobie et stretching, ne sont pas encore des moribonds. Le phénomène n'est plus seulement parisien : des salles ouvrent un peu partout, véritables « boîtes de jour » où l'on va célébrer le nouveau culte du corps, suer en rangs serrés, se mettre en condition pour affronter les délicates réalités du quotidien.

Et la danse, la vraie, l'authentique, dans tout cela ? Elle se porte bien, elle aussi, et elle n'est pas sans profiter de tous ces phénomènes de mode que l'on enregistre à sa périphérie.

A tout seigneur, tout honneur : la danse classique, l'académique. Elle

compte toujours ses pratiquants, ou plutôt ses pratiquantes (côté masculin, quelques préjugés tenaces sont encore ancrés dans les esprits, et l'on ne chasse pas l'idée reçue aussi vite qu'on la répète) : celles-ci débattent toujours aussi jeunes, Giselle en herbe, qui grandissent accrochées à la barre, devant les sévères glaces des studios. Aujourd'hui, les illustres étoiles de Saint-Petersbourg ont peu à peu disparu (tout comme les princes russes au volant des taxis parisiens), mais leurs successeurs, grands ou modestes, continuent, parfois tiraillés entre l'école française et la russe. Batailles de principes.

L'enseignement de la danse classique représente la quasi-totalité de l'enseignement officiel : à l'école de l'Opéra de Paris, où des disciplines complémentaires ont été introduites, il y a à quelques années, en appoint : dans les conservatoires et dans les écoles nationales de musique (qui ne comptent dans leur immense majorité qu'une seule classe de danse contre une... par instrument de musique). On constate bien sûr, ici et là, de timides percées de la danse moderne dans cet établissement : à La Rochelle, par exemple, où collaborent telles une lady Capulet et une lady Montaigne réconciliées, Karine Wachner (la moderne) et Colette Milner (la classique). Et si le Centre national de danse contemporaine a été implanté à Angers pour atténuer ce déséquilibre, une grande école de type classique doit ouvrir à Marseille pour les besoins prioritaires de la compagnie de Roland Petit.

Le secteur public regroupe ainsi plus de 7 000 élèves dont les ambitions ou les

rêves sont une carrière professionnelle. Ils sont confiés à quelque 200 professeurs triés sur le volet. Mais la pratique de la danse est surtout l'affaire d'un secteur privé en pleine expansion. Il n'existe pas de statistiques officielles, de chiffres sérieusement affinés, mais on estime à plus d'un million le nombre des pratiquants. Depuis les tout jeunes, parfois guidés par une maman qui fait un transfert, jusqu'aux dames respectables qui s'accrochent à leur cours de maintien hebdomadaire. Depuis les universitaires défrôqués qui se lancent à l'aventure en rêvant nuit et jour au concours de Bagnolet, cette antichambre du succès, jusqu'aux nouveaux adeptes de la transe africaine qui rejoignent les minorités en exil, les communautés coupées de leur culture. Depuis ceux qui se laissent entraîner par les effluves enivrants du jazz jusqu'à ceux qui préfèrent se ressourcer aux danses traditionnelles d'une région.

Pianos  
et cassettes

Quant aux professeurs, qu'ils enseignent le style de danse qu'ils ont eux-mêmes pratiqué ou qu'ils alignent une bonne demi-douzaine de « spécialités » sur leur carte de visite, ils sont vraisemblablement plus de 5 000. Certains assurent quelques heures de cours dans les maisons des jeunes et de la culture, où ils se retrouvent parfois un peu à l'écart des karatékas rugissants et autres adeptes des arts martiaux. Quelques-uns héritent d'un local asso-

ciatif ou de la salle des fêtes d'un bourg de 1 500 habitants, là où officient l'harmonie municipale et le club de majorettes. Il y a aussi ceux qui aménagent un ancien local à usage professionnel dans la tradition des lofts new-yorkais et ceux qui ont le bonheur, la chance, de dénicher un « vrai » studio de danse. Il y a ceux qui se regroupent dans des centres pluridisciplinaires où, sur un, deux ou trois étages, la mesure à trois temps d'une bonne vieille valse égrenée par la mais déshabillée d'une pianiste réside avec peine à l'avalanche de décibels d'une cassette disco ou aux chaussettes ferrées d'un bataillon de girls en apprentissage, enivrées par Cole Porter ou George Gershwin.

On mesurerait mal l'importance actuelle de la danse si l'on ne tenait compte de la multiplication des stages. Quelques échecs n'ont pas brisé l'enthousiasme des organisateurs car le succès est souvent au rendez-vous. On fait le plein pendant les périodes de congés scolaires : on allie souvent l'aspect détente-vacances au travail proprement dit. C'est alors, durant une, deux ou trois semaines, un véritable travail d'équipe où concentration et bonne humeur vont de pair.

De stage en stage, on en est venu à des mini-stages, sorte de week-ends de rencontre autour d'un professeur invité. Etalés sur toute l'année, ils permettent d'actualiser les expériences.

On danse classique, on danse moderne, mais on danse aussi jazz ou tap dance. C'est que l'on a en tête la magie des comédies musicales. Et puis,

jazz et claquettes portent un léger parfum rétro ; il convient à une époque qui aime à arborer le badge de la nostalgie.

Sous les sons exhumés de la vielle à roue et de l'accordéon diatonique, on retrouve les figures de notre folklore, si longtemps négligé, au point que l'on croyait qu'il n'existait pas ! Avec une science, une patience de bénédictin, on recense, on inventorie, on remet à jour brantes et rigodons, gavottes et rondes.

S'il est fréquent d'entendre dire du Français qu'il n'est pas un bon danseur, il est permis d'en douter aujourd'hui. Les fervents du tango ou du rock trouvent d'ailleurs aujourd'hui dans les compétitions qui sont organisées un moyen pour rivaliser d'ingéniosité, d'endurance. Nous ne sommes peut-être pas au niveau des Anglais, chez qui de tels concours rassemblent un nombre considérable de participants, mais le mouvement est enclenché.

La danse, phénomène social de ces années de crise ? Sans doute. Et elle fleurit allégrement sur nos murs et nos écrans, petits ou grands. Triomphe d'un Travolta, succès de *Flashdance*. Mais aussi mainmise des publicitaires sur la danse pour vanter, à coups de spots, à grand renfort d'affiches, les mérites de telle eau minérale, de telle maison à construire, ou encore d'un parfum, d'une automobile. La danse s'est installée dans la vie de tous les jours. Sous des formes durables ou des manifestations passagères. Sérieuse cure de jeunesse pour une vieille dame qui aurait quelque quarante mille ans !

JEAN-CLAUDE DIENIS.

**LA PENICHE THEATRE**  
canal Saint Martin tel 245 15 20  
ALAIN SALOMON MARIO GONZALEZ  
d'ORNIHOLOGIE direction d'acteurs

**L'ENSEMBLE INSTRUMENTAL**  
ANDRÉE COLSON  
CONCERT UNIQUE A PARIS  
le mercredi 6 Juin 1984  
REGION CENTRE SALLE GAVEAU  
LE COEUR-DE-FRANCE à 20 h 30  
au profit des  
X<sup>th</sup> JOURNÉES MUSICALES  
INTERNATIONALES DE LANGEAIS  
au programme : œuvres de RAMEAU,  
TELEMANN, MARCELLO, MOZART, Jean RIVIER.

En V.O. : GEORGE V - MARIGNAN CONCORDE - FORUM HALLES  
QUINTEILLE PATHE-PARNASSIENS - En V.F. : FRANCAIS PATHE - MAXEVAL  
MONTMARTRE PATHE - IMAGES - BASTILLE - UGC CONVENTION  
GAUMONT SUD - STUDIO PARLY 2 - ARGENTEUIL - C2L ST-GERMAIN  
GAUMONT OUEST BOULOGNE - FLANADES SARCELLES  
AVIATIC LE BOURGET - ARTEL VILLENEUVE - ARTEL MARNE-LA-VALLÉE  
MELLES MONTREUIL - BLOXY VAL D'YVERRES  
4 PERRAY STE-GENEVIÈVE-DES-BOS - CALYPSO VRY-CHATELON

Le nouveau film  
du réalisateur de  
"Officier et Gentleman"  
PHIL COLLINS  
N° 1 AU HIT-PARADE  
"TAKE A LOOK AT ME NOW"  
(AGAINST ALL ODDS)  
sur écran à 3 couleurs  
en Dolby Digital  
UN FILM DE TAYLOR HACKFORD  
**CONTRÔLE**  
**TOUTE ATTENTE**  
PAROLES ET MUSIQUE DE TAYLOR HACKFORD

**ALTDORFER**  
et le réalisme fantastique dans l'art allemand  
Jusqu'au 15 juillet  
On tourne, on monte, on grimpe... quelle émotion, quelle turbulence... une Allemagne romantique et poétique, avec ses montagnes, le silence des forêts, l'écho des hommes et des idées. Tout cela dans les merveilleux tableaux de l'École d'Altdorfer.  
**CENTRE CULTUREL DU MARAIS**  
28, rue des Francs-Bourgeois, 10<sup>e</sup> arr. - Tél. 245 15 20 (du mardi au dimanche de 10 h à 19 h)

XIII<sup>e</sup> SALON DE MONTROUGE • 2 mai 3 juin  
**ART CONTEMPORAIN, peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo et**  
**OTTO DIX** ŒUVRES DE 1910 à 1966  
2, avenue Emile-Boutroux, et 32, rue Gabriel-Péri  
MONTROUGE, 10 h à 19 h

**LE PRINCE DE GALLES**  
a une nouvelle toque  
Déjeuner d'affaires ou dîner de chameau, déjeuner amical ou dîner gourmet, le patio du PRINCE DE GALLES plante le décor d'un moment réussi. Charme d'un jardin fleuri, calme et détente à deux pas des Champs-Élysées, légèreté d'une cuisine raffinée préparée par Pierre Dominique Cécillon...  
Le menu du PRINCE DE GALLES  
170 F  
boissons et service compris.  
**Restaurant LE PRINCE DE GALLES**  
33, av. George V - PARIS VIII<sup>e</sup> - Tél. 723.55.11

**JEAN COCTEAU**  
Poésie du spectacle  
Jusqu'au 27 juin  
**MAIRIE ANNEXE DU VI<sup>e</sup>**  
78, rue Bonaparte  
Tél. 11 50 50 à 18 h - Seul lundi  
Visite-conférence tous les vendredis  
à 16 h - ENTRÉE LIBRE

**PICASSO**  
47, rue de Monceau, 75008 Paris  
563-28-83 - 563-37-14  
47 peintures  
1894-1972  
Jusqu'au 16 juin  
Tous les jours sauf dimanche et lundi

En V.O. : PUBLICIS-CHAMPS-ÉLYSÉES - PARAMOUNT ODÉON  
FORUM HALLES - En V.F. : PARAMOUNT OPÉRA  
PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT GALAXIE  
PARAMOUNT MAILLOT - CONVENTION-ST-CHARLES - CLICHY-PATHE  
PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARLY-2 Studio  
ARGENTEUIL Alpha - ST-GERMAIN C 2 L - LA VARENNE Paramount

**WOODY ALLEN UN GÉNIE COMIQUE** TIME  
**MANHATTAN**  
WOODY ALLEN  
DIANE KEATON  
MICHAEL MURPHY  
MARIEL HEMINGWAY  
MERYL STREEP  
ANNE BYRNE  
"MANHATTAN" GEORGE GERSHWIN  
JACK ROLLINS - CHARLES H. JOFFE  
WOODY ALLEN - MARSHALL BRICKMAN  
Produit par  
WOODY ALLEN  
Réalisé par  
CHARLES H. JOFFE ROBERT GREENHUT  
Gordon Willis  
CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION  
Bande Sonore du Film sur Disque et Cassettes CBS

UN FILM DE SATYAJIT RAY  
**La Déesse**  
(DEVI)  
SORTIE  
LE 6 JUIN



SÉLECTION

CINÉMA

Le Festival de Cannes à Paris

La Cinémathèque française accueille la Quinzaine des réalisateurs (jusqu'au 10 juin au Centre Georges-Pompidou et du 13 au 23 juin à Chaillot). Ne pas manquer les films de Nelson Pereira dos Santos et Murilo Salles (Brésil), de Walter Bannert (Autriche), ainsi que la Caméra d'or 84 : Jim Jarmusch pour *Stranger than Paradise*. Et prendre du temps entre le 1<sup>er</sup> et le 5 juin pour assister aux sept œuvres sélectionnées par la Semaine de la critique (Chaillot).

Cannes à Paris, c'est aussi *Il était une fois en Amérique* (Sergio Leone, baroque), *la Pirata* (Jacques Dailon, violence crispée), *le Succès à tout prix* (Jerry Skolimowski, le sens de la provocation) *l'Homme aux fleurs* (Paul Cox, sophistiqué), *Fort Saganne* (triumphes public d'Alain Corneau), sans oublier la *Femme publique*, d'Andrzej Zulawski, qui pour ne pas avoir été sélectionné par le Festival n'en a pas moins été un des événements de la manifestation.

« L'Œil à la caméra »

Il s'agit d'un livre (*le Cadrage au cinéma*, *L'œil à la caméra*, de Dominique Villain), et d'une invitation à regarder les films sous l'angle du cadre (jusqu'au 11 juin, au Studio 43).

THÉÂTRE

« Ivanov » à la Comédie-Française

Une farce éclatante qui fait jouer les différents visages de la mort, selon le maître en scène Claude Roy : « Tout y est dit, de l'amour à la haine, de l'ennemi au dégoût... Et l'argent qui tourne en rond... »

« Celui qui ne parle pas » au TEP

De Racine à Céroux, à travers la magie d'un théâtre en ruines provisoires, un envoi parcouru conduit par des comédiens qui sont aussi des enfants, miroirs vertigineux de l'âme adulte.

ET AUSSI - Don Juan aux Bouffes du Nord - (Les gourmandises de la vie). *Le Mariage à Cémoi* - (L'amère pureté de l'adolescence). *Le Pain dur à la Porte-Saint-Martin* - (Mais où est donc passé Dieu ?) *Gertrude morte* cet après-midi - au Pocho (la grande Sœur).

MUSIQUE

Le Festival des orchestres

Pour la seconde fois, le T.M.P.-Châteaux présente son Festival international des orchestres, qui offre en huit jours une brochure impressionnante : le RIAS de Berlin dirigé par Luciano Chailly, Philadelphie avec Monti, le Concertgebouw (Harnoncourt), la Philharmonique de Cracovie (Penderecki), l'Orchestre national (Oswald), l'Orchestre de Monte-Carlo (Foster), le Symphonique de Prague (Belohlavek) et le Philharmonia de Londres (Ashkenazy). - Du 1<sup>er</sup> au 8 juin.

Sur le front lyrique, à côté de *Manon* qui revient salle Favart avec Catherine Malfitano (treize représentations à partir du 4 juin), deux créations : *Réalités* de Vinko Globokar, fresque qui illustre la vie quotidienne des immigrés (Montreuil, studio Berthelot, du 4 au 10 juin) et à Lyon, *l'Éclat rouge* d'Aperghis, sur un poème d'Alain Badiou né de l'enthousiasme lyrique de mai 68 (Lyon, du 4 au 17 ; reprise au Festival d'Avignon en juillet et à Chaillot en octobre).

ET AUSSI - J.-F. Heisser (Cala de l'Action contre la faim, Champagne-Elysees, le 1<sup>er</sup> juin) ; l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Kervin : Murail, Levinas, Boulez (St-Denis, le 2) ; Quatuor Hagen (Théâtre du Rond-Point, le 3, à 11 h) ; Lambert et Clément, par Nuove Musica (Royaumont, le 3, à 16 h 30) ; Xercès de Haendel (Strasbourg, les 3, 6, 8) ; Concours de chant de Paris (demi-finale, le 3, à 13 h 30, théâtre du Rond-Point) ; finale, présidée par E. Schwarzkopf, le 7, à 19 h 30, au Théâtre des Champs-Élysées) ; créations de Chion, Schaeffer et Levinas, par le GRM (Radio-France, le 4, à 18 h 30 et 20 h 30).

ET AUSSI - Henri Texier boucle les *Événements des Trinitaires de Metz* (2 juin). Amiens conclut enfin sa série consacrée aux grands orchestres avec le groupe suédois très attendu Telva.

JAZZ

Concours

Tous les lundis, à Dancin, il y a des concours entre orchestres ama-

teurs, et ce retour à la tradition se répète. Tandis qu'un huitième tournoi national se joue les 2 et 3 juin de 14 h à 20 h au Phil Orr (à la Défense, les 5 et 6 de 18 h à 20 h 30 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, petit auditorium, la Chapelle des Lombards lance ses *Trompeuses* consacrées au rythme afro-cubain, à la salsa, au reggae, aux latins... Les prestations auront lieu les 4, 18 et 25 juin. Chaque groupe dispose d'une demi-heure pour présenter une musique qu'il aura fait connaître par cassette. La sélection finale se fera le 16 juillet et le groupe retenu passera à la Chapelle des Lombards.

★ Chapelle des Lombards, 19, rue de Lappe (357-24-24).

ET AUSSI - Henri Texier boucle les *Événements des Trinitaires de Metz* (2 juin). Amiens conclut enfin sa série consacrée aux grands orchestres avec le groupe suédois très attendu Telva.

Le Ballet de l'Opéra de Paris

Programme Stravinsky au palais Garnier : une musique qui inspire aussi bien des œuvres classiques (Balanchine, MacMillan) que des fantaisies modernes (Un Sacre du printemps que Paul Taylor a misé dans le milieu de la page). Et le *Song d'une nuit d'été* au Palais des sports : reprise d'un très beau ballet de John Neumeier.

ET AUSSI : *Hommage à Anton Dolin* au Théâtre des Champs-Élysées (Présentation Yvette Chauvire, - le mercredi 30 mai à 20 h 30).

La compagnie Incidence au Théâtre des Amandiers de Nanterre : création de *l'Égout des grandes lunes* (J. Rivoire), et *Portrait de Pascale* (S. Buire).

EXPOSITIONS

La collection Walter-Guillaume à l'Orangerie

L'Orangerie rouvre avec la collection Walter-Guillaume. Réaménagée et équipée de locaux de services, l'Orangerie, qui fait pendant au Jeu de paume, musée de l'impressionnisme, sur l'esplanade des Tuileries, présentera en permanence 144 tableaux collectionnés par Paul Guillaume, le marchand, par sa veuve et par son second mari, Jean Walter.

Les plus beaux Renoir (vingt-quatre toiles) et les plus solides Cézanne (quatorze toiles) se trou-

vent dans cette collection cédée au Louvre, à des conditions avantageuses par M<sup>me</sup> Walter. On y voit onze Matisse, neuf Douanier Rousseau, douze Picasso, de la période rose, vingt-huit Derain, dix Utrillo, vingt-deux Soutine. Certains de ces chefs-d'œuvre font déjà partie de l'imagerie d'Épinal de l'art moderne : la Nœce, du Douanier, les Pommes et Biscuits, de Cézanne, les Enfants au piano, de Renoir, le Petit Pâtissier, de Soutine, le Portrait de Paul Guillaume par Modigliani... Mais la plupart n'ont jamais quitté le secret de l'appartement du collectionneur. Les voici au grand jour.

La peinture espagnole à Bordeaux

L'Espagne est cette année au musée des Beaux-Arts de Bordeaux pour son Festival de mai. Une Espagne peu connue, à découvrir, celle des impressionnistes, sous le soleil sans nuances des environs de Madrid ou de Barcelone, avec Beruete, Junyer, Canals Zuloaga... Tous regardaient du côté de Paris et tous ont exprimé dans cette peinture du terroir espagnol un vague accent de France.

Les suivants, quant à eux, ont donné à l'art de l'École de Paris un accent d'Espagne. L'exposition compte de beaux Picasso, de beaux Gomis, de beaux Miro, des œuvres de Dali, Gonzalez, Manolo...

RHONES-ALPES SUISSE ROMANDE

Le supplément n° 6 - Arts et Spectacles - consacré à la région Rhône-Alpes et Suisse romande, paraîtra dans le Monde du 7 juin (dernières éditions) avec une enquête sur l'Officer Rhône-Alpes de livre (ORAL), un guide des boutiques gourmandes, la présentation d'une exposition : l'impressionnisme dans les collections romandes, à Lausanne.

C. Josiane RIVOIRE/Incidence

« L'ŒIL DES GRANDES LUNES » Chorégraphie Josiane Rivoire  
« PORTRAIT DE PASCALE » Chorégraphie Susan Buire  
Les 5, 6, 7 juin - 21 h  
THÉÂTRE DES AMANDIERS, Nanterre, 721-18-81

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale et Orchestre - P.M.E. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS	
RIVE DROITE	
<b>LE BESTIO ROMAIN</b> 29756-54 Angle rue Volney et rue Daumesnil, 2 <sup>e</sup>	Le Bistrot de la Gare à l'italienne, nouvelles suggestions, menu 35,50 F s.a.c. Les fameux CARPACCIO et aloyaux sur le grill, nouvelle grande carte des desserts. Ouvert de 11 h à 12 h 122, Champs-Élysées, 9, av. des Ternes, 103, bd de Montparnasse, 9, bd des Italiens, 18, rue du Vieux-Marché-aux-Grains, STRASBOURG; place Gambetta, BORDEAUX.
<b>VESENOU</b> 256-31-39 F/dimanche 8, rue d'Arcole, 8 <sup>e</sup>	<b>GASTRONOMIE INDIENNE.</b> La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par le MINISTRE DU TOURISME INDIEN. P.M.E. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.
<b>GRIFRE</b> 256-23-96 22, rue de Fontenay, 8 <sup>e</sup>	Nouveau : la dernière création de Patrick EYMARD, dans un décor d'exception. Spécialités de poissons classiques (saumon grillé, dorade au paprika, turbot à la vapeur d'algues). Ouvert jusqu'à 23 h.
<b>CHEZ DIEP</b> 256-23-96 22, rue de Fontenay, 8 <sup>e</sup>	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.E. : 90 F.
<b>AUBERGE DES TEMPLES</b> 574-94-41 74, rue de Valenciennes, 9 <sup>e</sup>	Tous les jours. Restaurant cambodgien unique à Paris. Spécialités chinoises, japonaises, thaïlandaises et vietnamiennes.
<b>AU PETIT RICHEL</b> 770-68-68/770-86-50 25, rue La Fayette, 9 <sup>e</sup>	San d'oumen MENU à 100 F service compris. Vins de Loire. Décor contemporain. Salons de 6 à 50 personnes. Dég., dîner, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.
<b>AUB. DE RIQUER</b> 770-62-39 12, rue du Fg-Montmartre, 9 <sup>e</sup>	Dégustez, dîner, soupers. De 12 h à 2 h de nuit. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DÉSSERTS. Salons de 20 à 80 personnes. SOUPES A L'OKINAWA.
<b>LE LOUIS XIV</b> 208-56-56/200-19-90 8, bd Saint-Denis, 10 <sup>e</sup>	Dégustez. Dîner. SOUPERS APRES MINUIT. Huitres. Fruits de mer, Crustacés, Rôtisserie, Gibiers, Salons. Parking privé assuré par volonaires.
<b>PALAIS DU TROCADERO</b> 727-05-02 7, avenue d'Eylau, 16 <sup>e</sup>	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plus à emporter.
<b>LE GUILLAUME TELL</b> 622-28-72 111, av. de Villiers, 17 <sup>e</sup>	TERRASSE D'ÉTÉ. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABAISSE et BOUILLABOULE. Carte créole. Parking assuré, 210, rue de Valenciennes.
<b>EL PICADOR</b> 387-28-87 90, bd des Batignolles, 17 <sup>e</sup>	Dégustez, dîner, 22 h 30. SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES et FRANÇAISES : rosbifs, paquets, local, salades variées. P.M.E. : 120 F. Formule à 75 F s.a.c. avec spécialités. SALONS.
<b>CHEZ GEORGES</b> 574-31-00 273, bd Ponce, 17 <sup>e</sup>	Maison gastronomique. Accueil jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côte et ses vins de propiété. OUVERT TOUS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI.
<b>LE SAINT-SIMON</b> 380-88-68 116, bd Ponce, 17 <sup>e</sup>	Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F s.a.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Valenciennes. TERRASSE.
<b>L'ORÉE DU BOIS</b> 747-92-50 Bois de Boulogne, Porte Maillot	Dégustez, dîner, 160 F. Dîner d'été jusqu'à 23 h 15. Parking : 150 F. Attractions internationales. Réceptions de 10 à 800 personnes. TERRASSE-JARDIN.
RIVE GAUCHE	
<b>LA FERME DU PERIGORD</b> 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5 <sup>e</sup>	DEJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. 331-69-20. OUVERT TOUS LES JOURS. Parking gratuit.
<b>LE MAHARAJAH</b> 325-12-84 15, rue J.-Chaplain, 6 <sup>e</sup>	Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTFARNASSE-RASPAIL-BRÉA, venez déguster les spécialités de TANDOOR, nos BIRIANIS ainsi que les CARTS.
<b>TAN DINH</b> 544-04-84 63, rue de Valenciennes, 9 <sup>e</sup>	Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 Grands Cans, dîner 160 F. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : 150 F. Montmartre.
<b>CHEZ FRANÇOISE</b> 705-49-03 Avenue des Invalides, 7 <sup>e</sup>	C'est votre site superlatif. Méduse ou vos. Mousse ? Valable toute l'année, FRANÇOISE vous offre gratuitement, pour commencer votre repas, son fœt gras frais maison. Et aussi son menu à 90 F s.a.c. Parking privé : entrée face au n° 2, rue Faber.

CHATEAU DE LA CORNICHE 093-21-34  
à Reims

Dans son parc exceptionnel. Nouvelle salle à manger sur terrasse suspendue. Bar. Patisserie. Salons des Impressionnistes, de MONET à RENOIR, de Cézanne à Balthus.

SOUPERS APRES MINUIT	
<b>LA CLOSERIE DES LILAS</b> 171, boulevard du Montparnasse 326-70-50 et 354-21-68 Au piano : Yvan MEYER	<b>LE BULLIER</b> 22, av. d'Orléans Tél. : 326-68-11 (face à la Closerie des Lilas) BRASSERIE - CAFÉ - GLACIER de 8 h à 1 h du matin. Tous les jours
	<b>LE BISTRO DE LA GARE</b> Nouvelle suggestion, menu 35,50 F s.a.c. Les fameux aloyaux sur le grill Nouvelle grande carte de desserts Ouvert tous les jours jusqu'à 1 h 73, Champs-Élysées - 5, bd de Montparnasse 3, bd des Italiens - 20, rue Saint-Denis
	<b>DESSIER</b> 9, pl. Ponce Le SPÉCIALISTE DE L'HUITRE POISSONS, SPÉC. GRILLADES

Le concours d'entrée à l'École  
Design Industrielle de Metz  
des Beaux-Arts de Metz  
(Cours scolaire 5 ans)  
aura lieu le mardi 12 juin 84  
p. ts. renseignements, Ecole des Beaux-Arts  
1, rue de la Cardinale 57000 Metz  
Tél. : (87) 75-57-78.

poche 20 h  
DELMAS - BERRY 548.92.97  
Gertrude Stein

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

DELON BAYE

NOTRE HISTOIRE

BLIER

Accueil de jeunes compagnies

193.26.30

SCENE LIBRE 3

THEATRE DE GENNEVILLIERS

V.O. : ELYSÉES LINCOLN  
ST ANDRÉ DES ARTS

L'HOMME AUX FLEURS

un film de Paul COX

LES ANTIQUAIRES AU CHATEAU DE VERSAILLES

A L'ORANGERIE. VENDREDI 25 MAI - DIMANCHE 3 JUIN

ROUTE DE SAINT-CYR. VASTE PARKING

QUATRE-VINGT-CINQ DES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES  
VENUS DE TOUTE LA FRANCE, EXPOSENT SUR 5000 M<sup>2</sup>  
DES CENTAINES DE CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART.

TOUTS LES JOURS DE 11 H A 22 H. NOCTURNES JUSQU'A 23 H.  
VENDREDI 25 MAI MERCREDI 30 MAI VENDREDI 1<sup>er</sup> JUIN

UN RENDEZ-VOUS EXCEPTIONNEL AVEC L'EXCEPTIONNEL

لبنان من الامم











## CINEMA

## La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

## MERCREDI 30 MAI

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *Il y avait un homme* de H. Perry et C. Kent ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## JEUDI 31 MAI

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *La Loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *le Ciel saisi* de H. Perry ; *Théâtre de la Ville* de A. Robax ; la Vague de A. Djalili ; *Cous d'en bas* de S. Holmes ; 21 h, *la Boule* de A. Ughetto ; *Rouge Midi* de R. Guediguian.

## VENDREDI 1er JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *Le feu et le sang* de E. Erlanger ; *Le baryon* de J. Kierulff ; 17 h, *coeurs d'indes* en V.F. ; *Boxer* de L. Lianje ; *Sports folkloriques*, *Fête de lanternes* ; *Voyage au pays natal* ; Cannes 1984 : 19 h, *Blessé* d'U. L. Woodberry ; 21 h, *A la limite du chagrin* de A. de la Cour ; A. de la Cour.

## SAMEDI 2 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *Men and women* de J. Kierulff ; *Strongheart* de J. Kierulff ; 17 h, *coeurs d'indes* en V.F. ; *Boxer* de L. Lianje ; *Sports folkloriques*, *Fête de lanternes* ; *Voyage au pays natal* ; Cannes 1984 : 19 h, *Blessé* d'U. L. Woodberry ; 21 h, *A la limite du chagrin* de A. de la Cour ; A. de la Cour.

## DIMANCHE 3 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## LUNDI 4 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## MARDI 5 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## MERCREDI 6 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## JEUDI 7 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## VENDREDI 8 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## SAMEDI 9 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## DIMANCHE 10 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## LUNDI 11 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## MARDI 12 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## MERCREDI 13 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## JEUDI 14 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## VENDREDI 15 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## SAMEDI 16 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## DIMANCHE 17 JUNE

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, *la loi du Far West* de R. Barker ; *The primitive man* de D. W. Griffith ; Cannes 1984 : 19 h, *Equinoxe* de O. Chavaro ; le Voyage de M. Andrieu : 21 h, *Mississippi Blues* de B. Tavernier et R. Parnis.

## ET VOUE LE NAVIRE (Fr.) : Berlioz, 2

(742-60-33) ; UGC Marbeuf, 2 (225-18-45) ; Miramar, 14 (320-89-52).

## NEW YORK NIGHTS (A. v.o.) : (\*\*) :

UGC Normandie, 8 (359-41-18) ; V.F. : Paramount Marbeuf, 2 (296-80-40).

## NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Forum, 1

(297-53-74) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Berlioz, 2 (742-60-33) ; Hautefeuille, 6

(633-79-38) ; George-V, 8 (562-41-40) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; François, 9

(770-33-88) ; Athènes, 12 (343-07-48) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13

(331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14

(320-12-06) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Bienville-Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (828-45-37) ; Mayfair, 16 (525-27-06) ;

Paramount Marbeuf, 17 (738-24-24) ; Pathé-Wepier, 18 (522-46-01) ; Gaumont, 20 (636-10-96).

## ON PREND LA FILLE ET ON

SEULETTE (Fr.) : (\*\*) : Paramount Ma-

beuf, 2 (296-80-40) ; Paramount City,

8 (359-92-82) ; Olympia Balzac, 8 (361-10-60) ; Français, 9 (770-33-88) ;

14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Nation,

12 (343-04-67) ; 7-Paradis, 12 (320-12-06) ;

Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ;

Parasians, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15

(828-45-37) ; Mayfair, 16 (525-27-06) ;

Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

## OSTERMAN WEEK-END (A. v.o.) :

(\*) : Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08).

## PERMANENT VACATION (A. v.o.) :

(\*) : (260-43-99).

## LA PIRATE (Fr.) : Gaumont Hallé, 1

(297-49-70) ; UGC Opéra, 2 (261-30-32) ;

Quintette, 5 (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6

(325-59-83) ; La Parnasse, 8 (359-92-82) ;

Olympie Balzac, 8 (361-10-60) ; Français, 9

(770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ;

Nation, 12 (343-04-67) ; 7-Paradis, 12 (320-12-06) ;

Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ;

Parasians, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15

(828-45-37) ; Mayfair, 16 (525-27-06) ;

Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

## POLAROID KILLER (Fr.) : (\*\*) : Mo-

vieux, 1 (260-43-99).

## PREMIER CARMEN (Fr.) : Grand Pa-

ris, 1 (260-43-99).

## RETOUR VERS L'ENFER (A. v.o.) :

Paramount City Triomphe, 8 (562-45-76) ;

Parasians, 14 (320-89-52) ; V.F. : Paramount Opéra,

2 (261-30-32) ; (742-60-33).

## RISKY BUSINESS (A. v.o.) : Opéra

Night, 2 (261-30-32).

## TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2

(261-30-32) ; Marbeuf, 2 (296-80-40).

## TENDRES PASSIONS (A. v.o.) : Paris-

ienne, 8 (359-92-82) ; V.F. : Paramount Opéra,

2 (261-30-32) ; (742-60-33).

## THE WIZ (A. v.o.) : Grand Pavois, 15

(320-89-52).

## TOOTSIE (A. v.o.) : Opéra Night, 2

(261-30-32).

## LA TRACE (Fr.) : Lucerna, 6 (544-25-02).

## TRAHISONS CONJUGALES (Angl. v.o.) :

Lucerna, 6 (544-25-02).

## LA ULTIMA CENA (Cub. v.o.) :

(H. sp.) : Denfert, 14 (321-41-01).

## UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Olym-

pique Balzac, 8 (361-10-60).

## UN BON PETIT SABLE (Fr.) : Grand

Pavois, 15 (320-89-52) ; Calypso (H. sp.), 17 (380-30-11).

## UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) :

Gaumont Hallé, 1 (297-49-70) ;

Impérial, 12 (343-07-48) ; Hautefeuille, 6

(633-79-38) ; George-V, 8 (562-41-40) ;

Marignan, 8 (359-92-82) ; François, 9

(770-33-88) ; Athènes, 12 (343-07-48) ;

Nation, 12 (343-04-67) ; 7-Paradis, 12

(320-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14

(320-12-06) ; Miramar, 14 (320-89-52) ;

Bienville-Montparnasse, 15 (544-25-02) ;

Gaumont Convention, 15 (828-45-37) ;

Mayfair, 16 (525-27-06) ; Pathé Clichy,

18 (522-46-01).

## UN HOMME PARMI LES LOUPS (A. v.o.) :

George-V, 8 (562-41-40).

## UN NID AVENTURE (Sov. v.o.) : Maris-

se, 1 (260-43-99).

## VENT DE SABLE (Alg. v.o.) : St-

Germaine, 1 (260-43-99) ; Bona-

parte, 6 (326-12-12).

## VIDEODROME (A. v.o.) : Forum

Odéon, 1 (260-43-99) ; Paris-

ienne, 8 (359-92-82) ; V.F. : Paramount Opéra,

2 (261-30-32) ; (742-60-33).

## VIA LES SCHTROUMPFS (A. v.o.) :

George-V, 8 (562-41-40) ; Lumières, 8

(325-59-83) ; La Parnasse, 8 (359-92-82) ;

Olympie Balzac, 8 (361-10-60) ; Français,

9 (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11

(357-90-81) ; Nation, 12 (343-04-67) ;

7-Paradis, 12 (320-12-06) ; Montparnasse

Pathé, 14 (320-12-06) ; Parasians, 14

(320-89-52) ; Gaumont Convention, 15

(828-45-37) ; Mayfair, 16 (525-27-06) ;

Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

## JEANS TONIC (Fr.) : UGC Opéra, 2

(261-30-32) ; UGC Balzac, 8 (361-10-60).

## LE JUGE (Fr.) : George V, 8 (562-41-40) ;

Maxville, 9 (770-33-88) ;

Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

## LOCAL HERO (Brit. v.o.) : Quintette,

5 (633-79-38) ; 7-Paradis, 12 (320-12-06) ;

Parasians, 14 (320-89-52) ; George-V, 8

(562-41-40).

## LES MALHEURS DE HEIDI (A. v.o.) :

Grand Pavois, 15 (320-89-52) ; Bo-

tte à Films, 17 (622-44-21).

## MEURTRE DANS UN JARDIN AN-

GLAIS (Brit. v.o.) : Forum Orient Ex-

## LES MORFALOUS (Fr.) : Berlioz, 2

(742-60-33) ; UGC Marbeuf, 2 (225-18-45) ;

Miramar, 14 (320-89-52).

## NEW YORK NIGHTS (A. v.o.) : (\*\*) :

UGC Normandie, 8 (359-41-18) ; V.F. :

Paramount Marbeuf, 2 (296-80-40).

## NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Forum, 1

(297-53-74) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ;

Berlioz, 2 (742-60-33) ; Hautefeuille, 6

(633-79-38) ; George-V, 8 (562-41-40) ;

Marignan, 8 (359-92-82) ; François, 9

(770-33-88) ; Athènes, 12 (343-07-48) ;

Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13

(331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14

(320-12-06) ; Miramar, 14 (320-89-52) ;

Bienville-Montparnasse, 15 (544-25-02) ;

Gaumont Convention, 15 (828-45-37) ;

Mayfair, 16 (525-27-06) ; Paramount

Marbeuf, 17 (738-24-24) ; Pathé-Wepier,

18 (522-46-01) ; Gaumont, 20 (636-10-96).

## ON PREND LA FILLE ET ON

SEULETTE (Fr.) : (\*\*) : Paramount Ma-

beuf, 2 (296-80-40) ; Paramount City,

8 (359-92-82) ; Olympia Balzac, 8 (361-10-60) ;

Français, 9 (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille,

11 (357-90-81) ; Nation, 12 (343-04-67) ;

7-Paradis, 12 (320-12-06) ; Montparnasse

Pathé, 14 (320-12-06) ; Parasians, 14

(320-89-52) ; Gaumont Convention, 15

(828-45-37) ; Mayfair, 16 (525-27-06) ;

Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

## POLAROID KILLER (Fr.) : (\*\*) : Mo-

vieux, 1 (260-43-99).



# COMMUNICATION

LA IV<sup>e</sup> CONFÉRENCE DES MINISTRES DE LA CULTURE EUROPÉENS

## Les bonnes intentions

De notre envoyé spécial

Berlin. - Vingt-trois ministres de la culture (ou leurs représentants) viennent de se réunir pendant trois jours (du 23 au 25 mai) à moins d'une dizaine de mètres du mur de Berlin. Cette quatrième conférence organisée par le Conseil de l'Europe dans l'ancien Reichstag avait pour thème, cette fois-ci : « Culture et technologies de la communication ».

La « Déclaration européenne des objectifs culturels » qui a été adoptée prévoit des objectifs généraux. Il convient, précise-t-elle, de faire en sorte que « le progrès technique puisse servir au bien-être de tous » de « développer (...) l'utilisation des nouvelles technologies de communication, pour permettre aux individus d'exercer leurs aptitudes et d'apporter leur contribution au développement de la société dans la pleine connaissance de leur identité et de leur rôle ». Ou de « veiller à ce que les actions collectives - ou conduites au nom de la collectivité - soient clairement exposées, publiquement débattues, démocratiquement mises en œuvre ». Ou encore de « favoriser la reconnaissance de l'identité culturelle des migrants (...) » comme l'émergence de formes de « solidarité nouvelles ».

Vaines incantations ? Peut-être, mais sans doute n'était-il pas indifférent que cela soit dit solennellement, au moins une fois, à la veille de bouleversements que chacun s'accordait ici à pronostiquer avec l'avènement des nouvelles médias.

Mais, jusqu'au bout, les véritables enjeux, au centre des préoccupations de tous, auraient été complètement passés sous silence, si quelques interventions n'étaient venues rompre cette tranquillité et même assurance. « Le maintien de l'identité culturelle est souvent en contradiction avec les nécessaires objectifs de ren-

tabilisation des productions », remarqua le délégué belge, qui apostropha la salle en demandant si nos enfants seront ceux de la famille Ewing, les héros de Dallas. « Il y a des raisons de s'inquiéter », déclara-t-il encore en posant sur les mots.

En Belgique, par exemple, 90 % des habitants sont « câblés » ; il ne nous a jamais été possible de faire respecter les lois que nous voulions imposer pour réglementer l'usage de ce nouveau média. Et le phénomène est irréversible.

L'internationalisation des productions culturelles à laquelle conduit inéluctablement le développement de l'audiovisuel se fera-t-elle sous les auspices de « la loi de la jungle », comme le redoutait ce délégué ? Lui faisant écho, M. Jack Lang, ministre de la culture, plaça pour le choix en Europe de la « logique de production-création » contre celui de l'« économie », et glissa quelques idées, comme celle de promouvoir dans les réseaux de distribution ou dans les programmes de télévision les productions européennes.

Ainsi, en écoutant entre les mots, pouvait-on discerner un clivage. Entre ceux, d'un côté, qui firent référence à la nécessité de mettre sur pied des moyens pour organiser et orienter le développement de la culture devenant une industrie, au sens économique du terme, et, de l'autre, ceux qui n'en parlaient pas, ou plutôt le contraire. Parmi ces derniers, l'Allemande et la Grande-Bretagne, notamment, se firent les chantres d'un libéralisme sans entrave.

Aujourd'hui les ministres de la culture ont fait entendre une voix unanime à travers leur « Déclaration », mais demain ?

ERIC ROHDE.

## Princesse rococo

Elle est toujours plus ou moins au bord des larmes, un peu frappée, ou complètement toquée. Aucun doute : dame Huguette ex-Spengler ne fait plus partie de ce bas monde, sa patrie est une nébuleuse de rêve. Ses lieux de fascination ne sont plus que des cimetières usés, gares en arrière et trous profonds de silence. Huguette ex-Spengler existe bien, elle habite sa mère et son mari, mais a rencontré enfin son homme : Philippe Vallois, un réalisateur astucieux qui décidait brusquement de mettre en images la vie légendaire de cette princesse frileuse.

Mille histoires à raconter, en quelque sorte une psychanalyse, mille images... Haines, hontes, froissements de salons mondains, un palais mirroir au bord de la mer, un amour de marin de retour du Tonkin... Un mélange de présent abas et de passé fantasmagorique recomposé à partir de documents d'archives recolorés (nous sommes dans les coulisses de la recherche, à l'INA) ou d'images chimiques coupées au moyen de truelles tape-à-l'œil (incrustations pour le plupart).

Tout cela est bien entendu agencé par une caméra vidéo souveraine glissée sous les paupières de cette princesse rococo, outrancière, charmante, émue, c'est assez joli à voir, sans consistance. « Ma patrie : la nébuleuse de rêve », c'est le petit voyage kitsch d'un réalisateur et d'une sauvegarde. Un pur divertissement pour esthètes épris de caducée.

MARC GIANNINI.

★ « Ma patrie : la nébuleuse de rêve », TF 1, jeudi 31 mai, 21 h 50.

## Les élections européennes

### M. DOMINIQUE BAUDIS (TOULOUSE) MET EN CAUSE FR 3

(De notre correspondant.)

Toulouse. - L'émission que FR 3 Midi-Pyrénées devait consacrer aux élections européennes, mardi 29 mai, a été annulée, lundi 28 mai, à la demande de la Haute-Autorité de la communication audiovisuelle saisie par M. Dominique Baudis, maire de Toulouse et candidat à la quinzième place sur la liste RPR-JDF.

M. Baudis, contacté pour participer à une « table ronde » sur le thème « Midi-Pyrénées, dans quelle Europe ? », avait accepté le principe de cette émission, qui devait regrouper les quatre candidats régionaux figurant sur les principales listes en présence. Étaient également conviés, MM. Henri Saby (13<sup>e</sup> sur la liste du Parti socialiste), Yvon Collin (17<sup>e</sup> sur la liste ERE) et René Piquet (3<sup>e</sup> sur la liste du Parti communiste).

Dimanche 27 mai, au cours d'un meeting avec MM. Simone Valli, M. Dominique Baudis dénonça le principe de l'émission et mettait en cause le journaliste chargé d'animer la « table ronde ». Dans un télégramme envoyé lundi matin à la Haute-Autorité, M. Baudis expliquait : « Ce débat donnerait trois-quarts d'heure de temps d'antenne à la majorité et un quart d'heure à l'opposition. Cette formule ne me paraît pas équitable. Je constate que TF 1 et Antenne 2 ont organisé des débats sur la base de l'égalité du temps de parole. »

La direction régionale de FR 3 Midi-Pyrénées précise qu'elle avait l'accord de tous les participants et fait remarquer « qu'elle est dans l'impossibilité de réaliser une table de face-à-face avec des régionaux ». M. Baudis étant « le seul candidat de notre région sur la liste de M<sup>me</sup> Valli ».

Les organisations syndicales CFTD, CGT, FO et FO de FR 3 Midi-Pyrénées ont déclaré « intolérable qu'un homme politique, journaliste de surcroît, conteste a priori l'honnêteté professionnelle d'un confrère ». Elles estiment que « l'expression de la démocratie, fondée sur l'information des citoyens, vient ainsi d'être bafouée ».

G.V.

● Nouvelle prise à l'Observatoire. L'hebdomadaire britannique The Observer n'a pas paru dimanche 27 mai en raison d'un mouvement de grève des typographes, qui réclament des hausses de salaires. Le propriétaire, M. Rowland, a une nouvelle fois menacé de fermer le journal. Il l'avait déjà fait le mois dernier lors d'un conflit avec le rédacteur en chef, M. Treford, à propos d'un reportage sur les atrocités commises au Zimbabwe dont il contestait la véracité. - (AFP).

● Débuts de Radio-France-Lyon. - Deuxième radio publique métropolitaine - après Nancy, Radio-France-Lyon émet, depuis le lundi 28 mai, treize heures par jour sur la modulation de fréquence

## Foot is money

La ville de Lens n'a décidé, pas de « chance » avec TF 1, ou plutôt la première chaîne accumule les impairs envers la cité du Pas-de-Calais administrée par M. André Delella, sénateur et maire socialiste, ancien ministre du commerce et de l'artisanat.

Déjà, il y a six mois (le Monde du 26 novembre 1983), à l'occasion du match Lens-Anderlecht, en Coupe d'Europe de football de l'UEFA, TF 1 avait fait de la ville minière une présentation si... noire que le conseil municipal avait un moment envisagé de ne pas autoriser la retransmission télévisée de la rencontre. M. Delella s'était fait l'écho des protestations locales auprès de M. Hervé Bourges, PDG de TF 1. Reconnaisant le bien-fondé des critiques du sénateur-maire, M. Bourges avait assuré, selon M. Delella, que les mérites touristiques ou autres, de cette région du Pas-de-Calais seraient comblés, dans une émission... qui n'a toujours pas eu lieu.

Cette fois-ci, la première chaîne est accusée de monnayer un reportage sur la ville de Lens, toujours à l'occasion d'une manifestation de football, en l'occurrence le championnat d'Europe des nations 1984, dont deux matches doivent avoir lieu au stade Bollaert, les 13 et 17 juin.

Au cours d'une réunion publique, organisée le mardi 28 mai à la Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, à Paris, pour présenter une opération promotion-

nelle intitulée « Lens, onze atouts pour réussir », M. André Delella a, en effet, révélé qu'il venait de recevoir un courrier renfermant deux lettres : l'une signée d'une société de production privée, Média marketing international, l'autre de M. Maurice Bruzel, délégué à l'antenne à TF 1. Dans cette correspondance, il lui était proposé de réaliser un court téléfilm sur sa cité... contre la somme de 100 000 F. Il était même précisé qu'à ce montant s'ajouterait la TVA, soit la note globale de 120 000 F.

La ville de Lens a estimé qu'il s'agissait là d'un « procédé scandaleux ». Il a indiqué qu'il adressait, ce mercredi 30 mai, une lettre de protestation et d'indignité à M. Hervé Bourges. Il nous a, par ailleurs, informé qu'il écrivait aux six autres maires des villes de France concernées par le championnat d'Europe des nations (Paris, Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Nantes et Strasbourg), pour leur faire part de la démarche de TF 1 et des réactions lennoises à cet égard. Selon le teneur du courrier envoyé à M. Delella, la société de production privée allée à la première chaîne aurait fait des propositions semblables à cinq des sept villes organisatrices.

La direction de TF 1, pour sa part, dément avoir demandé de l'argent à la ville de Lens pour cette coproduction.

MICHEL CASTAING.

## La bataille sur les prix des livres

### PROCHAINE DÉCISION DU TRIBUNAL

Le tribunal civil de Paris, présidé par M. Pierre Drai, rendra sa décision vendredi soir 1<sup>er</sup> juin dans le référent engagé par Gallimard contre la FNAC afin d'interdire à cette dernière la vente de livres à des « prix européens » avec un rabais supérieur à celui autorisé par la loi Lang. La Fédération française des syndicats de libraires (FFSL) s'est associée à la demande de l'éditeur (le Monde du 30 mai).

(87,7 MHz), avec deux décrochages régionaux en ondes moyennes (498 mètres). Cette nouvelle radio décentralisée de Radio-France devrait être suivie par celle de Toulouse au mois de juin. La station est dirigée par M. Guy Moise. M<sup>me</sup> Susy Sauvageon est directrice des programmes et M. Thierry Choupin directeur de l'information.

● RECTIFICATIF. - La note explicative adressée par le gouvernement luxembourgeois aux autorités françaises exposant le contenu du projet de satellite de télédiffusion GDL ne date pas du 27 avril 1983, comme un erreur typographique nous l'a fait écrire dans notre édition du 29 mai, mais du 27 avril 1984.

La loi Lang « doit être respectée », demande dans un communiqué, le Conseil permanent des écrivains qui rassemble les syndicats et sociétés d'auteurs ainsi que les académies, et est présidé par M. Pierre Dumayet.

Le conseil estime même que « seul le système du prix unique permet une diffusion normale du livre dans le réseau des librairies françaises » et, donc, que « cette loi doit être respectée ».

● Accord CLT-Bertelsmann. - La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a signé, dimanche 27 mai, un accord avec le groupe allemand Bertelsmann pour l'exploitation de RTL Plus, chaîne de télévision en langue allemande, lancée par la CLT au début de l'année. La CLT détiendrait 60 % et Bertelsmann 40 % des parts de la nouvelle société. Cette collaboration prévoit d'abord une phase d'exploitation territoriale et, dans deux ans, une exploitation par satellite.

Celle-ci pourrait se faire, conformément aux discussions engagées, sur le satellite français TDF 1, si le nouveau projet luxembourgeois GDL ne compromet pas le programme français (le Monde du 29 mai).

## Mercredi 30 mai

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Feuilles de papier. Avant de s'embarquer pour Cuba, J.R. reçoit les assurances de Holly concernant une grosse somme d'argent. Durant son absence, Sue Ellen profite de la situation pour tenter de prouver l'infidélité de son mari.

21 h 25 Internationalaux de tennis de Roland-Garros. Résumé de la journée.

21 h 45 Médicales : les maladies sexuellement transmissibles. Émission d'Igor Barrière. Syphilis, blennorragie, herpès, hépatite virale, SIDA... un débat avec les docteurs Siboulet, Henrion et Simon, présentés en direct du lycée Rabelais, à Paris, avec la participation des élèves.

23 h 15 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 10 Football : Finale de la Coupe des clubs champions. En direct de Rome : AS Roma-Liverpool.

22 h 5 Téléfilm : Bataille. De W. Douglas-Horne et R. C. Whitham ; avec L. Gatt-Wiggin, F. Flay, B. Cookson, (Realit). Napoléon seul, après la fuite de l'île d'Elbe et son bref retour au pouvoir, fait la connaissance à Sainte-Hélène d'une mystérieuse jeune fille de quinze ans, nommée Rezi Balcombe. Étrange...

23 h 5 Journal.

23 h 25 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 25 Gals des Nations unies. Émission de Lela Milic et Guy Lux. Le 20 mai a eu lieu à Genève un gala exceptionnel en l'honneur des réfugiés d'Afrique noire. FR 3 rediffuse cette soirée à laquelle participent de nombreuses personnalités parmi lesquelles L. Galla, M. Makeba, Memphis

Slim, Stars of Faith, M. Mathieu, D. Galla, E. Macias, B. Brando.

22 h Journal.

22 h 20 Téléfilm : Une chambre pour grand-mère. D'Olga Caupman. Réal. R. Marial. Avec M. Marie, G. Minich, I. et C. Doussot.

Une maison dans la banlieue de Dijon occupée au rez-de-chaussée par une mère et ses deux enfants, au premier étage par une grand-mère. Les enfants turbulents grandissent, l'espace se rétrécit, qui devient grand-mère ?

23 h 15 Prélude à la nuit. Deux imprudences, opus 142 de Schubert, interprétés par P. Resch, piano.

### FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.

17 h 11 Dessin animé : Belle et Sébastien.

17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.

18 h 5 Feuilles de papier : La poursuite de pain.

18 h 30 Magazine : Destination vingt ans.

18 h 55 Atout PIC.

19 h Informations.

19 h 35 Feuilles de papier : L'extraordinaire Petros.

19 h 50 L'ours Paddington.

### FRANCE-CULTURE

20 h Enjeux internationaux.

20 h 30 Musique : les mystères de la muse.

22 h 30 Nuits magiques : Stanislas Rodanski.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 4 mai 1984 à la salle Pleyel) : « Quatre derniers lieder », de R. Strauss ; « Symphonie n° 4 en sol majeur », de Mahler, par le Nouvel Orchestre symphonique, dir. E. Tschakarov ; sol. : A. Tomov-Sintov, soprano.

22 h 34 Les soirées de France-Musique : Hindemith ; à 23 h 10, Musique française : œuvres d'Emmanuel, Canteloupe, Schmitt, Rabeaud, Dutilleul ; à 1 h, Poissons d'or.

## Jeudi 31 mai

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 5 TF 1 Vision plus.

10 h 35 Internationalaux de tennis à Roland-Garros. Résumé de la veille et trente-deuxième de finale simple messieurs.

13 h Journal.

13 h 45 Objectif santé : Cancéris de la peau. Émission de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés.

14 h Internationalaux de tennis à Roland-Garros. Trente-deuxième de finale simple messieurs (et à 15 h 45).

18 h 30 Presse-citron. Magazine pour les adolescents.

18 h 50 Les villages des nuages. Émission de Christophe de Chastolaine.

19 h 15 Documentaire : le village, un village.

19 h 40 Les petits drôles.

20 h Journal.

20 h 35 Série : L'homme de Suez. D'après un scénario de P. Gaspard-Huit et J. Robert. Réal. Christian-Jaque. Avec G. Marchand, H. Franc.

Lesop, atout pour des hommes - ses chaudières ont été incendiées - se retrouve seul dans les sables du désert. Il arrive tout de même à Chartres pour y trouver des pendus à tous les coins de rue. Mais Lesop attend une autorisation pour commencer les travaux du canal de Suez. Trouveront-ils les capitains ? Un feuilleton métréopole égrénant d'une sauce d'orientalisme de pacotille.

21 h 30 Internationalaux de tennis. Résumé de la journée à Roland-Garros.

21 h 50 Ma patrie : la nébuleuse du rêve. Film de P. Vallois, écrit, réalisé et vécu par Huguette ex-Spengler, avec M. Albertini, S. Beryur, B. Bouche.

Personnalité flamboyante, nous droit sortie d'un roman de Scott Fitzgerald, Huguette ex-Spengler a vécu les palaces de la Riviera, les cliniques psychiatriques, la bonne société du régime de Vichy, les quartiers mal famés de Marseille. Un itinéraire tumultueux, une des figures de l'avant-garde artistique parisienne des années 70.

22 h 55 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 Antipode.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h Jeu : l'Azaléon des neufs.

13 h 35 Feuilles de papier : l'appartement.

13 h 50 Aujourd'hui le vie.

14 h 45 Cinéma : Les Turbans rouges. Un anglais de K. Anakin (1966), avec T. Howard, Y. Brynner, H. Andrews, C. Ramping, A. Keir.

En 1920, un officier britannique de l'armée des Indes se prend d'amour pour un chef de tribu rebelle, qu'il est chargé de capturer et dont il a compris la position idéologique. La tradition héroïque et spectaculaire des films sur l'Inde anglaise, revient dans une réalisation plate, banale, avec une vogue nise en cause de l'impérialisme.

16 h 40 Magazine : Un temps pour tout.

La vie de Jacques Cartier (en direct de Saint-Malo).

17 h 45 Récit d'A 2.

Pic Pic. Les malins ont la parole. La petite étoile de la forêt, Lulu et Lili, l'Albatros.

18 h 30 C'est le vie.

Les bêtes à concours.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Dessin animé : Bugs Bunny.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h 30 Téléfilm : La Peste.

De Dagmar Damé.

Elle est mariée à un homme beau et riche. Ils ont une petite fille délicate. Elle a un amour très éphémère, lui aussi bien aimé. Mais une ombre au bonheur : une étudiante, pour arrondir ses fins de mois, choisit l'industrie du chantage L.

21 h 40 Abel Gance et son Napoléon.

Un film de N. Kaplan, présenté par M. Drucker. Tentative de reconstitution du rêve gigantesque d'Abel Gance, le metteur en scène de « Napoléon », par l'une de ses anciennes assistantes, Nelly Kaplan. L'originalité de ce document, classique du genre, semble être la présence inhabituelle de Michel Drucker, commentant la genèse du grand film d'Abel Gance. Un peu décevant cependant.

22 h 40 Chefs-d'œuvre en péril.

Émission de Pierre de Lagarde.

« Le Montagne ». Les habitants de Tignes face à la construction d'un barrage et au développement du tourisme.

23 h 10 Journal.

23 h 30 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.

Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Ciné-Passion : Saint Michel avait un coq. Émission de M.-C. Barraud.

Film italien de P. et V. Taviani (1971), avec G. Brogi, V. Cullini.

A la fin du dix-neuvième siècle, un fils de bourgeois condamné à la réclusion perpétuelle pour agitation anarchiste apprivoise la solitude et le temps, dans sa cellule, comme s'il appartenait encore au monde extérieur. Sujet librement adapté d'une nouvelle de Tolstoï. Apport très significatif des frères Taviani au cinéma politique italien, par une réflexion concrète, contemporaine.

22 h 6 Journal.

22 h 25 Hommage à Court Basile. Émission de J.-C. Avery égrégée au Festival international de jazz de Juan-les-Pins.

Avec Bill Hughes, saxo, John Clayton contrebasse, Pete Mingor, trompette, Count Basie, piano, Michael Wood, trombone, Henry Hing, saxo, Paul Cohen, trompette.

22 h 55 Prélude à la nuit.

« Ouvre pour clavier et flûte », d'A. Gausson interprétée par E. Chojnacka, clavier, et P.-Y. Artaud, flûte.

### FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.

17 h 11 A l'enseigne de la Gasconnette.

17 h 22 Contes fantastiques au pays de la Brume.

17 h 35 Claude Joury raconte les saisons et les jours.

18 h 5 Série : Dynastie.

18 h 55 Atout PIC.

19 h Aimer la chasse pour le chien.

19 h 20 Petit gibier, grand budget.

19 h 35 Feuilles de papier : L'extraordinaire Petros.

19 h 50 L'ours Paddington.

### FRANCE-CULTURE

7 h Matinales : Portraits d'une jeune Allemagne.

8 h Les chemins de la connaissance : du verbe ; à 8 h 32, entre terre et eau ; à 8 h 50, le serment de l'usage.

9 h 5 Orthodoxie.

10 h Mieux chez les Franciscains de l'avenue de Villiers à Paris.

11 h Musiques : Iannis Xenakis, une certaine mémoire (et à 14 h 30).

12 h 5 Agora.

12 h 45 Panorama.

13 h 30 Peintres et atout.

14 h 5 Un livre, des voix : « Les Jardins du consulat », d'A. Rinaldi.

15 h 3 Méridiennes : Adresse aux vivants : Mediator ; de l'honneur à l'animal, le partage des chances ; Paroles : « Le Châlier Gluck » ; Personna ; Partition ; Intime conviction.

18 h 30 Fenillette : Marthe.

19 h 25 Jazz à l'ancienne.

19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : les déficits immunitaires congénitaux.

20 h Enjeux internationaux.

20 h 30 Dramatique : « Les Cloportes », de Jules Renard, adapt. M. Tesson, réal. J.-J. Viennet ; avec R. Faure, R. Varré, A. Florent.

22 h 30 Nuits magiques : les technologies nouvelles.

### FRANCE-MUSIQUE

2 h Les maîtres de France-Musique : Benny Goodman ; œuvres de Stravinsky, Weber, Nielsen, Mozart, Bartok, Copland.

7 h 10 Actualité du cirque.

9 h 5 L'oreille en collation.

9 h 20 Le matin des musiciens : « Le mystère est toujours résolulement italien ». La commedia dell'arte, les sources italiennes de Shakespeare. Œuvres de Vecchi, Pergolesi, Schumann, Berlioz, Fauré.

12 h 5 Concert : Œuvres de Beethoven par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski ; sol. : J. Prat, M. Srauss, J.-F. Heisser.

13 h 40 Opérette-magazine.

14 h 2 Répertoire contemporains : G. Crumb.

15 h Après-midi des musiciens : L'Opéra royal de Covent Garden. L'ère Beethoven, l'ère Kubelik, Covent Garden et le ballet. Œuvres de Beethoven, Stravinski, Puccini, Blais, Benedict, Wagner, Berlioz, Weber.

18 h 5 L'impression.

19 h Le temps des jazz : Le bloc-notes. Interimède. Feuilles de papier : Earl Hines et les petits comités.

20 h 5 Concert (en direct de Munich) : « Les créatures de Prométhée », ouverture, de Beethoven ; « Concerto pour piano et orchestre », de Mozart ; « Orphion », symphonie pour orchestre de Kubelik, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. R. Kubelik ; sol. : M. Perle, piano.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : concours international de guitare ; à 23 h 10, musique française.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### MERCREDI 30 MAI

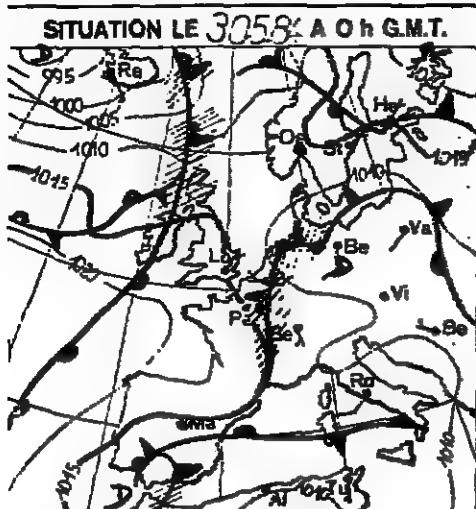
Le Chanoine Paul Guibert, secrétaire général du Comité national de l'enseignement catholique, et M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque, participent à un face-à-face au cours de l'émission « Découvertes », sur Europe 1, à 18 h 20.

قوله من لا يعلم

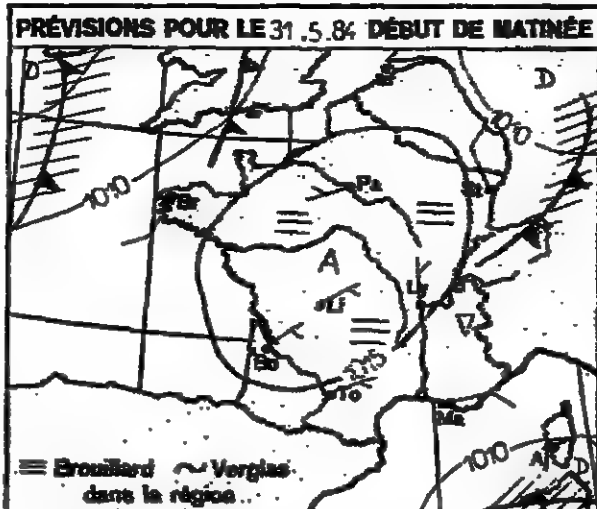


# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 30 05 84 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 31 MAI À 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France avec de petites pluies ou ondées des Vosges au Jura et au nord des Alpes. Déclin de ces mauvais temps l'après-midi avec développement d'éclaircies.

Jeudi matin, le temps sera couvert avec de petites pluies ou ondées des Vosges au Jura et au nord des Alpes. Déclin de ces mauvais temps l'après-midi avec développement d'éclaircies.

Sur les régions méditerranéennes, le ciel sera bien dégagé dès le matin, mais le vent de sud-est sera sensible sur le littoral. En Corse, le temps deviendra nuageux avec menace d'averse orageuse.

Partout ailleurs, le temps sera souvent humide en fin de nuit avec des bancs de brouillard ou des nuages bas. En cours de matinée, ces formations brumeuses vont se dissiper et laisser place au soleil. En fin de journée, le ciel se chargera sur la Bretagne et le Cotentin.

Les températures seront voisines de 6 à 8 degrés au lever du jour (10 à 12 degrés près de la Méditerranée).

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, le 30 mai, à 0 heures, était de 1 013 millibars, soit 760 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 mai ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 mai) :

Ajaccio, 18 et 10 degrés ; Biarritz, 15 et 9 ; Bordeaux, 15 et 11 ; Bourges, 10 et 8 ; Brest, 14 et 7 ; Caen, 12 et 8 ; Cherbourg, 13 et 7 ; Clermont-Ferrand, 10 et 7 ; Dijon, 11 et 8 ; Grenoble-St-M-H., 16 et 5 ; Grenoble-St-Gedons, 11 et 8 ; Lille, 10 et 8 ; Lyon, 11 et 8 ; Marseille-Marguare, 19 et 11 ; Nancy, 13 et 9 ; Nantes, 15 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 10 ; Paris-Montsouris, 9 et 9 ; Paris-Orly, 9 et 9 ; Pau, 16 et 10 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 14 et 6 ; Strasbourg, 14 et 9 ; Tours, 13 et 6 ; Toulouse, 16 et 9 ; Poitiers-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 14 degrés ; Amsterdam, 12 et 10 ; Athènes, 25 et 15 ; Berlin, 13 et 9 ; Bonn, 14 et 10 ; Bruxelles, 11 et 9 ; Le Caire, 37 et 22 ; Casablanca, 22 et 17 ; Copenhague, 21 et 13 ; Dakar, 29 et 24 ; Djibouti, 22 et 14 ; Genève, 15 et 4 ; Jérusalem, 26 et 15 ; Lisbonne, 19 et 13 ; Londres, 17 et 8 ; Luxembourg, 11 et 8 ; Madrid, 19 et 7 ; Moscou, 20 et 13 ; Nairobi, 24 et 11 ; New-York, 22 et 17 ; Palma-de-Majorque, 21 et 13 ; Rome, 20 et 14 ; Stockholm, 19 et 11 ; Téhéran, 29 et 18 ; Tunis, 26 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JEUNES

### Un toit à soi

« Vous habitez chez vos parents ? » 77,5 % des jeunes de seize à vingt-cinq ans ont répondu par l'affirmative lors du recensement de 1982. Même si quitter le foyer familial n'est plus, aujourd'hui, le premier symbole de l'émancipation, les jeunes qui souhaitent vivre leur vie « ailleurs » doivent surmonter de multiples obstacles : réticences des propriétaires, coûts prohibitifs, pénurie de logements adaptés à leurs besoins.

Tenant compte de cette réalité, le ministre de l'urbanisme et du logement vient de présenter une série de mesures pour « accroître l'autonomie des jeunes » et « faciliter l'accès à la propriété des jeunes couples » : des déclarations d'intention, mais aussi quelques mesures concrètes capables de favoriser l'installation des moins de vingt-cinq ans. Pour reconnaître les jeunes avec les propriétaires, M. Paul Quilès propose, d'abord, que les associations spécialisées et les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) servent d'intermédiaires en louant des logements aux organismes d'HLM ou à des propriétaires privés pour les donner en sous-location aux jeunes dont ils se portent garants.

Parallèlement, la création de mutuelles pour le logement des jeunes, telles que celles mises en place par l'Union des foyers de jeunes travailleurs (U.F.J.T.), doit être encouragée (1). Elles proposent aux jeunes salariés des prêts à des taux modiques pour leur installation rapide dans un

logement local et subventionnent leur garantie à la caution exigée par le propriétaire.

Le ministre voudrait aussi favoriser la construction et la réhabilitation des chambres et studios en accordant une priorité financière aux programmes comportant ce type de logement et en proposant une majoration des subventions versées par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) aux propriétaires qui s'engageraient à loger des jeunes. Dans le même esprit, un plan d'urgence pour la réhabilitation des foyers de jeunes travailleurs va être mis en œuvre. A terme, l'équivalent de seize mille chambres sera rénové afin que les foyers répondent mieux aux souhaits de leurs usagers : autonomie et possibilité de vie en couple.

Pour les étudiants, dont les possibilités financières sont, par définition, faibles, M. Quilès propose la création de mutuelles spécialisées et la construction de logements HLM sur les parties inoccupées des campus universitaires. L'éducation nationale donnerait ces terrains à louer à des organismes de logement social, à charge pour eux de réserver aux étudiants une partie des habitations construites. Des terrains sont déjà disponibles à Bordeaux et Grenoble. A Paris, les chambres sont rares ; l'Etat veut montrer l'exemple en construisant cinq cents petits logements sur le site de la Vilette, notamment pour les futurs étudiants de la cité musicale du Conservatoire national de musique.

### Le rêve de la propriété

Et le rêve de la propriété ? Le ministre suggère aux jeunes couples de tourner la difficulté en finançant une « maison agrandissable » grâce à une nouvelle formule de prêts d'accès à la propriété (PAP) à deux décaissements. Après attribution d'une première somme, les emprunteurs bénéficieront d'une priorité pour une rallonge destinée à payer l'extension de leur logement en fonction de leurs besoins. Un grenier ou un cellier fera une chambre pour le petit dernier, une mezzanine agrandira la salle à manger. Les plafonds des prêts attribués par les entreprises pour les jeunes ménages à faibles ressources et par l'Etat aux jeunes fonctionnaires seront, d'autre part, augmentés.

Pour les jeunes qui continueront de vivre chez leurs parents, M. Quilès voudrait multiplier les locaux collectifs dans les quartiers en facilitant leur construction. Il veut aussi leur proposer de participer à la réhabilitation de leurs cités. Des crédits seront réservés aux organismes qui confieront leurs travaux à des entreprises employant des jeunes, recrutés éventuellement par la mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle.

PHILIPPE BERNARD.

(1) U.F.J.T. (Union des foyers de jeunes travailleurs), 46, rue Descamps, 75116 Paris. Tél. : 503-12-00.

## EN BREF

### JOURNALISME

**CONCOURS D'ENTRÉE À L'ÉCOLE DE LILLE.** - Les épreuves du concours d'entrée à l'école supérieure de journalisme de Lille auront lieu à Lille du 2 au 4 juillet (écrit) et à partir du 4 septembre (oral), pour quarante places à pourvoir dans la prochaine promotion. Les dossiers complets d'inscription, qui doivent être demandés par écrit, devront être retournés à l'école avant le 15 juin. Ce concours est ouvert aux étudiants et étudiants titulaires d'un DEUG, âgés de moins de vingt-cinq ans au 1<sup>er</sup> octobre 1984. Les droits de concours sont fixés à 360 F.

\* Remarque : secrétaire général de l'école, M. Jean Guichard, 59046 Lille Cedex. Tél. : (20) 54-48-21.

### LES BANQUES DE DONNÉES

**COMMENT LES INTERROGER.** - Toute personne, ingénieur ou documentaliste, concernée par la recherche documentaire informatisée dans l'entreprise est invitée à s'inscrire à l'interrogation de banques de données, notamment par serveur Télésystème. Ce stage de trois jours (du 13 au 15 juin) est assuré par les responsables de l'unité régionale de formation et de promotion de l'informatique scientifique et technique (URFIST) de Lyon.

\* CAST, INSA, bâtiment 785, 20, avenue Albert-Einstein, 69621 Villeurbanne CEDEX. Tél. : (7) 893-24-45.

**L'Éducation**  
Pour comprendre ses enfants.  
Pour préparer leur avenir.  
L'information sûre.  
Méthode.  
En vente partout.  
11 F

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3721

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

### HORIZONTALEMENT

I. Aveuglants ou aveuglés, c'est selon. - II. D'une tristesse extrême ou d'une gaieté extrême. - III. Garde du corps. Pour un accord ou une musique. - IV. On n'y menait pas la vie de château. Est tout ce qu'on veut, sauf un « flic ». - V. Espèce de grade. Qu'il soit bon, qu'il soit mauvais, on n'y peut rien. - VI. Mal vu ou malentendu. - VII. Est donc plus que fatigué. - VIII. Nous forcent à garder notre droite. - IX. Partie du globe. Symbole chimique. - X. Donner la grâce. Fleuve. - XI. Traduit un certain abandon.

### VERTICALEMENT

1. Période de troubles qui suit généralement les périodes de fêtes. - 2. C'est une véritable histoire de fous. - 3. Est au plus bas. Visite d'entretien. - 4. Doit donc être fait en courant pour marcher. Nœud ferroviaire. Dans les landes. - 5. Fait donc usage de faux. Où l'on est souvent obligé de pousser certains coureurs. Participe passé. - 6. Ne fait pas partie de velours. Endroit rocailleux. - 7. Le début des hostilités. C'était vorace. - 8. Vieux monsieur. Abréviation de cours. - 9. S'emploie de manière hypothétique ou affirmative. Un de Troie.

### Solution du problème n° 3720

#### Horizontalement

1. Secret. Héli. - II. Evier. Hep. - III. Come. Ara. - IV. Rectifier. - V. Odeur. - VI. Tin. Te. On. - VII. Alfieri. - VIII. Lorient. - IX. Rén. Eden. - X. XIV. Elu. - XI. Suée. Bell.

#### Verticalement

1. Secrétariat. - 2. Evoé. Il. - 3. Circulaire. - 4. Rente. Ionie. - 5. Encrier (Boileau). - 6. Fécier. - 7. Hais. Idée. - 8. Hère. Tell. - 9. Epargne. Nul.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 30 mai :

### DES DÉCRETS

● Modifiant les décrets du 26 novembre 1948 et du 25 juin 1949 en ce qui concerne la composition et le fonctionnement du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'énergie.

● Portant application de l'article L. 605 du code de la santé publique relatif à la pharmacovigilance.

● Fixant, en application de la loi du 26 novembre 1948, les conditions de nomination des membres des conseils d'administration de sociétés industrielles nationalisées désignées en qualité de représentants de l'Etat ou de personnalités qualifiées.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 1<sup>er</sup> JUIN

« Le musée Carnavalet », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, M<sup>me</sup> Dubouché.

« La crypte de Notre-Dame », 15 heures, entrée, M<sup>me</sup> Brossier.

« L'église Saint-Merri », 15 heures, entrée rue de la Verrerie, M<sup>me</sup> Saint-Gilles.

« L'art du verre à Chazy », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'hôtel des Ventes », 15 heures, sous l'horloge, métro Richelieu-Drouot (Caisse nationale des monuments historiques).

« Autour du Palais-Royal », 15 heures, 1, rue de Richelieu (B. Carrey).

« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filanciers).

« Cinéma du Père-Lachaise », 15 heures, entrée (M.C. Lamiot).

« Avec-vous le Chardonnet ? », 15 heures, 58, rue de Richelieu (Paris et son histoire).

« Faubourg Saint-Honoré », 15 heures, parvis de Notre-Dame (M. Polyer).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

## CONFÉRENCES

14 h 15 : 60, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, M. Michel Dugamp : « La gravure des intailles et des ciselées ».

# CARNET DU Monde

## Naissances

« Rita et Jean-Didier BELOT ont la joie d'annoncer la naissance de Benjamin, Ludovic, le 16 mai 1984, à Neuilly. 295, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

## Décès

« Marie et David Aymonin ont la douleur d'annoncer le décès de Marcel AYMONIN, survenu dans sa soixante-troisième année, le 19 mai 1984, à Metz. 9, rue Goethe, 57000 Metz.

« Sa famille et ses amis ont la tristesse de faire part du décès de son mari, Bernard BAROKAS.

Un service religieux aura lieu le vendredi 1<sup>er</sup> juin 1984 en l'église du Cœur-Immaculé-de-Marie, rue de Verdun, à Suresnes (Hauts-de-Seine), à 10 h 45. Ce même jour, selon sa volonté, il sera inhumé.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M<sup>me</sup> R. Barokas, Impasse Théodore-Lafont, 51500 Toulon.

« M<sup>me</sup> Georges Bloch a le profond chagrin de faire part du décès de son mari, M. Georges BLOCH.

survenu à Zurich le 15 mai 1984, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Les obsèques ont eu lieu à Zurich le 18 mai. Stenbergerstrasse 157, CH-8044 Zurich (Suisse).

« M<sup>me</sup> Jean-Philippe Equilbey, son épouse, Isabelle, Guillaume, Édouard et Axel, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Guyot-Giommet, ses beaux-parents, Les familles Le Man, Nèven, Artru et Ragot, font part du décès subit de Jean-Philippe EQUILBEY, dans sa quarante-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu à Paris-9<sup>e</sup>, en l'église Saint-Médard, le jeudi 4 juin 1984, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

« L'abbé de Seilbec, curé de Saint-Médard, M. Jean Pagon, président de l'association de l'avenir Consolier, Le conseil d'administration de l'association Consolier, La Maison des Jeunes de Saint-Médard, font part du décès, à l'âge de quarante-six ans, de M. Jean-Philippe EQUILBEY, administrateur de l'association Consolier.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard. 141, rue Mouffettard, 75005 Paris.

« Suzanne Janin-Peltier a le profond chagrin d'annoncer le décès de son mari, le peintre JEAN-PELTIER, peintre officiel de la marine nationale, chevalier de l'Ordre des Arts et Lettres, survenu le 15 mai 1984. 189, rue Ordener, 75018 Paris.

« M<sup>me</sup> Pierre Lafosse, Marie-Françoise et Jacques Bordet, Jean-Pierre Lafosse, ses enfants, Et sa petite-fille Marie, M. et M<sup>me</sup> Alfons Becker, son beau-frère, Les familles Bissuel et Lanchamp, ont la douleur de faire part du décès, le 28 mai 1984, à l'âge de soixante-quatre ans, de Pierre LAFOSSE, géographe, agrégé de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Milly-la-Forêt (Essonne). 3, rue Pierre-Hermite, 75018 Paris.

## Remerciements

« M<sup>me</sup> Gilbert Paulian, M. et M<sup>me</sup> Pierre Paulian, Françoise, Antoine, Marianne et Pierre-Yves, M<sup>me</sup> Madeleine Paulian, ont la douleur de faire part du décès de M. Gilbert PAULIAN, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, ancien directeur général du domaine Sainte-Marguerite de Boufarik, ancien directeur général des établissements Truffaut de Versailles, survenu à Paris le 22 mai 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le cimetière de famille ont eu lieu le 25 mai à Touilly (Haute-Garonne).

« Nous remercions la mort de Roger FAUPE, gérant de l'Est Eclair, décédé le mercredi 23 mai, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. [Né le 30 septembre 1904, Roger Faupe travaillait dans le secteur des assurances. Avant d'être dans la Résistance sous l'Occupation, il fut le représentant local du mouvement Ceux de la Résistance-ouvriers, puis trésorier du conseil de la Résistance de l'Aube. En septembre 1945, il devint colonel adjoint du 1<sup>er</sup> bataillon de l'Est Eclair, dont il était aussi le gérant.]

## Remerciements

« M<sup>me</sup> Robert BONNEFOY et ses enfants, M<sup>me</sup> Yvonne Tissot, remercient très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, leurs envois de fleurs ou leurs pensées se sont associées à leur grande peine.

« 62850 Lignères, M. Henri Collet, Et toute la famille, très touchés des marques de sympathie reçues lors du décès de M<sup>me</sup> Henri COLLETTE, prient les personnes qui se sont associées à leur peine de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs vifs remerciements.

## Communications diverses

« L'Association d'amitié France-Tunisie, que préside M. Louis Périllier, a organisé, mardi 29 mai, au Cercle républicain, son dîner annuel à l'occasion de la fête nationale du 1<sup>er</sup> juin marquant le retour d'exil du président Bourguiba et le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Constitution tunisienne. M<sup>me</sup> Fethia Maï, ministre de la famille et de la promotion féminine, a fait, à cette occasion, une conférence sur la condition de la femme tunisienne.

## Soutenances de thèses

### DOCTORATS D'ÉTAT

« Université Paris-VIII, samedi 2 juin, à 13 h 30, salle F 288, M. Roger Benoit Chazal : « Un texte roué, Wuthering Heights, alias les Hauts de Hurlevent, Figures et Sources ».

« Université Paris-V, lundi 4 juin, à 9 h 30, salle 421, M<sup>me</sup> Christine Motz : « A chacun son sourd ».

« Université Lyon-II, mardi 5 juin, à 14 heures, salle du conseil, M. Pierre Evieux : « Histoire de Peñon, l'envers et le milieu ».

« Université Paris-II, jeudi 7 juin, à 9 heures, salle des commissions, M<sup>me</sup> Gabrielle Benmaklouf-Stouman : « Le procès pénal au regard des exigences de la Convention européenne des droits de l'homme ».

« Université Paris-VII, jeudi 7 juin, à 14 h 30, salle des thèses P. 7, rue de la Chapelle, M. Alain Caille : « Essai sur l'idéologie de la rationalité économique et le concept de capitalisme ».

« Institut d'études politiques de Paris, jeudi 7 juin, à 14 heures, salle n° 102, M<sup>me</sup> Sophie Body-Gendrot : « Les conflits de pouvoir dans les villes américaines en crise : l'émergence des minorités ».

« Université Paris-IV, jeudi 14 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, M<sup>me</sup> Anne Penco, née Crépin : « Technique et esthétique instrumentales en musique de chambre : Le répertoire et l'art du Trio Pasquier ».

« Université Paris-IV, vendredi 22 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Michel Quémener : « La Bible française du XIII<sup>e</sup> siècle : Edition critique du Pentateuque ; Etude de la technique de la traduction ».

**abris et matériels de protection civile (nucléaire, biologique et chimique)**  
documentation sur demande  
**SCORPIO**  
108 RUE SAINT-MAUR • 75011 PARIS • TEL. (1) 355.55.96  
74 RUE G. BONNAC • 33000 BORDEAUX • TEL. (56) 93.05.11  
tous renseignements



OFFRES D'EMPLOI	Le 30/05	Le 30/05 T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	25,00
IMMOBILIER	56,00	56,42
AUTOMOBILES	56,00	56,42
AGENDA	56,00	56,42
PROP. COMM. CAPITAL	184,00	184,50

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	15,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## Lettre ouverte à un ingénieur

Lorsque vous parlez de votre ambition, vous souhaitez, bien sûr, évoluer rapidement, mais surtout, vous rendre utile au sein de votre environnement industriel.

Votre diplôme d'ingénieur grande école et vos premières années d'expérience vous ont permis de réussir dans votre rôle d'encadrement en milieu industriel et d'optimiser l'efficacité de l'équipe que vous dirigez.

Mais vous désirez aujourd'hui donner une nouvelle mesure à vos capacités et à votre acquis professionnel pour être capable, dans les cinq années à venir, de maîtriser des responsabilités de direction de plus grande envergure.

J'ai pensé à vous suggérer cette étape : le Conseil aux entreprises.

Vous aurez l'opportunité pendant quelques années, ou plus si vous le souhaitez, d'être confronté à de nombreux cas de gestion industrielle dans des secteurs d'activité très différents. Vous y rencontrerez des personnalités et des situations extrêmement variées qui ne pourront qu'enrichir votre approche professionnelle actuelle.

Autonomie, Analyse et Communication seront les mots clés de votre succès car votre intégration auprès des entreprises et votre rôle sur le terrain seront déterminants pour concevoir des moyens destinés à améliorer la gestion de production.

Vous pourrez collaborer avec les "décideurs" des plus grands groupes nationaux et internationaux pour mener à bien des missions d'une ampleur exceptionnelle.

Ce tremplin vous permettra de gagner une grande longueur d'avance pour devenir en quelques années "celui que toutes les entreprises recherchent".

Je ne vous ferais pas cette recommandation si je ne vous savais pas capable de donner le meilleur de vous-même dans tous vos domaines. Vous ne craignez ni le travail, ni les efforts, ni les déplacements qui sont votre lot quotidien.

Bien sûr, cela n'est réalisable qu'au sein d'une société de conseil française dont le sérieux et l'efficacité sont reconnus.

Je suis personnellement chargé de recruter des hommes de cette trempe pour SMC France qui fait partie d'un important groupe conseil, pionnier en techniques de productivité et de notoriété internationale.

Je suis disposé à vous rencontrer prochainement en France.

N'hésitez donc pas à me téléphoner ou m'écrire.

Claude Pierard Managing Director  
BANDY ASSOCIATES Conseil en Recherche de Cadres  
66, rue de Livourne - BTE 13 - 1050 BRUXELLES - BELGIQUE  
Tél. 19.32.2.537.21.55

## L'immobilier

### appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**  
PALAIS ROYAL - TUILERIES  
Duplex rénové à partir de 520.000 F - 60 m<sup>2</sup> à rénover.  
Téléphone : 633-77-31.

**3<sup>e</sup> arrdt**  
MARAI RESIDENTIEL  
GD 3 P. + parking, h. bur. : 294-11-33, tél. : 277-82-33.

**4<sup>e</sup> arrdt**  
PLACE DES VOISIES (près)  
DUPLEX 290 m<sup>2</sup>, r.-de-ch.  
JARDIN PRIVÉ 700 m<sup>2</sup>,  
décoration exceptionnelle.  
Prix élevé jusqu'à 500.000 F.  
GARE : 567-22-55.

**9<sup>e</sup> arrdt**  
RUE LE PELETIER  
Angle Vicoire dans imm. p. de  
telle, 5 P., 11 ch. 134 m<sup>2</sup>  
+ 50 m<sup>2</sup> de terrain, 50 ans. 282-03-50.

**12<sup>e</sup> arrdt**  
80 DIDOT, dans imm. ré-  
novée, 4/5 P. + bureau,  
avec terrasse, caractère,  
chambre. 247-87-07.

**13<sup>e</sup> arrdt**  
13<sup>e</sup> CONVERSANT MAISON  
190 m<sup>2</sup> + terrasse 17 et  
34 m<sup>2</sup>, parties d'été, piscine.  
Projet de 110 m<sup>2</sup> à 2.100.000 F. 546-25-25.

**16<sup>e</sup> arrdt**  
AUTEUIL  
Dans imm. p. de taille, poitrine  
vd 2, 3, 4 P., et pose. DUPLEX  
R.C.L. 766-12-21.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
BEAU 3 P., TT CONFORT  
parties charges, Px inté-  
ressant. 12/18 h. 9. r.  
Brunel (2<sup>e</sup> ét.). 742-08-00.

**BATIGNOLLES**  
PROGRAMME NF DE QUALITÉ  
23 appartements confort  
Livraison 11/84, 6/10 h. 15 les  
jours de 14 h à 18 h, y compris  
dimanche. 285-28-60, 67, pl.  
de la République.

**18<sup>e</sup> arrdt**  
SQUARE CARPEAUX  
Dans imm. p. de taille, poitrine  
vd 2, 3, 4 P., et pose. DUPLEX  
dans suite. 78 ans.  
282-03-80/500-54-00.

**Province**  
LES MENHOURS (73) 1.850 m.  
vds pl. centre station 10<sup>e</sup> et  
dern. ét., calme, tr. belle vue.  
3 P., cuisine, salle, 110 m<sup>2</sup>.  
Px à déb. Tél. (7) 842-82-78  
de 14 h à 18 h (7) 87-06-31  
après 18 h.

**CHATEAU SEC**  
**MARSEILLE-8<sup>e</sup>**  
Particulier vend ou échange  
appartement 13 tout confort  
dans quartier résidentiel,  
terrasse, etc. Tél. à : ANSELLEN  
(91) 49-58-45.

### appartements achats

Particulier cherche  
grand appartement à Paris,  
200-400 m<sup>2</sup>, spacieux,  
dans immeuble ancien,  
décoration garantie.  
Veuillez contacter :  
Bruno Blochberger  
Bibliothèque 7  
8700 Kilmac, France  
Tél. : 1941/1/910 43 82.

Recherche 1 à 2 pièces PARIS  
int. 8 P. 7, 12, 14, 15,  
18<sup>e</sup>, avec ou sans travaux.  
PAIE CPT chez notaire.  
873-20-87 même la soir.

**POUR VENDRE**  
ETUDE RIVE GAUCHE  
2<sup>e</sup> année FRAM et ORPI  
122, bd Raspail, P. 222-70-83  
OUVERT LE SAMEDI.

**locations non meublées demandes**

**Paris**  
Pour membres personnels  
étudiants et employés  
muni import. Sit. info.  
mondialement connue.  
2 à 8 P. même loyer dév.  
VILLAS, Paris et environs  
504-48-21 poste 40.

**Région parisienne**  
Pour 800 personnes cherches  
appartement pour CADRES.  
889-88-88 - 283-07-02.

**locations meublées demandes**

**Paris**  
Avons sélectionné affaires de  
carrière. Rég. LUBERON et  
AUX-EN-PROVENCE.  
Consulter : IMMO-CONSEILS  
(16-80) 74-45-88  
(16-42) 27-85-88  
Ouvert samedi toute la journée  
et dimanche sur rendez-vous.

**EMBASSY SERVICE**  
8, av. Massena, 75008 PARIS  
APPARTEMENTS STANDARDS  
UNIFORMEMENT.  
562-78-99.

**immobilier information**

**ANCIENS, NEUFS**  
DU STUDIO AU 6 PIÈCES  
SECTION GRATUITE  
PAR ORDINATEUR  
Appeler ou écrire :  
Centre d'information  
FRAM de Paris Ile-de-France  
LA MAISON DE L'IMMOBILIER  
27 bis, avenue de Villiers,  
75017 PARIS. Tél. : 237-44-44.

**pavillons**

**PAVILLONS**  
JUSQU'À 120 M<sup>2</sup> DE PARIS  
SECTION GRATUITE  
PAR ORDINATEUR  
Appeler ou écrire :  
Centre d'information  
FRAM de Paris Ile-de-France  
LA MAISON DE L'IMMOBILIER  
27 bis, avenue de Villiers,  
75017 PARIS. Tél. : 237-44-44.

**150 KM SUD PARIS**  
MAISON BOURGEOISE 8 P., cul-  
des, w.c., garage, jardin.  
430.000 F., état. 80 %  
FINANCIER ET SÉRIEUX  
88170, T. (06) 74-08-12 ap-  
rès 18 h (31) 31-13-83.

**terrains**

**78 ORGEVAL**  
BEAU BOIS 8 h  
construite 2 maisons  
200 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>,  
11, rue Carpeaux  
75018 PARIS, tel. 237-44-44.

**viagers**

**CHARENTAIS - BORDEAUX**  
FOUR MONTMORENCY  
25 km Paris, 1.800-1.700 m<sup>2</sup>,  
grande façade. T. : 872-31-88.

**F. CRUZ, 268-19-00**  
8, RUE LA BOÉTIE-8  
Pr toutes indications gratuites  
Rue gratuite de nuit.

**bureaux**

**Locations**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL**  
**DOMICILIATIONS**  
S.A.R.L. - R.C. - R.M.  
Contributions de Sociétés  
Déclarations et tous services  
Fournisseurs téléphoniques  
355-17-50.

**CRÉATEURS d'entreprise !**  
dépendance à Paris et Province  
**SIÈGES SOCIAUX**  
en bureaux meublés, confort, etc.  
**CONSTITUTIONS STES**  
par comptable, dans repère  
**ASPAC 283.60.50**

**CHAMPS-ÉLYSÉES**  
Bureaux équipés avec services  
ou votre siège social  
Tél., rétro, secrétaire, salles  
de réunion avec vidéo, bar, etc.  
Loc. courte ou longue durée.  
**ACTE - 562-68-00.**

**capitaux propositions commerciales**

**Cherche**  
**AFFAIRES-USINES**  
A reprendre même en difficulté.  
SOPHIL 651-68-40.

**BANQUE NEUILLY**  
recherche  
POUR DÉPARTEMENT CREDIT DOCUMENTAIRES  
**NÉGOCIATEURS (TRICES)**  
**DE DOCUMENTS**  
diplômé (e) Ecole Supérieure de Commerce  
ou équivalent.  
Anglais indispensable.  
Adresser lettre manuscrite + C.V. à :  
U.R.A.F.  
Direction de Recrutement  
190, avenue Charles-de-Gaulle  
92523 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

**emploi régionaux**

**CERN**  
European Organization for Nuclear  
Research, European Laboratory for  
Particle Physics, Organisation Euro-  
peenne pour la Recherche Nucléaire,  
Laboratoire Européen pour la Physique  
des Particules.

Le CERN, Laboratoire européen de recherche  
situé près de Genève, désire engager une

### ASSISTANTE SOCIALE

de formation universitaire, avec une qualification  
professionnelle et une expérience polyvalente  
des activités d'assistance sociale.

- Son rôle essentiel : informer, conseiller et aider le personnel  
institutionnel et les membres des familles qui rencontrent  
des difficultés à caractère social (problèmes liés à leur  
intégration dans la région genevoise et française  
respectivement).

- Le poste conviendrait particulièrement à une candidate  
pouvant se libérer, en détachement, pour quelques années.

Une excellente connaissance du français et une très bonne  
connaissance de l'anglais sont nécessaires. Le permis de  
conduire est indispensable.

Pour les formulaires de candidature, veuillez écrire à l'adresse  
suivante, en mentionnant la référence : PE-SO  
Chef du Personnel, CERN, 1211 GENEVE 23, SUISSE.

Ingénieur parlant bien anglais,  
temps partiel 20 h/semaine  
max. 8-10 ans exp. corrélée  
dans struc. avions Océan,  
Bordeaux/Nantes/Paris. Sal.  
Dépend. Exp. Disponibilité.  
Rec. : Mariage, 3, rue Saint-  
Philippe-du-Roule, Paris 8<sup>e</sup>.

**PROFESSEUR**  
exp. pratique V.P. et D.V.V.  
exp. en C.V. etc. et 45-780 M.  
RÉGIE PRESSE  
7, r. de Montmoyne, 75007 Paris

**SOCIÉTÉ DU GROUPE L.S.M.**  
recherche un  
**COLLABORATEUR**  
pour son département investissement.  
Le candidat devra avoir pour mission la  
recherche, l'étude et le montage d'opérations  
d'économie d'énergie en crédit-bail pour  
SOERCE.  
Ce poste conviendrait à un diplômé d'études  
supérieures (Droit, L.E.P., ESSEC, Sup-Co,  
etc.), âgé de 27 ans minimum et possédant une  
première expérience acquise dans un orga-  
nisme financier ou dans une banque à un poste  
d'étude de crédits aux entreprises.  
Adresser lettre manuscrite, curriculum-Vitae,  
photo et prétentions à Madame ROBIN,  
37, rue de Surtout 75008 Paris.

**IMPORTANT THÉÂTRE**  
ANALYSE  
NORD-OUEST  
**SECRÉTAIRE**  
**GÉNÉRAL (E)**  
Expérimenté (e)  
Chargé (e) de l'ensemble des  
relations avec le public et de  
l'information  
Adr. lettre manuscrite + C.V.  
sous n° 74511 M  
RÉGIE PRESSE  
7, rue de Montmoyne, PARIS-7<sup>e</sup>.

**propositions diverses**  
L'Eclair offre des emplois  
stables, bien rémunérés,  
à toutes et à tous avec  
ou sans diplôme.  
Demandez une documentation  
sur notre revue spécialisée  
FRANCE CARRIÈRES (C 16)  
B.P. 402 - 09 PARIS.

Les possibilités d'emploi à  
l'étranger sont nombreuses  
et variées. Demandez une  
documentation sur la revue  
spécialisée INSERATIONS L.S.M.  
B.P. 402 - 09 PARIS.

**CHATEAU SEC**  
**MARSEILLE-8<sup>e</sup>**  
Particulier vend ou échange  
appartement 13 tout confort  
dans quartier résidentiel,  
terrasse, etc. Tél. à : ANSELLEN  
(91) 49-58-45.

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**

**vacances**



Le Monde

# économie

## AGRICULTURE

### L'agitation dans l'Ouest

#### Deux paysans ont été inculpés et laissés en liberté

La réunion informelle des ministres européens de l'agriculture a pu se tenir sans incidents majeurs, mardi 29 mai à Angers, en même temps que se déroulait la manifestation organisée par la FNSEA et le CNJA, qui a rassemblé 15 000 agriculteurs environ. Les ministres ont reçu M. François Guillaume, président de la FNSEA.

Au cours de leurs conversations, les ministres des Dix ont abordé la demande présentée par la France d'une distillation exceptionnelle d'un excédent de 5 millions d'hectolitres de vin. M. Michel Rocard a indiqué qu'il ne fallait sans doute pas attendre avant juillet une décision de la CEE à ce sujet.

D'ici là, un groupe d'experts, dont la constitution a été décidée, à Angers, devra rassembler rapidement les éléments d'un dossier complet sur le vin. Le représentant de la Commission de Bruxelles a souligné devant les ministres qu'elle ne peut être tenue d'assurer la gestion du marché des vins et les Etats membres ne fournissent pas de données fiables.

En Bretagne, à la suite de l'enlèvement de M. Francis Ranc, directeur d'Ouilait, le 28 mai à Rennes, le président du syndicat d'Ille-et-Vilaine des travailleurs paysans, M. Patrick Bougeard, trente-cinq ans, et le secrétaire général de cette

organisation, M. Joseph Lonazel, quarante-quatre ans, ont été inculpés d'arrestation et de séquestration de personne. Les deux syndicalistes, qui encourrent de deux à cinq ans de prison, ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire après vingt-quatre heures de garde à vue. Deux autres agriculteurs, M<sup>me</sup> Sellier et M. Hervé, dont les exploitations ont été fermées, ont été inculpés lundi, font l'objet d'une information pour prêt d'un lieu pour exécution de la séquestration et sont passibles de la même peine. Le syndicat des travailleurs paysans s'est étonné de l'ampleur donnée à cette affaire, qui se voulait uniquement « la modification du programme d'un haut fonctionnaire pour qu'il découvre la réalité des quotas laitiers rue de la base chez un agriculteur récemment installé ».

Enfin, l'Office national des viandes (ONIV) met en garde les éleveurs contre la tentation de mettre prématurément sur le marché de la viande une partie de leur troupeau de vaches laitières en prévision des mesures de réduction de la production de lait française. M. Pierre Mazzeran, directeur de l'ONIV, s'est inquiété, mardi, lors d'une conférence de presse, des « réactions excessives et précipitées » qui « ne feraient qu'accroître les mouvements du marché au détriment de tous ».

#### M. GUILLAUME PROPOSE UNE CONFÉRENCE ANNUELLE EUROPÉENNE

Reçu par les dix ministres européens de l'agriculture réunis à Angers (Maine-et-Loire), mardi 29 mai, M. François Guillaume, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), a réclamé une relance de l'Europe agricole et a appelé à une plus grande concertation entre les ministres, la Commission européenne de Bruxelles et les organisations professionnelles nationales.

La relance européenne, estime M. Guillaume, doit passer par « une responsabilité réelle des pays de la Communauté ». Il a réaffirmé que « ceux qui veulent développer leur agriculture doivent payer, et ceux qui ne veulent pas faire d'efforts

Michel Rocard en avait payé le juste tribut à la FNSEA. Au programme de leur séjour touristique-gastronomique, les ministres avaient accepté d'adopter un entretien le matin même avec M. François Guillaume. Ils ont apparemment fait bon accueil à sa suggestion de rencontres régulières entre responsables gouvernementaux et syndicalistes européens.

En dernière minute, sur la demande pressante de la FNSEA, ils ont aussi accepté de visiter deux fermes. Voici donc l'exécutif agricole européen, les chaussettes protégées par de petites sacs en plastique, dans l'habitat de M. Deschère, à Grest-Neuville, près de Segré.

Trente-cinq ans, quatre-vingt-cinq taurillons et des dettes jusqu'au cou, qui n'ont pas à sa famille qu'un revenu de 36 000 F en 1983, M. Deschère est le prototype du jeune agriculteur que son propre dynamisme a placé sur la corde raide. Seul « luxe » de l'exploitation : une caméra vidéo placée dans l'étable, qui lui évite de s'y rendre inutilement, la nuit, lorsque une vache est sur le point de vêler.

M. Deschère n'avait certes pas le cœur à « servir la soupe » aux ministres, mais le syndicat a insisté. Il a donc collé au mur du garage tableaux et graphiques détaillant la difficulté de sa situation. « La jeune agriculture française est dynamique et gestionnaire », explique M. Rocard à ses collègues. Hélas ! la question du lait ne sera pas abordée. M. Deschère n'en produit pas, et la seconde visite — chez un producteur de lait justement — n'aura pas lieu. Les voisins de M. Deschère ayant répondu du fumier à la sortie de la ferme pour retarder le cortège, celui-ci trouve plus digne de regagner directement Angers.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## C.E.E

La hausse des prix dans la CEE. — L'indice des prix à la consommation dans les pays de la CEE a augmenté, en avril, de 0,8 % contre 0,6 % en mars, selon les chiffres publiés, lundi 28 mai, par Eurostat, l'organisme statistique de la Communauté.

La hausse des prix a été particulièrement forte en Grèce (+ 1,9 %)

et au Royaume-Uni (+ 1,3 %), où sont intervenues des hausses des taxes sur l'alcool et le tabac et une majoration des loyers.

En taux annuel, l'inflation a été de 7,7 % entre avril 1983 et avril 1984. Toutefois, le taux d'inflation annuel est le plus bas depuis plus de cinq ans, c'est-à-dire avant le second choc pétrolier.



Dessin de PLANTU.

financiers supplémentaires doivent s'engager à limiter leur production. Le président de la FNSEA a d'autre part demandé que les pays fassent normalement payer leurs produits agro-alimentaires à ceux qui le peuvent, « et en particulier l'URSS », ce qui, a-t-il ajouté, « permettrait de dégager des ressources pour un plan Marshall en faveur des pays en voie de développement ».

Enfin, M. Guillaume, évoquant la « dégradation » des relations entre les organisations professionnelles et les dirigeants de la CEE, a souhaité « la relance d'une vraie concertation avec ceux qui ont la responsabilité de l'économie de l'Europe ». Elle pourrait se traduire, a-t-il précisé, par une conférence annuelle sur l'agriculture européenne.

Cette idée est « intéressante », a estimé M. Michel Rocard, qui a cependant précisé : « Un forum irresponsable et mal préparé serait néfaste, alors qu'une réunion bien préparée serait profitable ». Il a ajouté qu'il appartient à la Commission européenne et au conseil des ministres des Dix de se prononcer sur cette proposition, qui « n'a rien de provocateur pour le moment ».

Il a déclaré que l'entretien des ministres de l'agriculture des Dix et des dirigeants de la FNSEA avait eu lieu « dans un bon climat d'écoute et d'attention ».

## SOCIAL

### LES EFFETS PERVERS DE L'ACCORD SUR LES TARIFS MÉDICAUX

#### Les praticiens s'engagent à modérer leur activité

Les médecins conventionnés (98 % des praticiens libéraux) vont-ils « modérer » leur activité ? Pour la première fois, un accord de revalorisation des tarifs signé avec les caisses d'assurance-maladie comporte un « engagement de modération », comme on en a conclu avec les industriels et les commerçants, du moins une incitation à limiter le nombre des actes. En effet, si le nombre des visites au domicile du malade diminue de 5 % d'ici l'an prochain, la revalorisation des indemnités de déplacement au 30 janvier prochain, ne sera pas prise en compte dans les discussions sur les hausses de tarifs en 1985. Autrement dit, si les médecins acceptent pendant un an de faire moins de visites, ils en seront « récompensés » par des hausses plus fortes et donc des recettes accrues en 1985-1986.

En acceptant une telle disposition, la Fédération des médecins de France (FMF), qui seule a signé l'accord tarifaire, a sans doute fait un « pas en avant » important : les médecins s'étaient toujours opposés à toute limitation du nombre des actes comme à toute « enveloppe globale » pour leurs honoraires.

Toutefois, les conditions dans lesquelles on est arrivé à cet accord en atténuent beaucoup la portée et le rendent même assez contestable.

D'abord, ce sont les généralistes, seuls ou presque à faire couramment des visites à domicile, qui font les frais de l'opération. Les tarifs des spécialistes sont revalorisés dès maintenant et parfois dans des proportions importantes (1). Pourtant le nombre de certaines actes pratiqués par eux a augmenté plus fortement que celui des visites en 1983 : par exemple les actes liés à des techniques exploratoires nouvelles (correspondant à la lettre K) : + 10,1 % en volume contre + 6,6 % pour le nombre de visites (et + 4,8 % pour

celui des consultations). Inégale selon les régions et les clientèle, la distorsion existe partout.

#### Le refus de la CSMF

C'est ce qui a amené la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), où les généralistes comptent davantage qu'à la FMF, à refuser de signer l'accord, qui entraîne, déclare-t-elle, « un blocage des tarifs de la visite pendant vingt-deux mois et des indemnités de déplacement durant cinquante-trois mois », et à réunir, le 16 juin, des « états généraux » des omnipraticiens.

Le report au 30 janvier de l'augmentation de la visite est le résultat d'une série de fausses manœuvres. De la part de la Caisse nationale d'assurance-maladie, dont le président, M. Maurice Derin, a espéré jusqu'au dernier moment obtenir, comme il s'y était engagé, cette revalorisation « hors enveloppe ». De la CSMF ensuite, qui avait fait de cette revalorisation une « priorité », mais s'est refusée à remettre en cause les augmentations prévues pour les autres actes — notamment ceux des spécialistes. Du gouvernement enfin, qui après avoir hésité, a renoncé à imposer un « réajustement » en faveur des généralistes, pour se contenter du résultat acquis et pour éviter de s'immiscer davantage dans la négociation.

Le choix s'explique aussi par le fait que la proportion de visites à domicile par rapport aux consultations au cabinet du médecin est jugée trop élevée : par les syndicats médicaux comme par les caisses d'assurance-maladie ou par le ministère des affaires sociales. Mais le retard apporté à la revalorisation entraîne-t-il pas une augmentation du nombre des actes, par compensation ? Réduira-t-il celui-ci en

rendant la visite moins « rémunératrice » ? Tout le monde l'ignore : jamais n'a été autant ressenti l'absence d'un « modèle » des comportements économiques des médecins et des patients.

Quel que soit le résultat, la mesure aura des effets « pervers » : assurés : elle encouragera certains médecins à demander pour la visite un prix plus élevé.

Depuis novembre 1983, la CSMF les avait invités à le faire en milieu et fin de semaine en utilisant des tarifs comme celui des actes d'urgence (K 10) ou du « dépassement exceptionnel » (DE) permettant de faire payer la visite au prix qu'elle souhaitait (100 F). Elle maintenait ses consignes et soutiendra les médecins et les syndicats qui, comme celui d'Ille-et-Vilaine, généraliseront cette pratique.

Même si de telles initiatives restent minoritaires — elles l'ont été jusqu'à présent — elles tendent à séparer le prix payé par le malade et le tarif conventionnel. La possibilité existe légalement pour les médecins conventionnés « à honoraires libres » ou autorisés au « dépassement permanent » — au total 11,4 % des généralistes conventionnés, mais 29,4 % des spécialistes. Sans le dire explicitement, la CSMF paraît vouloir l'élargir, notamment pour les omnipraticiens, à la faveur de la prochaine convention avec la Sécurité sociale, pour laquelle les discussions vont bientôt commencer. En tout cas, un courant apparaît en son sein, comme parmi les troupes de la FMF. Est-ce aussi ce que souhaitent la Caisse nationale d'assurance-maladie et le gouvernement ?

GUY HERZLICH.

(1) 10 % pour la consultation du psychiatre, 5,4 % pour les autres spécialistes, contre 7 % seulement pour celle du généraliste.

#### M. PIERRE BÉRÉGOVOY PRÉCISE QUE L'ESSENTIEL DE L'AIDE AU RETOUR SERA VERSÉ EN FRANCE

Dans une lettre adressée, après son entrevue du 18 mai avec les responsables de la CGT, à M. Akka Ghazi, secrétaire de la section CGT de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, précise les modalités de l'aide au retour et des aides à la réinsertion proposées aux travailleurs licenciés. Les ministres soulignent tout d'abord que les droits à la retraite sont intégralement conservés par les salariés qui les ont acquis. Ces derniers pourront, à soixante ans, « s'ils justifient de cinq cinquante trimestres d'assurance en France ou dans leur pays, faire liquider leur retraite française ou leur plein et la recevoir dans leur pays ». Des conventions existent en effet entre la France, le Maroc et l'Algérie, nations principalement concernées dans le cas de Citroën.

Quant aux aides à la réinsertion, elles seront pour l'essentiel versées en France : titre de transport (ou indemnité correspondante), prime de déménagement, allocation de réinsertion lorsque celle-ci sert à financer des dépenses de formation ou l'achat de matériel en France. Par ailleurs, les versements de l'entreprise (préavis payé non fait, indemnité de licenciement, points de congé, prime de 15 000 F) ainsi que le rabais sur l'achat d'un véhicule « sont intégralement attribués en France ». Au total, conclut M. Bérégovoy, seules seront payées à l'étranger la capitalisation des allocations de chômage et la fraction de l'aide de l'Etat dont le bénéficiaire ne pourra justifier l'utilisation en France.

Cette lettre devrait, en principe, répondre à l'attente de M. Akka Ghazi, qui avait attiré l'attention du ministre sur les deux principaux problèmes soulevés par ses camarades candidats au retour dans leur pays d'origine, concernant leurs droits à la retraite et le lieu de versement des primes dont ils pouvaient bénéficier.

Grève des marins le 6 juin. — La Fédération nationale des syndicats maritimes CGT a lancé, le 29 mai, un appel aux marins qui travaillent dans les ports et à ceux qui naviguent sur les car-ferries pour faire une grève de vingt-quatre heures le 6 juin.

#### Le conflit d'Optalix à Amiens

#### Le tribunal de commerce de Paris prononce la mise en règlement judiciaire

De notre correspondant

Amiens. — Le tribunal de commerce de Paris vient de prononcer la mise en règlement judiciaire des deux sociétés Optalix-Industrie (fabrication de récepteurs de radio, à Amiens) et Optalix-Expansion (siège social de l'entreprise). Un administrateur provisoire a été nommé afin de trouver un repreneur. Cette décision n'est pas une surprise — depuis deux mois les ouvriers étaient payés à ne rien faire par manque de fournitures — mais on ne l'attendait pas si tôt. Le même jour en effet, le tribunal de grande instance d'Amiens se prononcera sur la plainte de la direction d'Optalix, après la disparition, acte revendiqué par la CGT, de 15 000 récepteurs dans la nuit du 17 au 18 mai (le Monde du 25 mai).

Dans son ordonnance de référé, le président du tribunal, s'appuyant sur le fait que les salariés ont toujours été régulièrement payés, fait droit à la demande de la direction. L'Union départementale CGT devra restituer le stock sous astreinte d'un paiement de 2 000 F par jour de retard à compter du 28 mai. Mais cet épisode paraît maintenant dépassé. La question est désormais de savoir si un repreneur va se déclarer rapidement. Deux sociétés seraient intéressées. Le personnel attend de savoir si cela se fera avec ou sans licenciements. Deux cent cinquante personnes sont dans l'incertitude.

M.C.

#### RÉPUBLIQUE ARABE DE SYRIE MINISTÈRE DE L'IRRIGATION

ORGANISATION GÉNÉRALE POUR L'EXPLOITATION ET LE DÉVELOPPEMENT DU BASSIN DE L'EUPHRATE (GOEDB) RAQQA SYRIE.

N° : 993/H Date : le 16.05.1984.

#### APPEL D'OFFRES

L'organisation générale pour l'exploitation et le développement du bassin de l'Euphrate informe qu'elle désire acheter trente-cinq (35) tonnes de matériel (asphalte) requis pour les joints de dilatation, de contraction et de duré qui sont utilisés pour les travaux de bétonnage et de revêtement, conformément aux conditions générales et aux spécifications techniques indiquées ci-après :

1. Livraison : le plus rapidement possible.
2. Caution de participation à l'appel d'offres : 5 % du prix de l'offre présentée sous forme de garantie bancaire confirmée par une banque commerciale syrienne.
3. Garantie de bonne exécution : 10 % du prix du contrat.
4. Obligation du soumissionnaire : l'offre doit être ferme pendant soixante (60) jours à partir de la date limite de présentation de la soumission.
5. L'offre doit être présentée dans trois (3) enveloppes :
  - a) pour la caution de participation à l'appel d'offres et les documents annexes concernant l'offre et le soumissionnaire ;
  - b) pour les spécifications techniques, les catalogues et brochures ;
  - c) pour les détails commerciaux et financiers.
6. L'ensemble sera réuni dans une grande enveloppe sur laquelle figureront le nom et l'objet de l'appel d'offres.
7. Les offres doivent être envoyées par courrier recommandé soit à la GOEDB à Raqqa, soit à ses bureaux de Damas ou d'Alep.
8. Date limite : le jeudi 5 juillet 1984, à la fin des heures de travail officielles. Toute offre arrivée après cette date sera rejetée.
9. Le soumissionnaire doit être un producteur ou un agent officiel inscrit en tant que tel, et il devra fournir les pièces justificatives à ce sujet.
10. Le soumissionnaire doit respecter les dispositions prévues par le règlement du contrat conformément au décret n° 195 de 1974.
11. Le soumissionnaire doit pouvoir donner une adresse dans la République arabe de Syrie.

ABDO KASEM, Directeur général, Goedeb, Raqqa - Syrie.

**LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS**

Chez votre marchand de journaux

**DECISION** informatique

APPLE IIc : UN PORTABLE DE POIDS



## CONJONCTURE

### Le climat s'améliore un peu dans l'industrie

Les carnets de commandes de l'industrie française s'améliorent dans la plupart des secteurs, à l'exception de l'automobile et du pétrole, selon la dernière enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise.

La production, qui a accusé un léger recul, sans doute passager, devrait, dans les prochains mois, augmenter pour les biens intermédiaires et les biens d'équipement.

professionnel, se stabiliser pour les biens de consommation et diminuer dans la construction automobile.

Tous les indicateurs témoignent d'une amélioration, selon les industriels interrogés par l'INSEE dans son enquête mensuelle : les hausses de prix envisagées sont moins fortes qu'en début d'année, les stocks se dégonflent, et la demande étrangère reste soutenue.

### La hausse des prix en France a été de 2,6 % depuis le début de l'année

L'INSEE a confirmé, mercredi 30 mai, que la hausse des prix a été de 0,6 % en avril, contre 0,7 % en mars. Pour les quatre premiers mois de l'année, la hausse a été de 2,6 %.

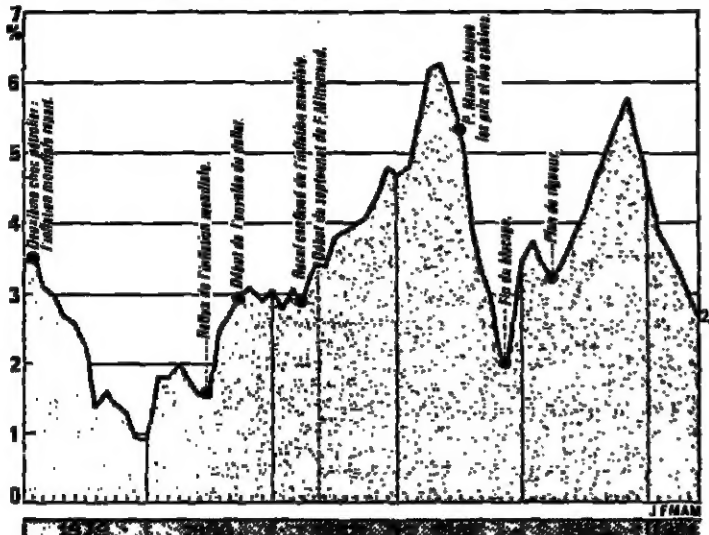
● **Alimentation.** - Les prix ont, dans l'ensemble, augmenté de 0,5 % dans l'alimentation (contre 0,7 % en mars). On note toutefois une forte progression des boissons non alcoolisées (+ 1,6 % après une augmentation analogue le mois précédent) et

des légumes et fruits (+ 1,1 % après + 1,5 % en mars).

● **Produits manufacturés.** - La hausse des produits manufacturés a été de 0,7 % en avril, contre 0,8 % en mars. Le poste habillement textile progresse autant qu'en mars (+ 1,1 %), et les véhicules de 1,3 %, après 1,1 % le mois précédent.

● **Services.** - Dans l'ensemble, les prix des services ont augmenté de 0,5 % en avril, après 0,4 % en mars.

### L'écart se réduit



Ce graphique représente la différence des rythmes d'inflation entre la France et ses six principaux concurrents étrangers (1). L'écart est calculé chaque mois par l'INSEE entre le glissement sur un an des prix à la consommation en France (avril 1983 à avril 1984 par exemple) et le glissement équivalent sur un an de l'indice synthétique des prix des six grands pays industrialisés.

On voit que l'écart ne cesse de se réduire depuis la fin de 1983 (la hausse des prix se ralentissant en France alors qu'elle est à peu près stable à l'étranger). Il retrouve maintenant les niveaux de fin 1980, début 1981.

On notera que la très forte réduction de l'écart enregistré à la fin de 1982 est artificielle dans la mesure où elle est provoquée par le blocage des prix en France : de même est artificiel le très fort accroissement de l'écart à la fin de 1983, conséquence de la suppression partielle de ce blocage.

(1) Etats-Unis, Royaume-Uni, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas.

## ÉNERGIE

### Les compagnies pétrolières favorables à une essence sans plomb

Suite au débat lancé par la Commission européenne, le 17 mai dernier, sur l'introduction progressive en Europe d'une essence sans plomb d'ici à 1989 (processus déjà amorcé en RFA et en Grande-Bretagne), les compagnies pétrolières opérant en France ont fait connaître leur position mardi 28 mai.

Selon M. Jacques de Pertuis, délégué général de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, ces compagnies seraient favorables à l'introduction d'une essence sans plomb de 94 octanes, sans étape intermédiaire, en remplacement du super (98 octanes, 85 % du marché) et de l'ordinaire (90 octanes, 15 % du marché), l'un et l'autre d'une teneur en plomb de 0,40 gramme par litre.

Les pétroliers entendent donc éviter l'étape intermédiaire d'une essence à 0,15 gramme de plomb par litre, préconisée par les constructeurs automobiles, qui nécessiterait selon les compagnies, 4,5 milliards de francs d'investissements. Mais la solution des pétroliers coûterait 1 milliard d'investissement à l'automobile, selon les constructeurs.

## ÉTRANGER

### Aux États-Unis

### La Réserve fédérale soutiendra sans limite toute banque américaine en difficulté

La Réserve Fédérale des États-Unis (Fed), banque centrale du pays, est disposée à « prêter, prêter hardiment tout ce qu'il faut » à toute banque américaine qui pourrait se trouver en difficulté. C'est ce qu'a déclaré, mardi 28 mai, à la télévision M. Martin Preston, vice-président de la Fed.

En prenant cette initiative, tout à fait inhabituelle, M. Preston a voulu réaffirmer solennellement que la banque centrale se tenait prête à soutenir toute banque dans le système bancaire américain, comme elle l'a fait, il y a quinze jours, pour la Continental Illinois, septième établissement du pays.

Son intention était d'éviter à nouveau une panique financière comme celle qui s'est produite à la fin de la semaine dernière, lorsque des rumeurs inconnues se mirent à courir sur la santé de la quatrième banque des États-Unis, la Manufacturers Hanover, la plus lourdement engagée sur l'Amérique latine.

M. Preston a assuré que les États-Unis ne se trouvaient pas, aujourd'hui, « au bord d'une crise bancaire », celle de la Continental Illinois étant « réglée » selon lui.

Certains experts estiment néanmoins que des risques de crises subsistent tant

que la situation des pays débiteurs d'Amérique latine croissant sous le poids de leurs dettes ou sera peu améliorée, essentiellement par le biais d'un nouveau réajustement de leurs échéances.

Sur les marchés des changes, qui n'ont pas reçu d'indications, lundi, des marchés de New-York et de Londres, favorisés par une chute du dollar, mardi 29 mai, s'est légèrement raffermi à 2,7379 DM contre 2,7280 DM et 8,42 F contre 8,3970 F. Le plus grand calme régnait sur les places financières, après la secousse qu'elles ont subie la semaine dernière.

**RFA**

● **Déficit de la balance des comptes courants.** - La balance ouest-allemande des comptes courants a été légèrement déficitaire - de 0,4 milliard de deutschemarks - en avril, après avoir été excédentaire de 1,9 milliard en mars et équilibrée en avril 1983. Pour les quatre premiers mois de 1984 la balance courante a enregistré un surplus de 1,5 milliard de deutschemarks.

## MONNAIES

### Les Etats-Unis et le Japon ont signé l'accord sur l'internationalisation du yen

L'accord sur l'internationalisation du yen, conclu à Rome le 23 mai 1984 (le Monde du 25 mai 1984), a été signé officiellement mercredi 30 mai par M. Donald Regan, secrétaire au Trésor des États-Unis, et par M. Noboru Takashima, ministre des Finances du Japon.

100 millions de yens (3,63 millions de francs).

Aux termes de cet accord, le Japon va encourager le développement d'un marché bancaire et obligataire en yens, où des non-japonais pourraient emprunter hors de ce pays.

Les investisseurs étrangers seraient la possibilité d'acquiescer une gamme plus large de produits financiers libellés en yens, et cela, dès la fin de l'année. En outre, le Japon va modifier substantiellement le fonctionnement de son marché interne des capitaux, où les taux d'intérêt, étroitement surveillés actuellement, seraient dégressifs dans les deux ou trois ans qui viennent. A compter d'avril 1985, le montant minimum des certificats de dépôts sera ramené à

100 millions de yens (3,63 millions de francs).

Avant la fin de cette année, le Japon établira un programme précis pour la création d'un marché des acceptations bancaires en yens, afin de développer le marché monétaire à court terme dans cette monnaie et favoriser son internationalisation.

En présentant cet accord, M. Regan a estimé que, en faisant de yens une monnaie de réserve internationale, il fera monter son cours.

M. Tetsuichi Ota, ministre des Finances adjoint du Japon, pense, néanmoins, que dans l'immédiat le yen baissera avant de remonter par la suite.

## AFFAIRES

### PIERRE JUDE QUITTERAIT FACTO FRANCE HELLER

D'après un communiqué diffusé par M. Jean-Marie Lépicié, secrétaire général de Facto France Heller, « il a été mis fin d'un commun accord, à compter du 29 mai, aux fonctions de président-directeur général et administrateur de Facto France Heller de M. Pierre Jude, créateur de cette société ».

M. Michel Aussavy, directeur général, assumera la direction de la société jusqu'à désignation d'un nouveau président, « qui sera choisi à l'extérieur ». D'après les actionnaires de la société (la Fuji Bank, la Compagnie financière de Suez, et le groupe CIC), « un certain nombre de missions seraient confiées à M. Jude, en dehors de la société ».

Les salariés, qui étaient en grève depuis le 21 mai, auraient pour la plupart repris le travail.

D'après M. Aussavy, des avances auraient été versées pendant le conflit aux entreprises clientes de cette entreprise de recouvrement de factures pour éviter des problèmes de financement.

### LES TRANSFORMATEURS DE MATIÈRES PLASTIQUES DEMANDENT UN RETOUR À LA LIBERTÉ DES PRIX

Pris en tenaille entre les producteurs, qui leur appliquent d'importantes majorations de prix, et des clients, dont les propres tarifs sont le plus souvent encadrés, comme l'industrie automobile (+ 4,5 % autorisés pour 1984), les transformateurs de matières plastiques et de caoutchouc voient leur rentabilité se réduire.

Porte-parole d'une profession qui regroupe 1 460 entreprises (dont 250 dans la transformation du caoutchouc) et qui a réalisé 46,6 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1983 (dont 38,6 milliards dans la transformation des plastiques), le Syndicat général des caoutchoucs et des plastiques (SGCICP) demande d'urgence la suppression complète de la réglementation des prix.

Pour appuyer sa demande auprès des pouvoirs publics, il fait valoir les hausses importantes que les entreprises du secteur ont subies en l'espace de quinze mois.



## DAVIDSON RACING DEFIE LE MONDE.

Le Mans. Soirée. Aux grands noms des autocoursses s'ajoute un autre. Davidson Racing. La première auto américaine invitée au Le Mans de

cette année. L'adresse des conducteurs M.L. Speed, Wayne Pickering et Ken Maden. L'esprit et le savoir d'un des premiers crews de racing. Et, der-

rière tous, la même énergie et le même élan qui maintiennent David Davidson au sommet des agences d'immobiliers à Dallas. Compagnie Promotrice.

**DAVIDSON**

Corporate Sponsor:  davidson real estate co. • 17130 Dallas Parkway, Suite 200 • Dallas, Texas, USA 75248 • (214) 980-1475

مكتبة الامم المتحدة



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOVAC

L'assemblée générale du Crédit Mobilier Industriel SOVAC, réunie le 28 mai 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui lui ont été présentés par le directeur.

Les encours consolidés du groupe au 31 décembre 1983 s'élevaient à 23 milliards de francs contre 20,6 milliards de francs au 31 décembre 1982.

Les comptes consolidés financiers du groupe démontrent, pour l'exercice 1983, un résultat d'exploitation net de 327,1 millions de francs contre 276 millions de francs en 1982. Dans ce résultat net d'exploitation, la part de SOVAC, tiers exclusif, s'élève à 274,7 millions en 1983 contre 243 millions en 1982, en progression de 13 %.

Compte tenu des résultats hors exploitation, le résultat consolidé net total s'élève à 329,8 millions en 1983 contre 278 millions en 1982. Dans ce résultat net total, la part de SOVAC s'élève à 280 millions de francs contre 244,5 millions de francs.

Au niveau social, le bénéfice net d'exploitation de SOVAC après impôts s'élève à 152 287 689 F contre 145 032 319 F en 1982. A ce bénéfice d'exploitation s'ajoutent des plus-values nettes à long terme de 24 779 489 F (contre 2 755 041 F en 1982) pour former un bénéfice total de 177 067 178 F.

L'assemblée générale a décidé de fixer le revenu global de chacune des 4 millions d'actions constituant le capital à 26,25 F, soit un dividende distribué de 17,50 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 8,75 F. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 5 juin 1984. Ainsi, le montant des dividendes distribués s'élève au total à 70 millions de francs contre 63 millions de francs pour l'exercice précédent.

L'assemblée générale a nommé, en qualité de membres du conseil de sur-

veillance, Mme Yvette Chassagne et M. Didier Primat, et, en qualité de censeurs, M. Pierre Pagezy, précédemment membre du conseil de surveillance, ainsi que M. François Vost.

En réponse aux questions posées par les actionnaires, le président du directeur en Bourse des actions SOVAC ainsi que sur les résultats de la société pendant les quatre premiers mois de l'exercice.

L'introduction en Bourse sur le second marché s'est effectuée dans des conditions très satisfaisantes et, pour permettre un bon équilibre du marché, le volume des titres cédés au public a été porté à 18,4 % du capital, soit environ 736 000 actions. Le marché s'est bien équilibré et les transactions sont restées très actives depuis le début des cotations.

Il a été rappelé que l'introduction en Bourse avait été précédée d'un placement portant sur un volume d'actions sensiblement équivalent à celui ayant fait l'objet de cessions en Bourse, ce pré-placement auprès de divers investisseurs a été assorti d'un engagement de conserver les titres pendant une durée minimale.

Après ces opérations, Eurafinac détient ainsi un peu plus de 60 % du capital de SOVAC.

Les résultats nets consolidés d'exploitation du groupe marquent, pour les quatre premiers mois de l'exercice 1984, une progression de l'ordre de 10 % par rapport à ceux de la période correspondante de 1983.

Sauf événement conjoncturel exceptionnel, l'objectif visant à confirmer ce taux de progression sur l'exercice 1984 devrait être atteint.

## GROUPE GENERALE DES EAUX

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale des Eaux, dans sa séance du 23 mai 1984, a examiné les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1983.

Dans un périmètre de consolidation très peu différent de celui de l'exercice précédent, le chiffre d'affaires, augmenté des produits financiers et immobiliers, a atteint 30,3 milliards de francs, contre 27,2 milliards de francs pour l'année précédente. Il est en progression de 11,3 %.

Le résultat global du groupe s'est élevé à 458,4 millions de francs, contre 432,8 millions de francs pour 1982. La part du groupe dans ce résultat est de 417,2 millions de francs, contre 355,7 millions de francs. Elle progresse ainsi de 17,3 %.

La situation nette consolidée, incluant la part du groupe dans le résultat de l'exercice 1983, s'élève, à la clôture de celui-ci, à 3,821 milliards de francs, contre 3,290 milliards de francs un an plus tôt. L'augmentation de capital en numéraire réalisée par la Compagnie Générale des Eaux au début de l'année 1983 a contribué pour 225 millions de francs dans l'augmentation de cette situation nette.

## SLIMINCO

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 23 MAI 1984

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 23 mai 1984 sous la présidence de M. Henri Saury de Chalons, a approuvé les comptes de l'exercice 1983.

L'activité de la société a été soutenue. Les engagements nouveaux se sont en effet élevés à 223 millions de francs - dont 160 en Crédit bail et 63 en Locatif - pour 16 opérations. Le volume des engagements bruts au 31 décembre 1983 atteint ainsi 1,885 milliard de francs réparti en 258 opérations, dont 44 en propriété directe.

L'exercice se solde par un bénéfice net de 104,8 millions de francs.

L'assemblée a décidé la distribution à compter du 11 juillet 1984 d'un dividende unitaire de 40,70 francs contre 37 francs en 1983, soit une progression de 10 %.

Elle a reconduit le mandat d'administrateur du Crédit lyonnais et de M. Henri Saury de Chalons.

Réuni à l'issue de cette assemblée, le conseil d'administration a renouvelé ce dernier dans ses fonctions de président.

Les perspectives pour 1984 se révèlent d'ores et déjà satisfaisantes : l'emprunt obligataire à bons de souscription d'actions de 281,250 millions de francs émis en mars 1984 a reçu un accueil favorable.

## UAP L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

As cours de sa réunion du 10 mai 1984, le conseil d'administration de la Société Centrale Union des Assurances de Paris, présidé par M. Yvette Chassagne, a approuvé les comptes de cette société et ceux de ses trois filiales d'exploitation : l'Union des Assurances de Paris, l'Union des Assurances de Paris, Vie et l'Union des Assurances de Paris, Capitalisation, pour l'exercice 1983.

Les éléments caractéristiques présentés au conseil ont été les suivants (en millions de francs) :

	1982	1983	Diff. 1983-1982
L.A.R.D. ....	11 666,2	13 442,1	+ 15,2 %
VIE .....	5 054,2	5 639	+ 12 %
CAPITALISATION .....	2 674	2 741,2	+ 2,5 %
TOTAL ....	19 394,4	21 823,3	+ 12,6 %

## RÉSULTATS (avant dotation des réserves réglementées)

	1982	1983	Diff. 1983-1982
L.A.R.D. ....	37,4	137,6	+ 267,9 %
VIE .....	475,8	499,4	+ 5,1 %
CAPITALISATION .....	134,3	166,7	+ 24,2 %
TOTAL ....	577,7	803,7	+ 39,3 %

Les données ci-dessus ont été rendues comparables par élimination des éléments concernant les succursales de l'U.A.P. Incendie-Accidents et de l'U.A.P. Vie aux Pays-Bas, et de celle de l'U.A.P. Incendie-Accidents en Italie, dont les activités ont été transférées à des filiales à effet du 1<sup>er</sup> janvier 1983 ; à cette occasion, ont été dégagés des profits exceptionnels qui ont été affectés directement à des comptes de réserve ; ces profits représentent : à l'U.A.P. Incendie-Accidents : 180,3 millions de francs ; à l'U.A.P. Vie : 194,4 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera au collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Centrale Union des Assurances de Paris le versement d'un dividende de 58 800 000 F, soit la somme de 35 F par action, assortie d'un impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal) de 17,50 F, formant un revenu global de 52,50 F, en progression de 11,07 % sur celui de l'an dernier.



L'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1983.

Groupe BIC multinationnel  
Les ventes consolidées hors taxes se sont élevées à 5,42 milliards contre 4,54 milliards en 1982 en progression de 19 %.

Le bénéfice d'exploitation ressort à 642 millions en progression de 41 %, et la marge brute d'autofinancement, qui atteint 615 millions, s'accroît de 31 %.

La charge de l'impôt sur les bénéfices est en hausse de 31 % et s'élève à 238 millions.

La part du groupe dans le bénéfice net passe de 171 millions à 206 millions, en hausse de 20 %.

Les investissements industriels du groupe se sont élevés à 336 millions et les investissements en titre de participation à 67 millions contre respectivement 288 millions et 30 millions en 1982.

Société BIC  
Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au 31 décembre 1983 s'élève à 5,42 milliards (+ 8 %), et l'exportation représente 71 % des ventes. Le bénéfice d'exploitation augmente de 20 % pour atteindre 642 millions. La marge brute d'autofinancement progresse de 37 % à 615 millions. Les dividendes versés aux filiales se sont élevés à 67 millions contre 47 millions en 1982.

Le bénéfice net de la société ressort à 91 millions (F73 millions en 1982).

## Dividende

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 7,35 par action, qui, avec l'avoir fiscal de 3,675, représente un revenu global de 11,025. Compte tenu de l'augmentation de capital réalisée en 1983 par attribution d'une action gratuite pour une action ancienne, la distribution globale progresse de 20 %.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 18 juin 1984 contre remise du coupon n° 17.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 1983 Société anonyme de gestion et de contrôle de participations (SAPAR)

Aux taux variables

Les intérêts courus du 6 juin 1983 au 5 juin 1984 sur les obligations SAPAR 1983 à taux variable seront payables, à partir du 6 juin 1984, à raison de 644,89 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 10 % sur le montant de 71,66 F (montant global : 716,55 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 107,43 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,16 F, faisant ressortir un net de 547,65 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

14,80 % 1983  
Les intérêts courus du 6 juin 1983 au 5 juin 1984 sur les obligations SAPAR 14,80 % 1983 seront payables, à partir du 6 juin 1984, à raison de 666 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 10 % sur le montant de 74 F (montant global : 74 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 110,93 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,40 F, faisant ressortir un net de 547,65 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

(Publicité)

## UNE ANNÉE DE CROISSANCE

Le Conseil Général de la Banco di Napoli, qui s'est réuni le 30 avril 1984 sous la présidence du professeur Luigi Cocchi, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 de la section bancaire et des sections spéciales de crédit agricole, de crédit financier, de crédit industriel, de financement des travaux publics et de la section des prêts sur gages.

La Banque, sous la direction du professeur Ferdinando Ventriglia, a établi sa stratégie en mettant à exécution des programmes qui ont rendu le gestion plus dynamique. Témoignage de ce qui précède : une augmentation plus marquée des dépôts, des emplois par caisse et des investissements en titres ; une situation particulière prévue au secteur étranger, qui a vu croître sa quote-part de 20 à 30 % sur l'ensemble des emplois ; un résultat d'exploitation positif avant amortissements et provisions atteint pendant que la Banco di

## COMPTE DE RÉSULTATS DU BANCO DI NAPOLI (en milliards de lire)

	1982	1983	Diff. 1983-1982
Dépôts - dont en devises	29.800	38.400	+ 28,9 %
Emplois par caisse - dont en devises	19.942	24.000	+ 20,3 %
Investissements	7.400	9.200	+ 24,3 %
Patrimoine	1.117	1.300	+ 16,4 %
Bénéfice brut	317	370	+ 16,7 %
Bénéfice net	8,5	10,5	+ 23,5 %

Napoli réalisait une politique différenciée du type de l'argent en faveur de sa clientèle du Sud. A ces résultats positifs ont contribué le secteur de crédit à court terme et les sections spéciales dont l'apport a été considérable soit du point de vue des dépôts (40,80 %)

des emplois (+ 26,3 %). Quant aux participations nationales, on a fait ressortir un engagement dans le but de concrétiser une nouvelle politique de groupe bancaire. 1983 a été particulièrement positif, même pour sa filiale luxembourgeoise « Banco di Napoli International », qui a presque doublé son activité. L'intensité des structures réalisées dans le parabancaire a permis à la BNB Meridionale Leasing, à la BNB Meridionale Factoring et à la Datalia Processing d'obtenir d'excellents résultats. L'« International Securities Fund », fonds commun d'investissements de droit luxembourgeois, dont la Banco di Napoli est banque dépositaire et participante, a enregistré une performance très importante : + 28,5 % dans le prix de liquidation.

## PRÊT GLOBAL D'INVESTISSEMENT

Le CRÉDIT NATIONAL et la BANQUE NATIONALE DE PARIS viennent de mettre au point un produit nouveau appelé « Prêt Global d'investissement » - P.G.I.

Cette formule de Prêt à Long Terme est destinée à faciliter le financement des entreprises appartenant aux secteurs de l'industrie, du bâtiment, des travaux publics, du transport et des services industriels, et réalisant des programmes de développement d'un intérêt économique reconnu.

Le P.G.I. est un prêt conjoint à 15 ans associant :

- dans une première phase un financement de la BANQUE NATIONALE DE PARIS à taux révisable sous forme de Prêt Bancaire aux Entreprises (soit actuellement 10,75 %),
- dans une deuxième phase un financement du CRÉDIT NATIONAL à taux fixe sous forme de Prêt Aidé aux Entreprises (soit actuellement 11,75 %).

La mise à disposition de ce nouveau mode de financement sera étroitement liée au volume des enveloppes de Prêt Bancaire aux Entreprises dérogées sur ressources CODEVI.

## Les chiffres parlent.

Quelques chiffres intéressants de la NMB BANK au 31 décembre 1983 (en millions de florins hollandais - 1 florin = FF. 2,72)

Total du bilan	63.323 fl.
Total des dépôts	60.838 fl.
Crédits	40.681 fl.
Fonds propres	2.372 fl.

Il est intéressant de noter les éléments suivants repris du 56ème Rapport Annuel de la banque :

- En 1983, le total du bilan a augmenté de 6 % dépassant 63 milliards de fl.

- Les crédits ont augmenté de 7 % passant de 38 milliards de fl. à fin 1982 à plus de 40 milliards de fl. à fin 1983. Cette progression est principalement due à la croissance du portefeuille des crédits internationaux marquant une augmentation de plus de 20 %.

- A présent, l'activité internationale représente 36 % du total du bilan.

- La banque dispose d'un réseau de 469 guichets aux Pays-Bas et à l'étranger le groupe possède des filiales, succursales et bureaux de représentation à Londres, Paris, Zurich, Genève, New York, Chicago, Los Angeles, Mexico City, Caracas, Caracas, São Paulo, Montevideo, Hong Kong, Singapour, Tokyo, Bahrein.

- Grâce à des acquisitions récentes effectuées à Hong Kong, Singapour et Tokyo, le réseau de la banque en Extrême Orient sera renforcé dans le courant de 1984.

- Les produits des opérations sur titres ont atteint cette année un chiffre record, grâce au développement des activités dans le domaine des actions, des options et des émissions obligataires.

- Les dépôts en eurodevises représentent 20 % du total du bilan.

Si vous désirez recevoir le rapport annuel de l'exercice 1983, adressez-vous à une de nos filiales ou succursales ou à la NMB BANK Amsterdam, Boite Postale 1800, tél. 11402.

Banque NMB-Interbanco S.A./NMB Banque (France) S.A., 8, Place Vendôme, 75001 Paris, France. Téléphone: (01) 2615525; télex: 680365 unib f/240329 nmb f.

NMB BANK Amsterdam.  
Dépôts en devises européennes et étrangères: téléphone: 3120-543184; télex: 14216 nmba nl. Or, monnaies et billes: banque étrangère: téléphone: 3120-543250; télex: 14034 nmbno nl. Opérations en bourse et nouvelles émissions: téléphone: 3120-5432985; télex: 12009 nmbnl.

## NMB BANK

Nederlandsche Middenstandsbank nv



NMB BANK. Le sens de la banque.

RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 1983  
BANCO DI NAPOLI



SOCIÉTÉ  
BUREAU ADMINISTRATIF  
DE PARIS

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 29 mai

### Mieux orienté

Pour une fois, les indications de son pilote, Wall Street fermé lundi pour le « Memorial Day », la Bourse de Paris a fait preuve de meilleures dispositions. D'entrée de jeu, la Française des pétroles (+1,9 %), Peugeot (+2,2 %) et CSE (+2,2 %) ont entraîné le ton. Ces trois valeurs s'alignaient pas vraiment faire des émules. Mais, par sympathie, d'autres leur emboîtent le pas, les pétroles en général, tant et si bien qu'à la clôture l'indice instantané enregistrait une avance de 0,94 %.

Ce score est très honorable compte tenu du calme relatif des affaires et des soucis qu'occasionne à la Communauté la situation dans le golfe Persique.

Pour l'instant, au moins l'affirmation dans les travaux, l'assurance donnée par la Réserve fédérale américaine de tout mettre en œuvre, et, surtout, pour éviter de nouvelles dévaluations, rassure les investisseurs. Les valeurs américaines, qui semblaient avoir rassuré les investisseurs, qui, la semaine dernière, avaient été alertés par les rumeurs, démenties ensuite, des difficultés auxquelles la Manufacturers Hanover Trust se serait trouvée confrontée.

Après la nervosité de ces derniers jours le marché a donc retrouvé son sang-froid et analyse les événements sans passion.

Réservée à la hausse, l'action Crouzet-Lore a monté de 7,6 %.

La devise-titre a fléchi et s'est traitée entre 9,78 F et 9,82 F contre 9,73 F/9,95 F.

L'or a poursuivi sa progression : 385,50 dollars l'once à Londres contre 384,20 dollars vendredi dernier.

À Paris, le lingot a valu 104,500 F (+700 F). Nouvelle et forte hausse du napoléon : 640 F (+13 F).

Le volume des transactions a diminué : 13,49 millions de francs contre 14,48 millions de francs.

## NEW-YORK

### La baisse reprend

Le dernier week-end, prolongé par le chômage observé le 28 mai pour célébrer le « Memorial Day », n'a pas donné l'occasion à Wall Street de recouvrer ses forces comme les pronosticteurs l'avaient cru. Le mouvement de baisse a repris mardi dès le réouverture du marché, et, en clôture, l'indice des Industriels a baissé, en recul de 5,86 points à 1101,23, son niveau le plus bas depuis le 23 février 1983 (1096,94).

Le bilan de la journée a été encore plus éloquent, puisque, sur 1950 valeurs traitées, 1020 se sont repliées, 495 seulement ont progressé, tandis que 435 reproduisaient leurs cours précédents.

Sous forme de boutade, un spécialiste assurant que les acheteurs étaient en grève, et en voulait pour preuve la faiblesse des transactions : 69,05 millions de titres échangés seulement, contre 78,3 millions vendredi dernier. Il n'était cependant pas dénué de vérité que le marché n'était pas loin de son point bas et qu'il allait prochainement se redresser vigoureusement. Ce n'était pas l'avis général, beaucoup estimant que le sentiment était généralement baissier, en raison de la tension enregistrée sur le front des taux d'intérêt, et que le « Dow » pourrait très bien revenir au voisinage de 1050.

Des rumeurs d'OPA ont circulé sur Revlon, qui a figuré, avec 753 900 titres échangés, parmi les valeurs les plus actives.

VALEURS	Cours de 29 mai	Cours de 28 mai
Alcatel	15 1/2	15 1/2
A.T.T.	38 1/2	38 1/2
Boeing	48 3/4	48 3/4
De Pirelli	47 1/2	47 1/2
General Motors	64 1/2	64 1/2
IBM	107 1/4	107 1/4
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	62 1/4	62 1/4
Merck	34 1/2	34 1/2
Microsoft	31 1/2	31 1/2
Pfizer	47 1/2	47 1/2
Schering	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	38 1/2	38 1/2
Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Xerox Corp.	37	37

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

### COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS (CFPI)

La compagnie est entrée le 22 mai dans le club des producteurs de chimie fine en inaugurant à Gallion (Eure), en présence du ministre de l'Industrie, une nouvelle unité de production d'un cyclohexane original pour la fabrication d'un désherbant sélectif du type appartenant à la gamme des isoxanols. Le coût de cette unité s'élève à 105 millions de francs, somme à laquelle il faut ajouter 26,25 millions de francs de recherche.

La CFPI a reçu de la CORDIS une subvention de 10 millions de francs. Il s'agit là, pour M. Fabius, d'une réalisation exemplaire pour une entreprise moyenne (670 millions de francs de chiffre d'affaires en 1983, 900 personnes employées sur quatre sites), qui, de 1977 à 1983, a développé ses ventes au rythme annuel de 18 % malgré la crise et manifesté une présence active à l'étranger (25 % du chiffre d'affaires).

Le ministre a profité de l'occasion pour souligner la relative faiblesse de la France dans le domaine de la chimie fine, dont la balance commerciale est déficitaire de 1,5 milliard de francs, quand celle de l'ensemble de la chimie est bénéficiaire. Ce secteur ne représente en outre que 27 % du chiffre d'affaires de l'industrie chimique, contre 35 % chez nos grands concurrents.

### GÉNÉRAL DES EAUX

Le résultat net consolidé (part du groupe) pour 1983 augmente de 17,3 % à 417,2 millions pour un chiffre d'affaires de 30,3 milliards de francs, contre 11,3 %.

ORSEAN - Augmentation du capital par émission de 460 F d'une action nouvelle créée le 1er janvier 1984 pour 42 actions.

### CHRISTOFLE

Le bénéfice brut d'exploitation pour 1983 baisse de 47,9 % pour revenir à 16,13 millions de francs. Cependant, les ventes de produits en réserve pour l'année précédente (6,47 millions de francs, contre 12,28 millions), le bénéfice net comptable progresse de 19,3 % à 5,15 millions de francs. Le dividende net est fixé à 14 F, contre 13,25 F. Le chiffre d'affaires du premier trimestre s'élève à 90,60 millions de francs. Il est difficilement comparable à celui enregistré en 1983 à pareille époque (110,5 millions), qui tenait compte d'une commande spéciale à l'exportation de 22 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 29 déc. 1983)			
	28 mai	29 mai	
Valeur française	112	112,2	
Valeur américaine	125	125,5	
C° DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31 déc. 1983)			
	28 mai	29 mai	
Indice général	171	172,1	
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE			
Effet privé du 30 mai	12,12 %		
COURS DU DOLLAR À TOKYO			
1 dollar (en yen)	231,95	231,90	

# BOURSE DE PARIS Comptant 29 MAI

VALEURS	% de variation	% de coupon	VALEURS	Cours	Précédent	VALEURS	Cours	Précédent	VALEURS	Cours	Précédent
3 %	1 884		Deland S.A.	827	707	Assurances Ind.	82 30		Net. Nederlanden	702	725
5 %	1 628		Deland S.A.	120	120	Assurances Ind.	150	150	Net. Nederlanden	24 50	24 50
8 %	2 484		Deland S.A.	830	840	Assurances Ind.	120	120	Net. Nederlanden	190	190
10 %	1 890		Deland S.A.	240	240	Assurances Ind.	120	120	Net. Nederlanden	190	190
12 %	1 890		Deland S.A.	240	240	Assurances Ind.	120	120	Net. Nederlanden	190	190
15 %	1 890		Deland S.A.	240	240	Assurances Ind.	120	120	Net. Nederlanden	190	190
18 %	1 890		Deland S.A.	240	240	Assurances Ind.	120	120	Net. Nederlanden	190	190
21 %	1 890		Deland S.A.	240	240	Assurances Ind.	120	120	Net. Nederlanden	190	190
24 %	1 890		Deland S.A.	240	240	Assurances Ind.	120	120	Net. Nederlanden	190	190
27 %	1 890		Deland S.A.	240	240	Assurances Ind.	120	120	Net. Nederlanden	190	190
30 %	1 890		Deland S.A.	240	240	Assurances Ind.	120	120	Net. Nederlanden	190	190

## Obligations convertibles

VALEURS	Cours	Précédent	VALEURS	Cours	Précédent
B.N. 10,50 % 77	2750	2675	B.N. 10,50 % 77	2750	2675
Carrefour 6,75 % 77	241	241	Carrefour 6,75 % 77	241	241
Carrefour 6,75 % 77	241	241	Carrefour 6,75 % 77	241	241
Carrefour 6,75 % 77	241	241	Carrefour 6,75 % 77	241	241
Carrefour 6,75 % 77	241	241	Carrefour 6,75 % 77	241	241

## Actions au comptant

VALEURS	Cours	Précédent	VALEURS	Cours	Précédent
Alcatel	15 1/2	15 1/2	Alcatel	15 1/2	15 1/2
A.T.T.	38 1/2	38 1/2	A.T.T.	38 1/2	38 1/2
Boeing	48 3/4	48 3/4	Boeing	48 3/4	48 3/4
De Pirelli	47 1/2	47 1/2	De Pirelli	47 1/2	47 1/2
General Motors	64 1/2	64 1/2	General Motors	64 1/2	64 1/2
IBM	107 1/4	107 1/4	IBM	107 1/4	107 1/4
Intel	32 1/2	32 1/2	Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	62 1/4	62 1/4	Johnson & Johnson	62 1/4	62 1/4
Merck	34 1/2	34 1/2	Merck	34 1/2	34 1/2
Microsoft	31 1/2	31 1/2	Microsoft	31 1/2	31 1/2
Pfizer	47 1/2	47 1/2	Pfizer	47 1/2	47 1/2
Schering	32 1/2	32 1/2	Schering	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	38 1/2	38 1/2	Union Carbide	38 1/2	38 1/2
Westinghouse	40 1/4	40 1/4	Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Xerox Corp.	37	37	Xerox Corp.	37	37

## Étrangères

VALEURS	Cours	Précédent	VALEURS	Cours	Précédent
A.G.	387	387	A.G.	387	387
Alcatel	15 1/2	15 1/2	Alcatel	15 1/2	15 1/2
A.T.T.	38 1/2	38 1/2	A.T.T.	38 1/2	38 1/2
Boeing	48 3/4	48 3/4	Boeing	48 3/4	48 3/4
De Pirelli	47 1/2	47 1/2	De Pirelli	47 1/2	47 1/2
General Motors	64 1/2	64 1/2	General Motors	64 1/2	64 1/2
IBM	107 1/4	107 1/4	IBM	107 1/4	107 1/4
Intel	32 1/2	32 1/2	Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	62 1/4	62 1/4	Johnson & Johnson	62 1/4	62 1/4
Merck	34 1/2	34 1/2	Merck	34 1/2	34 1/2
Microsoft	31 1/2	31 1/2	Microsoft	31 1/2	31 1/2
Pfizer	47 1/2	47 1/2	Pfizer	47 1/2	47 1/2
Schering	32 1/2	32 1/2	Schering	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	38 1/2	38 1/2	Union Carbide	38 1/2	38 1/2
Westinghouse	40 1/4	40 1/4	Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Xerox Corp.	37	37	Xerox Corp.	37	37

## Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Précédent	VALEURS	Cours	Précédent
Alcatel	15 1/2	15 1/2	Alcatel	15 1/2	15 1/2
A.T.T.	38 1/2	38 1/2	A.T.T.	38 1/2	38 1/2
Boeing	48 3/4	48 3/4	Boeing	48 3/4	48 3/4
De Pirelli	47 1/2	47 1/2	De Pirelli	47 1/2	47 1/2
General Motors	64 1/2	64 1/2	General Motors	64 1/2	64 1/2
IBM	107 1/4	107 1/4	IBM	107 1/4	107 1/4
Intel	32 1/2	32 1/2	Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	62 1/4	62 1/4	Johnson & Johnson	62 1/4	62 1/4
Merck	34 1/2	34 1/2	Merck	34 1/2	34 1/2
Microsoft	31 1/2	31 1/2	Microsoft	31 1/2	31 1/2
Pfizer	47 1/2	47 1/2	Pfizer	47 1/2	47 1/2
Schering	32 1/2	32 1/2	Schering	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	38 1/2	38 1/2	Union Carbide	38 1/2	38 1/2
Westinghouse	40 1/4	40 1/4	Westinghouse	40 1/4	40 1/4
Xerox Corp.	37	37	Xerox Corp.	37	37

## COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Précédent	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Précédent
Etats-Unis (S 1)	8 387	8 425	Etats-Unis (S 1)	8 387	8 425
Belgique (100 B)	307 790	307 800	Belgique (100 B)	307 790	307 800
France (100 F)	273 020	281	France (100 F)	273 020	281
Allemagne (100 M)	83 900	83 940	Allemagne (100 M)	83 900	83 940
Italie (100 L)	107 930	107 970	Italie (100 L)	107 930	107 970
Grande-Bretagne (S 1)	11 615	11 611	Grande-Bretagne (S 1)	11 615	11 611
Grande-Bretagne (S 2)	4 974	4 980	Grande-Bretagne (S 2)	4 974	4 980
Grande-Bretagne (S 3)	373 020	373 050	Grande-Bretagne (S 3)	373 020	373 050
Grande-Bretagne (S 4)	104 120	104 230	Grande-Bretagne (S 4)	104 120	104 230
Grande-Bretagne (S 5)	43 800	43 800	Grande-Bretagne (S 5)	43 800	43 800
Grande-Bretagne (S 6)	5 481	5 478	Grande-Bretagne (S 6)	5 481	5 478
Grande-Bretagne (S 7)	6 800	6 800	Grande-Bretagne (S 7)	6 800	6 800
Grande-Bretagne (S 8)	6 480	6 503	Grande-Bretagne (S 8)	6 480	6 503
Grande-Bretagne (S 9)	3 820	3 830	Grande-Bretagne (S 9)	3 820	3 830

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	COURS	Précédent	MARCHÉ LIBRE DE L'OR	COURS	Précédent
Or fin (100 g)	104 000	104 000	Or fin (100 g)	104 000	104 000
Or fin (100 g)	104 000	104 000	Or fin (100 g)	104 000	104 000
Or fin (100 g)	104 000	104 000	Or fin (100 g)	104 000	104 000
Or fin (100 g)	104 000	104 000	Or fin (100 g)	104 000	104 000
Or fin (100 g)	104 000	104 000	Or fin (100 g)	104 000	104 000
Or fin (100 g)	104 000	104 000	Or fin (100 g)	104 000	104 000
Or fin (100 g)	104 000	104 000	Or fin (100 g)	104 000	104 000
Or fin (100 g)	104 000	104 000	Or fin (100 g)	104 000	104 000
Or fin (100 g)	104 000	104 000	Or fin (100 g)	104 000	104 000

ÉLÉ DI CRO

DI NAPOLI



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. L'AVENIR DE LA COMMUNAUTÉ : « Un coup de jeune pour l'Europe » (II), par André Fontaine.  
- L'U : les ont-ils rendus libres, cent ans de syndicalisme.

### ÉTRANGER

1. DIPLOMATIE  
- La fin du sommet franco-allemand.  
4. PROCHE-ORIENT  
- La guerre du Golfe.  
5. AFRIQUE  
6. ASIE  
- M. Mitterrand a reçu M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois.  
8. AMÉRIQUES

### LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

7. DANEMARK : l'adhésion à la CEE en question.  
- PAYS-BAS : l'obésité des euro-sinistres.  
8. M. Jospin : M. Vail est plus à droite qu'on ne le croyait.  
- M. Vail : nous préconisons la rupture avec le socialisme.

### POLITIQUE

10. A l'Assemblée nationale : une réforme électorale pour provoquer une nouvelle donne en Nouvelle-Calédonie.  
- Le projet de loi sur la presse au Sénat.

### SOCIÉTÉ

11. Le débat sur l'enseignement privé.  
12. SPORTS : les internationaux de France à Roland-Garros.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

13. De la Biennale internationale de la Danse à Lyon.  
14. De la Biennale internationale de la Danse à Lyon.

15. Classique et néo-classique : quatre siècles de domination française.  
16. La nouvelle génération : un langage vers le vocabulaire.

17. Auteur du ballet.  
18. Sélection.  
19-20. Programmes des expositions.  
21-22. Programmes des spectacles.

### ÉCONOMIE

24. AGRICULTURE : l'agitation dans l'Ouest.  
25. SOCIAL  
26. CONJONCTURE.  
27. MONNAIES.

28. RADIO-TÉLÉVISION (21)  
INFORMATIONS  
« SERVICES » (22) :  
Jeunes : Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (23) :  
Caract (22) ; Programmes des spectacles (19-20) ; Marchés financiers (27).

Le numéro de « Monde » daté 30 mai 1984 a été tiré à 450 704 exemplaires.

**Halte au Vol**

1 serrure à 5 points  
PICARD  
+ d'autres marques  
Matériel  
GARANTI 5 ANS  
+  
1 blindage acier  
15/10°  
+  
4 goujons d'acier  
anti-dégondage  
+  
3 cornières  
anti-placage  
à l'extérieur sur le  
pourtour de la porte  
OFFRE EXCEPTIONNELLE  
3.500 F TTC  
Pose et défil. comp.  
PARIS-BANLIEUE  
Sté S.P.P.  
11, rue Minard  
92130 Issy-les-Moulineaux  
554.58.08  
554.41.95  
CREDIT GRATUIT  
3 MOIS  
A B C D E F G

## « EN SIGNE DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION »

### Le maire adjoint de Bayeux a remis la médaille d'honneur de la ville à un ancien général SS

De notre correspondant

Caen. - Tenu à l'écart des manifestations officielles commémorant le quarantième anniversaire du débarquement des forces alliées, les Allemands sont néanmoins présents en Normandie.

Ainsi, le mardi 22 mai, quatre-vingt-dix vétérans de la seconde guerre mondiale, accompagnés de leurs épouses, se sont réunis au cimetière de La Cambe (Calvados), où reposent 21 160 soldats allemands, puis, après avoir visité de nombreux sites militaires, se sont rendus à Bayeux (première ville française libérée par les alliés le 6 juin 1944), au musée de la bataille de Normandie. Rien que de très banal, sauf, peut-être, leur appartenance, en 1944, à la Waffen SS : la 10<sup>e</sup> SS Panzerdivision « Frundsberg », commandée à l'époque par le responsable de ce groupe de visiteurs, le général Heinz Harmel, né à Metz en 1906. Pour le docteur Benamou, conservateur du musée, « ce n'est pas exceptionnel ».

« De nombreux visiteurs allemands ayant appartenu à ce corps, dit-il, viennent régulièrement à Bayeux, car ils y sont en confiance. Le musée est un terrain neutre et républicain. Ici, 50 % des pièces sont allemandes, et la reste concerne les forces alliées. Nous regrettons qu'ils n'aient pas été invités aux cérémonies, quarante ans après, même si les anciens combattants allemands le comprennent très bien ».

En signe de paix et de réconciliation, M. Bernard Roquet (UDF), maire adjoint de la ville de Bayeux, a remis, ce jour-là, la médaille d'honneur de la ville au général Harmel. Celui-ci a simplement déclaré

BERNARD LEBRUN.

## La tache de sang

La réconciliation franco-allemande est souhaitable. Et elle se fait. Mais il est des gestes qui ne peuvent qu'en retarder l'évolution. La dernière cérémonie de Bayeux est de ceux-là. Non point parce que la seule ville de la côte du Calvados qui n'a pas souffert des combats de 1944 accueille des anciens combattants allemands. Mais parce que ces anciens combattants sont des SS.

Faut-il rappeler au docteur Benamou que la SS, armée personnelle de Adolf Hitler, a commis, à travers l'Europe entière, d'innombrables crimes ? Qu'en Normandie même la division SS Das Reich, qui venait de s'illustrer à Orléans-sur-Garonne, se soit, le 13 août dans la soirée, à Tourouvre (Orne), de quatre-vingt otages, fusillés trois

JEAN PLANCHAIS.

habitués sur la place, mit le feu aux maisons avec des grenades et des plaquettes incendiaires et abrita quinze personnes des deux sexes et de tout âge qui sortaient de leurs maisons en fermées ?

L'Allemagne d'aujourd'hui, à de rares exceptions près, renonce à ses démons. Et les jeunes générations d'ouest-rhénans ne sauraient porter indéfiniment le poids des crimes des anciens.

Mais les visiteurs de Bayeux n'étaient pas des enfants. Ils avaient participé avec fanatisme à l'effroyable aventure hitlérienne. Il est des taches de sang qu'on n'efface pas. Même pour promouvoir le tourisme sur les champs de bataille.

LES SUITES DU DOUBLE MEURTRE DE LA ROCHE-SUR-FORON

Grenoble. - La découverte d'un corps en état de décomposition à proximité du lieu des deux meurtres de La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) - un gendarme et un ébéniste avaient été tués dans la nuit du 16 au 17 mai (le Monde du 19 mai) - laisse supposer qu'il s'agit de celui de Jean-Marc Bieser, dix-huit ans, recherché dans toute la région d'Annecy depuis trois jours.

Les gendarmes qui ont ratissé une zone de plusieurs dizaines de kilomètres ont-ils négligé, pendant leurs recherches qui mobilisent trois cents hommes et deux hélicoptères, les lieux immédiats de la tuerie ? Le corps retrouvé par un agriculteur a été découvert à quelques centaines de mètres seulement de l'usine que Bieser et son compagne, Henri Gruffat - ce dernier s'est donné la mort quelques heures après les deux meurtres - voulaient cambrioler et à moins de 150 mètres de l'hôtel Beauregard, où les deux malfaiteurs ont tenté de dérober une voiture. Un fusil à canon scé se trouvait à proximité du corps.

L'autopsie ordonnée par le parquet de Bonneville-en-Arce devra identifier formellement le corps et déterminer les causes du décès : le suicide ou l'exécution par son compagne de cavale. - (Corresp.)

ARRESTATION DE QUATRE MEMBRES PRÉSUMÉS D'ACTION DIRECTE

Des gendarmes de la brigade de recherches de Vincennes (Val-de-Marne) ont interpellé, le 27 mai dans la soirée, à Nogent-sur-Marne, quatre personnes présumées proches du mouvement Action directe. Il s'agit d'Antonio Reiso, vingt-trois ans, Marc Touillon, trente ans, Conchita Góngora, trente ans, et Christian Gauzeux, vingt-neuf ans. Ce dernier est un proche de Frédéric Oriach, actuellement détenu et considéré comme l'un des chefs de file de l'ultra-gauche violente. Christian Gauzeux a été arrêté alors qu'il se rendait à l'une des deux caisses renfermant des matières explosives découvertes voici quatorze jours par les gendarmes et surveillées depuis lors.

Déjà appréhendé en octobre 1982, Christian Gauzeux devait l'être de nouveau en avril 1983, pour avoir participé au sacage du musée de la Légion d'honneur, à Paris (le Monde daté 24-25 avril 1983). Au terme de huit mois d'emprisonnement provisoire, il avait été relâché au bénéfice du doute, en novembre 1983, par la 14<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris.

Seule Conchita Góngora a été laissée en liberté sous contrôle judiciaire, les trois hommes ayant été écroués sous l'inculpation de « détention d'explosifs ».

(Publié)

le vin des meilleurs « bistrots »

CHABERLAY

un vin rouge à boire bien frais

## En Ouganda

### L'ARMÉE SERAIT RESPONSABLE D'UN MASSACRE DE CIVILS

L'armée ougandaise serait responsable d'un massacre de civils qui s'est déroulé la semaine dernière à Namugongo (à 15 kilomètres à l'est de Kampala), où est situé un séminaire anglican. Radio-Kampala, qui a fait état, mardi 29 mai, pour la première fois, de cette affaire, a indiqué que les victimes - dont le nombre n'a pas été précisé - ont été tuées à la suite de l'attaque par des « bandits » de la station de télécommunications par satellite de Mpoma, située près de Namugongo.

Selon le quotidien catholique *Muniso*, seize personnes au moins ont été tuées au cours de cet incident, qui aurait eu lieu mardi 22 mai. Parmi les victimes, on dénombre dans une fosse creusée près du séminaire, on a retrouvé le cadavre du Révérend Eriya Bazira, supérieur du collège anglican de théologie d'Ouganda.

Le gouvernement a indiqué avoir appris « avec un profond regret » ces incidents. Selon lui, après l'attaque de la station de Mpoma, « des sections de l'armée ont été lancées à la poursuite des bandits. Au cours de cette action, des actes ont été commis au défilé de la loi, et ont dégénéré, dans certains cas, par la mort de personnes innocentes ». Le commandant en chef de l'armée ougandaise, le général Tito Okello, a ordonné l'arrestation de tout militaire qui aurait pris part à ce massacre. - (AFP, Reuters, UPI.)

(Lire page 5 l'article de Jacques de Barris.)

### M. GROMYKO REFUSE DE DONNER DES INFORMATIONS SUR LA SANTÉ DE M. SAKHAROV

Moscou (AFP). - M. Andreï Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a refusé mardi 29 mai de donner des informations sur l'état de santé de M. Andreï Sakharov, en affirmant qu'il s'agit d'une affaire intérieure soviétique, à l'indiqué le chef de la diplomatie australienne, M. Bill Hayden. Des membres de la délégation australienne, qui accompagnent M. Hayden dans sa visite officielle à Moscou, ont précisé que M. Gromyko avait ajouté que Moscou ne discuterait de l'affaire Sakharov « avec personne ».

Dans un entretien avec des correspondants occidentaux après ses entretiens avec M. Gromyko, le ministre australien a déclaré que M. Gromyko avait refusé de discuter de ce problème, en affirmant qu'il s'agit d'une « affaire intérieure soviétique » et que Moscou ne se ferait « pas dire par d'autres pays comment la traiter ».

M. Gromyko a ensuite dit que c'était la fin de la conversation sur ce sujet, a rapporté le ministre australien, selon lequel son collègue soviétique semblait « irrité ».

## LES BELLES LITTÉRIES

TRECA  
EPEDA  
SIMMONS  
s'achètent toujours

chez  
CAPELOU

DISTRIBUTEUR  
Seule adresse de vente :  
37 av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup>  
Métro : République - Tél. 357.41.35  
LIVRAISON GRATUITE TOUTE LA FRANCE  
CART. TOUTE LA FRANCE

UNE CROISIÈRE CITROËN...  
MOEBIUS... À PARTIR DU 25 MAI...  
À LA LIBRAIRIE GÉNAT...  
...16 RUE LAFAYETTE...

joyeuses fêtes avec  
KRITER Brut de Brut bien glacé  
en bouteilles ou en quarts

(Publié)

Le voyage européen de M. Botha

Recevant, mardi 29 mai à Lisbonne, le premier ministre sud-africain, M. Botha, chef du gouvernement portugais, a déclaré qu'il existait « un vaste champ de coopération possible » entre son pays et l'Afrique du Sud en dépit de leurs divergences, concernant notamment l'apartheid. En France, trois mouvements anti-apartheid (AFASPA, MRAP et Mouvement anti-apartheid) appellent à manifester le 7 juin, à Longueval (Somme), où M. Pieter Botha doit déposer la première pierre d'un musée à la mémoire des soldats sud-africains tombés pendant les deux guerres mondiales (le Monde du 30 mai).

## Sur le vif

### Dépannage

Il y a vraiment des gens qui se croient tout permis. Hier, coup de téléphone effilé. C'est mon amie Bérénice. Son évier est bouché. Sa cuisine est inondée. Elle a appelé un « AS5-dépannage » quelconque et on a promis de lui envoyer quelqu'un à 14 h 30. Elle, à 14 h 30, elle doit passer une audition pour le Don d'Adèle, c'est la chance de sa vie. Il faut absolument que je vienne ouvrir la porte au technicien. Moi, bonne pomme, j'y vais. Ras lul. J'attends jusqu'à 16 heures. Et puis, écoulé, j'appelle le service après-vente en question pour m'entendre dire : Ah! oui, en effet, désolé, maintenant pour aujourd'hui c'est trop tard. On vous l'envoie après-demain à 11 heures.

Le lendemain à 11 h 20, coup de téléphone effilé. C'est mon amie Bérénice. Le réparateur est passé. C'est le siphon. Il faut le changer. Il est allé en chercher un autre. Il doit repasser après le déjeuner. Elle, après le déjeuner, elle a rendez-vous avec un grand producteur au séminaire des Gobelins. Est-ce que je ne pourrais pas... Non, pas question. Débrouille-toi comme tu voudras. Moi, je ne me déplace plus.

Huit jours plus tard, coup de téléphone effilé. C'est mon amie Bérénice. Le type est enfin revenu avec son siphon. Et il vient de repasser avec un chèque de 1 299 F pour la réparation, les déplacements, la taxe, tout ça. Elle est un peu gênée en ce moment. Elle risque d'être à découvert. Est-ce que je peux lui

prêter l'argent. Elle me le rendra, pas de problème, elle doit faire une pub pour le chewing-gum Ribouldingue la semaine prochaine.

1 299 balles, c'est quand même 1 299 francs. Ce ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval. Et un siphon, ce n'est jamais qu'un siphon. Ce coûte 57 francs dans le commerce. J'ai bien l'impression que ma copine s'est fait rouler. Ce arrive deux fois sur trois. Lisez Que choisir ? du mois de mai, vous serez édifié sur la compétence et l'honnêteté de l'immense majorité des dépanneurs. Pour en avoir le cœur net, j'ai réussi à faire chercher un petit plombier de mon quartier et je l'ai emmené, contraint et forcé, le revolver sur la tempe, chez Bérénice. Où il a constaté : un, que le vieux siphon - il traînait dans un coin - était en parfait état de marche. Deux, que les tuyaux étaient enterrés et qu'il aurait suffi d'un peu de Dégout, acheté chez n'importe quel marchand de couleurs, pour arranger le coup.

Il appréciait la fausse panne et le gros factuel du collègue en cuisinier, mort plomberie, il passe sa vie à réparer les erreurs des réparateurs. Et comme ils sont très souvent payés au rendement, les réparateurs ne risquent pas sur l'erreur. Ils arrivent à en faire jusqu'à dix, douze par jour. Pépères. Sans trop se fâcher. Tout le monde peut se tromper.

CLAUDE SARRAUTE.

## A L'ENA

### Deux élèves seulement de la promotion Louise-Michel quittent l'administration

Les vingt-cinq élèves de l'École nationale d'administration qui avaient mis leur titre sur le marché en publiant dans le Monde du 3 avril une petite annonce au titre racoleur « Offrez-vous un énarque », ont fait chouer blanc. Des cent : trente-cinq élèves de la promotion Louise-Michel qui vient de sortir de l'école deux semaines après le traditionnel « cours du traditionnel » - amphigarnis - qui s'est tenu mardi 29 mai. C'est une proportion de plus faible. Et encore, l'un d'eux ne rejoint pas le secteur privé. A supposer que ces élèves-là aient fait partie des vingt-cinq annonceurs, on peut donc considérer que l'offre de service de ceux-ci n'a pas eu le succès escompté. Il est vrai qu'au moment où leur groupe s'était constitué, certains d'entre eux craignaient d'être des fonctionnaires administratifs peu attrayants.

N'aurait-on pas offert l'année dernière, à la sortie de l'ENA, un poste d'administrateur civil chargé de gérer la formation des maîtres-maçons de la Préfecture de police (relais du ministre de l'Intérieur) ? Le groupe des vingt-cinq n'était pas homogène et ceux qui les ont rencontrés, croyant trouver des contestataires du régime, se sont étonnés que beaucoup d'entre eux étaient tout à fait engagés à gauche mais recherchaient seulement des jobs plus rémunérateurs que ceux de la fonction publique. Ils ont donc, en définitive, accepté leur sort et leur classement. Les choix faits par les élèves de la promotion Louise-Michel sont d'ailleurs tout à fait classiques : les premiers choisissent les grands corps (Inspection des finances, Conseil d'Etat, Cour des comptes), le corps diplomatique continue de séduire et le ministère de l'Intérieur attire de nouveau.

La direction de l'école qui avait été fortement irritée par les auteurs de la petite annonce du Monde peut

donc constater que les traditions établies en trente ans d'existence de l'École ont été plus fortes que cette foucade. L'ENA a déjà connu dans le passé des initiatives sans lendemain. Ce fut le cas, par exemple, lorsque toute une promotion a refusé le classement de sortie et que les majors ont renoncé aux grands corps pour des postes réputés moins attrayants, notamment dans l'administration sociale. - A.F.

## Les conflits à la SNCF

### LA CFDT ET LES AUTONOMES DEPOSENT DES PREAVIS DE GREVE A COMPTER DU 3 JUIL

Alors même que se déroulaient ce mercredi matin 30 mai les négociations entre les syndicats et la direction de la SNCF, des préavis de grève ont été déposés par deux organisations de cheminots. L'une fonde de la Fédération CFDT, qui annonce que des actions seront menées dès le 3 juin à 0 heures et 14 heures, et des préavis de grève ont été déposés par deux organisations de cheminots (FGAAC), qui représentent près de 30 % des vingt et un mille conducteurs de trains. Ce préavis, qui est reconductible, est conclu avec l'entente en vigueur, le 3 juin, des 35 heures pour quarante cinq mille agents postés, mais les négociations semblent se dérouler favorablement. Elles se termineront en fin de semaine, et il n'est pas certain qu'une grève éclate pour le week-end de l'Ascension. La direction de la SNCF, pour sa part, se déclare soumise, en fin de matière, ce 30 mai, que le trafic serait normal toute la journée du 3 juin. Pour sa part, la CGT maintient ses « propositions » pour une grève le 5 juin, mais considère que certaines directives de la SNCF pourraient déjouer la situation.

Par ailleurs, les agents de conduite CGT et CFDT de Nice, qui s'étaient mis en grève sans préavis le lundi 28 mai à 22 heures, ont décidé de suspendre leur mouvement pour laisser « un nouveau délai de réflexion à la direction » afin qu'elle reconsidère son point de vue sur les 35 heures. Les syndicats souhaitent toujours que les heures supplémentaires soient transformées en congés de compensation.

Le voyage européen de M. Botha

Recevant, mardi 29 mai à Lisbonne, le premier ministre sud-africain, M. Botha, chef du gouvernement portugais, a déclaré qu'il existait « un vaste champ de coopération possible » entre son pays et l'Afrique du Sud en dépit de leurs divergences, concernant notamment l'apartheid. En France, trois mouvements anti-apartheid (AFASPA, MRAP et Mouvement anti-apartheid) appellent à manifester le 7 juin, à Longueval (Somme), où M. Pieter Botha doit déposer la première pierre d'un musée à la mémoire des soldats sud-africains tombés pendant les deux guerres mondiales (le Monde du 30 mai).

Le voyage européen de M. Botha

Recevant, mardi 29 mai à Lisbonne, le premier ministre sud-africain, M. Botha, chef du gouvernement portugais, a déclaré qu'il existait « un vaste champ de coopération possible » entre son pays et l'Afrique du Sud en dépit de leurs divergences, concernant notamment l'apartheid. En France, trois mouvements anti-apartheid (AFASPA, MRAP et Mouvement anti-apartheid) appellent à manifester le 7 juin, à Longueval (Somme), où M. Pieter Botha doit déposer la première pierre d'un musée à la mémoire des soldats sud-africains tombés pendant les deux guerres mondiales (le Monde du 30 mai).

Le voyage européen de M. Botha

Recevant, mardi 29 mai à Lisbonne, le premier ministre sud-africain, M. Botha, chef du gouvernement portugais, a déclaré qu'il existait « un vaste champ de coopération possible » entre son pays et l'Afrique du Sud en dépit de leurs divergences, concernant notamment l'apartheid. En France, trois mouvements anti-apartheid (AFASPA, MRAP et Mouvement anti-apartheid) appellent à manifester le 7 juin, à Longueval (Somme), où M. Pieter Botha doit déposer la première pierre d'un musée à la mémoire des soldats sud-africains tombés pendant les deux guerres mondiales (le Monde du 30 mai).

Le voyage européen de M. Botha

Recevant, mardi 29 mai à Lisbonne, le premier ministre sud-africain, M. Botha, chef du gouvernement portugais, a déclaré qu'il existait « un vaste champ de coopération possible » entre son pays et l'Afrique du Sud en dépit de leurs divergences, concernant notamment l'apartheid. En France, trois mouvements anti-apartheid (AFASPA, MRAP et Mouvement anti-apartheid) appellent à manifester le 7 juin, à Longueval (Somme), où M. Pieter Botha doit déposer la première pierre d'un musée à la mémoire des soldats sud-africains tombés pendant les deux guerres mondiales (le Monde du 30 mai).